

ABSTRACT

PECHE ET COOPERATION EN GASPESIE (1938-1964)

Paul Larocque, PHD
Université Concordia, 1978

Pêche et coopération. Le premier des deux mots renvoie à la toile de fond de notre étude. Encore en 1938, il évoque une activité artisanale pratiquée avec peu de moyens et soumise aux caprices des éléments. Il évoque aussi une région rurale périphérique, plus ou moins isolée, longtemps à la merci de quelques négociants capables d'entretenir une situation de quasi monopole. Le second mot éclaire l'avant-scène: la prise en charge collective d'un destin économique via l'association et la participation, l'espoir d'une libération, de jours meilleurs.

C'est en 1938 qu'a été fondée la fédération coopérative de Pêcheurs-Unis du Québec, qui regroupait en 1944 quelques milliers de pêcheurs-artisans répartis entre une vingtaine de syndicats paroissiaux en Gaspésie. Notre thèse raconte d'abord l'histoire de cette organisation.

Même si elle n'est pas très étendue, la période couverte a été marquée de revirements considérables. A une conjoncture économique exceptionnellement bonne, celle de la seconde guerre mondiale, a succédé une longue phase de baisse tendancielle des prix. Graduellement, dans un contexte qui décourageait à l'avance de forts investissements privés, les gouvernements ont multiplié leurs interventions. L'Etat arbitre s'est métamorphosé en Etat promoteur. Il a défini une politique de croissance économique appuyée sur l'innovation technique. L'apparition et l'adoption systématique de nouveaux procédés de pêche et de transformation ont provoqué à long terme une polarisation des activités et l'effacement du régime de libre-concurrence initialement imposé par la proli-

fédération des syndicats coopératifs. Le déclin de la pêche artisanale s'est accéléré sous la pression conjuguée des marchés et des priorités gouvernementales.

Parallèlement, les coopérateurs ont livré un long combat d'arrière-garde pour préserver deux principes chers aux fondateurs: la décentralisation et la démocratie participative. Même s'il n'avait rien de révolutionnaire, cet idéal n'était pourtant pas compatible avec le capitalisme ambiant. Survivre commandait une rationalité administrative, une souplesse d'exécution et une productivité qui s'accoutumaient mal du respect des aspirations locales. Poursuivie sans relâche par la hantise des débouchés, inquiétée par la désaffection continue des pêcheurs-artisans, pressée d'assouplir ses structures par les gouvernements, l'organisation coopérative a progressivement sacrifié la dimension "associationniste" au profit de la dimension "entreprise". Le charisme de l'époque des fondations n'a pas résisté à l'épreuve du temps. Pêcheurs-Unis était déjà institutionnalisé lorsqu'une double intégration verticale et horizontale a pratiquement rayé de la carte les coopératives locales au début des années soixante.

AVANT-PROPOS

Une enquête historique non subventionnée, conduite en franc-tireur, n'aurait aucune chance d'aboutir sans une série de collaborations désintéressées et amicales. Je désire remercier de façon toute spéciale Pêcheurs-Unis pour son accueil généreux; Gaston Rioux et Thomas Laplante, officiers à la fédération, qui ont eu la patience de lire et de critiquer plusieurs extraits de mon travail; l'Université du Québec à Rimouski, qui m'a octroyé un congé de perfectionnement au cours duquel j'ai terminé ma scolarité de doctorat; Louis Bérubé, qui m'a aidé à circonscrire l'objet de mon travail après avoir prodigué ses conseils aux pêcheurs du littoral pendant plus d'une génération; l'abbé Lionel Léveillé, archiviste au Collège de La Pocatière, qui a tiré du fond de ses classeurs plusieurs documents dont j'ignorais jusque là l'existence; Benoit Lévesque, professeur à l'UQAR, dont les indications bibliographiques ont fait de moi un apprenti sociologue; Carole Bégin, qui a tracé les cartes balisant mon manuscrit; Danielle Brillant, qui a dactylographié avec diligence et dextérité la copie finale.

Un dernier remerciement et non le moindre. Pendant que je rédigeais mon travail sur une humble table de cuisine avec vue sur la mer, lui cultivait son potager au coeur de l'Ontario. Mais ni la distance, ni le dépaysement n'ont empêché Terry Copp, mon directeur de thèse, d'assumer avec brio sa fonction de conseiller.

TABLE DES MATIERES

ABSTRACTS	II
AVANT-PROPOS	III
TABLE DES MATIERES	IV
LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES CARTES ET GRAPHIQUES	VIII
TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	IX
BIBLIOGRAPHIE	X
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I MISE EN SITUATION: LA PECHE EN GASPESIE DANS LES ANNES TRENTE	11
A. Marginalité et traditions	15
B. Dépendance et insatisfaction	28
1. Un métier aléatoire	34
2. Les efforts pionniers en matière de coopération	41
3. Les fluctuations économiques et l'abandon de la pêche	45
4. Techniques et mise en marché: les premières innovations	54
CHAPITRE II LA RENAISSANCE DES COOPERATIVES DE PECHEURS EN GASPESIE (1939-1946) (Promotion d'un mouvement social?)	61
A. Une expansion spectaculaire	64
1. Les fondations	65
2. L'essor	72
3. Structures et fonctionnement	83
B. Les promoteurs: rôles et attitudes	92
1. Les autorités provinciales	94
2. Le clergé de la Gaspésie	104
3. Le Service Social-Economique	111
CHAPITRE III PROBLEMES DE CROISSANCE (1939-1946) (Viciissitudes d'un idéal associationniste)	134
A. Le "primo vivere" du pêcheur	134
1. Désaffection	135

2. L'échec des éducateurs	149
3. "Affairisme"	154
B. Décentralisation: le revers de la médaille	158
1. Encadrement	159
2. Les mises de fonds	164
3. Usinage.	167
C. Adversaires et ingérences	177
CHAPITRE IV LA CRISE DE L'APRES-GUERRE ET SES SUITES (1947-1950) (<u>A la Croisée des chemins</u>)	195
A. Au bord de la faillite	197
B. Tiraillements	205
C. Une nouvelle ambiance	218
CHAPITRE V PRIMAUTE DE LA TECHNIQUE (1951-1964)	230
A. La pêche: traditions et innovations	242
1. La modernisation et ses objectifs	242
2. Une impasse	260
3. Le crépuscule de la pêche côtière	275
B. Les nouveaux procédés d'usinage	294
1. La moyenne entreprise	299
2. La petite entreprise	308
CHAPITRE VI PECHEURS-UNIS ET L'ESPRIT D'ENTREPRISE (1951-1964)	323
A. L'institutionnalisation	325
B. Les intégrations	349
CONCLUSION	380

LISTE DES TABLEAUX

I	Valeur à l'état brut des principales espèces capturées en 1931 dans Bonaventure et Gaspé	12
II	Pêcheurs, ménages et population dans Bonaventure et Gaspé en 1931	14
III	Répartition moyenne des superficies cultivées et de la population animale par exploitant agricole, comté de Gaspé, 1931	20
IV	Pêcheurs-Unis: volume brut de la production, chiffre d'affaires et ristournes (1939-1945)	76
V	Pêcheurs-Unis: prix moyen de la morue étêtée et vidée au cent livres (1939-1946)	77
VI	L'Union Régionale des Caisses Populaires de la Gaspésie, 1937 et 1944	121
VII	Les captures en Gaspésie en 1945	138
VIII	Revenu des pêcheurs (1939-1946)	140
IX	Les effectifs de la pêche côtière en Gaspésie (1931-1946)	141
X	Captures de morues per capita en Gaspésie (1942-1945)	142
XI	Ristournes versées aux membres actifs du syndicat de Cloridorme en 1946	144
XII	Salaires et coûts d'opérations des syndicats en 1946	171
XIII	Ventes et profits des syndicats en 1946	172
XIV	Actifs des syndicats en 1946	173
XV	Les effectifs de la pêche côtière en Gaspésie (1941-1951)	197
XVI	Capitaux souscrits par les syndicats à la fédération, 31 mars 1949	199
XVII	Profits nets des syndicats gaspésiens, 1946 et 1948	201
XVIII	Prix moyens versés aux pêcheurs québécois pour cent livres de poisson (1953-1956)	231

XXIX	Navires hauturiers construits annuellement (1952-1965)	243
XX	Flotte moderne: spécifications	249
XXI	Flotte hauturière québécoise. Captures moyennes de 1953 à 1956	261
XXII	Financement de la flotte hauturière (1952-1957)	268
XXIII	Flotte hauturière. Coûts d'opérations et revenus moyens en 1957	271
XXIV	Effectifs des pêcheurs côtiers de la Gaspésie (1955-1964)	276
XXV	Coût et financement de quelques usines de poisson salé et séché	310
XXVI	Captures par syndicat (1956-1960)	312
XXVII	La production de Pêcheurs-Unis (1959-1960)	356
XXVIII	Pêcheurs-Unis: valeur des ventes et volume des captures, 1964, 1968, 1970	367
XXIX	Pêcheurs-Unis: côtiers et hauturiers en 1972	370

LISTE DES CARTES ET GRAPHIQUES

Carte I	La Gaspésie	10b
II	Nombre de pêcheurs en Gaspésie Comté de Gaspé et Bonaventure 1931 et 1941	14b
III	Importance des syndicats de pêcheurs en Gaspésie 1946	167b
IV	Syndicats de Pêcheurs-Unis en Gaspésie Ateliers et usines 1960	316b
V	Nombre de pêcheurs en Gaspésie Comtés de Gaspé et de Bonaventure 1956 et 1966	354b

Graphique I	Rendement hebdomadaire moyen de la flotte hauturière en livres 1952-1960	261b
-------------	--	------

[illegible]

MATA PÉDIA

MATANÉ

A map of the St-Laurent Fleuve area. The river is labeled 'FLEUVE ST-LAURENT' and 'GROSSE-ROCHE'. Other locations include 'St-Francis' and 'St-John's'.

GASPE - NORD

GASPÉ-SUD

BAIF DES CHAÎEL'RS

MOUVÉAU - BRUNSWICK

RIMOUSKI

BON AVENTURE

MATA PÉDIA

MATANÉ

A map of the St-Laurent Fleuve area. The river is labeled 'FLEUVE ST-LAURENT' and 'GROSSE-ROCHE'. Other locations include 'St-Francis' and 'St-John's'.

GASPE - NORD

GASPÉ-SUD

BAIF DES CHAÎEL'RS

MOUVÉAU - BRUNSWICK

RIMOUSKI

TABLE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACP	Archives du Collège de La Pocatière
APU	Archives de Pêcheurs-Unis
BAEQ	Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec
BCN	Banque Canadienne Nationale
DBS	Dominion Bureau of Statistics
DS	Documents de la Session
RGMCP	Rapport Général du Ministère de la Chasse et de la Pêche
SSE	Service Social-Economique
UCC	Union des Cultivateurs Catholiques

BIBLIOGRAPHIE

I Sources

a) Manuscrites

1. Notre travail repose d'abord sur un dépouillement exhaustif des archives de Pêcheurs-Unis. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un dépôt "organisé". Une classification sommaire a surtout départagé les plus anciens documents (années trente et quarante) des plus récents. Pour le reste, le contenu des boîtiers et chemisiers n'est pas formellement identifié. La majorité des documents sont conservés en vrac, même si les correspondances ont été regroupées. Aucun document n'est numéroté. Au total, environ cinquante pieds linéaires de documents utiles pour notre propos. Au nombre des principaux instruments de travail, on trouve:

- Les procès-verbaux

D'abord ceux du conseil d'administration et des conventions générales annuelles de Pêcheurs-Unis, tenus à compter du 25 avril 1939. Egalement ceux des bureaux de direction et assemblées générales de certains syndicats dont Cap des Rosiers (du 1er juin 1951 au 29 mai 1964), Saint-Maurice (du 11 mars 1945 au 27 mars 1969), Sainte-Madeleine (du 26 mars 1945 au 12 avril 1961), Rivière au Renard (du 21 août 1949 au 29 mars 1969), Grande-Vallée (du 8 septembre 1951 au 29 novembre 1964) et Saint-Joachim de Tourelle (du 21 mai 1944 au 24 mars 1964).

- Les correspondances

La plus volumineuse tranche de notre documentation (quinze pieds linéaires). Gouvernements, créditeurs, clientèle, Service Social-Economique, Conseil Supérieur de la Coopération y trouvent leur compte. Soulignons que les officiers de Pêcheurs-Unis ont surtout abondamment correspondu avec les sociétaires et les responsables des syndicats locaux.

- Les mémoires

La plupart étaient voués à une circulation interne: inventaires, devis techniques, données financières, directives diverses etc. Plusieurs ont aussi été adressés aux gouvernements.

- Les rapports annuels

Riches en statistiques, on y trouve aussi les textes des principales allocutions prononcées par les officiers de Pêcheurs-Unis à la convention générale annuelle.

- Les bilans financiers annuels

Tant ceux des syndicats que de la centrale. Une source essentielle de renseignements malgré son caractère rebutant.

2. Nous avons retracé les archives du Service Social-Economique au Collège de La Pocatière. L'abbé Lionel Léveillé, archiviste, a procédé à une classification minutieuse qui nous permet d'énumérer avec précision les dossiers utilisés (une dizaine de pieds linéaires au total).

Q Histoire et organisation

0.1 But et programme du SSE

0.1.1 Notes de cours de A.J. Boudreau

0.1.2 Rapports des anciennes coopératives de la Gaspésie (1923-1932)

0.1.3 Son Exc. Mgr F.X. Ross écrit à son clergé

0.1.4 Ecrits du Cardinal Villeneuve

0.1.5 Projet d'entente entre le SSE et la Faculté des Sciences (Laval)

0.1.6 Manifeste de l'U.C.C.

0.1.7 Rapports du SSE au Ministère fédéral des Pêcheries (annuels)

0.1.8 Conférences sur la coopération de M. l'abbé Jean

0.1.9 Liste des brochures publiées par le SSE

0.1.11 Articles de journaux sur la coopération et le SSE

0.1.12 Fêtes du vingt-cinquième anniversaire du SSE

- 12.0 Ecole Supérieure des Pêcheries
- 12.1 L'Ecole Supérieure des Pêcheries
- 13.0 Pêcheurs-Unis du Québec
- 13.1 Correspondance Pêcheurs-Unis - SSE des origines à 1965
- 13.2 Crise de Pêcheurs-Unis (1947-48)
- 14.0 Conseil de la Coopération du Québec
- 14.1 Conseil Supérieur de la Coopération
- 18.0 Congrès de Coopération
- 20.0 Cours de Coopération
- 20.5 A Rivière au Renard
- 20.6 A New-Richmond
- 20.8 Aux pêcheurs (chalutiers)
- 20.9 Aux gérants et présidents des syndicats de pêcheurs
- 20.13 Aux institutrices de Chandler (1960)
- 20.19 Aux institutrices de Rivière au Renard (1961)
- 21.0 Journées d'Etudes
- 22.0 Correspondance générale
- 71.0 Rapports annuels sur les opérations d'A. Pleines Voiles

Au même endroit, nous avons aussi pu consulter un petit fond d'archives rassemblant la correspondance personnelle de l'abbé François-Xavier Jean, directeur du SSE (boîtiers #337 et 338).

b). Imprimées

1. Livres

ALLARD, Claude. Le comté de Bonaventure. Thèse présentée à la Faculté des Sciences Sociales. Québec, Université Laval, 1947.
94 p.

ASSELIN, Pierre. "L'industrie de la pêche en Gaspésie et ses possibilités de développement" dans Etudes Economiques. Montréal, Beauchemin, 1934, pp. 105-131 (Thèses présentées à la licence en Sciences Commerciales en mai 1934, aux HEC).

BEAUGE, Lucien. Manuel du pêcheur. Sainte-Anne de la Pocatière, Ecole Supérieure des Pêcheries, 1941. 153 p.

BERNARD, Antoine. La Gaspésie au soleil. Montréal, Les Clefs de Saint-Viateur, 1925. 333 p.

BERTRAM, Baynes Foyler. The Lord help those... How the people of Nova Scotia are solving their problems through cooperation. New York, The Vanguard Press, 1938. 180 p.

BERUBE, Louis. Coup d'oeil sur les pêcheries du Québec. Sainte-Anne de la Pocatière, Ecole Supérieure des Pêcheries, 1941. 215 p. Ouvrage indispensable.

BLAIS, Philippe. L'esprit coopératif. Notions élémentaires de coopération pour cercles d'études. Rimouski, Imprimerie Blais, 1952. 63 p. Contient quinze leçons pour cercles d'études avec illustrations appropriées.

BLANCHARD, Raoul. L'Est du Canada français. Montréal, Beauchemin, 1935. TI. 366 p.

BOISSEAU, Lionel. La mer qui meurt. Montréal, Zodiaque, 1939. 211 p.

BOYLE, George. Father Tompkins of Nova Scotia. New York, Kennedy and Sons, 1953. 173 p.

BRINKLEY, T. Gordon. Away to the Gaspé. Toronto, McClelland and Stewart, 1935. 200 p.

CHAMBERS, E.T.D. Les pêcheries de la province de Québec. Québec, Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1912. 214 p.

COADY, M.M. Masters of their own destiny. The story of the Antigonish Movement of Adult Education through economic cooperation. New York and London, Harper, 1939. 170 p.

CROTEAU, John Tougas. Craddled in the waves; the story of a people's cooperative achievement in economic betterment on Prince Edward Island, Canada. Toronto, Ryerson Press, 1951. 149 p.

DESMARINS, Paul. Le froment sous la meule. Essai d'explication symbolique de la misère gaspésienne. Montréal, Nouvelles Editions du Cap, 1941. 110 p.

FILIATRAULT, Marcel. Le coopératisme appliqué à l'industrie forestière. Thèse présentée à la Faculté des Sciences Sociales. Québec, Université Laval, 1944. 34 p.

GUITE, Gérard. Le milieu gaspésien et ses ressources. Thèse présentée à la Faculté des Sciences Sociales. Québec, Université Laval, 1940. 104 p.

INNIS, Harold A. The Cod fisheries: the history of an international economy. Toronto, U. of T. Press, 1954. 522 p.

KERR, T. Ainslie. Canada's co-ops. Toronto, The Ryerson Press, 1945. 58 p.

LAFONTAINE, Georges. Le coopératisme et l'organisation économique de la Gaspésie. Montréal, Valiquette, 1940. 119 p.

LEBLANC, Paul. La Gaspésie avant et après la coopération. Montréal, Institut Carillon, 1945. 39 p.

LEGARE, Thérèse. Conditions économiques et sociales des familles de Gaspé-Nord. Thèse présentée à la faculté des Sciences Sociales. Québec, Université Laval, 1947. 168 p.

LOISELLE, Alphonse. La Gaspésie d'aujourd'hui (La Bretagne canadienne). Montréal, Ed. Albert Loisel, 1948. 116 p.

MASSUE, Huet. The region with a future: the gulf and lower St-Lawrence. Montréal, St-Lawrence and gulf development association, 1959. 83 p.

MINVILLE, Esdras, éd. La forêt. Montréal, Fides, 1944. 414 p. (Coll. Etudes sur notre milieu).

MINVILLE, Esdras, éd. Pêche et chasse. Montréal, Fides, 1946. 580 p. (Coll. Etudes sur notre milieu). Plusieurs collaborateurs ont contribué à la rédaction de cet ouvrage-clé.

Pêcheurs-Unis du Québec. Les coopératives de pêcheurs du Québec. Montréal, Pêcheurs-Unis, 1959. 62 p. L'ouvrage a probablement été rédigé par Léo Bérubé, naguère à l'emploi de la fédération et du Service Social-Economique. On y trouve notamment une excellente description des structures et rouages de fonctionnement de Pêcheurs-Unis.

PEPIN, Pierre-Yves. La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie-Rive Sud. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1962. 360 p.

PEPIN, Pierre-Yves. La région du rebord sud de l'estuaire de la péninsule gaspésienne. Thèse de DES (géographie). Montréal, Université de Montréal, 1958. 221 p.

POINIER, Paul-Emile. Organisation administrative et technique de la coopérative des Pêcheurs-Unis de Québec. Thèse présentée à la Faculté des Sciences Sociales. Québec, Université Laval, 1948. 99 p. L'auteur était auparavant à la solde du Service Social-Economique.

PROSKIE, John et R.G. Gosselin. Analyse comptable des pêcheurs côtiers de la péninsule gaspésienne (1949-1953). Ottawa, Ministère des Pêcheries du Canada, 1958. Document essentiel sur la productivité et la rentabilité de la pêche côtière.

RIOUX, Marcel. Belle-Anse. Ottawa, Musée National du Canada, 1961, deuxième édition. Bulletin # 138. 125 p. Sans doute la plus pénétrante enquête sociologique consacrée à une paroisse du littoral gaspésien, malgré certaines conclusions discutables.

ROY, Carmen. La littérature orale en Gaspésie. Ottawa, Musée National du Canada, 1955. Bulletin #134. 389 p.

RUMILLY, Robert. La Gaspésie. Enquête économique. Québec, Le Soleil, 1944. 181 p.

SASSEVILLE, Gilbert. Les syndicats coopératifs forestiers. Thèse présentée à la Faculté des Sciences Sociales. Québec, Université Laval, 1946. 55 p.

SERGERIE, Eustache-G. Les bienfaits de la coopération chez les pêcheurs gaspésiens. Thèse présentée à l'Ecole de Commerce. Québec, Université Laval, 1950. 80 p.

TOUSIGNANT, J.B. Pêcheries Maritimes du Québec. Thèse présentée à l'Ecole de Commerce. Québec, Université Laval, 1946. 105 p.

TOUSSAINT, J. Les coopératives de pêcheurs en Gaspésie. Thèse présentée au département des relations industrielles. Montréal, Université de Montréal, 1948. 105 p.

WARD, Leo Richard. Nova Scotia, the land of co-operation. New York, Sheed and Ward, 1942. 207 p.

2. Brochures et fascicules

La plupart des titres mentionnés sous cette rubrique ont trait à l'éducation coopérative. Le Service Social-Economique en a assumé

la diffusion.

BERUBE, Louis. L'Ecole des Pêcheries de Sainte-Anne. Une formule nouvelle. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, 1945. 14 p. Causerie prononcée le 7 novembre 1945 au déjeuner-causerie du Conseil Diocésain de la Société Saint-Jean Baptiste de Québec.

BOUDREAU, Alexandre J. Les Pêcheurs-Unis devant la Commission Royale. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, 1945. 16 p. Mémoire de Pêcheurs-Unis présenté devant la Commission Royale d'enquête sur les coopératives.

_____. L'activité coopérative en Gaspésie. Québec, Conseil Supérieur de la Coopération, 1941. N.p. Allocution prononcée au deuxième congrès des coopérateurs du Québec.

BOYLE, James. La voie du juste milieu. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, n.d. 9 p. Le révérend Boyle, curé à Havre-à-Bouché en Nouvelle-Ecosse, décrit les objectifs du mouvement d'Antigonish.

DUGRE, Alexandre. La Gaspésie, nouveau modèle. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, s.d. 32 p.

FRECHET, Jean. Technologie des bateaux et engins de pêche. Manuscrit ronéotypé de 19 pages. Allocution présentée au symposium sur les pêches maritimes organisé par l'Université Laval les 31 mars et 1er avril 1964. L'auteur était à l'emploi du Ministère fédéral des Pêcheries.

GUITE, Gérard. A Pleines Voiles. Cinq ans de coopération chez les pêcheurs. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, 1944. 31 p.

LEROUX, Armand. Le Service Social-Economique. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, 1942. 18 p.

ROSS, Mgr François-Xavier. La coopération chez les pêcheurs. Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, s.d. 8 pages.

Service d'Expansion de l'Université Saint-François d'Antigonish, Nous apprenons en travaillant. Ottawa, impr. du roi, 1940. 30 p.

THERIAULT, E. Prendre un p'tit coup c'est.... Sainte-Anne de la Pocatière, Fortin et fils, 1946. 22 p.

3. Documents officiels

On trouvera ci-inclus les rapports et annexes du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec.

BARIL, Jean-Marc. Rapport sur la mentalité du pêcheur (Recherche exploratoire). S.l., BAEQ, manuscrit, 1964. 46 p.

BOIS, J.-A. et L. Laberge. Le comté de Gaspé-Ouest. Enquête économique. Québec, Bureau de la Statistique, 1959. 182 p.

BOUCHER, Paul. Monographies économico-sociales des comtés ruraux du Québec. Fascicule no 1. Préliminaires. La Gaspésie. Québec, Service de l'Information et des Recherches, 1963. 76 p.

Bureau d'Aménagement de l'est du Québec. Esquisse du Plan. La pêche. Cahier no 4. S.l., BAEQ, juin 1965. 391 p.

_____. Plan de développement. Objectif de modernisation des secteurs de base traditionnels. Troisième partie. Le secteur des pêches. S.l., BAEQ, 30 juin 1966. 271 p.

CHALOULT, Michel. Les partis politiques dans le territoire-pilote. S.l., BAEQ, février 1966. Annexe technique 14 au plan de développement 1967-1972 du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine.

DANEAU, Marcel. Situation économique des familles rurales de la Gaspésie. Québec, Conseil des Recherches Agricoles, 1965. 159 p.

_____. Situation économique de la pêche côtière au Québec. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1964. 167 p.

Département of Fisheries of Canada. Analysis of the 1950 fishing operations of 42 inshore boats on the Gaspé peninsula. Ottawa, Ministère fédéral des Pêcheries, 1954, n.p.

Dominion Bureau of Statistics. Fisheries Statistics of Canada. Ottawa, Department of Trade and Commerce. Pour le dénombrement des pêcheurs, de leurs prises et de leurs agrès, nous avons surtout consulté les tableaux statistiques suivants: 1931, pp. 146-147; 1936, pp. 160-161; 1941, pp. 164-165; 1946, pp. 176-177; 1951, pp. F-1 et F-2; 1961, p. 21; 1966, p. 25.

MACLEAN, A.K., et al. Report of the Royal Commission investigating the Fisheries of the Maritime Provinces and the Magdalen Islands. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1928. 322 p.

Ministère de la Chasse et des Pêcheries. Rapport général du Ministre de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec concernant les activités du Département des Pêcheries Maritimes. Québec, Imprimeur du roi. 1943/1953-54. Rapport annuel riche en statistiques.

Ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec. "Rapport général du Ministre..." dans les Documents de la Session. 1931, V. 65, no I; 1932, V. 66, no II; 1933, V. 67, no II; 1934, V. 68, no III.

Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec. "Rapport général du Ministre" dans les Documents de la Session. 1922, V. 56, no II; 1923, V. 57, no II; 1924, V. 58, no II; 1925, V. 59, no II; 1926, V. 60, no I; 1927, V. 61, no I; 1928, V. 62, no I; 1929, V. 63, no I; 1930, V. 64, no I.

Ministère de l'Industrie et du Commerce. Index des Manufactures 1956: répartition géographique. Québec, Bureau des Statistiques, 1957. 484 p.

_____. La pêche hauturière 1952-1963. Québec, Bureau des Statistiques, 1965. 25 p.

_____. Pêcheries Maritimes 1966-67-68. Texte manuscrit. S.l., s. éd., n.d.

_____. Répertoire des établissements manufacturiers. Industrie de la préparation du poisson. Québec, Bureau de la Statistique du Québec, 1971. Fascicule #1110. 10 p.

_____. Répertoire des Manufactures de la province de Québec. Répartition par industrie. T.I. Québec, Bureau de la Statistique du Québec, 1962. 295 p.

Ministère des Mines et Pêcheries. Rapport général du Ministre des Mines et des Pêcheries de la province de Québec pour l'année... Annuel. Manuscrit. 1935/36 à 1939/40.

Ministère des Pêcheries du Canada et Office de Recherche sur les Pêcheries. Les pêches commerciales du Canada. Ottawa, Impr. de la reine, 1956. 209 p. Rapport présenté à la Commission Royale d'Enquête sur les Perspectives Economiques du Canada.

SIMARD, René et alii. Recensement des pêcheurs côtiers professionnels de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine (1972). Québec, Direction Générale des Pêcheries Maritimes, Ministère de l'Industrie et du Commerce.

4. Journaux et périodiques

Nous avons systématiquement dépouillé le journal A Pleines Voiles, lequel s'est aussi avéré une mine précieuse de renseignements. Publié du 1er janvier 1945 au 1er décembre 1965 sous l'égide du Service Social-Economique, ce journal mensuel était destiné aux pêcheurs-sociétaires de l'est de la province de Québec. Il était imprimé par les Editions Dorchester inc. (Lac Etchemin).

Le périodique Ensemble! (mensuel), transformé en journal à compter de 1954, a aussi été ratissé de fond en comble (1940-1965). Cet organe du Conseil Supérieur de la Coopération a consacré un numéro spécial à la Gaspésie en 1941.

Plusieurs articles parus dans Actualité Economique (organe des H.E.C. à Montréal) et Actualités Marines (trimestriel imprimé et diffusé par le Ministère québécois responsable des Pêcheries de 1957 à 1965) ont aussi attiré notre attention. Nous mentionnons ici les plus importants.

Actualité Economique

DANEAU, Marcel, "L'industrie des pêches maritimes du Québec" dans A.E. Montréal, V. 31, no 4, janvier - mars 1961. pp. 645-666.

_____. "La production des pêches maritimes du Québec" dans A.E. Montréal, V. 38, no 1, avril - juin 1963. pp. 56-71.

LABRIE, Arthur. "Notre territoire de pêcheries maritimes" dans A.E. Montréal, V. 2, no 2, décembre 1943. pp. 105-158.

MARQUIS, Paul-E. "La restauration économique par l'éducation du peuple. Une expérience: Antigonish" dans A.E. V. 15, avril 1939. pp. 1-21.

MINVILLE, Esdras. "La Gaspésie n'entend pas mourir" dans A.E. V. 3, no 6, septembre 1927. pp. 106-112.

PARADIS, P.E. "Quelles sont les possibilités de développement de la Gaspésie?" dans A.E. V. 2, no 6, septembre 1926 et V. 2, no 7, octobre 1926. pp. 7-16 et 1-11.

Actualités Marines

AUDET, Raymond. "Le comité consultatif de la flotte moderne de pêche" dans A.M. V. 2, no 3, juillet - décembre 1958. pp. 11-14.

BARBIN, Gérard. "Information et propagande" dans A.M. V. 1, no 2, mai - août 1957. pp. 13-16.

BERGEVIN, J.B. "Bilan de l'action gouvernementale au domaine des pêches" dans A.M. V. 8, no 1, printemps 1964. pp. 15-20.

BERUBE, Zéphirin. "Le capitaine de pêche moderne" dans A.M. V. 2, no 2, avril - juin 1958. pp. 23-26.

BRUNEL, Pierre. "Les chalutiers ravagent-ils les fonds à morue?" dans A.M. V. 6, no 2, été - automne 1962. pp. 25-28.

DIAMENT, Mgr Joseph. "L'École Supérieure des Pêcheries de Sainte-Anne de la Pocatière" dans A.M. V. 1, no 2, mai - août 1957. pp. 25-26.

GIROUX, Germain. "L'entraide sociale et nos pêcheurs" dans A.M. V. 1, no 2, mai - août 1957. pp. 20-24.

_____. "Le Service d'économie maritime et la flotte de pêche hauturière du Québec" dans A.M. V. 9, no 2, automne 1965. pp. 24-28.

GOULET, René. "Dans l'industrie de la pêche...deux étapes essentielles: la congélation et l'entreposage" dans A.M. V. 7, no 1, printemps 63. pp. 22-26.

LABRIE, Arthur. "L'industrie québécoise des pêches brule les étapes de la modernisation" dans A.M. V. 1, no 1, janvier - avril 1957. pp. 3-6.

_____. "Les pêches 1957" dans A.M. V. 2, no 1, janvier - mars 1958. pp. 3-5.

MORIN, Léo. "Inspection, gage de qualité" dans A.M. V. 2, no 3, juillet - décembre 1958. pp. 15-23.

Articles importants d'autre provenance

BERUBE, Louis. "Le commerce du poisson frais de la Gaspésie" dans Le Canada français. Avril 1936. pp. 741-768.

PEPIN, Pierre-Yves. "L'industrie de la pêche en Gaspésie" dans Cahiers de Géographie de Québec. No 6, avril - septembre 1959. pp. 353-367.

POULIN, Gonzalve. "Le mouvement coopératif au Canada" dans Culture. V. 1, 1940. pp. 137-156.

c) Orales

Outre plusieurs conversations informelles à Montréal, à Québec ou en Gaspésie même, trois longues entrevues nous ont permis de rencontrer des témoins privilégiés de cette époque.

- Entrevue avec Louis Bérubé, Saint-Jean Port-Joli, 28 octobre 1974. Tour à tour conseiller technique, propagandiste du Service Social-Economique et directeur de l'Ecole Supérieure des Pêcheries, monsieur Bérubé nous a surtout aidé à circonscrire les limites de notre enquête.

- Entrevue avec Thomas Laplante, Montréal, 12 mars 1975. Monsieur Laplante est à l'emploi de Pêcheurs-Unis, depuis 1943.

- Entrevue avec Roland Martin, Sainte-Anne de la Pocatière, 3 avril 1975. Monsieur Martin a été un artisan du Service Social-Economique de 1944 à 1965.

Nous rangeons sous cette rubrique un important dossier, celui de Radio-Pêcheries, une émission radiophonique commanditée et produite au cours des années cinquante par le Ministère responsable des pêcheries au Québec et diffusée sur les ondes de CHNC New-Carlisle et CKBL Matane. Plusieurs extraits ont en outre été diffusés par Radio-Canada ("La revue de l'actualité"; "Les travaux et les jours" etc.). Responsable et principal animateur: Gérard Barbin. Périodicité: trois fois la semaine durant la saison de pêche; une émission hebdomadaire pendant la saison morte. La première radiodiffusion remonte

au 18 avril 1952; le Ministère a mis un terme à la programmation le 10 octobre 1959. Les textes des émissions ont été dactylographiés à simple interligne sur un papier de format 8 $\frac{1}{2}$ " x 14", soit un dossier de deux mille pages au total. Le nombre et la qualité des témoignages entendus impressionne, même si Radio-Pêcheries a largement contribué à justifier les politiques gouvernementales. Une source de première importance pour les années cinquante.

II Etudes

a) Générales

AMIN, Samir. Le développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Paris, éd. de Minuit, 1974. 365 p.

ANGERS, François-Albert. La coopération de la réalité à la théorie économique. T.I. "Le monde vivant de la coopération". Montréal, Fides, 1974. 226 p.

DAVID, Marcel. Les travailleurs et le sens de leur histoire. Paris, Cujas, 1967. 387 p.

DESCHENES, Gaston. Ensemble! Revue de la coopération 1940-1951. Thèse de M.A. (histoire). Québec, Université Laval, 1975. 131 p.

(Les) Dimensions du développement régional. Compte-rendu des communications présentées au Symposium de la Société canadienne de Sciences Economiques. Université de Sherbrooke, 4 novembre 1967. 102 p. (polycopié).

DUVIGNAUD, Jean (en coll.). La sociologie: guide alphabétique. Paris, Denoël, 1972. 330 p.

FORTIN, Gérald. La fin d'un règne. Montréal, HMH, 1971. 397 p.

GAGNON, Gabriel et Luc Martin. Québec 1960-1980. La crise du développement. Montréal, HMH, 1973. 415 p.

LALIBERTE, Raymond. La culture politique du Conseil de la Coopération du Québec. Sherbrooke, Chaire de coopération du département d'économie de l'Université de Sherbrooke, 1973. 482 p.

LAMBERT, Paul. La doctrine coopérative. Bruxelles, Les Propagateurs de la Coopération, 1964. 373 p.

MEISTER, Albert. Vers une sociologie des associations. Paris, éd. Economie et Humanisme, 1972. 220 p.

MIGUE, Jean Luc, éd. Le Québec d'aujourd'hui: regards d'universitaires. Montréal, HMH, 1971: 251 p.

PARISE, Robert. Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise. Montréal, Alain Stanké, 1976. 172 p.

RAYNAULD, André. "Les coopératives à l'heure du XX^e siècle" dans Cité Libre. No 5, juillet 1966. pp. 6-10.

TOURAINÉ, Alain. Production et Société. Paris, Seuil, 1973. 542 p.

YOUNG, Walter D. The anatomy of a party: the national CCF. Toronto, U. of T. Press, 1969. 341 p.

_____ "Le mouvement coopératif québécois: évolution et problématique" dans Revue Canadienne d'Economie Publique et Coopérative. V. 5, no 1, 1972. pp. 125-162.

b) Spéciales

ALEXANDER, David. "The political economy of fishing in Newfoundland" dans Revue d'Etudes Canadiennes. V. 11, no 1, février 1976. pp. 32-40.

ANDERSEN, Raoul, éd. North Atlantic Fishermen: anthropological essays on modern fishing. St-John, Institute of social and economic research, Memorial University of Newfoundland, 1972. 174 p.

BLACK, W. A. et J.W. Maxwell. "Resource utilization: change and adaptation" dans Alan G. Macpherson, éd., The Atlantic Provinces, Toronto, U. of T. Press, 1972. pp. 74-84.

BROX, Ottar. Newfoundland fishermen in the age of industry. A sociology of economic dualism. Totonto, U. of T. Press, 1972. 113 p.

CHOUINARD, Omer. Une expérience de développement régional dans l'est du Québec: l'intervention dans le secteur pêche en Gaspésie et aux Iles de la Madeleine (1963-1972). Thèse de M.A. (Sociologie). Québec, Université Laval, 1975. 368 p.

CREVEL, Maryvonne. "Comment naquirent et moururent les premières coopératives de pêcheurs en Gaspésie" dans Revue d'Histoire de la Gaspésie. V. 7, nos 3- 4, juillet - décembre 1969. pp. 142-149.

- CUJES, Rudi. Fishermen's Co-operatives in Nova Scotia. Montréal, Centre Canadien International de Recherches et d'Information sur l'Economie Publique et Coopérative, n.d. 55 p. (miméographie).
- CYR, André. "Histoire de la pêche à Newport" dans Revue d'histoire de la Gaspésie. V. 9, no 2, avril - juin 1971. pp. 294-298.
- DUGAS, Clermont. L'est du Québec à l'heure du développement régional. Rimouski, Cahiers de l'UQAR, 1974. 212 p.
- GAGNON, Gabriel. "Aménagement et changements socio-culturels aux Iles de la Madeleine" dans Recherches Sociographiques. V. 9, no 3, septembre - décembre 1968. pp. 299-306.
- GRIDEQ (en coll.). La problématique du développement en milieu rural. Rimouski, Cahiers du Grideq, 1974. 279 p.
- HARVEY, Jacquelin. Le trafic maritime de la Côte-Nord. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1973. 453 p.
- LAIDLAW, A.F. The campus and the community. The global impact of the Antigonish Movement. Montréal, Harvest House Ltd, 1961.
- éd. The man from Margaree: writings and speeches of M.M. Coady, educator, reformer, priest. Toronto, McClelland and Stewart, 1971. 218 p.
- HAUGER, E.L. "Les métiers de la mer" dans Revue d'Histoire de la Gaspésie. V. 3, juillet - septembre 1967. pp. 128-130.
- Recherches Sociographiques. Les Iles de la Madeleine. V. 11, no 3, septembre - décembre 1970. Six articles consacrés aux Iles.
- RIoux, Gaston. "La restructuration des associations coopératives de pêcheurs de la Gaspésie, expérience de participation (1966-1969)" dans Le mouvement coopératif du Québec et l'éducation des adultes. Montréal, Les Cahiers de l'I.C.E.A., 1970. 220 p.
- RUTHERFORD, J.B. et C.R. Molson. Economic aspects of the Gulf of St-Lawrence fisheries. Ottawa, Ministère des Pêcheries, 1964. 20 p. Document manuscrit présenté à l'Université Laval lors d'un symposium sur les pêches.
- Service des Pêcheries du Conseil de la Coopération du Québec. Cours: l'économie coopérative appliquée aux pêcheries. Manuscrit. Novembre 1968. 92 p.
- WADEL, Cato. Marginal adaptations and modernization in Newfoundland. A study of strategies and implications in the resettlement and redevelopment of outport fishing communities. St-John, Institute of Social and Economic Research, Memorial University of Newfoundland, 1969. 148 p.

INTRODUCTION

Quiconque s'astreint à la solitude physique et morale inhérente aux longs dépouillements de documents doit bien sympathiser un peu avec l'objet de sa recherche. Le présent travail tire d'abord son origine d'un engouement un peu enfantin pour la Gaspésie et la mer, avec ce qu'elles peuvent représenter de vastes espaces et de perspectives d'évasion pour un homme élevé en milieu urbain industrialisé. Il concilie aussi les préoccupations d'un Rimouskois d'adoption pour les milieux régionaux périphériques avec un intérêt qui ne s'est jamais démenti pour le monde du travail.

Au départ de cette enquête, nous projetions d'étudier l'évolution de la condition socio-économique du pêcheur du littoral maritime québécois au cours du vingtième siècle. Le titre définitif de notre travail, Pêche et Coopération en Gaspésie de 1938 à 1964, démarque bien l'itinéraire parcouru depuis. Un premier regard sur le territoire et sur l'état de la documentation existante nous a vite incité à mieux circonscrire l'objet de notre étude. Spatialement d'abord, en privilégiant la Gaspésie, moins éloignée, plus familière. Ailleurs, un monde très différencié risquait de nous confondre et d'éparpiller nos efforts. Les traits socio-culturels distinctifs des Madelinots, de même que leur production originale, fondée en bonne partie sur la cueillette de crustacés, exigeraient une étude particulière. L'immense Côte-Nord du Golfe du Saint-Laurent, que nous n'avons visitée qu'à une seule reprise, constitue aussi un univers à part avec sa population composite d'Indiens, d'Aca-

diens, d'Anglophones, avec sa production qu'un climat froid et capricieux a souvent vouée à un salage intensif.

D'un double point de vue analytique et chronologique, il a aussi fallu en rabattre sous peine de dissenter à vide. Les pêcheurs, on s'en doute, n'ont pas laissé de nombreux vestiges écrits de leur existence. Les journaux gaspésiens, les récits de voyages, les historiques de paroisses et les rares monographies régionales n'ont pas tracé non plus un portrait détaillé et nuancé du métier de pêcheur. Féconde en statistiques d'une valeur inégale, la documentation officielle produite par diverses instances gouvernementales pouvait s'avérer un auxiliaire précieux sans pour autant répondre à nos attentes. Nous avons dû renoncer à entreprendre une vaste enquête orale auprès des témoins oculaires: nous n'avions pas les moyens requis pour mener à bien cette tâche délicate et ardue.

Nous nous sommes tourné en dernier ressort vers les groupements qui ont longtemps reflété les aspirations des pêcheurs: les coopératives. Avec une remarquable ouverture d'esprit, la fédération de Pêcheurs Unis nous a donné accès à ce qu'elle avait conservé de ses anciens dossiers, dans le sous-sol de son bureau-chef du Marché Central Métropolitain à Montréal: une masse imposante de boîtes, de chemises et de feuillets épars contenant les résidus poussiéreux, parfois sommairement classifiés, d'un passé encore récent. En fouinant à tâtons dans ce décor sans fenêtre, nous avons mis à jour une organisation bien ramifiée.

La piste était bonne. C'est en Gaspésie que Pêcheurs-Unis, fondé en 1938, a été le plus actif. Les pêcheurs de la Côte-Nord, éloignés, éparpillés, incapables de subvenir à leurs propres besoins, moins autonomes, n'ont jamais fondé des associations coopératives d'un dynamisme et d'une viabilité équivalents à celles des Gaspésiens. Quant aux Madelinots, ils ont d'abord fait confiance à la fédération pour après coup lui retirer longtemps leur appui. Autre fait primordial: plus d'une vingtaine de syndicats coopératifs ont vu le jour en Gaspésie. Jusqu'au début des années soixante, la fédération a préservé la décentralisation de ses unités locales de regroupement et d'usinage. Mieux encore, elle s'est appuyée sur un organisme d'éducation et de propagande coopératives, le Service Social-Economique - dont nous avons plus tard retracé les archives à La Pocatière - , pour promouvoir l'idéal coopératif et la participation de ses membres. La fédération est ainsi devenue l'épicentre d'un réseau complexe de relations. En reconstituant pas à pas son cheminement, nous avons pu recueillir une somme considérable de témoignages de toutes provenances pour la période couvrant les années 1938 à 1964, c'est-à-dire avant qu'une double intégration verticale et horizontale ne vienne supprimer nos plus importantes sources de documentation.

Pareil contexte pouvait permettre de dépasser le niveau d'une banale histoire administrative et de caractériser non seulement l'évolution de la fédération, mais également celle de ses syndicats affiliés et de leurs membres en Gaspésie. Cette approche institutionnelle ne mettait pas en cause la condition du pêcheur, objet initial de notre travail,

bien au contraire. Le pêcheur-sociétaire a partagé à plus d'un titre le sort de ses camarades "indépendants". Ce qui le distingue de ces derniers, son adhésion à une organisation coopérative, permet surtout une meilleure évaluation de ses préoccupations et de ses attitudes. La dimension associationniste d'une coopérative projette souvent à l'avant-scène des aspirations que l'individu isolé tend à réprimer. Les pêcheurs regroupés ont l'occasion d'exprimer plus librement leurs craintes et leurs espoirs. Chaque syndicat a une dynamique interne qui lui est propre. Ici, on s'entredéchire, le syndicat est contesté de l'extérieur. Ailleurs une coalition s'organise contre quelques intervenants de l'extérieur perçus négativement: fédération, gouvernement, entreprise privée, etc. Ailleurs encore, le sentiment d'appartenance est peu développé, la passivité marque le pas sur la participation, le syndicat ne canalise plus les revendications de la base. Même les silences prolongés sont ainsi révélateurs. La typologie de ces comportements collectifs éclaire les réalités sous-régionales. Leurs points de convergence annoncent souvent d'importantes mutations structurelles.

Le pêcheur-sociétaire est aussi un homme dépendant, subordonné à plus fort que lui. Sa perception de la réalité procède d'un degré de conscientisation souvent limité. L'ancienne culture politique en milieu rural et l'éducation coopérative qu'il a reçue expliquent largement cette situation. Autour de lui, à ses dépens, des stratégies se sont dessinées en fonction des intérêts les plus divers. Pour les identifier, il faut scruter de près l'attitude et les activités de sa fédération, coopérative de second degré. A cause de la place importante qu'elle a tenue

dans l'industrie de la pêche, celle-ci a entretenu des liens étroits avec tous les intervenants, tous les définisseurs de situations. Par son entremise, on accède ainsi à un autre niveau de connaissances qu'un simple examen des conjonctures locales aurait mis hors de notre portée.

La définition de notre objet de recherche repose donc en partie sur des critères d'opportunité. Dans une moindre mesure, il en va ainsi de notre approche méthodologique. Comme bien d'autres, nous déplorons la timidité ou le conservatisme de plusieurs historiens québécois. Le travail de l'historien a ceci de particulier qu'il remonte aux sources les plus appropriées. Il exige les plus minutieux ratissages et dégage petit à petit une réalité sociale inévitablement complexe, mouvante, aux articulations multiples. Celui qui a vécu semblable expérience sait bien à quel point on peut se sentir débordé, dépassé, devant la prolifération de micro-phénomènes aux relations causales inextricables en apparence. Par souci d' "objectivité", par apolitisme, l'historien hésite souvent à systématiser son interprétation. Il s'arrête à mi-chemin. Il passe la main à d'autres disciplines qui "colonisent" la sienne et réinterprètent cette même réalité en utilisant un langage et des instruments de mesure plus précis que les siens. Il ne tire pas pleinement parti de l'indéniable crédibilité que lui confère l'analyse de documents de première main. Aussi sa fonction sociale se trouve-t-elle parfois réduite à sa plus simple expression. Dans une société en devenir, un tel comportement a des effets démobilisateurs en ce qu'il renforce un certain nombre de déterminismes sociaux. Il fait le jeu des partisans du statu quo en occultant les enjeux véritables, en masquant une série de rapports

de forces sans la compréhension desquels les projecteurs resteront indéniablement braqués sur un certain nombre de figurants - hommes ou événements -, consacrés "vedettes historiques" à leur insu.

En raison de sa portée limitée et de son isolement relatif, notre travail n'évitera pas tous ces écueils. Il n'est pas question de tout écrire, encore moins d'écrire sur tout et sur rien. Notre récit misera sur les points forts de notre documentation, sur ceux qui approvisionneront notre moulin en eau. Nous ne sommes pas en mesure de rendre un verdict sans appel sur l'origine des maux qui affligent les zones rurales de la périphérie québécoise, ou encore sur les caractéristiques évolutives du monde coopératif dans son ensemble. Telle est la rançon qu'impose souvent la monographie spécialisée. La formule ne comporte pas que des inconvénients. La spécialisation favorise souvent l'exploitation de thématiques nouvelles, comme c'est le cas ici. Les analyses qu'elle suscite ont une profondeur qui peut leur donner accès à l'universalité. Au plan méthodologique, elle permet de sortir plus aisément des sentiers battus. L'excellente monographie récemment publiée par l'historien Normand Séguin en offre un exemple éclatant (1).

Concrètement, notre cheminement sera balisé par une grille d'analyse prédéfinie. Cette grille, nous l'avons voulue souple, élastique, non encombrante. Notre dépouillement nous a confronté à une foule

1. Normand Séguin, La conquête du sol au XIX^e siècle, Montréal, Boréal Express, 1977, 295 p.

7

d'entités et de situations dont le triage et l'assemblage ne seront pas faciles. Il faut protéger ses arrières, s'accorder une certaine latitude, préférer une interdisciplinarité balbutiante à un modèle rigide, ménager un compromis entre le propos archi-systématisé que tiennent les spécialistes férus en néologismes de disciplines voisines et la chronique événementielle de certains historiens. Notre récit y gagnera en souplesse sans pour autant manquer de rigueur. Il sera tantôt empirique et descriptif, tantôt analytique et abstrait. Il traitera à la fois de phénomènes conjoncturels et de bouleversements structurels. Cet équilibre que nous nous proposons d'atteindre ne doit surtout pas être perçu comme un gage "d'objectivité". La crédibilité que nous convoitons traduit d'abord un désir d'implication sociale.

Compte-tenu de ce qui précède, l'armature de notre problématique reste assez lâche. Seuls les contours généraux de nos postulats se dégagent avec une certaine netteté. Deux concepts, ceux de mouvement et de développement, revêtent une importance capitale. Le premier s'oppose à l'institutionnalisation, le second à la notion de croissance. L'organisme qui répond à la définition de mouvement incarne le changement social (2). Qui dit mouvement social dit aussi marginalité, non conformisme, poursuite d'un idéal impliquant une redéfinition partielle ou to-

-
2. Sur la définition du mouvement et de ses nombreuses implications, on pourrait lire Max Weber, Economie et Société, Paris, Plon, 1971, p. 49-59; Alain Touraine, Production et Société, Paris, Seuil, 1973, p. 233-244; Emile Durkheim, De la division du travail social, Paris, P.U.F., 1967, p. 360-365; Albert Meister, Vers une sociologie des associations, Paris, Les Editions ouvrières, 1972, p. 155-161.

tale de la société, peu importe la sphère d'activité spécifique au mouvement. Cet idéal trace la ligne de conduite du mouvement, circonscrit ses méthodes d'action, devient en quelque sorte sa raison d'être. En pratique, cela va de soi, la plupart des mouvements sont institués, peuvent dresser la courte liste de leurs fondateurs. Mais par essence, un mouvement est aussi instituant. Ses membres font preuve d'altruisme, sacrifiant une partie de leurs intérêts individuels à la bonne marche d'une association volontaire où le sentiment d'appartenance, la solidarité et la participation collective jouent un rôle de premier plan. Leur militantisme est d'ailleurs souvent renforcé par un leadership qui tire son autorité et son prestige de son charisme, de la communication intense et informelle, à la fois ascendante et descendante, qu'il privilégie.

Cette définition appelle évidemment plusieurs nuances. L'emprise idéologique et son corollaire, la participation, peuvent varier à des degrés divers. On reconnaît généralement que les mouvements sociaux "périphériques" préconisent les changements les plus profonds. A l'extrême opposé, il en est d'autres qui exercent une grande influence, qui ont un grand rayonnement. Leurs objectifs cadrent mieux avec la réalité, leurs cahiers de réclamations recèlent moins d'intransigeances, traduisent une attitude plus opportuniste. Le terme "mouvement" devient un vain mot lorsqu'un organisme s'institutionnalise, c'est-à-dire lorsque le désir d'efficacité, et par là même de puissance, manifeste une acculturation poussée. La recherche de la légitimité sociale marque alors le pas sur l'idéologie, la participation devient pure phraséologie,

l'autorité charismatique est supplantée par une direction administrative préoccupée de gestion, d'efficacité et de contrôles.

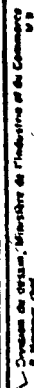
Les chapitres qui vont suivre permettront de vérifier à quel point Pêcheurs-Unis a correspondu à cette définition du mouvement social. A un autre niveau, ils permettront de saisir la portée générale de l'évolution de la pêche en Gaspésie. L'antinomie mouvement-institutionnalisation proposée par la sociologie des associations trouve sa contrepartie économique dans l'opposition des notions de développement et de croissance. Exprimée à l'état pur, la rationalité du régime capitaliste ambiant ne peut guère s'explicitier en dehors de la notion de croissance. Le capital tend à multiplier sa propre substance. Ce phénomène n'a pas fasciné que Rostow. Les économistes ont mis une instrumentation complexe au service de la quantification de la croissance, sans toujours considérer les retombées sociales des polarisations, des processus sélectifs et des inégalités qu'elle perpétue ou accentue (3). La notion de développement recouvre des préoccupations beaucoup plus universelles. Elle veut répondre aux questions que se posent les hommes sur leur devenir. Elle ne s'arrête pas aux seules considérations financières (rentabilité) qui animent les possesseurs de capitaux. Dans une société donnée, le développement peut ainsi conjuguer harmonieusement une utilisation optimale des ressources humaines et matérielles avec les attentes exprimées par

3. Un exemple: Rapport Higgins - Raynauld - Martin, "Les orientations du développement régional", reproduit dans l'anthologie de Gabriel Gagnon et Luc Martin, Québec 1960-1980. La crise du développement, Montréal, HMH, 1973, p. 53-70.

les membres de cette société. Il interroge les attitudes, n'exige pas l'uniformisation des comportements et des modes de vie, respecte les particularismes. Bref, la notion de développement a une connotation qui recouvre largement la croissance capitaliste, d'abord centrée sur la rentabilité des investissements individuels. En tant que producteur, nous verrons si Pêcheurs-Unis a poursuivi des objectifs de développement ou de croissance. Plus globalement, nous examinerons les relations qu'il a entretenues avec ceux qui ont eu prise sur les grandes orientations données à l'industrie de la pêche.

Nous avons divisé notre étude en six chapitres couvrant deux périodes distinctes. La première comprend les trois premiers chapitres et s'étend des années trente à la fin des années quarante. Elle marque les antécédents immédiats de Pêcheurs-Unis et caractérise l'époque des fondations, cette phase de jeunesse de l'organisme qui a coïncidé avec une conjoncture économique originale, celle de la seconde guerre mondiale. La seconde période englobe les trois derniers chapitres et s'étend de 1948 à 1964. Avec l'introduction de la pêche hauturière, avec la modernisation des ateliers de transformation, l'industrie a alors connu une profonde évolution qui a progressivement conduit à l'impasse les pêcheurs-artisans et les petits producteurs. Les premier et quatrième chapitres, plus descriptifs qu'analytiques, introduiront à l'étude de chacune des deux périodes. Tous les autres seront consacrés au double objet de notre travail: l'histoire institutionnelle de Pêcheurs-Unis et la condition des pêcheurs gaspésiens.

Sitting on the ground



CHAPITRE I

MISE EN SITUATION: LA PECHE EN GASPESIE DANS LES ANNEES TRENTE

La péninsule gaspésienne, longue de plus de 170 milles, présente environ 400 milles de rivages. Elle baigne dans le Golfe du Saint-Laurent au nord, dans l'océan Atlantique à l'est, et dans la Baie des Chaleurs au sud. La mer a fortement marqué de son empreinte ses premiers habitants qui ne pouvaient aisément accéder aux vastes plateaux de l'intérieur, d'une altitude variant de 1000 à 1700 pieds, rattachés à cette plateforme appalachienne qui coiffe le sud-est de la province, couverts d'un épais manteau de conifères et drainés par de nombreuses rivières souvent encaissées, presque toujours tumultueuses. Le littoral du nord et de l'est de la péninsule, bordé à maints endroits par les monts Shickshocks, est particulièrement escarpé et les superficies cultivables s'en sont trouvées diminuées d'autant. Le sud présente au contraire un paysage moins sévère puisque la surface plane en bordure de la mer s'allonge souvent sur quelques milles avant que ne s'amorce une remontée parfois lente, parfois raide vers les plateaux.

En 1931, la pêche n'est pas partout pratiquée avec la même intensité sur le pourtour de la péninsule. Le comté de Matane, où quelques cultivateurs traquent la morue durant leurs rares moments de loisirs, où les ouvriers des chantiers capturent l'éperlan à la senne ou à la ligne durant l'été, ne constitue pas un territoire de pêche proprement dit.

Un peu plus à l'est, Raoul Blanchard n'a dénombré vers 1930 qu'une quin-

zains de pêcheurs véritables à Sainte-Anne-des-Monts, un centre régional de 2445 habitants. Jusqu'à Grande-Vallée, avec la possible exception de Saint-Joachim de Toulle, les pêcheurs se trouvent partout fortement minoritaires (1). Une situation assez analogue prévaut au sud, le long des rivages du comté de Bonaventure, où les barques et les pêcheurs relevés sont deux fois moins nombreux que dans le comté de Gaspé (2).

La morue, tant en volume qu'en valeur, constitue depuis toujours la proie la plus accessible et la plus convoitée.

TABLEAU I

VALEUR A L'ETAT BRUT DES PRINCIPALES ESPECES CAPTUREES EN 1931
DANS BONAVENTURE ET GASPE (3)

	GASPE \$	BONAVENTURE \$	TOTAL \$
morue	383298	33899	417197
hareng	43575	26282	69857
saumon	17994	33620	51614
éperlan	12130	8916	21046
homard	5130	8424	13554

Au sud, elle s'aventure peu au fond de la Baie des Chaleurs et seul le district qui s'étend de Paspébiac, fief des Robin, à la ligne de démar-

1. Raoult Blanchard, L'Est du Canada Français, V.I, Montréal, Beauchemin, 1935, p. 86.

2. Dominion Bureau of Statistics, Fisheries Statistics of Canada, Department of Trade and Commerce, 1931, pp. 146-147. On a dénombré 1041 barques dans Bonaventure contre 2147 dans Gaspé. A l'avenir: DBS.

3. Ibid., pp. 100 et sq.

cation du comté de Gaspé est le théâtre d'une pêche morutière digne de ce nom. Plus loin, à l'exception d'une zone qui comprend la vaste baie de Gaspé, où d'importants moulins à bois ont été aménagés, où une certaine diversification des activités a été introduite, la morue est activement recherchée: de Newport à la Pointe-Saint-Pierre, la pêche est très intense sur des bancs bien connus qui ont nom banc de Miscou, banc des Américains, banc des Orphelins, banc de Bradelle etc...; elle demeure forte, quoique de moindre ampleur, de Cap-des-Rosiers à Grande-Vallée où se recruteront encore le plus grand nombre de pêcheurs purs (4).

Le saumon, qui se présente à l'entrée des rivières au début de juin, est capturé durant les deux mois qui suivent à l'aide de filets tendus en travers de ses voies d'accès (5). On le pêche dans les affluents de la baie de Gaspé et surtout dans la partie ouest du comté de Bonaventure. Les paroissiens de Carleton, de loin le principal centre de transformation, ont bien su tirer parti du travail des pêcheurs de Restigouche, d'Escuminac, de Saint-Omer, de Miguasha, de Maria, etc. Le homard est piégé de Miguasha à Gaspé de mai à juillet (6). Les fervents de cette pêche sont plus nombreux à l'est de la péninsule, en gros de Cap d'Espoir à la Pointe-Saint-Pierre, dans ce district qui englobe le célèbre village de Percé, même si les pêcheurs du comté de Bonaventure

4. Blanchard, op. cit., p. 86.

5. Ibid., p. 39.

6. Pierre-Yves Pépin, La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie - Hiver Sud, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1962, p. 134.

ont à leur actif un plus fort volume de prises que ceux du comté de Gaspé. Quant à l'éperlan, il abonde là où la Baie des Chaleurs rétrécit, de Carleton à l'estuaire de la Restigouche. Les Mic-Macs de la réserve indienne du même nom, friands de ce petit poisson argenté, perforent la glace en hiver pour y plonger leurs filets (7).

Mais au total, et compte-tenu du règne incontesté de la morue, c'est le comté de Gaspé qui vaut à la péninsule sa réputation de centre de pêche maritime. Le dénombrement décennal de 1931 a fait la somme de tous ceux qui, âgés de dix ans et plus, tiraient un revenu quelconque de la pêche, sans considérer le temps qu'ils y avaient consacré. Le double coefficient pêcheurs-ménages et pêcheurs-population montre que la pêche demeure une activité de premier plan et que le gros de ses effectifs se recrutent dans le comté de Gaspé.

TABEAU II

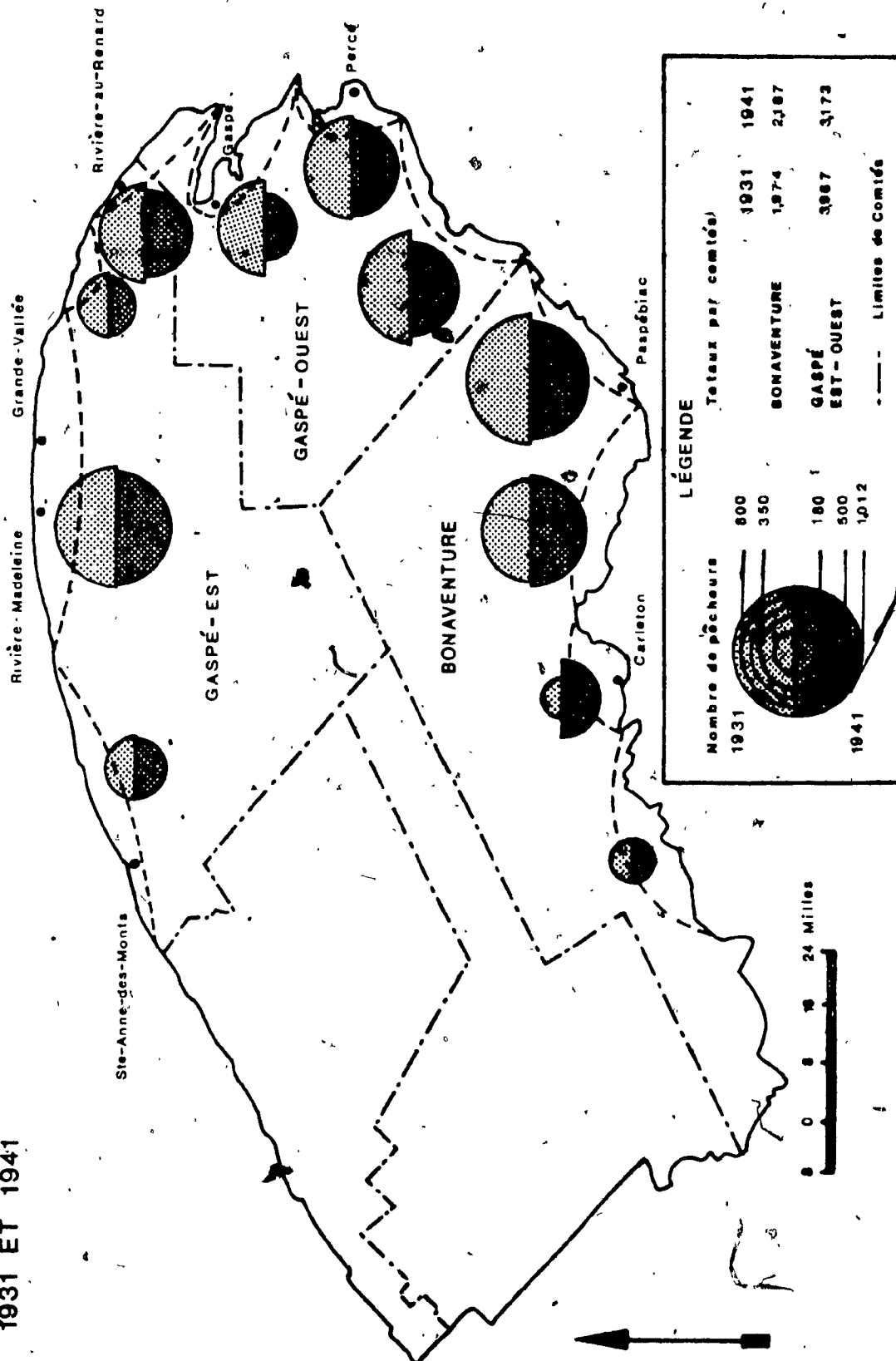
PECHEURS, MENAGES ET POPULATION DANS BONAVENTURE ET GASPE EN 1931 (8)

	BONAVENTURE	GASPE
population totale	32432	37675
ménages	5170	7256
pêcheurs	1974	3957
coeff. pêcheurs-population	6.1%	10.5%
coeff. pêcheurs-ménages	38.3%	66 %

7. Blanchard, op. cit., p. 39.

8. Le comté de Gaspé englobe la population des Iles de la Madeleine que nous avons soustraite du total. Cf. Recensement du Canada, 1931, V.II, p. 45; Ibid, V.V, p. 945; DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1931, pp. 146-147. On compte en moyenne deux pêcheurs pour trois ménages dans Gaspé; 20% des pêcheurs ont vingt ans et moins, sans compter les célibataires plus âgés. Une extrapolation grossière nous permet donc d'avancer que la pêche contribue à faire vivre près de la moitié de la population totale dans cette région.

NOMBRE DE PÊCHEURS EN GASPÉSIE COMTES DE GASPÉ ET DE BONAVENTURE 1931 ET 1941



Sources : Fisheries Statistics of Canada, 1931-1941.

Cartographie par : Carole Bégin

En outre, comme l'indique la carte II, c'est le nord-est et le sud-est de la Gaspésie qu'il faut parcourir pour accéder aux principaux havres de pêche. Puisque notre survol du contexte socio-économique de la Gaspésie avant la fondation de Pêcheurs-Unis mettra surtout la pêche en évidence, nous privilégierons les statistiques du comté fédéral de Gaspé et, dans la mesure où elles sont disponibles, celles du comté municipal de Gaspé-Est.

A- MARGINALITE ET TRADITIONS

Vers 1930, la Gaspésie demeure encore aux yeux du Québécois typique une région lointaine et relativement isolée. Certes, on connaît mieux le versant sud, grâce à un embranchement des Chemins de Fer Nationaux qui relie Gaspé et Matapédia sur une distance d'environ 200 milles. Mais la voie ferrée, sinueuse, épouse souvent les indentations de la côte et il faut compter de dix à douze heures pour parcourir cet itinéraire à bord d'un train unique qui offre un service médiocre à prix élevé (9). En juillet 1929, on a inauguré une première route de ceinture, non pavée, dite Boulevard Perron, au grand soulagement de cette population qui, de Gaspé à Matane sur une distance de 187 milles, ne pouvait auparavant emprunter qu'une route tronquée en maints endroits. Malgré

9. P.E. Paradis, "Quelles sont les possibilités de développement de la Gaspésie?" dans L'Actualité Economique, V.II no 6, septembre 1926, p. 9. Aussi: Georges Lafontaine, Le coopératisme et l'organisation économique de la Gaspésie, Montréal, Valiquette, 1940, p. 103.

ce progrès indéniable, le problème de l'isolement demeure entier l'hiver sur le versant nord: de décembre à mai, seuls quelques traîneaux peuvent emprunter la nouvelle route et le dégel du printemps, compte-tenu du relief, signifie souvent la paralysie totale de la circulation des hommes et des biens (10).

Encore en 1941, l'électricité demeure une entité inconnue (1.4% des fermes sont électrifiées dans le comté de Gaspé) et la rareté des appareils téléphoniques et radiophoniques prive la population de contacts soutenus avec l'extérieur (11). Le taux d'analphabétisme chez ceux qui ont plus de dix ans, soit 13.23% dans le comté de Gaspé en 1931 pour le treizième plus fort total parmi les 222 comtés canadiens, témoigne de la dispersion des effectifs démographiques (12). A l'exception de centres régionaux tels Gaspé ou Sainte-Anne-des-Monts, les services hospitaliers sont inexistants. Le paroissien de Grande-Vallée, incapable de recevoir chez lui les soins médicaux les plus élémentaires, doit parcourir soixante-dix milles pour atteindre le dispensaire le plus rapproché (13). Dans ces conditions les coefficients de mortalité, évalués à environ treize

10. Blanchard, op. cit., p. 55.

11. Recensement..., 1941, V. IX, p. 143.

12. Ibid., 1931, V. XII, p. 692. On compte 9.36 et 10.02 habitants au mille carré dans les comtés de Gaspé et Bonaventure respectivement. Il va sans dire que cette population clairsemée est surtout disséminée le long du littoral. Cf. Recensement..., 1931, V. I, p. 360.

13. Archives de Pêcheurs-Unis, J. Arthur Fournier à A.J. Boudreau, 27 avril 1948. A l'avenir: APU.

décès par mille habitants, surpassent les taux moyens observés à l'échelle provinciale (14). Par contre les taux de natalité, prolifiques, souvent supérieurs à quarante pour mille, donnent à la région un large excédent démographique et à cet égard, le comté de Gaspé occupe le septième rang dans la province (15). Dans Gaspé-Est, où les paroisses de pêche abondent, l'épouse typique a donné naissance à 5.55 enfants en 1941, ce qui laisse entrevoir la brièveté des intervalles intergénéraliques (16).

En Gaspésie comme à Terre-Neuve, en l'absence d'un véritable tissu urbain, les institutions municipales ont tardé à s'implanter, contrairement à la Nouvelle-Angleterre ou à la Nouvelle-Ecosse qui ont déjà derrière elles une longue tradition de gouvernement local (17). Seules trois municipalités de village, éloignées des sites de pêche, sont incorporées: Cap-Chat, Chandler et Gaspé (18). Pour le reste, une soixantaine de municipalités rurales faiblement peuplées - moins du quart d'entre elles hébergent plus de 1500 habitants - se déploient sur le territoire des comtés de Gaspé et Bonaventure (19). Dans les régions

14. Blanchard, op. cit., pp. 61-62.

15. Recensement..., 1931, V. XII, p. 367.

16. Ibid., 1941, Census Monograph no 1, p. 238.

17. L'historien économiste Harold Innis a formulé quelques commentaires judicieux à cet égard. Cf. Harold Innis, The Cod fisheries: the history of an international economy, édition révisée, Toronto, University of Toronto Press, 1954, pp. 494 et sq.

18. Recensement..., 1931, V. I, pp. 165 à 175.

19. Ibid., V. II, pp. 41 et 45.

de pêche, où les agglomérations dignes de ce nom sont rares, les paroisses et les municipalités se subdivisent en plusieurs hameaux tout en longueur qui représentent souvent autant d'anses de pêche. Chacune d'elles a été baptisée d'un nom évocateur de la topographie de l'endroit, de l'histoire locale, ou des légendes qui ont eu cours parmi ses habitants. La distinction village-paroisse n'est pas une pratique aussi courante qu'ailleurs. L'anse, qui abrite des habitations toujours construites de bois (20) et dispersées sans plan uniforme, constitue l'unité de base du peuplement et c'est à elle que la famille tend avant tout à s'identifier (21). Le pêcheur possède parfois deux maisons: la première en importance, souvent érigée près de la route principale, en bordure de son lopin de terre, l'héberge dès que la froidure clôt la saison de pêche. La seconde, une baraque communément appelée "cook-room", sise à proximité du hâvre, lui offre le gîte du printemps à l'automne, et lui permet d'économiser un temps précieux (22).

L'absence d'un marché urbain local, un relief tourmenté, une courte saison végétative et surtout la pêche, sa concurrente, ont lourdement hypothéqué l'agriculture dans le comté de Gaspé même si près de huit habitants sur dix, soit 6.37 résidents par exploitation en moyenne, vi-

20. Ibid., V. V, p. 955.

21. Marcel Rioux, Belle-Anse, bulletin 138, 2e édition, Ottawa, Musée National du Canada, 1961, pp. 11 et sq.

22. Blanchard, op. cit., pp. 88-89.

vent sur une ferme (23). Si notre ignorance des rendements agricoles ne nous autorise pas à évaluer les façons culturales, du moins connaissons-nous à l'échelle du comté la superficie moyenne des lots et la répartition spatiale des cultures. En 1931, l'agriculteur québécois besogneux arrive souvent à cultiver une soixantaine d'acres sur un vaste lot d'une étendue de 127.3 acres en moyenne (24). Beaucoup plus à l'étroit, l'exploitant agricole moyen du comté de Gaspé dispose d'une parcelle de 65.1 acres, dont une douzaine à peine sont sillonnés par les labours (25). Au total, le bilan est fort maigre: si, comme ailleurs, le Gaspésien pratique une agriculture mixte en accordant à l'élevage une primauté que l'essor des prairies artificielles et des pâturages (75% des superficies cultivées au Québec en 1938 (26)) montre bien, tout indique que l'exploitant typique cherche surtout à équilibrer l'alimentation familiale.

23. Recensement..., 1931, V. XII, p. 134.

24. Ibid., 1941, V. I, p. 518.

25. Ibid., 1931, V. VIII, pp. 318-319.

26. Frères Maristes, Manuel d'agriculture, Montréal, Librairie Granger Frères, 1942, p. 45.

TABLEAU III

REPARTITION MOYENNE DES SUPERFICIES CULTIVEES ET DE LA
POPULATION ANIMALE PAR EXPLOITANT AGRICOLE,
COMTE DE GASPE, 1931 (27)

ACRES		ANIMAUX	
blé	0.13	chevaux	0.79
orge	0.33	bêtes à cornes (vaches comprises)	3.15
avoine	3.04	vaches	1.84
seigle	0.01	moutons	1.70
grains mélangés	0.10	porcs	1.35
fourrages	6.84	volailles	16.57
pommes de terre	0.85		
racines	0.14		

Aussi son outillage est-il dérisoire: en 1941, moins de 1% des cultivateurs disposent d'un tracteur; moins de 7% possèdent une batteuse. Seules les faucheuses, sans doute en raison de l'importance relative des fourrages, sont assez répandues. Elles ne sont cependant pas motorisées et on doit utiliser la traction animale pour les mouvoir, étant donnée la rareté des tracteurs (28).

Selon plusieurs spécialistes de l'époque, le capital d'exploitation de la ferme à culture mixte (outillage, machinerie et bétail),

27. Recensement..., 1931, V. VIII, pp. 318, 352 et 353.

28. Ibid., 1941, V. IX, p. 143; 1951, V. V, p. 24-2; 1951, V. X., p. 485.
Cf. aussi: Rapport du Comité d'Enquête pour la protection des Agriculteurs et des Consommateurs (Commission Héon), s. l., s. éd., 1959, p. 288

qu'on distingue ici du capital foncier (terres et bâtiments), devrait idéalement représenter environ 40% de la capitalisation totale. Cette répartition équilibrée serait la plus susceptible d'accroître les rendements et la rentabilité agricoles (29). Pour sa part, le cultivateur du comté de Gaspé investit moins de 25% de la valeur de ses biens en capital d'exploitation (30). Son équipement désuet, la faible étendue de ses cultures et de ses défrichements, ainsi que la pauvreté de ses troupeaux n'ont pas échappé aux évaluateurs. Son entreprise agricole, malgré l'arbitraire d'une évaluation fondée sur la taxation municipale, représente une bien piètre valeur: dès 1931, la valeur moyenne des fermes québécoises, établie à \$6542., était plus élevée que celle des fermes du comté de Gaspé vingt ans plus tard (31). A l'échelon municipal, la comparaison des superficies moyennes des défrichements indique aussi que la circonscription de Gaspé-Est, où se retrouvent les plus forts contingents de pêcheurs, est celle où les pratiques agricoles sont les moins intenses. De toute évidence, agriculture et pêche ne font pas bon ménage (32).

29. Frères Maristes, op. cit., pp. 573-4.

30. Recensement..., 1941, V. VI, p. 718.

31. Ibid., 1931, V. VIII, p. 18.

32. Louis Bérubé, en s'appuyant sur sa connaissance des anses de pêche et sur les données du recensement fédéral de 1931, arrive à la même conclusion. Dans Gaspé et Bonaventure, il estime que l'exploitant moyen a cultivé 35.9 acres sur un lot de 78.3 acres. Dans les paroisses de pêche, une évaluation sommaire lui permet d'établir à 13.9 et 58.5 acres la superficie respective des cultures et des lots. Cf. Bérubé, Coup d'oeil..., p. 140.

Synonyme de liberté, la pêche à peu évolué et demeure une entreprise décentralisée, familiale et artisanale, où la spécialisation des tâches est peu poussée. L'ère du chalutage et de la modernisation de la flotte de pêche ne s'ouvrira qu'en 1951. Le Gaspésien ignore jusqu'à l'existence des nombreuses innovations introduites d'abord en Europe, telle la seine danorse, apparue au Québec en 1958 avec près d'un siècle de retard (33). Il demeure attaché aux techniques d'antan, que les multiples contraintes de l'environnement péninsulaire ont contribué à façonner. En 1931, malgré la popularité grandissante du moteur marin (34), sa barque et ses agrès ont déjà derrière eux une tradition solidement établie. Au nord-ouest, en gros de Cap-Chat à Cap-des-Rosiers, un ou deux hommes montent une petite embarcation non pontée dont la longueur varie de 15 à 25 pieds, qu'ils peuvent tirer à sec sur la grève au moment des tempêtes (35). On s'est ainsi bien adapté aux contours d'un littoral peu échancré, fermé par des cordons littoraux, qui offre peu d'abris naturels (36). Pour ces barques minuscules, les bancs de

33. Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), Plan de développement. Le secteur des pêches, s. 1., 1966, Cahier #4, pp. 2-3. A l'avenir: BAEQ.

34. DBS, Fisheries Statistics of Canada, Department of Trade and Commerce, 1931, pp. 146-147. En 1931, 26% des embarcations sont motorisées dans Bonaventure, contre 64% dans Gaspé. Il convient de rappeler que la pêche morutière n'a pas la même popularité dans Bonaventure, où l'on traque d'autres espèces plus immédiatement accessibles.

35. A Pleines Voiles, V. 19, no 9, septembre 1962.

36. Blanchard, op. cit., p. 51.

terre larges de deux à trois milles qui longent la côte dans cette région et au delà desquels la morue est inaccessible, représentent une véritable bénédiction: parti à l'aube le pêcheur revient à terre à la nuit tombante sans trop redouter les éléments (37). Plusieurs préfèrent à la palangre une ligne à main, dite "leurre norvégien", communément appelée "jigger", lestée d'un plomb, terminée par un ou deux hameçons auxquels ils impriment manuellement un mouvement de va et vient (38).

Plus loin à l'est et au sud jusqu'à Paspébiac, là où les ouvertures de la côte ont donné de meilleurs havres au pêcheur (39), la "barge de Gaspé" ou barge de Miscou est à l'honneur. Plus grosse et plus robuste que la petite barque, elle en a épousé les formes avec ses flancs arrondis, sa coque aux lignes effilées et son arrière élevé sur lequel se brisent les vagues à l'approche de la côte (40). Pontée, munie d'une voile et presque toujours d'un moteur de 10 à 12 cv, la barge est montée par trois ou quatre hommes. Sa construction, une tâche ardue accomplie

37. Le Golfe présente l'aspect d'une cuve qui longe le littoral nord de la Gaspésie. Après avoir hiverné à une grande profondeur, la morue remonte vers les "bancs" au printemps pour trouver une nourriture abondante dans une eau réchauffée par le soleil. Cf. Entrevue avec Louis Bérubé, Saint-Jean-Port-Joli, le 28 octobre 1974.

38. Jacquelin Harvey, Le trafic maritime de la Côte-Nord, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1973, p. 41. En général, on compte deux hameçons par ligne, deux lignes par homme, deux hommes par barque, soit huit hameçons au total.

39. Faute de havre, on mouille souvent l'ancre à l'embouchure des rivières. Cf. Arthur Labrie, "Notre territoire de pêche maritime", dans Pêche et Chasse, Montréal, Fides, 1946, p. 62.

40. Radio-Pêcheries, Témoignage de Jean Fréchet, directeur du Service..., CHNC New Carlisle et CKBL Matane, 13 juillet 1958.

avec des moyens artisanaux, débute à l'automne avec la coupe du bois requis et se poursuit durant la saison morte. La charpente d'une épaisseur de trois quarts de pouce est faite de cèdre; les mâts sont d'épinette et le gouvernail en bois franc-érable, bouleau ou merisier (41).

La barge permet au pêcheur un plus grand rayon d'action dans une zone où les meilleurs bancs ne sont pas immédiatement accessibles. On quitte le havre pour un voyage de 40 à 48 heures au cours duquel il faudra travailler sans trêve: c'est tout juste si le pêcheur peut s'allonger trois ou quatre heures par jour dans un étroit réduit sous le pont, à l'avant de l'embarcation, sur une planche de deux pieds par cinq, auprès d'un poêle minuscule (42). C'est un rude métier: "Quand il pleut on doit s'habiller en "suit ciré" comme on dit, et si la tempête dure une journée, deux jours, il faut rester dehors, sur le pont, à se faire secouer le toupet" (43). Cette pêche attire pourtant durant l'été plusieurs hommes de métier en provenance des paroisses de Bonaventure. Il faut une grande détermination pour quitter son patelin et résider quelques mois dans un "cook-room", après avoir au préalable fait provision de denrées alimentaires dont la nomenclature, dressée par le sociologue Marcel Rioux, annonce une vie frugale: lard salé, thé, sucre, pommes de

41. Emission "Le Réveil Rural", Témoignages de Simon Duguay et ..., Radio-Canada, le 15 février 1956. L'ouvrage de Lionel Boisseau, La mer qui meurt, Montréal, Zodiaque, 1939, décrit bien la confection d'une barge (pp. 93-94).

42. Marie Lefranc, préfacière de l'ouvrage de Boisseau, op. cit., p. 23.

43. Simon Duguay et Aurèle Lebreux, op. cit.

terre, poisson, pain et mélasse (44).

Chaque voyage en mer obéit au même rituel: il faut d'abord pêcher le hareng, appât par excellence ou "boëtte". Les uns tendent leurs filets maillants à faible distance de la côte, souvent la veille d'un départ, les autres les laissent à la traîne derrière l'embarcation, attendant d'avoir constitué une réserve suffisante avant de mettre le cap sur les bancs fréquentés par la morue. Chaque hareng capturé est découpé en morceaux qu'on accrochera aux hameçons de la palangre ("trâle", de l'anglais "trawl"), cette ligne de fond ou ligne dormante aux dimensions variables, souvent longue d'une centaine de brasses, qu'on laisse filer par le fond armée de plusieurs centaines d'hameçons (45). Boëtter les hameçons, c'est se livrer à une besogne de quelques heures. Une fois la palangre larguée, on peut localiser sa position grâce à de petits barils peints de rouge ou de vert sur lesquels sont inscrites les initiales du capitaine (46). Sa remontée en travers de la barge, une opération pénible puisque la ligne est alourdie par les captures, exige environ trois heures de labeur et d'inquiétude: le "coup de trâle" a-t-il été profitable (47)? La ligne va-t-elle se briser sous le poids? Si la mer

44. Rioux, Belle-Anse..., p. 19.

45. Arthur Labrie, op. cit., p. 62.

46. Boisseau, op. cit., pp. 93-94.

47. Selon Louis Bérubé, une barge pouvait capturer jusqu'à six fois plus de poisson que la petite barque du versant nord. N'oublions toutefois pas qu'il fallait ensuite partager les bénéfices entre trois ou quatre hommes. Cf. Louis Bérubé, Coup d'oeil..., p. 154.

est grosse, comment se protéger des embruns à bord d'une embarcation dont les flancs sont bas, conçus pour faciliter le hâlage?

Cette pêche artisanale accapare une nombreuse main-d'oeuvre et contribue à resserrer les liens familiaux. S'il peut en toute liberté choisir ses partenaires, le propriétaire d'une embarcation préfère souvent partager avec les membres de sa famille et de son clan le produit de sa pêche ainsi que le bout des agrès et des provisions. La liste des maîtres de barge de Grande-Rivière en 1941 en offre un exemple parmi plusieurs (48).

Barge d'Adélard Dubé: trois parts
Adélard Dubé (1), Armand Dubé (1), René Lebouthillier (1)

Barge d'Abraham Dubé: trois parts
François Diotte (1), Donat Dubé (1), Abraham Dubé (1)

Barge de Barnabé Lambert: trois parts
Joachim Hautcoeur (1/5 du total), Barnabé Lambert (2/5),
Apollinaire Lambert (2/5)

Barge de Michel Moreau: quatre parts
Ovila Moreau reçoit 74 "drafts" de morue; le reste est
divisé entre Michel Moreau, Hormidas Moreau et Alexandre
Boudreau

Barge de Calixte Méthot: deux parts
Calixte Méthot et Wilfrid Moreau se divisent les prises.
Ils ont été aidés par leurs deux fils.

De retour à terre, la famille participe à la transformation des prises selon des procédés rudimentaires éprouvés depuis longtemps. Si le maquereau, le saumon et l'éperlan sont écoulés frais sur les marchés,

48. APU, Adélard Dubé à A.J. Boudreau, 10 mars 1941; cf. aussi Rioux, Belle-Anse..., p. 22.

presque toute la morue est soumise au séchage et au salage (49). La plus importante variété de morue séchée, la "Gaspé Cure" ou "morue de Gaspé", n'a qu'une faible teneur en sel. Empilé sur une table ou "Etal" (50), le poisson est successivement éviscéré, étêté, lavé, tranché et ensuite salé dans une cuve à saumure où il est disposé en rangées, la chair en haut (51). Après 48 heures, on vide la cuve, on lave le poisson pour en extirper les grains de sel non fondus, on l'empile pour 5 ou 6 heures et on le soumet ensuite au séchage en exposant ses chairs au soleil sur un treillis ou vigneau (52). Suivant la taille de la morue et les conditions météorologiques, le séchage dure de quatre à cinq semaines. L'élimination de l'eau se fait par osmose. Lorsqu'une précipitation s'annonce, les femmes empoignent les brouettes qui servent au charroi du poisson et se précipitent vers les vigneaux pour mettre la morue à l'abri. Une trop forte teneur d'eau marque souvent l'apparition de la "brûme", un champignon qui flétrit les chairs de la morue à demi-sèche (53). De Paspébiac à Saint-Pierre de la Malbaie en gros, on produit aussi en assez grande quantité une morue fortement salée ou "verte",

49. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1931, pp. 100 et sq. Environ la moitié du homard retiré des eaux est vendue frais, l'autre moitié est mise en conserves.

50. Boisseau, op. cit., p. 100.

51. Henri Fougères, de la Station Expérimentale de Grande-Rivière, dans A Pleines Voiles, V. 9, no 2, juillet 52.

52. Ibid.

53. Louis Bérubé dans A Pleines Voiles, V. 19, no 9, septembre 1962.

plongée dans la saumure jusqu'à saturation, qui exige moins de soins et se vend à des prix moins élevés. L'automne se prête bien également à la préparation d'une morue intermédiaire, moins salée que la "verte" et moins sèche que la "Gaspé Cure", que les marchands expédient surtout aux États-Unis (54).

8- DEPENDANCE ET INSATISFACTION

(L'"habitant" gaspésien)

"... accessible aux influences du dehors, il prend un vif désir de mieux vivre; l'existence mesquine ou repliée de l'ancien type pêcheur, de l'ancien type agriculteur, ne lui suffisent plus. Un progrès, donc une transformation, sont nécessaires" Raoul Blanchard, L'Est du Canada Français, p. 78.

En somme, la pêche a peu évolué, elle mobilise toujours les clans familiaux, elle perpétue une longue série de traditions. Dans cette zone rurale périphérique que représente le territoire de pêche gaspésien, serions-nous en présence d'un reliquat de la société "folk" dont plusieurs intellectuels, sociologues ou anthropologues pour la plupart, ont souligné qu'elle avait eu la vie dure au Québec? Le type idéal de la société "folk" correspond à un modèle social figé, homogène et autonome. Dans ce monde primitif évoluerait une population repliée sur elle-même, rêvant d'autarcie, experte en arts domestiques, privée de contacts soutenus avec la société globale. Etroitement unie par le travail,

54. Louis Bérubé dans A Pleines Voiles, V. 19, no 9, septembre 1962.

la famille serait l'unité de base par excellence. Les tenants de la thèse (55) ont insisté sur les capacités de résistance des anciennes structures institutionnelles et culturelles devant ce qu'il était convenu d'appeler le progrès des échanges et de la civilisation urbaine dont les apports, croyait-on, étaient lentement et harmonieusement intégrés.

Cette interprétation cadre en partie avec le contexte gaspésien. Les exposants de la thèse sont crédibles lorsqu'ils soulignent l'emprise du milieu rural sur ceux qui s'y sont enracinés. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une région périphérique. Le pêcheur vit dans une zone à faible densité de population, à l'intérieur de communautés restreintes. A priori, on peut croire que la pêche et son habitat ont profondément marqué la vie de sa famille et correspondu dans une certaine mesure à ses aspirations. Les prochains chapitres montreront qu'il a longtemps valorisé son métier, son milieu et son mode de vie, malgré un contexte économique des plus pénibles. Récemment encore, au cours des années soixante, les rédacteurs d'un volumineux rapport d'enquête préparé sous l'égide du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec se sont étonnés de la

-
55. Après des travaux précurseurs tels ceux de Gauldrée-Boilleau et Gérin, les Américains Miner et Redfield ont pris la relève. Cf. Horace Miner, St-Denis, a french-canadian parish, Chicago, the University of Chicago Press, 1939. Robert Redfield a préfacé l'ouvrage. Une élite québécoise agriculturiste a longtemps accepté cette version stéréotypée sans la critiquer. Cf. Michel Brunet, "Trois dominantes de la pensée canadienne-française: agriculturisme, anti-étatisme et messianisme" dans La présence anglaise et les Canadiens, Montréal, Beauchemin, 1957, pp. 113-166. Pour une évaluation de l'impact de tous ces écrits, il faut lire Gérard Fortin, La fin d'un règne, Montréal, HMH, 1971, chapitre 7 et Marcel Rioux, "Remarques sur les concepts de folk - société et de société paysanne" dans Antropologica, V. 5 1955, pp. 147-162.

résistance inattendue des structures mentales en Gaspésie devant les impératifs de la croissance économique (56). Depuis ce temps, des moyens imposants ont été mis en oeuvre pour mettre la région au pas sans aboutir à des résultats concluants (57).

La thèse minimise pourtant certaines dimensions essentielles de la réalité sociale. Rappelons d'abord qu'elle repose sur quelques monographies paroissiales qui commencent à dater - les plus importantes remontent aux années trente - et dont la représentativité demeure sujette à caution. Au plan méthodologique, on relève quelques failles importantes. Les enquêtes ont été conduites en vase clos, dans une perspective locale plutôt que régionale (58). Moins positivistes que les précédents, les écrits des années trente ont néanmoins privilégié l'étude des institutions et des structures sociales au détriment d'une analyse exhaustive des aspirations individuelles et collectives. On a clairement sous-estimé dans ce contexte l'accélération de l'histoire générée par l'urbanisation, l'industrialisation et le chambardement des valeurs. Est-il néces-

56. Benoît Lévesque, "La sociologie et le milieu rural" dans GRIDEQ, La problématique du développement en milieu rural, Actes du colloque tenu à l'université du Québec à Rimouski les 24 et 25 octobre 1975, Rimouski, Cahiers du GRIDEQ, 1976, pp. 53-54.

57. Clermont Dugas, L'est du Québec à l'heure du développement régional, Rimouski, Cahiers de l'UQAR, 1974.

58. Récemment encore, l'historien démographe Gérard Bouchard rappelait que la monographie locale ne pouvait permettre de saisir toute la complexité des rapports sociaux dans un milieu voué à de constantes perturbations en raison de l'expansion récente de l'oekoumène. Cf. Gérard Bouchard, "L'histoire démographique et le problème des migrations: l'exemple de Laterrière" dans Histoire Sociale - Social History, V. VIII, no 15, mai 1975, pp. 31-32.

saire de rappeler que Miner lui-même, de retour à Saint-Denis de Kamouraska, objet de sa principale enquête, a dû convenir que de nouvelles valeurs faisaient rapidement tache d'huile même dans les coins les plus reculés et que sa thèse ne faisait plus foi de tout (59)?

Il faut donc relativiser l'autonomie et les caractères "originaux" de la société "primitive" décrite par les premiers sociologues et anthropologues. Depuis assez longtemps, les géographes et les économistes ont préféré souligner l'intensification progressive des relations centre - périphérie et décrire la polarisation graduelle des activités économiques autour de métropoles dynamiques capables d'affecter le devenir de régions toujours plus éloignées. De là est surgie l'idée d'une constante interdépendance, opposée ici à l'autonomie. L'image évoque les rayons d'une roue, ou encore les remous créés par une pierre lancée dans l'eau. Récemment, certains sociologues ont même conclu que la société rurale était devenue une simple émanation de la société urbaine (60). La vérité se situe quelque part entre ces perspectives opposées. Il faut nuancer l'interprétation en fonction des époques, des régimes économiques, des contraintes géographiques, de la taille et de la densité des populations concernées. Si le milieu rural n'a pas vécu en serre chaude, s'il a évolué vers l'hétérogénéité, il a tout de même conservé ses caractères propres, encore mal identifiés, susceptibles de déjouer

59. Horace Miner, "A new epoch in rural Quebec", dans The American Journal of Sociology, V. 56, no 1, pp. 1-16.

60. Gérald Fortin, La fin d'un règne, Montréal, HMH, 1971. Cf. Le dernier chapitre intitulé: "Le Québec, une ville à inventer".

toutes les projections planificatrices.

L'un d'entre eux a trait à l'influence spécifique du capital. Les régions rurales périphériques des pays capitalistes présentent moins d'opportunités pour les possesseurs de capitaux en quête de dividendes et de profits. Les investissements extérieurs sont limités. Ils nourrissent une série d'activités primaires technologiquement peu évoluées, requérant de faibles mises de fonds. Le risque est soigneusement calculé: il faut pouvoir compter sur une main-d'œuvre abondante, polyvalente et mobile, ainsi que sur un quasi-monopole d'exploitation. La première condition est facilement réalisable et met à la portée du capitaliste une plus-value essentielle au succès de son entreprise. La seconde condition procède pour une bonne part de la non-intervention de l'Etat, ainsi que de la lenteur de la formation d'un capital autochtone. Une "réussite" exerce à peu de frais une forte ponction sur les ressources humaines et naturelles d'une région tout en permettant une accumulation rapide de capitaux ensuite réinvestis dans les régions plus dynamiques, mieux intégrées à l'économie de marché (61).

Ces considérations s'appliquent en partie à la Gaspésie des années trente, où une timide percée du libéralisme économique commence tout juste à ébranler un monopole longtemps incontesté. Dès que l'objet de son enquête déborde le cadre paroissial, l'historien peut observer l'existence d'un système de contraintes. Un rapide coup de

61. Samir Amin, Le développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Ed. de Minuit, 1974, 365 p. De tous les écrits consacrés au thème du "développement inégal", ceux d'Amin méritent une place à part en raison de leur exceptionnelle rigueur.

sonde suffit à montrer que la population gaspésienne dépend du capital à un degré insoupçonné. Ainsi le pêcheur écoule-t-il son produit en s'adressant à un intermédiaire qu'il ne choisit pas toujours. Ce dernier a peu investi dans son entreprise, se montre peu dynamique, peu enclin à innover. Il est certain de trouver à bon compte la matière première qu'il recherche. Il ne se préoccupe pas de favoriser une utilisation optimale des ressources du milieu. Bref, il incarne la poursuite d'intérêts qui n'ont pas été définis en fonction de la collectivité. Si les choses tournent mal, il investira dans des activités plus lucratives les capitaux qu'il aura récupérés.

Nous sommes loins des conclusions initiales d'une sociologie née au Québec sous le signe trop exclusif de la monographie paroissiale en milieu rural. Aux notions d'autonomie et d'interdépendance, il faut bien substituer celle de dépendance. Le pêcheur répond bien à la définition élargie que donne Marcel David du travailleur lorsqu'il distingue lucidement la gestion de l'exécution (62). Sans correspondre à celle de l'ouvrier en usine, sa subordination n'est pas moins manifeste. Nous sommes loins également de ces centres métropolitains qui devraient en principe offrir en partage leur "prospérité" aux régions éloignées en vertu d'un mouvement de flux et de reflux. La Gaspésie n'a récolté que les miettes de la croissance capitaliste. Pourtant, comme ailleurs à

62. Marcel David, Les travailleurs et le sens de leur histoire, Paris, Cujas, 1967, pp. 29 et 34. Selon l'auteur, pêcheurs et exploitants agricoles appartiennent à la catégorie des travailleurs marginaux, distincts des travailleurs purs en ce qu'ils occupent une place hybride en regard de la gestion et de l'exécution.

la même époque, ses pêcheurs valorisent depuis longtemps le numéraire, son pouvoir d'achat et surtout la sécurité qu'il représente. L'examen sommaire de leur comportement devant le jeu des fluctuations économiques, de leur intolérance grandissante à l'endroit des "compagnies", de leur mobilité géographique et occupationnelle, des solutions de rechange qu'ils envisagent pour améliorer leur sort dénotent des aspirations et une conscientisation au moins primaire qui n'ont rien de commun avec l'autonomie et la molle passivité que certains ont idéalisées.

1. Un métier aléatoire

Contrairement au pêcheur néo-écossais, le Gaspésien est éloigné des fameux bancs morutiers de l'Atlantique Nord et la pêche hivernale, plus rémunératrice, s'est toujours avérée chimérique à cause du gel plus ou moins complet des eaux littorales et de la présence de banquises (63). On commence à traquer le hareng et la morue en mai et la pêche se poursuit ensuite jusqu'en novembre, soit guère plus d'une centaine de jours ouvrables par saison puisque la moindre bourrasque confine les embarcations au quai en plus de ralentir et souvent de compromettre le séchage du poisson. Certaines saisons sont désastreuses: les plus âgés se souviennent peut-être encore de l'année 1927, de ses tempêtes répétées en juillet, de ses pluies diluviennes et de ses brouillards opaques en automne, qui ont condamné le pêcheur à vendre à vil prix et en faibles quantités une morue verte plutôt que séchée (64).

63. Blanchard, op. cit., p. 58.

64. Documents de la Session, Rapport Général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la Province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1928, V. 62, no 1, p. 386. A l'avenir: DS.

La raréfaction de la morue et de la boëtte, qu'on attribue généralement au marsouin, inquiète également les observateurs de l'époque. La morue tarde souvent à entrer dans les eaux du littoral et la taille moyenne des prises a diminué depuis quelques années (65). La désertion du homard, plus spectaculaire encore, demeure inexpiquée: en 1941, un seul atelier de mise en conserves a survécu à tous ceux qui jalonnaient le pourtour du littoral une vingtaine d'années auparavant (66). Évaluées à plus d'un million de livres en 1900, les captures de homard se chiffrent à moins d'un demi-million de livres en 1925 et à 141,500 livres en 1939 (67). L'environnement impose donc au pêcheur de lourds handicaps qui compromettent doublement son rendement au travail puisqu'il ne peut renouveler à sa guise, faute de revenus, un matériel rapidement avarié ou usé (68).

65. Ibid., V. 63, no 1, 30 juin 1929, p. 396; V. 65, no 1, 30 juin 1931, p. 200. Les explications fournies, un peu simplistes, ne font aucun cas des variations de la température, des courants et du degré de salinité de l'eau. Selon Louis Bérubé (Coup d'oeil..., pp. 164 et 168), il y a surpêche puisque, l'esprit routinier aidant, le pêcheur visite constamment les mêmes secteurs. Le dépeuplement a surtout affecté les pêcheurs du côté nord. De Matane à Cap-Chat, plusieurs barques ont pourri sur le rivage, faute de poissons et de main-d'oeuvre.

66. Jean Boucher, "On devient maître chez soi en Gaspésie", dans Ensemble, V. 2, no 11, novembre 1941.

67. Dr. Alexandre Marcotte, directeur de la Station de Biologie Marine de Grande-Rivière, dans A Pleines Voiles, V. 11, no 6, juin 1954. Cf. aussi Bérubé, Coup d'oeil..., p. 105.

68. On lira à ce sujet les propos intéressants de Cato Wadel, Marginal Adaptations and modernization in Newfoundland, St-John's Institute of Social and Economic Research, Memorial University of Newfoundland, 1969, p. 56.

Sa production, surtout axée sur la morue, lui vaut un revenu d'autant moins élevé qu'il approvisionne en poissons à faible valeur commerciale (69) des négociants dont la prospérité, fondée sur un demi-monopole, dépend des bas prix qu'ils versent au pêcheur. Au moins est-il désormais payé en argent, sonnante, contrairement à ses aïeux. La plus puissante et la mieux connue des compagnies qui desservent la péninsule, celle de Robin, Jones et Whitman, est aussi la plus ancienne. Plusieurs tractations de capitaux à la fin du XIXe siècle ont accéléré le transfert de ses quartiers généraux de l'île anglo-normande de Jersey à Halifax en 1904. Encore en 1935, on retrouve 18 de ses succursales au Québec, aménagées sur le littoral gaspésien pour la plupart, avec un chef-lieu: Paspébiac. Elle a depuis longtemps fait de l'exportation du poisson séché une spécialité, qu'il soit en provenance de la Gaspésie, de la Nouvelle-Ecosse ou du Labrador. Si elle a perdu sa main-mise exclusive sur le commerce du poisson gaspésien à la fin du XIXe siècle, elle tire toujours une bonne partie de ses revenus de ses nombreux comptoirs de vente disséminés sur le pourtour de la péninsule (70).

69. En 1931, la vente de la morue, encore plus payante que celle du hareng et du maquereau, rapporte de deux à trois fois moins la livre que celle du saumon, de l'éperlan et du homard. On sait déjà pourtant que la morue a une importance capitale pour la majorité des pêcheurs tandis que les espèces "de luxe" sont capturées en quantités limitées. Cf. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1931, pp. 100 et sq.

70. Innis, The Cod Fisheries..., pp. 428-429.

En l'absence de données chiffrées et de sources sûres, il est impossible de décrire avec précision les activités des concurrents de cette compagnie. Les rares commentaires que les contemporains leur consacrent indiquent toutefois qu'ils n'avaient ni l'importance ni les capitaux des Robins, que plusieurs n'avaient pas d'installations matérielles en Gaspésie où ils se contentaient de racoler périodiquement le poisson. Leur arrivée, sans hausser de façon marquante le prix du poisson, a mis fin au troc pratiqué depuis toujours. Outre quelques petits commerçants locaux (par exemple, Lamontagne et Bouchard, de Sainte-Anne-des-Monts) qui s'adressent directement au pêcheur pour expédier ses prises aux marchands de gros de Québec, de Montréal, des provinces maritimes et de New-York, on retrouve la "Gaspé Fish Co", William Hyman and Son (Grande-Grève, Rivière-Madeleine, Anse à Brillant), Leonard Gaul, J.W. Windsor, Biard et Cie (Percé), Le Marquand (Newport), Baker et Savage (L'Anse du Cap), Capy et Lebas, Macpherson et Kennedy (Douglastown et Rivière au Renard) (71).

Les marchés sont d'autant plus aléatoires qu'on mise surtout, par tradition, sur la morue sèche recherchée par plusieurs pays importateurs dont les tarifs, les contingentements, les embargos et les dévaluations monétaires peuvent toujours paralyser le commerce. On se préoccupe peu des surplus de harengs ou des déchets de poissons qui pourrissent sur les rivages ou qui engraisent les superficies défrichées

71. Antoine Bernard, La Gaspésie au soleil, Montréal, Les Clercs de Saint-Viateur, 1925, p. 177. Cf. aussi Louis Bérubé, "La production" dans Chasse et Pêche, op. cit., pp. 84-85; du même auteur, "Les problèmes économiques", dans Ibid., p. 191.

de la ferme; à la fin des années trente, le Dr. Hervé Nadeau fera figure de précurseur en fondant à Rivière au Renard la compagnie des Produits Marins Gaspésiens, spécialisée dans le traitement des foies de morue et la préparation d'une farine de poisson (72). Les nouveaux procédés de réfrigération utilisés dès 1892 en Colombie Britannique pour rencontrer les exigences du consommateur canadien, friand de poisson frais, n'ont pas été mis à profit par les marchands établis en Gaspésie (73). L'inspection et la classification du poisson n'ajoutent guère à sa valeur. Encore en 1933, les établissements de la côte n'emploient qu'un homme pour treize pêcheurs; c'est peu, si on considère que la majorité de ces employés sont affectés à des tâches administratives (74). Les Néo-écossais, plus opportunistes, ont quant à eux profité d'une réduction substantielle des taux de transport par rail au début du vingtième siècle pour investir le marché du Canada central (75). En 1931, tandis que le consommateur montréalais mange des filets frais d'Halifax, ainsi que des saumons congelés et des conserves de la Colombie-Britannique, plus de 90% des produits québécois demeurent voués à l'exportation (76).

72. Jean Boucher, op. cit. Au début de la seconde guerre mondiale, Nadeau multiplie ses laboratoires: Cloridorme, Barachois, Grande-Rivière et Newport.

73. Pierre-Éves Pépin, *La mise en valeur...*, p. 104.

74. DS, V. 68, no 111, 30 juin 1934, p. 212.

75. Innis, *The Cod fisheries...*, p. 432. La Lunenburg Sea Products Ltd et la Maritime-National Fish Co Ltd sont solidement implantées sur le marché montréalais au cours des années trente. Cf. Pierre Dagenais, "Les marchés" dans *Pêche et Chasse*, op. cit., pp. 146-147.

76. L'abbé Gérard Guité, auteur de la brochure A Pleines Voiles publiée sous l'égide du Service Social-Economique en 1944, a reproduit un rapport inédit présenté au gouvernement provincial sur l'état des pêcheries en 1931.

Cette production d'une uniformité excessive et la dépendance des marchés extérieurs a été pour la Gaspésie et ses pêcheurs un facteur de retard. Le commerce est ainsi fait qu'il préserve les anciennes techniques de pêche, perpétue le bas prix du poisson dans le contexte d'une surproduction mondiale, engendre la pauvreté (77) et interdit la formation d'un capital autochtone dont le réinvestissement signifierait une moins forte coordination à l'endroit des marchands. Il faut encore ajouter à ce bilan le contrôle qu'exercent les comptoirs de la compagnie Robin, Jones et Whitman sur l'échange des biens à travers la péninsule.

77. Le coefficient valeur de production (au débarquement) - pêcheurs, qu'on peut établir grâce aux données annuelles reproduites dans l'Annuaire Statistique du Québec, témoigne de cette relative pauvreté. Les statistiques ne sont malheureusement disponibles qu'à l'échelle provinciale et on peut à bon droit contester leur exactitude, d'autant plus qu'elles ont été recueillies sur un immense territoire périphérique sans qu'on ne fasse aux pêcheurs les plus assidus une place à part.

1900: \$122.	1925: \$253.
1905: \$136.	1930: \$212.
1910: \$140.	1935: \$128.
1915: \$150.	1940: \$124.
1920: \$248.	

Le plus fort total représenté ici, celui de 1925, est inférieur au revenu d'un ouvrier, qualifié ou non, à Montréal et à Québec en 1911 (Cf. J.T. Copp, Anatomy of Poverty, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, ch. 2; et Paul Larocque, La condition socio-économique des travailleurs de la ville de Québec, 1896-1914, thèse de maîtrise soutenue à l'Université Laval en 1971, ch. 4). Il est également inférieur à celui du pêcheur des provinces maritimes et de la Colombie-Britannique. Puisqu'il faut en outre déduire quelques dizaines de dollars dépensés au chapitre des frais d'exploitation, on comprend que le propriétaire d'une embarcation ait recours, dans la mesure du possible, à un équipage qui loge sous le même toit que lui. La recherche d'un gagne-pain hivernal apparaît aussi indispensable. (Cf. Esdras Minville, "Le problème social du pêcheur", dans Chasse et Pêche, op. cit., pp. 164-166).

Le pêcheur sait bien en outre que les rares périodes de prospérité de l'industrie ont toujours eu un caractère factice. Est-il nécessaire de rappeler ici la période d'euphorie occasionnée par la première guerre mondiale, par la pénurie de denrées alimentaires en Europe qui a suscité plusieurs concurrents aux Robins, triplé la valeur des produits maritimes québécois et multiplié les expéditions de morue sèche vers l'Italie (78)? Comme il fallait s'y attendre, une récession a marqué l'après-guerre: en 1921, le prix versé au pêcheur ne représente que 37.3% de celui qu'il a reçu deux ans plus tôt. Sans que ne soit totalement regagné le terrain perdu, la relance des années vingt voit les prix doubler de 1921 à 1930 (79). La réouverture du marché italien, où certains pêcheurs du versant nord réussirent pour la première fois à exporter leurs produits sans intermédiaires (80), et l'importance grandissante du marché américain, malgré ses droits d'entrée souvent prohibitifs (81), incitent encore une fois les compagnies à mettre tous leurs oeufs dans le même panier. Lentement, mais sûrement, les pays scandinaves, l'Islande, la France et Terre-Neuve vont accaparer une série de marchés où le

78. Bérubé, Coup d'oeil..., pp. 18-23.

79. Ibid., pp. 23-25; cf. aussi Pépin, La Mise en valeur..., p. 105. Il s'agit toujours de données sur les pêcheries maritimes à l'échelle provinciale.

80. Bérubé, Coup d'oeil..., pp. 30-31.

81. Pierre Dagenais, "Les marchés" dans Chasse et Pêche, op. cit., p. 150. Les Etats-Unis absorbaient une partie appréciable de la morue verte et de la morue demi-séchée d'automne.

poisson gaspésien a longtemps trouvé preneur, grâce à une production mieux adaptée, plus diversifiée, qui leur permet de vendre moins cher dans les régions moins développées un produit de qualité inférieure. Le producteur de la Gaspésie se trouve ainsi progressivement évincé des marchés brésilien, espagnol, portugais et antillais (82). Et déjà au moment où la crise des années trente vient bloquer les avenues du commerce occidental, la précarité des débouchés du poisson de la Gaspésie est évidente.

2. Les efforts pionniers en matière de coopération

Les pêcheurs ne sont pas restés indifférents aux difficultés inhérentes à leur métier. Plusieurs ont déserté la mer, tandis que d'autres ont voulu rehausser leur niveau de vie en recherchant de nouvelles formes d'organisation, tant professionnelles que techniques. Durant les années vingt, malgré son caractère éphémère et les erreurs qui l'ont marqué, la naissance et l'expansion rapide d'un premier mouvement coopératif chez les pêcheurs en fournit un premier indice. Les premières coopératives sont nées en 1923 des suites de la récession de 1921, avec

82. Rapport général du Ministère de la Chasse et des Pêcheries, Québec, 1944, p. 29. A l'avenir: RGMCP. Cf. aussi Innis, The Cod Fisheries..., pp. 493 et sq.

la bénédiction du gouvernement et du clergé gaspésien (83). De 1923 à 1926, pas moins d'une dizaine sont fondées, regroupant plus de 400 pêcheurs, et deux autres s'ajouteront avant la crise (84). Si le mouvement n'a pas chambardé les anciennes techniques de pêche et de transformation, il a pu se ménager les services de la Coopérative Fédérée pour l'achat et la vente des agrès et du poisson. Le chiffre des ventes, évalué à \$75,000. en 1924, est porté à \$250,000. l'année suivante (85) et les coopératives paraissent dès lors solidement établies. Pour une morue de bonne préparation, le sociétaire recevra durant ces années près de dix dollars le quintal, soit deux dollars de plus que le pêcheur isolé. Les achats en commun lui permettront en outre de réaliser une économie de 10 à 40% sur le prix courant de la farine, du sel, de la gasoline etc... (86). En 1925, c'est plus d'un million de livres de morue

83. Mgr Ross, consacré premier évêque de Gaspé depuis quelques mois à peine, a été un ardent propagandiste du mouvement. Les abbés Narcisse Riou et Edmond Plourde, le premier en tant que curé de Saint-Maurice de l'Echouerie et le second à titre de missionnaire colonisateur du district de Gaspé, ont également travaillé sans relâche. Le gouvernement a aussi mis à contribution les connaissances de Louis Bérubé, futur directeur de l'Ecole des Pêcheries de Sainte-Anne de la Pocatière. Cf. Mgr Ross, La coopération chez les pêcheurs, s.l., s. éd. 1941, pp. 2-3. Aussi: A Pleines Voiles, V. 17, no 6, juin 1960.

84. APU, Mémoire manuscrit de Louis Bérubé, 1939.

85. Ibid.

86. Mgr Ross, op. cit., pp. 5-6.

que les pêcheurs livrent à la Coopérative Fédérée pour fins d'exportation (87).

Mais le mouvement allait vite péricliter. Les marchands, inquiets de la tournure des événements, multiplient les requêtes: "Monseigneur, n'allez pas trop vite, je vous en prie; vous ne savez pas à quelles pressions nous sommes soumis" (88). Cet avertissement, servi à Mgr Ross par nul autre que le ministre de la Colonisation, de la Chasse et de la Pêche, l'Honorable Perreault, n'était pas sans fondements. Au moment opportun, les compagnies, capables de payer en argent sonnante sur livraison (contrairement aux coopératives), offrent ici et là des gratifications aux pêcheurs, abaissent temporairement le prix de leurs marchandises et réussissent à se gagner des sociétaires souvent incapables d'attendre durant quelques semaines une remise finale pour leurs produits (89). Le Ministère lui-même, après avoir prêté le concours d'un expert, Louis Bérubé, au moment des premières fondations, après avoir alloué \$500. aux coopératives pour la construction de quelques entrepôts

87. DS, V. 60, no 1, 30 juin 1926, p. 324. Même si les données correspondantes nous font défaut, on peut avancer, à titre d'hypothèse, qu'environ le tiers des pêcheurs de la Gaspésie, morutiers pour la plupart, ont livré à leurs coopératives, lorsque le mouvement avait atteint son apogée, des produits représentant la moitié de la valeur totale de la production maritime dans la péninsule.

88. Mgr Ross, op. cit., p. 3.

89. Maryvonne Crevel, "Comment naquirent et moururent les premières coopératives de pêcheurs en Gaspésie", dans Revue d'histoire de la Gaspésie, juillet-décembre 1969, p. 148.

de classification et négocié auprès de la Coopérative Fédérée le contrat qui faisait d'elle l'agent des coopératives, ménagera ses faveurs au mouvement (90). Mgr Ross accusera même F.M. Gibaut, ancien commis des Robin nommé en 1928 surintendant maritime au Ministère, d'avoir été l'instrument des compagnies (91).

* L'inexpérience, faute de personnel administratif qualifié, faute d'éducation coopérative, allait se faire lourdement sentir: on livre souvent un poisson avarié, classifié frauduleusement, que les clients s'empressent de faire porter à leur crédit. Deux coopératives, contrairement aux ententes prises, passent outre à la Coopérative Fédérée pour écouler leurs produits (92). Les ventes d'agrès à crédit, excessives, font retomber sur tous les sociétaires le poids d'une dette qui mine le pouvoir d'emprunt des coopératives. Il était pourtant difficile d'agir autrement devant l'insuffisance des ressources financières des caisses populaires locales. La fédération régionale des caisses populaires de la Gaspésie, fondée en 1923, ne pouvait que refléter fidèlement la prospérité de ses épargnants; encore en 1938, elle regroupait 11% des sociétaires de la province mais ne totalisait que 4% de leur actif global (93). Aussi n'arrive-t-on pas à verser au pêcheur un acompte suffisant sur son poisson. Les coopératives sont donc acculées une à une à la

90. DS, V. 60, no 1, 30 juin 1926, p. 326.

91. Mgr Ross, op. cit., pp. 3-4.

92. Ibid.

93. Lafontaine, Le coopératisme..., p. 97.

faillite; l'avènement de la crise a précipité leur disparition. Une seule a survécu: celle de Carleton, qui a bénéficié de la valeur du saumon dont le prix s'est maintenu durant les années trente, qui a su effacer contre toute attente un déficit de \$11,000. en 1930, grâce à un emprunt contracté par ses cinq directeurs - qui donnèrent en garantie tous leurs biens personnels - auprès de la caisse populaire de Maria (94).

3. Les fluctuations économiques et l'abandon de la pêche

Pour les morutiers, les conséquences de la crise ont été beaucoup plus graves. Rappelons d'abord la perte du marché italien, irremplaçable à court terme. En un premier temps, le régime mussolinien impose un droit d'entrée sur le poisson tandis que la dévaluation de la livre sterling affecte plusieurs producteurs canadiens qui utilisent les services de courtiers londoniens pour acheminer leur morue sur le marché italien. En un second temps, c'est la catastrophe: l'Italie, froissée à la suite des sanctions prises contre elle à l'occasion de la guerre d'Ethiopie, décrète un embargo sur plusieurs produits dont le poisson. Ce sera le marasme en Gaspésie pour les années à venir. Restent les marchés américain, et dans une moindre mesure, portoricain et anglais (95). Le problème angoissant de la mévente du poisson et de la chute

94. Radio-Recherches, CHNC New Carlisle et CKBL Matane, 20 octobre 1957.

95. Bérubé, Coup d'oeil..., pp. 87-88. Cf. aussi HGMCP, Québec, 1944, p. 29.

graduelle des prix se posera désormais avec acuité. L'indice 100 à la valeur au commerce du poisson dans la province en 1926 dégringole à 56 en 1932 (96); le dénombrement de 1936 montre que la baisse des prix s'est ensuite accentuée.

Pour comble de malheur, le saumon et le homard, moins touchés que les autres produits, se sont rarefiés (97). Durant la crise, le pêcheur a adopté une attitude saine et rationnelle. De 1931 à 1936, pour compenser la perte du marché italien, les morutiers ont augmenté leur production de morue verte de 22% et réduit 30% le volume de morue séchée. La consommation de morue fraîche a aussi quadruplé dans la péninsule pour pallier à la baisse du pouvoir d'achat (98). Le colportage des alcools de contrebande en provenance des îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon s'est intensifié (99). L'augmentation générale du nombre des pêcheurs (100) ne doit pas surprendre: rappelons que la crise a d'abord paralysé l'économie des centres urbains et que plusieurs gaspésiens déracinés ont dû réintégrer leur paroisse natale pour y re-

96. Bérubé, op. cit., p. 34.

97. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1936, pp. 108 et sq.

98. Ibid.

99. Boisseau, *La mer qui meurt...*, pp. 45-50.

100. A l'échelle provinciale, ces effectifs augmentent d'environ 40% de 1930 à 1939, selon les Annuaire Statistiques de la province de Québec. Déjà en 1931, les jeux sont faits: de 1931 à 1936, le nombre de pêcheurs variera peu (3957 et 4364 pêcheurs respectivement dans Gaspé; 1974 et 1979 dans Bonaventure. Cf. DBS, Fisheries..., 1931, pp. 146-147 et 1936, pp. 160-161). Pour la seule année 1931, le gouvernement provincial allouera à la construction de nouvelles barques une somme totalisant 46% du montant qu'il affectera à ce poste budgétaire de 1929 à 1939.

prendre leur ancien métier. Soulignons en outre que la crise a occasionné la fermeture des plus importants moulins à bois de la péninsule, dont celui de Chandler, et que l'embauche en forêt a considérablement diminué (1).

Compte-tenu des circonstances, la popularité de la pêche ne pouvait être qu'artificielle. Louis Bérubé a admirablement résumé le déclin des rendements durant la crise: "1335 barques, 1200 filets, 5000 lignes à main, deux mille baquets de lignes de fonds et 5000 pièges à homard de plus à la mer n'ont pu ramasser que deux fois moins de morue et quatre fois moins de homard à terre" (2). De toute évidence, la pêche ne paie plus son homme et on n'est souvent plus pêcheur que de nom. Si la plupart admettent qu'un revenu de \$600.00 était "passable" avant la crise, ceux de Grande-Rivière et de Saint-Georges de la Malbaie qui ont répondu en 1933 aux questions des enquêteurs de la Commission Stevens sur l'écart des prix au Canada ont déclaré des gains moyens de \$250.00 et \$200.00 respectivement (3). Une enquête menée aux alentours de la baie de Gaspé cinq ans plus tard a établi que les revenus bruts de la pêche s'échelonnaient de \$80.00 à \$140.00 (4). Le coût des agrès,

1. Boisseau, op. cit., p. 44.

2. Bérubé, Coup d'oeil..., p. 119.

3. Gérard Guité, A Pleines Voiles..., p. 23. Selon T. Ainslie Kerr, les revenus des pêcheurs des provinces maritimes sont assez équivalents. Cf. Kerr, Canada's co-ops, Toronto, The Ryerson Press, 1945, p. 12.

4. Alexandre Dugré, La Gaspésie, nouveau modèle, Sainte-Anne de la Pocatière, Service Social-Economique, s.d., p. 21.

lui, demeure stable tandis que la valeur marchande des moteurs marins a quelque peu augmenté au grand désarroi des artisans qui, pour économiser, ne confient à personne d'autre le soin de confectionner leurs embarcations (5). Pendant ce temps les marchands, débarrassés des coopératives, tirent sans doute mieux que les pêcheurs leur épingle du jeu. Les Robin, Biard et autres versent au pêcheur moins d'un sou la livre pour une morue apprêtée qu'ils trouvent à revendre sur le marché à un prix de trois à cinq fois plus élevé (6).

Bien malin donc celui qui pourrait reprocher au pêcheur une inactivité dictée par le bon sens. Les secours directs, à raison de \$12.00 par mois par famille, rapportent parfois autant que la pêche et des paroisses entières en ont vécu. De 1932 à 1935, les 131 familles de Saint-Georges de la Malbaie ont ainsi reçu de \$20,000. à \$25,000. du gouvernement. C'est peu, tellement peu qu'on ne paie désormais plus

5. DBS, Fisheries Statistics..., 1931, p. 147; 1936, p. 161. Les prix d'un filet de hareng (de 20 à 25 dollars l'unité), d'une palangre (environ 10 dollars l'unité) et d'une ligne à main (un dollar) demeurent fermes.

6. Quité, A Pleines Voiles..., p. 22. Cf. aussi Marie Lefranc, préface de l'ouvrage d'Albert Boisseau, La mer qui meurt..., p. 38. Rappelons, bien sûr, que les marchands n'ont pas aussi souffert de la surproduction chronique des années trente puisqu'ils n'achetaient que des produits vendus à l'avance. Ceux des provinces maritimes ont pratiqué une politique identique. Cf. Rudi Cujes, Fishermen's Co-operatives in Nova Scotia, Centre canadien international de recherches et d'information sur l'économie publique et coopérative (C.I.R.I.E.C.), Montréal, s.d., p. 12-14.

la dîme: le curé de la paroisse avait n'avoir recueilli que \$300.00 en 1935 (7). Des cinq millions de dollars que les gouvernements verseront en octrois à la Gaspésie de 1929 à 1939, trois millions seront alloués en secours directs aux seuls pêcheurs (8).

Le comportement du pêcheur durant la crise perpétue en quelque sorte l'attitude qu'il a fait sienne au cours des années précédentes. Son attachement à la pêche est rarement inconditionnel. Plusieurs ont remisé barques et agrès dans la mesure où s'offraient à eux d'autres alternatives. Rien de plus normal que cette recherche d'un revenu stable et sécurisant, comme l'a démontré Gerald Fortin (9). Raoul Blanchard a observé la fascination qu'exerçaient les moulins à bois, dont

7. Marie Lefranc dans Boisseau, *La mer qui meurt...*, p. 33. La pauvreté s'installe à demeure et Louis Bérubé, invité à partager le repas d'un pêcheur hospitalier, se souvient de n'avoir mangé que des framboises sauvages et du pain (Entrevue avec Louis Bérubé, 28 octobre 1974). Marie Lefranc, nouvelliste française de passage en Gaspésie en 1935, a séjourné chez Jos. Duguay, pêcheur de Sainte-Thérèse, où elle a pu mesurer l'importance vitale des allocations gouvernementales, dont le paiement, faute de fonds, avait été suspendu pour l'été. Dans cette maison aux murs tapissés de journaux, le père, propriétaire d'une barque mais dépourvu de filets, de sel, de gasoline, chômait en attendant la récolte des patates, qui s'annonçait médiocre. Sans graines de semence, il avait dû négliger son potager et attendait qu'une journée de travail se présente pour acheter un peu de farine. Et Marie Lefranc d'ajouter: "En sortant, je remarque au dehors, près de la porte, une bassine dans laquelle trempant des têtes de morue ramassées sur la grève". Cf. Boisseau, op. cit., pp. 39-41.

8. Alexandre J. Boudreau, Les Pêcheurs-Unis devant la commission royale, mémoire des Pêcheurs-Unis présenté devant la Commission Royale d'enquête sur les coopératives, Montréal, 21 février 1945, tract no 4 du Service Social-Economique, p. 4.

9. Gerald Fortin, La fin d'un règne, Montréal, HMH, 1971. Cf. le chapitre 5.

les plus gros, en marche toute l'année ou presque, pouvaient répondre à cette attente.

"A Port Daniel, où 170 familles vivaient de la pêche et du travail des chantiers, il y a dix ans, il n'y avait plus que 7 bateaux; tous les anciens pêcheurs étaient employés l'été au grand moulin installé à la racine du "banc" (Cordon littoral). Mais le moulin a fermé depuis huit ans: il a fallu revenir à la pêche, reconstruire des bateaux: on pêche sans enthousiasme; on incrimine le manque de boëtte..." (10).

Cette quête d'une occupation nouvelle et permanente est le plus souvent infructueuse. Les alternatives valables sont rares. L'industrie du bois et de ses dérivés a connu un marasme tel que depuis la fin de la première guerre mondiale, seize grands moulins, d'une capacité annuelle supérieure à deux millions de pieds mesure de planche, ont fermé leurs portes dans les contées de Gaspé et Bonaventure. Les six moulins de cette catégorie qui opèrent encore à l'issue de la crise ont largement entamé leurs réserves forestières (11) tandis que le bois de dimension, inaccessible à cause du relief accusé des plateaux de l'intérieur, ou monopolisé par les grandes compagnies de pulpe et de papier qui se sont partagées les concessions les plus riches pour fins de spéculation, demeure souvent inexploité. En 1938, la poussière des moulins minuscules qui leur ont survécu (130 en tout, dont 120 produisent moins de 100 p.m.p. annuellement) n'embauchent pratiquement personne.

10. Blanchard, L'est..., p. 85.

11. L.I. Rousseau, "La forêt québécoise" dans L'Actualité Economique, V. XII, juin-juillet 1943, pp. 234-235. Aussi: Marie-Albert Bourget, "Sciages et autres produits forestiers" dans La forêt, Montréal, Fidès, 1944, p. 243.

Presque tous ces établissements, une fois le bois écorcé et scié, expédient la matière première hors de la Gaspésie, à l'instar des compagnies de pêche. Ils n'ont guère le choix: en 1917, seulement deux compagnies de pulpe et de papier avaient implanté des succursales en Gaspésie. La Great Eastern Pulp Co., après avoir aménagé une usine à Rivière-Madeleine, a vite plié bagages après avoir connu un échec financier retentissant. La St-Lawrence Pulp & Lumber Co. (qui deviendra la Gaspesia Sulfite en 1941), installée à l'embouchure de la rivière Grand-Pabos, a fait de la municipalité de Chandler une véritable ville fermée (12).

Parmi les autres possibilités d'embauche, il y a bien sûr, les travaux publics: la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs de 1907 à 1914, ainsi que celle du boulevard Perron de 1919 à 1928, ont exigé une main-d'oeuvre abondante, toujours largement constituée de pêcheurs (13). On sait toutefois que l'expiration des contrats se traduit par autant de mises à pied. Restent l'agriculture, qui retient les services de l'homme au moment où la pêche les réclame, les rares ateliers de poisson, qui concurrencent à la fois l'agriculture et

12. Esdras Minville, "La Gaspésie n'entend pas mourir" dans L'Actualité Economique, V. III, no 6, septembre 1927, p. 108. Benoit Brouillette, "L'industrie des pâtes et du papier" dans La Forêt, Montréal, Fidès, 1944, pp. 192 et 228.

13. Louis Bérubé, "Les problèmes économiques" dans Chasse et Pêche, Montréal, Fidès, 1946, p. 188. L'auteur s'inspire des procès-verbaux et témoignages du Comité Parlementaire de la Reconstruction et du Rétablissement, fascicule no 14, 1943.

la pêche tout en versant des salaires dérisoires, d'un à deux dollars par jour (14), et le travail dans les chantiers gaspésiens trop souvent paralysés.

Le choix est donc plus que limité. Plus d'un pêcheur a dû bon gré mal gré s'accrocher au métier tout en recherchant un revenu d'appoint hivernal presque toujours indispensable. Blanchard a déjà souligné la disparition graduelle du pêcheur pur, à l'exception de quelques groupuscules à Percé, à la Malbaie et surtout au nord-est, de la rivière Madeleine à la baie de Gaspé (15). L'homme de main polyvalent prolonge l'artisan authentique. Faute de mieux, il doit souvent s'éloigner en novembre les "jobbers" des chantiers de l'île d'Anticosti, de la Côte-Nord, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Angleterre, de la Gatineau, de l'Abitibi et d'ailleurs apprécient ses services (16). Combien, en outre, se sont lassés de ces migrations hivernales, de cette incessante recherche d'emplois occasionnels au point de quitter la région pour n'y jamais revenir? Tout indique que la crise n'a fait que briser temporairement le cours d'une évolution irrémédiable.

Si on s'en remet aux statistiques de 1931 (38 naissances et 13 décès par mille habitants dans le comté de Gaspé), le surplus annuel de

14. Annuaire Statistique de la province de Québec, 1932, p. 333.

15. Blanchard, *L'est...*, p. 103.

16. Esdras Minville, "La Gaspésie n'entend pas mourir" dans L'Actualité Économique, V. III, no 6, septembre 1927, pp. 108-109.

des naissances sur les décès devrait normalement conduire à une croissance démographique rapide pour une hausse minimale de 20% par décennie. Mais la réalité est bien différente: de 1921 à 1931, la croissance de la population demeure légèrement inférieure à 12% et l'examen de la pyramide des âges du comté en 1931 révèle que l'émigration prive la péninsule d'une fraction importante de sa population active depuis au moins une cinquantaine d'années. Le large socle de la pyramide indique aussi que seul un taux de fécondité extraordinairement élevé chez le groupe âgé de 20 à 54 ans, le plus touché par l'émigration, a préservé la population d'un vieillissement rapide (17).

Aux prises avec l'adversité, le pêcheur a cherché lucidement à tirer le meilleur parti de la situation. Il ne s'est pas résigné à son sort durant les années vingt et il n'a fait montre ni de négligence ni de paresse durant les années trente. S'il a parfois déserté la mer, ce n'est pas parce qu'il la haïssait mais bien parce que d'autres impératifs, économiques ceux-là, lui faisaient voir la précarité de sa condition. Et c'est dans la mesure où il n'a pu satisfaire ailleurs ses aspirations à un niveau de vie décent qu'il a accordé la priorité au métier qu'il connaissait le mieux: la pêche. Comme nous le verrons plus loin, le gouvernement et d'habiles promoteurs se sont successivement chargés d'aviver ses convictions peu avant l'avènement de la seconde guerre mondiale.

17. Recensement..., 1931, Vol. II, pp. 258-59. Ces données incluent toutefois la population des îles de la Madeleine.

4. Techniques et mise en marché: les premières innovations

En assumant la régie administrative de ses pêcheries maritimes en 1922, la province de Québec a créé un précédent au Canada. Pendant que le gouvernement fédéral continuait par la suite, en vertu de l'A.A.N.B., à légiférer sur le commerce et sur les politiques d'inspection du poisson, la province a graduellement constitué un corps de fonctionnaires pour faire appliquer les réglementations en vigueur. On peut toutefois affirmer qu'elle le fit avec lenteur et parcimonie au cours des années vingt. Encore en 1926, malgré la création du Service des Pêcheries Maritimes l'année précédente, le Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, fort d'un budget total d'un million et demi de dollars, n'en prélève que \$8000. pour fins d'inspection, dont \$600. à peine sont alloués aux pêcheries (18). Il a bien embauché cinq classificateurs, mais ceux-ci ne travaillent qu'à temps partiel et leurs qualifications sont plus que douteuses (19). Pour les gérants des coopératives naissantes qui réclamaient les conseils d'experts aguerris, cette lacune a eu des conséquences fâcheuses. Deux ans plus tard, la nomination de F.M. Gibaut au poste de surintendant maritime viendra enfin compléter le personnel du service que la station de biologie d'Halifax entraînera grâce à la collaboration du gouvernement fédéral (20).

18. DS, 30 juin 1926, p. 346.

19. Ibid., 30 juin 1924, p. 398 et 30 juin 1925, p. 364.

20. Ibid., 30 juin 1929, pp. VIII et 398.

La faillite du premier mouvement coopératif, l'avènement de la crise et la fermeture du marché italien ont incité les deux niveaux de gouvernement à intervenir plus directement dans la bonne marche de l'industrie. En plus de voter en 1933 une loi qui rendait obligatoire l'inspection du poisson (facultative depuis 1914), Ottawa a lancé une campagne de publicité en Ontario et au Québec pour promouvoir la consommation de poisson frais (21). Il a de plus fondé en 1936 la station de technologie de Grande-Rivière pour étudier l'utilisation des produits de la mer comme aliments et dérivés commerciaux (22). Québec ne voulut pas être en reste. S'inspirant de l'exemple du fédéral, qui avait subventionné au début du siècle les congélateurs de la Nouvelle-Ecosse (23), le Service des Pêcheries Maritimes fit construire, en 1932, un congélateur à boîtes et à poisson d'une capacité de 250,000 livres à Rivière au Renard. Selon Gibaut, celui-ci "démontra avec tant de succès son efficacité dans les temps de disette que, par des requêtes couvertes de signatures, chaque localité de la Gaspésie voulut avoir le sien" (24). Suivirent ensuite Carleton, Paspébiac, Port Daniel, l'Anse à Beaufils,

21. Innis, *The cod fisheries...*, p. 441.

22. A Pleines Voiles, V. 18, no 6, juin 1961, le Dr Arthur Labrie, futur sous-ministre québécois des pêcheries, en fut le premier directeur.

23. Innis, op. cit., p. 432.

24. DS, 30 juin 1934, p. 212. Le poisson, et particulièrement le filet, était vendu frais sur le marché canadien. Si la congélation du poisson a permis d'écouler quelques excédents durant la morte saison, elle n'a guère été populaire avant la seconde guerre mondiale.

Cloridorme, Grande-Vallée, etc... On peut affirmer qu'en 1941 tous les havres gaspésiens de quelque importance disposaient d'un tel congélateur, muni de compresseurs à basse vitesse actionnés par un moteur diesel. Le poisson, placé au préalable dans des plateaux de bois, était aligné sur une série de tubes disposés en tablettes maintenus à 0°F, qui jouaient le rôle de frigorifères (25). Un important réseau de neigères, qui conservait au poisson toute sa fraîcheur après son débarquement, s'ajouta aussi aux congélateurs (26). Pour surveiller les installations gouvernementales et initier le pêcheur à la préparation du poisson frais, on entraîna un personnel de techniciens.

L'impact de ces nouvelles politiques gouvernementales ne doit pas être sous-estimé. La popularisation des nouveaux procédés frigorifiques a coïncidé avec une réduction, en 1931, des tarifs de chemin de fer (27). La porte était laissée large ouverte à de nouveaux producteurs qui pourraient dorénavant, sur un pied d'égalité avec leurs concurrents néo-écossais, investir le marché du Canada central. Ces pionniers n'ont d'ailleurs pas tardé à se manifester. On peut croire que leur détermination a initialement disposé le gouvernement provincial à agir: si la plupart des congélateurs ont été construits, gérés et mis à la disposi-

25. Actualités Marines, V. 7, no 1, printemps 1963, p. 23.

26. La neigère correspond généralement à l'anse de pêche, tandis qu'on aménage un congélateur par paroisse. En 1942, on dénombrait 89 neigères (ou glacières) contre 37 congélateurs. Cf. Louis Bérubé, "La production" dans Chasse et Pêche, Montréal, Fidès, 1946, pp. 102-103.

27. Pépin, La mise en valeur..., pp. 106-107.

tion des pêcheurs par le Service des Pêcheries Maritimes, les premiers ont été aménagés par les nouveaux promoteurs avec l'aide d'une subvention gouvernementale qui totalisait les trois quarts du coût de la construction (28).

Nous ignorons presque tout des nouveaux arrivants; du moins savons-nous que plusieurs sont d'anciens pêcheurs qui ont milité au sein du premier mouvement coopératif, que leurs entreprises, petites, sont faiblement capitalisées et qu'ils ont tous connu des débuts difficiles durant la crise. Quelques-uns ont fait faillite, d'autant plus que les techniques d'usinage, nouvelles et rudimentaires, étaient mal exploitées et haussaient les coûts de la production. Néanmoins, de cinq qu'ils étaient en 1934, les producteurs seront au nombre d'une quinzaine en 1941 (29). Progressivement, une révolution se dessine: de 1931 à 1941, la production du poisson frais décuple en Gaspésie et atteint dix millions de livres, surpassant pour la première fois en 1939 celle des salaisons et du séchage (30).

La vogue des nouveaux procédés de mise en marché est telle qu'en 1938 et en 1939, on réclame partout des négligés et des "entrepôts frigorifiques". Lorsque la Compagnie de Transport de Gaspé, subventionnée par le gouvernement provincial pour acheter le poisson frais de la côte et

28. DS, V. 68, no III, 30 juin 1934, p. 212.

29. Entrevue avec Louis Bérubé, 28 octobre 1974; cf. aussi Bérubé, Coup d'œil..., pp. 42-46 et 48.

30. Ibid., p. 48.

l'acheminer vers les points de vente, menace de suspendre ses opérations. À l'issue de la saison 1938, les protestations et les pétitions fusent de partout. Celle des pêcheurs de Grande-Grève et de Cap aux Os, rédigée par l'abbé J. Gérard Richard, portant 180 signatures, montre bien l'espoir qu'a suscité l'avènement du nouveau commerce:

"Nous, soussignés, intercédons auprès de vous, Honorable Ministre, soit pour nous donner un autre acheteur de poisson frais, soit pour donner à la Cie de Transport de Gaspé d'autres garanties qui lui permettront de réouvrir les portes de tous les établissements servant aux Pêcheries Maritimes et que le gouvernement provincial a construits sur nos côtes, et de continuer ainsi, comme par le passé, à acheter la morue fraîche en filets, seule industrie capable de donner aux pêcheurs leur indépendance " (31).

A Grande-Vallée, on songe à fonder une nouvelle coopérative et à écouler soi-même le poisson en profitant de la subvention d'un demi sou la livre que recevait la Compagnie de Transport (32). Sur la côte sud, à Ruisseau-Leblanc, Gascons, Paspébiac, Bonaventure, Saint-Charles de Caplan, Saint-Siméon et ailleurs, les pêcheurs dénoncent l'attitude de la coopérative de Carleton, munie du second plus gros congélateur après Rivière au Renard, qui refuse d'écouler leur poisson frais à une époque où les marchands de poisson salé et séché en achètent peu. Pour sortir

31. APU, J. Gérard Richard, ptre, à Onésime Gagnon, Ministre des Pêcheries de la province de Québec, 5 février 1939.

32. Ibid., J. Alexis Bujold, ptre, à Onésime Gagnon, 15 février 1939.

de cette impasse, chacun réclame son entrepôt, sa neigère et des acheteurs (33).

* * * * *

Avant la seconde guerre mondiale, l'industrie de la pêche a connu une importante évolution en Gaspésie. Les anciens modes de production et d'échanges ont été ébranlés. Ils reposaient, rappelons-le, sur:

- une croissance lente du capital investi (distincte ici de son accumulation)
- un demi-monopole d'exploitation
- des moyens de production privilégiant les activités primaires aux dépens des activités secondaires de transformation
- la passivité de l'Etat et un manque évident d'organisation à l'échelon local malgré l'attitude pragmatique des pêcheurs.

Une série de changements structurels ont été introduits. Bien qu'éphémères, les coopératives des années vingt ont sans doute favorisé une salubre prise de conscience. Malgré sa timidité, l'intervention de l'Etat au cours des années trente (secours directs, appareils de réfrigération) a présenté des alternatives nouvelles et atténué l'effet des monopoles. Un capital autochtone a fait son apparition, revitalisant l'industrie, instaurant un régime de libre concurrence. De nombreuses manifestations de solidarité ont traduit les espoirs suscités par l'essor

33. Ibid., pétition des pêcheurs de Paspébiac et Bonaventure, 20 juin 1938; Alfred Poirier, pêcheur, à Fernand Morin, gérant de la coopérative de Carleton, 6 juillet 1938.

du commerce du poisson frais.

Ce mouvement, encore fallait-il le canaliser, lui donner la cohérence qui lui avait fait défaut jusque là. Dans ce contexte, la fondation de Pêcheurs-Unis en 1939 ne pouvait être plus opportune. Malgré les promesses de ses fondateurs, elle n'allait pas révolutionner à elle seule une industrie aux cycles capricieux. Et plus d'un travailleur de la mer, trop longtemps marqué par l'incertitude du lendemain, a profité de la prospérité générale occasionnée par la seconde guerre mondiale pour rechercher ailleurs une occupation permanente. Mais on peut croire en définitive que les abandons ont été le fait des moins aguerris, de ceux qui ont gonflé artificiellement les effectifs de la flotte côtière durant la crise. Les autres, ceux qui n'ont pas bougé, ont-ils eu tort ou raison? Les prochains chapitres répondront au moins partiellement à cette question.

CHAPITRE II

LA RENAISSANCE DES COOPERATIVES DE PECHEURS EN GASPESIE (1939-1946) (Promotion d'un mouvement social?)

L'effervescence coopérative (1) qui a gagné le Québec à la fin des années trente n'a pas encore fait l'objet d'études poussées. Et c'est dommage. Les rares éléments que notre mémoire collective a retenus de cette époque permettent de croire à une prolifération d'organismes socialement engagés. Il est impossible de juger de l'évolution récente du monde de la coopération sans référer à ce contexte précis.

Avant les années trente, l'idée de coopération semble avoir été appliquée sans fondement théorique solide. Puis, à compter de 1937, le clergé catholique, une bourgeoisie professionnelle mal circonscrite et quelques éminences grises d'un milieu universitaire de plus en plus perméable aux idées sociales s'en sont emparés. D'aucuns ont qualifié de "démarrage" cette période qui a vu l'Ecole des Sciences Sociales, écono-

-
1. Pour un aperçu rapide de la situation, nous recommandons quatre parutions récentes auxquelles nous avons puisé librement: François-Albert Angers, La coopération de la réalité à la théorie économique, t. I, Montréal, Fides, 1974, pp. 111-142; G-Raymond Laliberté, La culture politique du Conseil de la Coopération du Québec, Sherbrooke, La Chaire de coopération du département d'économie de l'Université de Sherbrooke et le Conseil de la coopération du Québec, 1973, pp. 35-86; Gaston Deschênes, "Le mouvement coopératif québécois: évolution et problématique" dans Revue Canadienne d'Economie Publique et Coopération, V. V, no 1, janvier-juin 1972, pp. 125-162; Robert Parise, Georges-Henri Lévesque, Père de la Renaissance québécoise, Montréal, Alain Stanké, 1976, pp. 82-109.

miques et politiques de l'Université Laval inaugurer la première chaire en coopération au Québec. A première vue, l'expression n'est pas trop forte: en 1937, les Semaines Sociales centrent leurs activités sur les coopératives et l'Action Nationale, inspirée des chapelles nationalistes que sont l'Ecole Sociale Populaire et les H E C, leur consacrent un numéro spécial l'année suivante. La réconciliation de l'U.C.C. et de la Coopérative Fédérée, gage d'une solidarité nouvelle, aboutit en 1939 à la fondation du Conseil Supérieur de la Coopération. Dès 1940, ce dernier est devenu un véritable définisseur de situation. Il a entrepris par ses brochures éducatives et son périodique "Ensemble" de coordonner les forces en présence et de vulgariser une doctrine complexe d'inspiration européenne à laquelle se sont greffés les apports plus autochtones de la religion, du nationalisme, de l'agriculturisme, voire même à l'occasion du corporatisme.

L'importance relative de ces idéaux n'a pas encore été départagée. On note toutefois que les porte-paroles et animateurs du CSC associent la coopération à une troisième voie entre un collectivisme déshumanisant et un capitalisme trop âpre au gain. Ce faisant, ils s'inscrivent en faux contre le régime économique en vigueur pour réclamer moins son effondrement total que la disparition de ses nombreux abus. On observe également qu'ils privilégient la dimension associationniste de la coopération au détriment de l'esprit d'entreprise. Cette solidarité doit reposer sur une authentique démocratie participative, fondée à son tour sur une solide propagande éducative. De toute évidence, plusieurs chefs de file ont été marqués par l'intense campagne d'éducation coopérative menée

tambour battant depuis plus d'une décennie par l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) auprès des populations rurales défavorisées des Provinces Maritimes.

Fort de ses nouveaux appuis et d'une conjoncture économique à la hausse, le monde de la coopération a connu une progression spectaculaire au cours de la seconde guerre: de 1939 à 1945, la Fédération des Caisses Populaires double le nombre de ses locales, tandis que le nombre des sociétaires triple. Évalué à 180 en 1935, le nombre des coopératives agricoles est porté à 645 en 1948. L'initiative de Victor Barbeau et de Berthe Louard, fondateurs de la coopérative de consommation "La Familiale" à Montréal en 1937, a eu un effet d'entraînement évident: on dénombre 110 magasins coopératifs sept ans plus tard. Pour couper court à une fastidieuse énumération, signalons au passage les efforts pionniers consacrés au milieu forestier (en Abitibi, au Saguenay et surtout en Gaspésie) ainsi que l'apparition de coopératives d'habitation et de coopératives étudiantes. A compter de 1945, les réalisations de l'Office provincial d'Électrification rurale font également époque.

En somme la coopération connaît alors une vogue sans précédent ses activités tendent à se diversifier, ses structures sont mieux articulées, et l'idéal qui la soutient est plus explicite. A certains moments, elle prend l'allure d'une croisade, en Gaspésie notamment, où la fondation de Pêcheurs-Unis en 1939 a marqué une étape historique.

passation d'une loi spéciale à Québec qui incorporait l'organisation sous l'égide de la Loi des Syndicats Coopératifs de la Province de Québec.

Cinq membres, dont un seul pêcheur, constituaient le premier bureau de direction de la fédération naissante (21). A J.C. Belles-Isles, curé de Grande-Rivière, qui s'en étonnait, Alexandre Boudreau répondit:

"Le Service Social de Sainte-Anne a travaillé à la réalisation de ce projet, mais nous n'entendons pas le contrôler. Nous nous bornerons à le surveiller, et surtout à faire l'éducation aussi rapidement que possible afin que les pêcheurs eux-mêmes en assument le contrôle et la responsabilité" (22).

Au départ, Pêcheurs-Unis n'existait à toutes fins pratiques que sur papier. Puisque tout restait à faire, ses promoteurs lui ont sagement assigné des objectifs modestes apparentés à ceux du SSE: la promotion de l'éducation coopérative et technique chez les pêcheurs, et la surveillance des projets de loi relatifs à la pêche (23). C'est un em-

21. Ibid., 25 avril 1939. En faisaient partie: Narcisse Riou, curé de Rivière au Renard, président; Michel Grenier, pêcheur de l'Anse aux Gascons, vice-président; A.J. Boudreau, du SSE, secrétaire; Eugène Merin, gérant de la coopérative de Carleton; et Louis Bérubé de l'Ecole Supérieure des Pêcheries.

22. APU, A.J. Boudreau à J.C. Belles-Isles, 12 mai 1939.

23. APU, procès-verbal de l'assemblée d'organisation de Pêcheurs-Unis, 25 avril 1939.

prunt de vingt mille dollars contracté auprès de la Banque Royale du Canada qui a financé à compter du mois d'août 1939 les avances versées aux pêcheurs durant la première année d'opération (24). Un octroi de trente mille dollars du gouvernement provincial a aussi permis l'embauche d'un gérant, d'un comptable et l'ouverture d'un bureau-chef à Québec (25). Faute de mieux, on s'est assuré les services de courtiers montréalais pour la mise en marché des produits (26). Bref, la Fédération pouvait alors difficilement compter sur ses propres moyens. Au niveau local, avant que ne soient aménagés les ateliers coopératifs, le sociétaire a dû pendant une période plus ou moins longue selon les endroits assurer lui-même la transformation de son poisson (27). Et initialement, sa coopérative s'est débrouillée seule pour lui procurer les agrès, les moteurs marins, le sel et la gasoline dont il avait besoin pour exercer son métier. C'est dans ce but qu'elle s'est adressée aux fournisseurs traditionnels, les Robin, les Hymans et les autres, dont elle dénonçait en même temps le monopole (28). Heureusement, les événements ont vite pris une autre tournure.

2. L'essor

La propagande qui a précédé et suivi les trois premières fondations n'a pas tardé à produire des dividendes. Avant la fin de l'année

24. APU, procès-verbal du conseil..., 1er août 1939.

25. Pêcheurs-Unis du Québec, Les coopératives de pêcheurs du Québec, s. éd., Montréal, mars 1959, p. 34.

26. APU, procès-verbal du conseil..., 25 avril 1939.

27. Ibid., 1er août 1939.

28. Ibid., 11 juin 1940.

1939, cinq autres coopératives ont grossi les rangs de la fédération en défrayant le coût d'une part sociale (\$10.00) (29). Le rythme des fondations, à raison de trois par an, s'est maintenu en Gaspésie au cours des quatre années subséquentes (30). Au total, on pouvait dénombrer une vingtaine de coopératives de pêcheurs dans la péninsule à l'issue du second conflit mondial; aucun centre de pêche d'importance n'avait été oublié. Forts de cette expérience, et malgré l'énorme distance géographique et psychologique qui séparait les régions de pêche, les dirigeants de la fédération et du SSE ont ensuite fait porter leurs efforts ailleurs. Déjà en 1943, Pêcheurs-Unis avait accepté les demandes d'affiliation présentées par les pêcheurs d'anguilles de l'Ile d'Orléans et de Maskinongé, imités peu après par ceux de l'Ile Verte (31). Le temps paraissait aussi venu de desservir les Madelinots puisqu'en matière de pêcheries les Iles étaient sous juridiction provinciale depuis 1943. Jusque là les pêcheurs de l'archipel avaient profité des services d'éducation et d'animation offerts par l'université Saint-François d'Antigonish pour fonder leurs propres coopératives au cours de la crise. Mais les propagandistes néo-écossais n'étaient plus revenus depuis que le gouvernement fédéral avait

29. Pêcheurs-Unis, op. cit., p. 35.

30. Gérard Guité, A Pleines Voiles. Cinq ans de coopération chez les pêcheurs, Gaspé, SSE, 1944, p. 8.

31. Ibid.

abandonné au Québec ses droits sur les Iles et l'abbé Alfred Gallant, curé de Havre-Aubert, coopérateur averti, s'en inquiétait, réclamant la présence des responsables du SSE (32). Ceux-ci agirent avec célérité et l'affiliation des six coopératives des Iles de la Madeleine fut entérinée par le bureau de direction de Pêcheurs-Unis en 1945 (33). Parallèlement, le SSE avait aussi œuvré depuis 1942 sur la basse côte nord avec la bénédiction de Mgr Labrie, curé de Havre Saint-Pierre, vicaire apostolique, émule de Mgr Ross (34). Lorsque les six coopératives nouvellement fondées dans cette région se sont jointes à Pêcheurs-Unis en 1945, le nombre des locales de la fédération se trouva porté à trente-six (35).

A la fin de la seconde guerre, toutes les coopératives de pêcheurs de la province, regroupant 3268 sociétaires, étaient dans le giron de Pêcheurs-Unis (36). La Gaspésie, avec ses 2300 coopérateurs, soit la moitié du total des pêcheurs gaspésiens, constituait l'épine dorsale de l'organisation (37). Au terme d'un effort de recrutement peu commun,

32. APU, Alfred Gallant à l'hon. Ernest Bertrand, ministre fédéral des pêcheries, 31 janvier 1945.

33. A Pleines Voiles, V. 1, no 4, 1er avril 1945.

34. APU, François-Xavier Jean à Benoît Morin, 12 octobre 1944. Dès 1946, Mgr Labrie allait occuper le nouveau siège épiscopal de Baie-Comeau.

35. Les coopératives de Sept-Iles, Rivière au Tonnerre, Havre Saint-Pierre, Magpie et Détroit de Belle-Ile se sont affiliées.

36. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel pour année 1946-47, s. éd., non daté, p. 12.

37. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1946, pp. 176-177.

la fédération avait réussi à mobiliser des effectifs humains plus considérables que ceux de Pêcheurs-Unis des Maritimes (2915 sociétaires), pour tant implanté à la fois au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse et à l'Île du Prince-Edouard, dont la fondation remontait au début des années trente (38). Ses officiers ont même entamé des pourparlers avec les coopérateurs des Maritimes au sujet d'une éventuelle fusion qui ne s'est jamais produite (39).

L'augmentation du volume des transactions a été plus rapide encore que le rythme des nouvelles adhésions ne l'aurait laissé prévoir. Au cours de l'année fiscale 1941-1942, treize coopératives, regroupant 1936 sociétaires gaspésiens, réalisaient un chiffre d'affaires de \$441,208.00 (40). Deux ans plus tard, le nombre des sociétaires s'élevait à 2300 tandis que le chiffre d'affaires dépassait le million de dollars (41). Le tableau qui suit montre une progression constante sur tous les plans, marquée par un bond considérable en 1945 lorsque les Madelinots et les pêcheurs de la côte nord se sont joints aux Gaspésiens.

38. Ministère fédéral de l'agriculture, La coopération au Canada, 17^e rapport annuel, Ottawa, s. éd., 1949, p. 15.

39. Pêcheurs-Unis, op. cit., p. 15. Cf. aussi A Pleines Voiles, V. 3, no 1, 1^{er} janvier 1947. Nous ignorons les causes exactes de l'échec des négociations.

40. APU, procès-verbal de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 11 et 12 mars 1942.

41. Ibid., 23 et 24 mars 1944.

TABLEAU IV

PECHERS-UNIS: VOLUME BRUT DE LA PRODUCTION,
CHIFFRE D'AFFAIRES ET RISTOURNES. (1939-1945) (42)

	Production (lbs)	Chiffre d'affaires \$	Ristournes \$
1939	5,441,535	187,245	12,540
1940	5,834,893	251,288	28,602
1941	8,060,216	441,208	59,648
1942	9,239,938	707,395	166,000
1943	15,017,796	1,100,533	258,672
1944	20,763,837	1,704,280	261,000
1945	39,052,269	3,315,569	422,337

Dans la seule Gaspésie, les coopératives ont dès 1943 fait main basse sur un peu plus de la moitié du poisson capturé dans la péninsule (43).

42. Les rapports annuels et les procès-verbaux des conventions annuelles de Pêcheurs-Unis, riches en statistiques, nous ont permis de dresser ce tableau qui demeure toutefois sujet à caution. L'inexpérience et le peu d'intérêt des gérants des coopératives locales ont compromis la compilation des données et l'exactitude des bilans annuels. (Cf. Rapport annuel, 1946-47, pp. 18-19). En ce qui a trait à la production, soulignons qu'on a consigné aux livres le poids du poisson au débarquement (éviscéré et étêté), c'est-à-dire avant qu'il ne soit traité en atelier. Pour l'année 1946, par exemple, le produit fini ne représentait que 36% du volume total des prises. Le filetage intensif de la morue n'est pas étranger à cette situation (Cf. Rapport annuel, 1946-47, p. 21). Précisons aussi que le chiffre d'affaires recouvre à la fois les ventes et les achats des coopératives.

De toute évidence, c'est vraiment à partir de 1942 qu'on a pleinement profité des hauts prix du temps de guerre. Le prix moyen de la morue capturée par un sociétaire passe de \$2.45 le cent livres à \$4.30 l'année suivante. Nous reviendrons un peu plus loin sur cette conjoncture favorable aux pêcheurs.

43. A.J. Boudreau, "Inventaire du mouvement coopératif en Gaspésie" dans Ensemble, V. 5, no 4, avril 1944.

Encore en 1946, les Gaspiéens fournissaient plus de soixante-dix pour cent des stocks de poisson dont la fédération pouvait disposer sur les marchés (44).

On doit d'abord attribuer cet essor rapide à la hausse considérable des prix durant la guerre. Considérons par exemple le prix de la morue, qui représente encore en 1946 83% de la production totale de Pêcheurs-Unis (45).

TABLEAU V

PECHEURS-UNIS: PRIX MOYEN DE LA MORUE ETETEE ET VIDEE AU CENT LIVRES (46)

1939	\$1.73
1940	\$2.00
1941	\$2.45
1942	\$4.30
1943	\$5.80
1944	\$5.62
1945	\$5.39
1946	\$4.12

Un contraste aussi saisissant entre les dernières années de la crise et l'avènement de la guerre a certes motivé plus d'un pêcheur, plus d'un sociétaire. Pour l'expliquer, il faut rappeler que la raison d'Etat a en-

44. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel 1946-47..., p. 20. La contribution des Iles de la Madeleine, dont le homard est la spécialité, et de la côte nord, où la morue verte est à l'honneur, se chiffre à 18.9% et 9.2% respectivement.

45. Ibid.

46. Ibid., p. 23.

rayé le libre jeu de l'offre et de la demande tôt après l'ouverture des hostilités. En matière d'alimentation, l'enjeu était grand et la désorganisation de plusieurs flottes de pêche en Europe a incité les Alliés à réquisitionner une partie appréciable de la production canadienne de poisson, cette denrée moins coûteuse que la viande dont on appréciait la teneur en protéines, sinon la saveur. Le poisson frais et congelé fut soumis après Dunkerque aux directives de la Commission Canadienne des Prix et du Commerce, qui fixait les prix et les quotas régionaux de concert avec la Régie Inter-alliée des Produits Alimentaires (Combined Food Board) et le Ministère Britannique des Approvisionnements (47). Selon F.M. Gibaut, haut fonctionnaire québécois responsable de l'application de ces politiques dans la province, "... nos producteurs furent priés de vendre une partie de leur production de filets de morue au Royaume-Uni, de satisfaire ensuite les besoins du Canada et tout surplus fut exporté aux Etats-Unis, après obtention de permis" (48). Dès 1941, la seule Angleterre, friande de saumon canadien avant la guerre, achetait plus du quart de la morue fraîche ou congelée apprêtée par Pêcheurs-Unis (49). Acheminé à Halifax par chemin de fer, le poisson était ensuite entreposé sur des navires qui cinglaient vers les Iles Britanniques en tentant de déjouer le blocus maritime allemand (50). A compter de 1943, le poisson

47. RCMCP, Québec, 1946, p. 14.

48. Ibid., 1944, p. 32.

49. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel pour l'année 1941-42, p. 2.

50. Alphonse Loisel, La Gaspésie d'aujourd'hui, Montréal, éd. Albert Loisel, 1948, p. 54.

salé a été à son tour l'objet de réquisitions analogues (51). Sans l'autorisation des organismes superviseurs, accordée lorsque les priorités alliées étaient satisfaites, nul ne pouvait investir de nouveaux marchés ou hausser le volume de ses exportations vers des pays neutres (52).

Même si elles ont étouffé toute tentative de spéculation, ces mesures ont nettement avantage les pêcheries québécoises. Elles ont compromis sacré l'importance des marchés extérieurs, quelques années auparavant. De Paris, la Mission Française a sollicité les producteurs canadiens après la libération. Au fur et à mesure que la guerre se prolongeait, les États-Unis ont multiplié leurs achats de poisson (53). Pêcheurs-Unis a vu la conjoncture lui sourire à un point tel que la valeur de ses ventes extérieures a toujours été de quatre à cinq fois supérieure à celle de ses transactions locales durant la guerre (54). En outre, pour la première fois depuis le premier conflit mondial, une demande accrue a coïncidé avec une élévation des prix et les coopératives locales ont aménagé en toute hâte leurs ateliers de transformation pour remplir d'avantageux contrats. Puisque l'Angleterre accordait la préférence aux produits congelés, la popularité des nouveaux procédés de réfrigération, déjà grandissante au cours des années trente, s'est traduite par une diminution

51. RGMPC, 1943, p. 24.

52. Ibid., 1945-46, p. 14.

53. Ibid., 1946-47, pp. 28-30. Pour la seule année 1946, l'Angleterre et la France ont respectivement acheté au Québec 5,100,000 lbs et 1,700,000 lbs de filets de morue congelée. Les États-Unis figurent toutefois en tête de liste avec six millions de lbs de filets et près de quatre millions de livres de variétés diverses.

54. Guy Bernier dans A Pleines Voiles, Vol. 20, no 1, janvier 1963.

sensible du volume de la production de poisson salé et séché, en dépit de commandes substantielles en provenance des Etats-Unis, de Porto Rico, de Cuba et de la République Dominicaine. Pêcheurs-Unis a habilement profité de la situation pour faire connaître ses marques de commerce "Corvette" et "Bluecold" qui, sans évincer complètement la renommée "Gaspé Cure", ont pris la vedette (55).

Le contexte était donc propice à l'essor des coopératives de pêcheurs en Gaspésie, et les dirigeants de Pêcheurs-Unis se sont montrés opportunistes. Avec raison, on a aussi associé la hausse des prix aux avantages de la formule coopérative. En 1938, les marchands payaient \$1.40 une "draft" de morue vidée et éviscérée (238 lbs) (56). Dès l'année suivante, avant même que la guerre ne crée de nouveaux débouchés, Pêcheurs-Unis a négocié un prix de \$3.00 en s'adressant aux acheteurs par l'entremise de courtiers (57). Par la suite, durant la période des réquisitions,

55. RGMCP, 1946-47, pp. 28-30. Cf. aussi A Pleines Voiles, V. 3, no 11, 15 novembre 1947. En Gaspésie, on a délaissé momentanément la "Gaspé Cure". Au cours de la saison 1946, les coopératives de la péninsule ont salé et séché un peu moins du quart de leur production totale (volume). Moins de 1% de la production a été fumée. Le reste a été écoulé sur les marchés à l'état frais ou congelé. (Cf. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel 1946-47, p. 34).

56. Jean Boucher, "On devient maître chez soi en Gaspésie" dans Ensemble, V. 2, no 11, novembre 1941.

57. A.J. Boudreau, Les Pêcheurs-Unis devant la commission royale, Mémoire des Pêcheurs-Unis présenté devant la Commission Royale d'Enquête sur les coopératives, à Montréal, le 21 février 1945, tract #4 du SSE, p. 15. La fondation des Pêcheurs-Unis des Maritimes a aussi été marquée d'une hausse spectaculaire des prix de ventes. Cf. Rudi Cujes, Fishermen's Co-operatives in Nova Scotia, Montréal, C.I.R.I.E.C., n.d. (Coll. Economie coopérative, #1), p. 25.

le sociétaire a constamment touché des sommes de 20% à 30% plus élevées que le pêcheur isolé (58). Les achats en commun d'agars, de gasoline et de sel lui ont fait réaliser des économies substantielles (59). Deux succursales de ventes de Pêcheurs-Unis à Montréal (1942) et à Québec (1945) ont aussi été mises à sa disposition. A l'opposé des autres producteurs québécois, qui se sont attirés les reproches des officiers du ministère provincial des pêcheries en délaissant le marché local au profit des marchés étrangers, la fédération a voulu diversifier sa clientèle pour augmenter à court terme le volume de ses ventes et préparer à moyen terme un après-guerre qui s'annonçait difficile (60). Évaluées à \$50000.00 en 1940, les ventes domestiques de Pêcheurs-Unis se sont chiffrées à \$478000.00 en 1945 (61). Cette percée, qu'on aurait crue impossible une dizaine d'années auparavant, a permis de passer outre aux marchands de gros, intermédiaires inutiles, et aux courtiers, qui naguère réclamaient une commission de 10% pour vendre un produit qu'ils n'avaient jamais vu (62). Le marché montréalais a absorbé à lui seul 80% des produits écoulés par Pêcheurs-Unis sur le marché canadien durant la guerre.

58. Boudreau, op. cit. Plusieurs témoignages ont été rendus sur cette question, dont l'anecdote suivante: en 1945 plusieurs marchands de la Côte, informés de la fondation d'une coopérative dans une paroisse donnée, ont offert aux pêcheurs \$12.00 pour une "draft" de morue. Dans la localité voisine, distante de quelques milles, leur offre n'a jamais excédé \$8.00 (Cf. A Pleines Voiles, V. 1, no 11, 1er novembre 1945).

59. Boudreau, op. cit.

60. RGMCP, 1945-46, p. 29.

61. Guy Bernier dans A Pleines Voiles, V. 20, no 1, janvier 1963.

62. Gérard Guité, A Pleines Voiles. Cinq ans de coopération chez les pêcheurs, Gaspé, SSE, 1944, p. 25.

Si on examine la liste des clients de la fédération dans la métropole à cette époque, il est évident que les hôpitaux, les communautés religieuses et les maisons d'enseignement figurent en bonne place (63). En plus d'une fructueuse campagne publicitaire de la fédération, il semble bien qu'une certaine solidarité interdiocésaine ait joué. Pêcheurs-Unis, fondé avec la bénédiction de Mgr Ross, rencontrait les grands desseins de l'Eglise et l'Archevêque de Montréal, Mgr Joseph Charbonneau, n'a pas hésité à recommander l'entreprise au patronage de son clergé à l'occasion de la bénédiction de la succursale de vente de Montréal en 1942 (64). En somme, Pêcheurs-Unis avait bien tiré parti d'une situation déjà avantageuse. Si on considère que plusieurs pêcheurs vivaient encore dans le dénuement le plus complet en 1939, les propagandistes semblaient avoir beau jeu (65).

63. Ibid., p. 21.

64. "Le coopératisme au service des pêcheurs" dans Le Fournisseur des Institutions Religieuses, octobre 1950 (tiré à part).

65. A Grande-Vallée, par exemple, la plupart des sociétaires n'ont pu payer en un seul versement la part sociale de \$1.00 requise d'eux en 1939 (Cf. APU, procès-verbal de l'assemblée de fondation de la Coopérative de Grande-Vallée, 31 mai 1939). Un peu partout on se montre incapable d'attendre plus d'une semaine l'avance que doit verser la fédération aux sociétaires (Cf. APU, Philémon Huard de l'Anse aux Gascons à A.J. Boudreau, 3 mai 1939).

3. Structures et fonctionnement

Pour donner corps à une entreprise qui faisait rapidement tache d'huile, il a fallu très tôt délimiter le partage des responsabilités, établir des règles précises de fonctionnement et multiplier les services. Chaque sociétaire débourse \$1.00 pour l'achat d'une part sociale qui sanctionne son adhésion à la coopérative et lui donne droit de regard sur les activités de son conseil d'administration (66). Le conseil, constitué de cinq membres élus pour un mandat de deux ans, précise la nature de la production, fixe le montant des immobilisations requises, recrute de nouveaux membres, préside à la distribution des ristournes et nomme un gérant qui à son tour embauche un personnel plus ou moins nombreux suivant le chiffre d'affaires de la coopérative (67). Avant l'ouverture de la saison de pêche, il présente aux sociétaires réunis en assemblée générale un rapport moral et financier (68). La fédération elle-même, coopérative de second degré, s'est donnée des structures identiques à celles des locales. Les délégués qui représentent les coopératives à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, tenue au printemps peu après les assemblées générales des syndicats, élisent pour un mandat de deux ans les membres du conseil d'administration de la fédération, soit un président, un vice-

66. Avant l'année 1945, ce capital ne portera aucun intérêt. Puis on fixera le taux d'intérêt à 4% pour une période indéterminée. (Cf. Boudreau, op. cit., p. 5).

67. Pêcheurs-Unis⁹ du Québec, Les coopératives de pêcheurs du Québec, Montréal, s. éd., mars 1959, pp. 29-30.

68. Ibid.

président, un secrétaire et sept conseillers, dont les pouvoirs sont analogues à ceux des administrateurs locaux (69). Pour étouffer dans l'oeuf toute controverse quant à la provenance des conseillers, on a dès 1942 voulu assurer une représentation régionale équilibrée en élisant deux sociétaires en provenance du comté de Bonaventure, quatre de Gaspé-Sud, et trois de Gaspé-Nord (70).

Participer à la convention annuelle printanière ou aux réunions hivernales du conseil n'était pas une sinécure. Louis-Joseph Marcotte, rédacteur du périodique "Ensemble!" publié sous l'égide du Conseil Supérieur de la Coopération, a assisté à une convention annuelle de Pêcheurs-Unis et garde un mauvais souvenir du trajet Gaspé-Rivière au Renard (25 milles) qu'il a effectué en auto-neige en se confiant "à la Divine Providence" (71). J. Arthur Fournier, alors conseiller, se souvient d'avoir emprunté la carriole du postillon pour se rendre de Gaspé à Rivière au Renard en 1942; quelques heures plus tard, il cheminait à pied, aux côtés d'un chien traînant un toboggan sur lequel étaient empilés les sacs de malle et ses propres bagages. Il dut rebrousser chemin pour de bon un peu plus loin (72).

69. Ibid., pp. 40-41.

70. APU, procès-verbal de la convention annuelle..., 11 et 12 mars 1942.

71. Ensemble, V. 8, no 3, mai 1947.

72. A Pleines Voiles, V. 19, no 3, mars 1962; Cf. aussi APU, J. Arthur Fournier à A.J. Boudreau, 21 mars 1942.

La fédération a su très tôt se donner les rouages nécessaires à son bon fonctionnement. La vente constitue, bien sûr, sa principale préoccupation. C'est du bureau-chef qu'on effectue les transactions sur les marchés étrangers, tandis que les succursales de ventes aménagées à Matane (1939), Montréal (1942) et Québec (1945) s'adressent directement au marché local (73). La fédération a aussi un service d'achats qui procure aux syndicats et à leurs membres la plupart des marchandises d'utilité professionnelle dont ils ont besoin: agrès, habits de pêche, gasoline, sel, papier d'emballage, etc. Moins de trente jours après la livraison de son poisson, elle verse au pêcheur l'avance qui lui permet de subsister en attendant une remise finale pour son produit (ristourne); pour obtenir les fonds nécessaires, on "gage" le poisson vendu et les inventaires (74). En collaboration avec le SSE, son service de vérification examine les bilans comptables des syndicats et prépare leurs rapports financiers annuels (75). Son secrétariat s'occupe des relations internes et externes, collabore avec le SSE, et supervise le travail du personnel de la fédération (76).

73. Pêcheurs-Unis, op. cit., pp. 43-44. La fédération s'auto-finance en prélevant 2% du chiffre d'affaires que les coopératives locales réalisent par son entremise.

74. Ibid., p. 26.

75. Louis-Joseph Marcotte, "Organisation d'un service provincial de vérification et de surveillance pour les coopératives de consommation" dans Ensemble, V.12, no 5, mai 1951. Léo Bérubé et ensuite Jean-Marie Thériège, du SSE, en ont été les premiers responsables. Ce service sera aussi offert aux coopératives forestières et aux coopératives de consommation de la Gaspésie à compter des années quarante. À compter de 1950, le SSE répondra aux besoins des coopératives de consommation de toute la province.

76. Pêcheurs-Unis, op. cit., p. 47.

Pour mener cette tâche à bien, Pêcheurs-Unis s'est donné un bureau-chef, d'abord aménagé à Québec, puis à Gaspé en 1940 (77). Montréal deviendra ensuite une véritable plaque tournante pour l'organisation. Après s'être solidement implantée sur le marché montréalais en 1942, la fédération a ensuite établi son bureau-chef dans la métropole pour y négocier la plus grande partie de ses ventes et la totalité de ses achats. L'importance du bassin démographique montréalais, l'existence d'un excellent réseau de communications, et la proximité de la Drummondville Cotton Company, première fabrique québécoise d'agres de pêche, justifient amplement cette mesure (78). De bureau-chef, Gaspé est devenu tout comme Cap-aux-Neules et Sept-Iles un bureau régional de production à partir duquel on surveillera la production et la comptabilité des syndicats gaspésiens jusqu'en 1946 (79).

Il aura fallu emprunter des montants élevés pour couvrir les frais de ces nombreuses immobilisations. En général, la fédération, faiblement capitalisée, finance l'aménagement ou la construction d'édifices en empruntant les montants requis auprès des Caisses Populaires Desjardins

77. APU, procès-verbal du conseil..., 7 mai 1940. On construira un édifice neuf à Gaspé quatre années plus tard (Cf. Procès-verbal du Conseil..., 24 août 1943).

78. Avant la guerre, les agres de pêche étaient en grande partie importés d'Angleterre et des Etats-Unis. La guerre a ensuite réduit les importations anglaises tandis que la dévaluation du dollar canadien augmentait d'environ 10% le coût des marchandises américaines. Etablie à une soixantaine de milles de Montréal, la Drummondville Cotton Company a pu dès lors rivaliser avec ses concurrents (Cf. Louis Bérubé dans A Pleines Voiles, V. 3, no 6, 2 juin 1947).

79. Pêcheurs-Unis, op. cit., pp. 34-35.

et s'adresse aux banques à charte pour verser les avances que réclament les pêcheurs (80). Elle a consenti de lourds sacrifices lorsqu'elle s'est établie à Montréal. L'édifice, acquis au coût de \$60000., a été grevé de deux hypothèques (81). Seul le Bureau-chef de Gaspé a été en partie financé par les locales, qu'on a dû impitoyablement harceler en leur démontrant qu'elles pouvaient assumer leur quote-part (82). Aussi la fédération refuse-t-elle le plus souvent de prêter directement aux syndicats, se contentant d'acheminer leurs demandes de subvention aux autorités concernées (83). Au total, la fédération, épaulée par le SSE, est devenue en peu de temps une machine assez bien huilée. Alexandre J. Boudreau ne cachait pas sa satisfaction en 1948:

-
80. Au moment de son affiliation, la coopérative ne verse que dix dollars à la fédération. Il y a bien la réserve générale (15% des bénéfices de la fédération ne sont pas ristournés aux locales), mais celle-ci s'est toujours avérée insuffisante (Cf. Boudreau, Mémoire présenté..., p. 14). Pour financer les avances, la fédération a successivement emprunté de la Banque Royale, de la Banque de Toronto et de la Banque Canadienne Nationale (Cf. APU, procès-verbal du Conseil..., 25 mai 1943).
81. L'une de \$48000.00, consécutive à un emprunt contracté auprès de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins à Lévis, l'autre de \$12000.00, consentie par l'ancien propriétaire. Le taux d'intérêt était peu élevé (4%) mais le remboursement ne s'échelonnait que sur dix ans, à raison de versements semestriels de \$3000.00 (APU, procès-verbal du Conseil..., 2 juin 1942).
82. Les coopératives locales ont versé à la fédération la somme de \$10,000.00. Alexandre Boudreau a dû auparavant leur démontrer qu'elles pouvaient consentir ce déboursé, utilisant au besoin la valeur exemplaire des premiers consentements pour vaincre leurs réticences: "J'ai en mains les réponses favorables de onze syndicats. Ça marche!" (APU, A.J. Boudreau à Octave Parisé, 20 juillet 1943). La balance du montant, empruntée auprès de l'Union Régionale des Caisses Populaires de la Gaspésie, sise à Maria, était remboursable en dix ans (APU, procès-verbal du conseil..., 24 août 1943).
83. On a clairement incité pêcheurs et syndicats locaux à s'adresser directement aux caisses populaires locales. (Cf. APU, procès-verbal du conseil..., 1er octobre 1941).

"Quand on pense que cette organisation a débuté en 1939 comme une petite entreprise de production collective, plus ou moins sous la tutelle du gouvernement, et que neuf ans après elle est devenue une gigantesque organisation de production et de vente, avec son personnel entraîné, ses directeurs éclairés, ses propres édifices, on se fait une idée des problèmes administratifs qui se sont posés en cours de route" (84).

Cette expansion paraissait d'autant plus nécessaire que Pêcheurs-Unis devait en partie son existence au manque d'expérience et aux faibles ressources financières des syndicats (85). Le partage des juridictions faisait d'ailleurs peser sur la fédération le gros des responsabilités. Le syndicat local ne constituait pas une véritable coopérative de production puisque les secteurs primaire et secondaire de l'industrie n'étaient pas intégrés. Les pêcheurs ne mettaient pas en commun le produit de leur pêche, mais le confiaient plutôt à leur syndicat qui le classifiait, l'appretait et l'entreposait jusqu'au moment de la livraison (86). A cette fin, on a progressivement aménagé en Gaspésie des installations pour fileter, congeler, saler, sécher ou fumer le poisson sans du reste que l'implantation des nouveaux ateliers ne donne lieu à une véritable spécialisation de la production à l'échelon local (87). Pour la suite

84. APU, mémoire manuscrit d'Alexandre Boudreau, 4 septembre 1948.

85. APU, mémoire manuscrit de Guy Bernier, 1953.

86. Jean Boucher, "On devient maître chez soi en Gaspésie" dans Ensemble V. 2, no 11, novembre 1941.

87. En 1946, les syndicats gaspésiens ont soumis au séchage 7.78% du volume total de leur production. Le salage accapare 16.88% des captures. Pourtant, une douzaine de syndicats (sur une vingtaine) appretent encore la "Gaspe Cure"; et neuf préparent une morue verte ou fortement salée. (Cf. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel 1946-47, pp. 37-38).

des opérations, la fédération prenait, comme on l'a vu, la relève des syndicats. Elle a même dû très tôt s'immiscer dans la production: les petits groupes de sociétaires disséminés sur le versant nord de la Gaspésie, de Sainte-Anne des Monts à Rivière-Madeleine, ne justifiaient pas la construction de plusieurs ateliers; Pêcheurs-Unis a implanté dès 1939 une usine à Matane pour desservir à la fois les pêcheurs de ce district et ceux de la côte nord du Saint-Laurent (88). Les succursales de production établies en Gaspésie, aux Iles de la Madeleine et sur la côte nord en 1945 se trouvaient également sous l'égide de la fédération.

Ces prérogatives étendues incombaient d'abord aux officiers permanents embauchés par le conseil d'administration, toujours sur la brèche, plus familiarisés que les sociétaires et les gérants locaux aux rouages complexes de l'industrie. Il ne faut pas s'étonner de ce que leurs points de vue ont souvent prévalu. Les pêcheurs étaient peu expérimentés en matière de gestion, l'entreprise grossissait à vue d'oeil, son avenir était incertain et ses opposants (comme nous le verrons au troisième chapitre) nombreux. Il ne fallait rien laisser au hasard. Les ordres du jour des réunions du conseil d'administration étaient de nature à rebuter plus d'un pêcheur élu par ses pairs, tandis que l'attitude des officiers, presque toujours présents à titre de consultants, dénote un ascendant indéniable sur les membres du conseil qui se trouvaient de la sorte bien "encadrés". La forte personnalité d'Alexandre

88. Pêcheurs-Unis, Les coopératives..., pp. 43-44

J. Boudreau, propagandiste de la première heure, secrétaire de Pêcheurs-Unis de 1939 à 1948, administrateur-général de 1945 à 1948 (89), a influencé plus d'un conseiller et donné le ton à plus d'un débat. Le conseil d'administration s'est aussi adjoint un aviseur moral dynamique en la personne de l'abbé Gérard Guité, directeur des oeuvres sociales du diocèse de Gaspé, qui a toujours pris part aux délibérations sans disposer du droit de vote (90). Si à ces deux hommes on ajoute les responsables des divers secteurs de la fédération, on accordera que les officiers aient largement présidé aux destinées de Pêcheurs-Unis.

Ce paternalisme à peine déguisé, de la fédération ne remettait pas en cause la décentralisation. C'est pour limiter les erreurs et coordonner les opérations que la "centrale" s'est interposée. La coopérative, corporation civile distincte et autonome, demeure en pratique liée aux politiques de la fédération dont les officiers exercent une surveillance aussi vigilante que possible. Ce sont eux qui suggèrent aux administrateurs locaux le montant des avances que recevront les sociétaires durant la saison de pêche. Si nécessaire, ils n'hésitent pas à orienter, voire à plafonner la production des syndicats et à piloter leurs projets d'immobilisations. Leurs représentants, flanqués d'un vé-

89. APU, procès-verbal du conseil... 23 mars 1945.

90. Sa nomination en 1942 faisait suite à la démission de l'abbé Narcisse Riou, premier président de Pêcheurs-Unis. Cf. A Pleines Voiles, V. 1, no 11, 1er novembre 1945. A compter de 1943, un représentant de l'Union Régionale des Caisses Populaires de la Gaspésie pourra d'office participer aux réunions. Cf. APU, procès-verbal de la convention..., 25 mai 1943.

rificateur nommé par le SSE, assistent aux assemblées printanières des syndicats qu'ils président souvent (91).

Dans l'accomplissement de cette tâche monumentale, Pêcheurs-Unis s'est toutefois heurté à l'énormité des distances, à l'insuffisance des moyens de communication, et à la prolifération même des locales. L'absence de relations suivies avec la fédération a assuré aux syndicats une indéniable autonomie (92). La paroisse, unité par excellence des regroupements, n'était d'ailleurs pas dépourvue de cohésion sociale même si elle englobait plusieurs anses de pêche. Préconisée par les fondateurs de Pêcheurs-Unis, justifiée par la faiblesse des effectifs démographiques et du tissu urbain, la décentralisation a donc atteint son point culminant pendant la seconde guerre mondiale. Elle explique en partie la méfiance de plusieurs groupes de sociétaires devant les empiètements, réels ou imaginaires, de la fédération (93). Au début du moins,

91. Pêcheurs-Unis, Les coopératives..., pp. 29-30 et 33-34. A l'occasion, on a comparé les prérogatives de la fédération à celles qu'exerçait la Coopérative Fédérée dans le domaine agricole. Cf. APU, Guy Bernier, Mémoire manuscrit, 1953.

92. Pour expédier les affaires courantes, on utilise la poste. S'il y a urgence, on télégraphie les directives.

93. Nous reviendrons sur les modalités de cette résistance au troisième chapitre. Pour l'instant, évoquons simplement le cas de Carleton, dont les pêcheurs tiraient le plus gros de leurs revenus de poissons et crustacés à haute valeur commerciale: le saumon, l'éperlan, et dans une moindre mesure, le homard. Dès 1942, la coopérative a négocié avec succès auprès de la fédération un statut particulier qui lui a dès lors permis de s'adresser directement aux acheteurs (à condition que la fédération soit informée au jour le jour des offres reçues). Et lorsqu'elle a dû recourir aux services de Pêcheurs-Unis, elle a payé une commission deux fois moins élevée.

tout paroissien pouvait devenir sociétaire, qu'il soit pêcheur, commerçant, employé d'usine ou retraité (94). Dans ce contexte, la coopérative paraissait desservir une communauté qui tendait en retour à s'y identifier.

B. LES PROMOTEURS: ROLES ET ATTITUDES

"Une idéologie, c'est ce dont nous prenons conscience lorsque, après avoir affirmé naïvement nos certitudes concernant la beauté, l'amour et la mort, nous sommes contredits, nous et nos pauvres vérités, par l'un de ces spécialistes de la remise en question qui, faisant peser sur nous l'énorme prestige de la science, nous révèle qu'il n'y a pas de vérités hors de la méthode et du chiffre".

Jacques Dufresne, Le Devoir, 12 avril 1975.

Pêcheurs-Unis n'a pas été une création spontanée, il a été institué. Dès avant la fondation des premières coopératives, plusieurs promoteurs qui n'étaient pas du métier ont joué un rôle-clé. Tous n'ont pas poursuivi les mêmes objectifs. Les autorités gouvernementales ont voulu que leur intervention conserve son caractère supplétif. Elles ne se sont interposées entre les acteurs en présence que pour systématiser l'utilisation de certains services et favoriser la mise en place d'un réseau de petites entreprises concurrentielles. Combinée à la hausse des prix, cette attitude a permis à de nouveaux producteurs - on songe

94. BAEQ, Esquisse du Plan, no 4, Annexe, p. 4. En 1944, les officiers de la fédération conseilleront aux administrateurs locaux de ne plus admettre à titre de sociétaires les employés de la coopérative (Cf. APU, procès-verbal de la convention..., 23 et 24 mars 1944). Cette directive n'a pas été suivie.

aux syndicats coopératifs - de revendiquer une place au soleil. Moins libéral, plus militant, le clergé catholique a suivi de près l'essor de l'organisation coopérative qu'il a voulu modeler à son image. Il s'est sans doute inspiré de la Doctrine Sociale de l'Eglise, à la fois contestataire et désincarnée, paradoxalement respectueuse de la dignité humaine et du principe d'autorité.

Plus actifs que les autres intervenants, les propagandistes du Service Social-Economique n'ont pas escamoté les enjeux réels. Mieux que quiconque, ils ont pris la mesure des problèmes du pêcheur. Pour un temps, à l'époque des fondations initiales, le ton résolu de leurs discours a même laissé présager de la naissance d'un mouvement contestataire "périphérique" incarnant un parti pris politique et le changement social. Rétrospectivement, cette ambition paraît démesurée. Les propagandistes étaient isolés, leurs objectifs ne cadraient ni avec les préceptes de l'économie libérale, ni avec le nouvel "ordre chrétien", ni avec le paternalisme de la culture politique propre au milieu rural. Le message a vite été dilué. Il en est subsisté un certain idéal, celui de l'"associationnisme coopératif", apparenté à la théorie de la "troisième voie", qui préconisait moins la solidarité des travailleurs que celle du "corps social" dans sa totalité, qui accordait préséance en matière de coopération à l'idée d'association sur l'idée d'entreprise. On a ainsi parfois oublié de regarder la réalité en face, soit pour la contester, soit pour obéir à tous ses impératifs.

1. Les autorités provinciales

On ne saurait taire les nombreuses interventions du gouvernement provincial. Sans l'appui du Service des Pêcheries Maritimes, devenu Département en 1942, c'est toute la production des coopératives qui aurait été compromise. De 1932 à 1946, 31 entrepôts frigorifiques ont été aménagés en Gaspésie (95) pour prévenir la détérioration du poisson, assurer la régularité des expéditions et surtout emmagasiner la précieuse boîte, dont la rarefaction périodique avait découragé plus d'un pêcheur (96). Marchands, coopératives, pêcheurs individuels, tous pouvaient louer un ou plusieurs petits compartiments réservés aux usagers (97). Le Département a construit seize nouvelles neigères pour desservir les havres de pêche gaspésiens durant la guerre, ce qui portait leur nombre à 63; dès l'accostage, le pêcheur se procurait gratuitement à proximité du quai la neige ou la glace qui lui permettrait de tenir ses captures au frais en attendant leur traitement définitif et leur acheminement vers

95. Au total 23 des 31 entrepôts ont été construits avant l'avènement de la seconde guerre mondiale. Vingt-cinq ont été répartis entre les comtés municipaux de Gaspé-sud et de Bonaventure. Le petit nombre de pêcheurs dans Gaspé-Nord, la popularité du "jigger" et l'existence d'un important centre de transformation à Matane expliquent la rareté des entrepôts dans cette région. Cf. RGMCP, 1946-47, p. 13.

96. L'entreposage du hareng n'a pas résolu tous les problèmes. Plusieurs pêcheurs affirment que le hareng congelé ne donne pas d'aussi bons rendements. Comme il n'est pas distribué gratuitement, on préfère souvent le pêcher soi-même. A l'issue de la saison 1943, par exemple le gouvernement n'avait écoulé qu'une faible partie de la boîte entreposée. En 1945, par contre, la récolte printanière de hareng a été faible et les entrepôts se sont vidés rapidement, ce qui a compromis la pêche en août et septembre. Cf. Louis Bérubé, dans A Pleines Voiles, V. 1, no 5, 1er mai 1945.

97. RGMCP, 1942, p. 20. Au total, 861 armoires de 2.5 à 15 pieds cubes étaient disponibles en Gaspésie en 1942.

les points de vente (98). Dix-neuf hangars à classification, tous construits avant la guerre, ont facilité le triage du poisson séché en fonction de sa grosseur, de sa qualité et de son degré de salinité (99).

Puisqu'aucune voie ferrée ne reliait Matane et Gaspé, les autorités provinciales ont de plus assumé, dès 1941 la majeure partie des frais souvent prohibitifs occasionnés par le transport du poisson dans la région. Pêcheurs-Unis, récipiendaire des octrois versés à cette fin (\$17000. en 1941; \$25000. en 1946 (100)), a retenu durant de nombreuses années les services du matanais Aurèle Fortin, contracteur en camionnage, vite devenu une figure connue le long de ce versant nord aux routes pittoresques et dangereuses (1).

98. Pas moins de trente neigères desservaient les havres de Gaspé-Nord. La rareté des entrepôts et des ateliers de transformation justifie ce nombre élevé. RGMCP, 1946-47, p. 14.

99. RGMCP, 1942, pp. 25-26; Ibid., 1946-47, p. 15.

100. APU, procès-verbal du conseil..., 11 mars 1942. En 1945, Pêcheurs-Unis réclamait \$30000. Cf. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1945-46, pp. 31-32.

1. Les camions empruntaient deux itinéraires: de Rivière-Madeleine à Matane, on faisait quotidiennement la cueillette du poisson déposé dans les neigères; de Grande-Vallée à Gaspé, on transportait (1) le poisson fraîchement débarqué du havre à l'atelier ou l'entrepôt et (2) le poisson apprêté vers la gare, point d'expédition. Cf. A Pleines Voiles, V. 10, no 6, juin 1954. Plus d'un accident est survenu entre Petite Rivière au Renard et Petit Cap, Pointe Jaune et l'Anse à Valleau, Grande-Rivière et Madeleine. Le piètre état des routes et les impératifs du commerce ont obligé plus d'un camionneur à risquer sa vie et son matériel roulant. Cf. APU, procès-verbal de la convention..., 22 et 23 mars 1944.

A Rivière-Madeleine, Saint-Maurice et Rivière au Renard, on s'est longtemps trouvé dans l'obligation de transporter les captures du havre ou de l'atelier jusqu'à la route, qui ne traversait pas ces paroisses. (Ibid.)

Tous ces services gouvernementaux ont permis aux syndicats de relever à court terme le défi que représentait l'aménagement d'ateliers coopératifs de transformation. La seule évocation du cas-type de Saint-Maurice de l'Echouerie devrait suffire. Au moment de la fondation du syndicat de Saint-Maurice, les pêcheurs de l'endroit préparaient surtout la "Gaspé Cure" et, à l'instar de plusieurs centres de pêche de la Gaspésie au début de la guerre, n'utilisaient pas régulièrement l'entrepôt frigorifique que le gouvernement avait fait édifier six ou sept années plus tôt. Pour apprêter collectivement la morue, les sociétaires devaient acheter un vaste terrain, construire une bâtisse à salaison, des vigneaux, et aménager un aqueduc. Là comme ailleurs, les sociétaires n'avaient pour toutes ressources que leurs bras et un capital dérisoire (2). C'est alors que le Département des Pêcheries est entré en scène. Il a procuré aux coopérateurs les devis techniques nécessaires et leur a octroyé une somme de \$3400. qui représentait les trois quarts de la mise de fond requise. Il a aussi fait transporter à ses frais un hangar à classification à proximité du nouvel atelier. Pour leur part, les sociétaires ont coupé en forêt le bois nécessaire à la construction, souscrit un certain capital et emprunté le reste à la caisse populaire locale (3). Cette pratique, qui a donné de bons résultats à Saint-Maurice, deviendra courante au cours de la guerre. Cinq ans plus tard, les coopérateurs de

2. En 1942, le fond de réserve du syndicat se chiffrait à \$283. prélevés sur les ristournes annuelles. Cf. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1942-43, p. 15.

3. APU, Arthur Labrie, sous-ministre des pêcheries, à J.A. Gagnon, curé de Saint-Maurice, président de la coopérative, 27 mars 1941.

l'Echouerie voudront pleinement profiter de la politique des quotas en construisant un second atelier, destiné à la préparation de filets de morue: leur démarche auprès des autorités gouvernementales sera à nouveau couronnée de succès (4).

L'institution du Crédit Maritime en 1941 a par ailleurs avantage le pêcheur individuel. Le protocole d'entente auquel ont abouti les négociations entre le gouvernement et l'Union Régionale des Caisses Populaires de la Gaspésie a permis au pêcheur de renouveler sans délais son équipement. Le gouvernement payait une partie des intérêts sur les emprunts contractés pour l'achat des agrès de pêche, des moteurs marins, des embarcations et défrayait le coût de la prime d'assurance-vie qui sanctionnait l'émission de chaque prêt. De février 1941 à mars 1945, pas moins de 1625 prêts ont été consentis en Gaspésie sous l'égide du Crédit Maritime (5).

Pour bien saisir la signification des gestes posés par le gouvernement québécois durant cette période, il faut recourir à une analyse

-
4. APU, Adrien Bernard, secrétaire général de l'Union Régionale des Caisses Populaires de la Gaspésie (Maria) à J.A. Denis, gérant de la coopérative de Saint-Maurice, 24 avril 1946.
 5. J. Georges Day, président de l'Union Régionale, dans A Pleines Voiles, V. 1, no 3, 1er mars 1945. Le pêcheur était tenu d'indiquer à quelles fins il utiliserait le montant emprunté, qui ne devait jamais totaliser plus des deux tiers de la valeur d'une embarcation ou d'un moteur marin. Pour l'achat de ses agrès de pêche proprement dits, il pouvait emprunter jusqu'à concurrence de \$150. A tort ou à raison, les signataires du protocole ont voulu lui inculquer le goût de l'épargne. Cf. A Pleines Voiles, V. 1, no 12, 1er décembre 1945.

factuelle puisque les rares énoncés de principes de la députation gaspésienne et des officiers du Ministère de la Chasse et des Pêcheries présentent peu d'intérêt à cet égard. Rappelons que l'ancienne culture politique était fondée sur un pragmatisme et un conservatisme de tous les instants. En matière économique, les élus du peuple voulaient préserver un régime axé sur le "laissez-faire" le plus total. Avant que ne s'ouvre l'ère du "welfare" et des réformes néo-libérales, l'intervention de l'Etat ne se justifiait qu'à titre exceptionnel. C'est d'abord pour réduire l'ampleur des paiements de transfert et favoriser la petite entreprise que le gouvernement a voulu populariser les procédés de réfrigération durant les années trente (6). Par la suite, c'est pour satisfaire les priorités alliées qu'il a encouragé les petits producteurs à multiplier les ateliers de transformation durant la guerre. A chaque occasion, il se sentait d'autant plus tenu d'intervenir que le régime avait cessé d'opérer normalement.

Du même coup, il ne dérogeait pas à ses principes puisqu'il encourageait la prolifération de petites unités de production dans un contexte concurrentiel. Ses faveurs ont été "équitablement" réparties entre les coopératives et les marchands. Tout producteur, pêcheur individuel, coopérative ou commerçant, pouvait en principe utiliser ses installations.

6. Cette attitude n'a pas échappé à Alexandre J. Boudreau: Les Pêcheurs-
Unis devant la Commission Royale, s. 1, tract no 4, SSE, 1945, p. 4.

Et plus d'un commerçant a profité des crédits gouvernementaux disponibles au même titre que les coopératives (7). En contrepartie, la fédération de Pêcheurs-Unis, qui ne constituait pas une entreprise de production au sens strict, a dû financer elle-même ses propres immobilisations. Graduellement, son expansion lui a conféré une autonomie et un pouvoir de négociation qui menaçaient de rompre l'équilibre recherché. Aussi s'est-elle parfois heurtée à l'indifférence, sinon à l'hostilité, du Département des Pêcheries Maritimes, comme le montrera le prochain chapitre. Dans ce contexte, les rares privilèges que le gouvernement a accordé aux coopérateurs venaient corriger les plus criantes lacunes du "système": c'est dans la mesure où l'entreprise privée se montrait peu disposée à "racoier le poisson" sur le versant nord de la péninsule qu'il a subventionné Pêcheurs-Unis pour assurer le transport des captures.

En somme, l'intervention de l'Etat a été timide, peu contraignante, libérale. Pêcheurs et producteurs sont laissés à eux-mêmes sans que le gouvernement n'intervienne directement pour fixer les prix (8) et coordonner la production. Aussi a-t-il déploré sans s'interposer la pré-

7. Entrevue avec Thomas Laplante, officier de Pêcheurs-Unis depuis 1946, à Montréal, 12 mars 1975. Selon Pêcheurs-Unis, on a souvent aidé secrètement l'entreprise privée non collective, tandis que les octrois versés aux coopératives étaient toujours dévoilés publiquement. Cette attitude témoigne d'un électoralisme qui n'étonnera personne. Cf. Pêcheurs-Unis, Les coopératives de pêcheurs du Québec, s. éd., Montréal, 1959, p. 52.

8. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1946-47, pp. 13-17. En 1944, le gouvernement fédéral a accepté en principe de soutenir le prix du poisson. Par la suite, il n'a toutefois appliqué cette mesure que lors de circonstances exceptionnelles. Cf. A Pleines Voiles, V. 8, no 9, 1er août 1952.

dilection excessive de plusieurs producteurs pour les marchés extérieurs durant la guerre. Il n'a rien fait non plus pour inciter les coopératives à spécialiser leur production. Et sa politique incohérente en matière de recherches scientifiques montre bien toute la latitude qu'il accordait à l'entreprise privée. L'Ecole des Pêcheries, par exemple, n'a pu que vivoter, faute de crédits (9). En 1944, lorsqu'elle a dû se départir du "Toubib", petit navire à voile et à moteur, l'Ecole a mis un terme aux expériences pionnières du commandant Lucien Beaugé, océanographe aguerri par dix-huit années de travail au service de l'Office des Pêcheries Maritimes de France. Pour un temps, la cartographie des bancs de poisson et les premiers essais de pêche mécanisée au Québec allaient se trouver gravement compromis (10). Pêcheurs-Unis, conscient de l'importance des travaux de Beaugé, a ensuite racheté à grands frais le navire et conduit quelques expériences. Mal lui en prit: le "Toubib" tenait mal la mer, ne disposait pas d'un moteur adéquat et la fédération dut vite mettre le navire au rancart (11).

Cet épisode justifie les récriminations répétées de Pêcheurs-Unis à l'endroit des autorités gouvernementales. En 1946, le Département des Pêcheries ne consacre que 5.2% de son budget total à l'item "Recherche, propagande, éducation" (12) malgré les remontrances de la fédéra-

9. Louis Bérubé, l'Ecole des Pêcheries de Sainte-Anne. Une formule nouvelle. Sainte-Anne, Fortin et Fils, 1945, pp. 13-14.

10. A Pleines Voiles, V. 1, no 12, 1er décembre 1945.

11. APU, procès-verbal du conseil..., 3 novembre 1944 et 26 septembre 1945. La fédération a déboursé \$5000. pour faire l'acquisition du "Toubib".

12. RGMCP, 1946-47, p. 12.

tion (13). Il délègue sa responsabilité en matière de recherches à des institutions sur lesquelles il n'exerce aucun contrôle: aux dires de Pêcheurs-Unis, qui préconisait la création d'un conseil provincial des pêcheries, la Station Expérimentale de Grande-Rivière, fondée en 1936 par l'Office des Recherches sur les Pêcheries du Canada, et la Station Biologique de l'Université Laval, déménagée de Trois-Pistoles à Grande-Rivière en 1939 (14), ont consacré leurs trop faibles budgets à la poursuite des travaux désincarnés qui n'ont guère contribué à la bonne marche de l'industrie (15).

Ce libéralisme économique allait aussi de pair avec un conservatisme social. La politique gouvernementale n'a provoqué aucune polarisation des activités. Elle n'a pas porté atteinte aux leaderships locaux, elle n'a pas constitué une menace pour les anciennes structures et solidarités sociales. C'est en réponse aux pressions exercées ici et là qu'on a distribué au compte-gouttes, sans effort planificateur, les immobilisations et les crédits. Les élites ont pu assumer pleinement la fonction médiatrice qui leur était dévolue dans ce contexte. L'assentiment du clergé et de la députation, sollicités sans relâche par les re-

13. Pêcheurs-Unis de Québec, Quelques problèmes d'après-guerre, mémoire préparé pour le Conseil d'Orientation Economique de la province de Québec, 1944, p. 17.

14. Jean Boucher, "On devient maître chez soi en Gaspésie" dans Ensemble, Vol. 2, no 11, novembre 1941.

15. Pêcheurs-Unis, op. cit., p. 17; cf. aussi Pêcheurs-Unis, Rapport annuel, 1946-47, pp. 15-16. Malgré l'importance capitale de la morue, les chercheurs de la Station Biologique ont surtout enquêté sur les causes de la disparition du homard.

quérants, conférait un singulier prestige aux revendications émanant des divers centres de pêche de la Gaspésie. Le député a pu une fois de plus se frotter à ses commettants d'homme à hommes, et distribuer services et privilèges suivant un réseau de relations personnelles et familiales déjà familier au clergé (16). Ainsi arrive-t-on à se mériter au jour le jour la reconnaissance d'une population peu sensibilisée aux débats théoriques et de ce fait politiquement malléable, dont Marcel Rioux a bien résumé les aspirations:

"L'intérêt que les gens de Belle-Anse portent à la politique, tant fédérale que provinciale, a surtout trait à l'aide économique qu'ils peuvent en obtenir: emplois, secours, construction de quais et édifices publics" (17).

16. Il suffit de lire la volumineuse correspondance échangée avant l'attribution des octrois pour s'en convaincre. Le rôle primordial de la députation et du clergé ne fait aucun doute. Ces documents ont été déposés aux archives de Pêcheurs-Unis. Le politologue Vincent Lemieux n'a pas peu fait pour dégager les normes de l'ancienne culture politique. Pour se familiariser rapidement à cette approche, on lira: Vincent Lemieux, "Les partis et leurs contradictions" dans Le Québec d'aujourd'hui. Regards d'universitaires, Montréal, HMH, 1971, pp. 153-170. Michel Chaloult s'est largement inspiré de Lemieux lorsqu'il a décrit Les partis politiques dans le territoire-pilote, annexe technique #4 au plan de développement 1967-1972 du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine, BAEQ, février 1966, pp. 83-96. Parmi les nombreux rapports "confidentiels" que le BAEQ a commandité, celui de Jean-Marc Baril intitulé Rapport sur la mentalité des pêcheurs (Recherche exploratoire), BAEQ, texte manuscrit, 1964, (46 pages), montre bien la nature des rapports qu'entretiennent pêcheurs et intermédiaires.
17. Marcel Rioux, Belle-Anse, bulletin #138, 2e édition, Ottawa, Musée National du Canada, p. 42.

Même si Pêcheurs-Unis s'est rebiffé à l'occasion, ses dirigeants ont vite cherché à tirer le meilleur parti possible du système. On invitait les délégués réunis en convention annuelle à remercier publiquement la députation et le Département de leurs bons offices. Suivait ensuite une lettre personnelle adressée à chaque député, accompagnée de nouvelles requêtes. L'antichambre (lobbying) est vite devenue une pratique courante dont J. Arthur Fournier, gérant du syndicat de Grande-Vallée, vantait les retombées à la suite d'une fructueuse entrevue avec son député:

"Nous voyons une fois de plus la différence qu'il y a pour un ministre de répondre à un homme en face au lieu de faire répondre par un secrétaire sur un morceau de papier (...) Si la Gaspésie n'a pas toujours reçu sa part des gouvernements, c'est que nous avons toujours trouvé que c'était trop de frais d'aller rencontrer les députés ou les ministres" (18).

Dans cette perspective, on s'étonnera sans doute de la sollicitude gouvernementale à l'endroit de l'Ecole Supérieure des Pêcheries, du SSE et de Pêcheurs-Unis lui-même à l'époque difficile des fondations. Cette décision capitale du gouvernement ne contrevenait pourtant en rien à sa ligne de conduite. A l'époque, l'introduction des procédés de réfrigération risquait de tourner court, faute d'encadrement technique et de coordination administrative. La fondation de l'Ecole Supérieure des Pêcheries et la renaissance du mouvement coopératif favorisaient à court terme les desseins gouvernementaux. On se souviendra en outre des nombreuses pressions exercées localement, des revendications de Mgr Ross et

18. APU, J.A. Fournier à A.J. Boudreau, 30 novembre 1944.

de la députation gaspésienne. Pêcheurs-Unis n'était certes pas la créature du bureaucratisme aseptisé et souvent arégional des néo-libéraux.

2. Le clergé de la Gaspésie

Déjà tributaire des politiques gouvernementales, la fédération a aussi répondu positivement aux avances du clergé qui a fait preuve d'une paternelle bienveillance à son endroit. "Sans lui, nous aurions jamais été capables de réussir (sic)"(19), écrivait un pêcheur-sociétaire de Newport au sujet du curé Ahier. Cette opinion rend bien compte, à notre avis, du rôle prépondérant du clergé. La lecture de la correspondance déposée aux archives de Pêcheurs-Unis nous a permis d'établir qu'au moins une quinzaine de syndicats coopératifs gaspésiens (sur une vingtaine au total) doivent en partie leur existence, sinon leur survie, aux initiatives et aux encouragements des "curés de paroisses". Comme tant d'autres, Zénon Desrosiers, curé de Mont-Louis, a prêché les vertus de la coopération:

"Je ne suis pas demeuré inactif et tantôt en chaire, tantôt en petit groupe, j'ai discuté de notre projet du pour et du contre, j'ai semé à droite et à gauche l'idée..." (20).

Et plus d'un pasteur, après avoir répandu la bonne nouvelle, a réclamé et ensuite annoncé au prône la visite des propagandistes du Service Social-

19. APU, Freddie Grenier à A.J. Boudreau, 25 septembre 1941.

20. APU, Zénon Desrosiers à Léo Bérubé, 31 mars 1943.

Économique qui profitaient souvent du même coup de l'hospitalité du presbytère. Une fois dépassée la phase cruciale des fondations, plusieurs ont tenu à suivre de très près les activités des syndicats locaux, à titre d'aviseurs moraux, de présidents honoraires ou en tant que membres de l'exécutif. C'est au curé que s'adressent le plus souvent les officiers de la fédération lorsqu'ils veulent hâter une prise de décision ou prendre le pouls d'un syndicat (21). Au moment de l'assemblée générale annuelle du syndicat, le sociétaire s'interrogeait: "Que fera le curé?" (22). Le clergé gaspésien a ainsi répondu avec enthousiasme à l'appel de Mgr Ross en 1938 (23). Il a assuré de son concours les caisses populaires, les syndicats forestiers, les magasins coopératifs. Il a participé avec assiduité aux congrès régionaux annuels convoqués par le SSE, qui réunissaient les délégués de tous les secteurs coopératifs de la Gaspésie: les assises de 1941, par exemple, ouvertes par une grand'messe et un sermon, ont été rehaussées de la présence de Mgr Ross entouré de

-
21. A titre d'exemple, A.J. Boudreau adressait à l'abbé J.A. Gagnon de Saint-Maurice le télégramme suivant: "Voulez-vous être assez bon me donner quelques explications confidentielles sur situation votre syndicat de pêcheurs" (APU, 1946).
 22. Entrevue avec Thomas Laplante, Montréal, 12 mars 1975. Notre interlocuteur affirme que la soutane était respectée en Gaspésie.
 23. Louis Bérubé, Coup d'oeil sur les pêcheries de Québec, Sainte-Anne de la Pocatière, Ecole des Pêcheries, p. 52.

vingt-quatre prêtres diocésains (24).

La coopération, on le sait, était compatible avec la Doctrine Sociale de l'Eglise. Depuis la fin du XIXe siècle, Rome entrevoyait le jour où des hommes de bonne volonté, foncièrement inégaux, uniraient harmonieusement leurs efforts pour bâtir une société hiérarchisée et équilibrée où règneraient non plus le lucre mais la conciliation, la justice et la charité. Le Cardinal Villeneuve, un des principaux ténors de l'Eglise québécoise à cette époque, a bien résumé la thèse catholique en matière de coopération:

"La coopération est dans l'ordre économique une façon d'unir la charité chrétienne à la prudence raisonnable. Elle tient compte à fois du droit de propriété privée et du caractère social qui s'y rattache. Aussi bien entre-t-il dans le rôle de l'Action Catholique de la favoriser et de la répandre, comme l'une des conséquences pratiques à déduire des documents pontificaux traçant les lignes de la reconstruction moderne d'un ordre social chrétien" (25).

L'application de cette doctrine à saveur corporatiste n'était déjà pas étrangère à la prolifération des mouvements d'Action Catholique

24. L'Action Catholique, 4 octobre 1941. Aussi: Armand Leroux, Les coopérateurs gaspésien en congrès, tract #9 du SSE, 1943, pp. 12-14. Le clergé catholique a été tout aussi militant dans les provinces maritimes à l'époque des fondations coopératives. Une table ronde tenue sous l'égide du Mouvement d'Antigonish dans le cadre d'une "Rural and Industrial Conference" en 1932 réunissait huit participants, tous prêtres catholiques. Le thème de la discussion: les coopératives de pêcheurs. Cf. Rudi Cuja, Fishermen's Co-operatives in Nova Scotia, Centre canadien international de recherches et d'information sur l'économie publique et coopérative (C.I.R.I.E.C.), Montréal, n. d., pp. 16 et sq.

25. A Pleines Voiles, V. 2, no 2, 1er février 1946. C'est nous qui soulignons.

dans la province, à la fondation d'associations professionnelles (telle l'UCC) et syndicales (la C.T.C.C.) catholiques. Par devoir spirituel, et pour réaliser ici-bas la doctrine du Corps Mystique, l'Eglise n'hésitait plus à s'immiscer dans les affaires temporelles. Au fond, elle proposait une voie intermédiaire entre le libéralisme et le socialisme, susceptibles de conduire à l'exploitation des masses par un petit nombre. Cette troisième voie désavouait les politiques gouvernementales dans la mesure où les prélats rejetaient la théorie économique de la maximisation du profit. Mgr Ross voulait que les hommes entretiennent des rapports fondés sur la charité fraternelle. S'adressant aux délégués des coopératives de pêcheurs à la convention annuelle de 1943, il mettait "...les coopérateurs en garde contre un grand souci du côté matériel et financier au détriment de l'idée sociale" (26). Son successeur, Mgr Albini-Leblanc, abondait dans le même sens trois ans plus tard: "Les études techniques comme celles des problèmes particuliers aux divers services coopératifs ne devront jamais l'emporter sur celles de la Doctrine chrétienne" (27). En soustrayant le pêcheur à l'indigence, on lui conférait une dignité humaine propre à sauvegarder les principes de la morale familiale. Il importait moins d'accroître le pouvoir d'achat du sociétaire que de favo-

26. APU, procès-verbal de la convention..., 25 mai 1943.

27. Allocution de Mgr Leblanc dans le cadre du 8e congrès coopératif gaspésien dans A Pleines Voiles, V. 3, no 10, 15 octobre 1946.

riser l'éducation chrétienne de sa famille, unité de base du corporatisme (28). Dans ce contexte, le clergé gaspésien croyait devoir soutenir et encadrer le mouvement coopératif. Tous les indices que nous avons recueillis montrent qu'il se rangeait derrière le père Georges-Henri Lévesque dans le cadre d'un débat qui opposait alors les partisans de la non-confessionnalité aux tenants de la neutralité religieuse (29).

Cet "ordre chrétien", fondé sur un renouveau spirituel, préconisait la collaboration des classes sociales et s'opposait, bien sûr, à la démagogie révolutionnaire, qu'il voulait enrayer (30). Aussi la propriété privée trouvait-elle grâce aux yeux de l'Eglise qui désirait amener les hommes, non pas détruire un système (31). Le respect du bien

28. Gérard Guité, A Pleines Voiles, cinq ans de coopération chez les pêcheurs, Gaspé, Service Social-Economique, 1944, pp. 15-16. Cette phrase lapidaire de l'abbé Guité nous paraît très significative: "...sans un minimum de bien-être, il est pratiquement impossible de pratiquer la vertu et de poursuivre un idéal de perfection chrétienne".

29. Les propos tenus par un curé non identifié résument bien cette prise de position: "(le coopérateur)... ce n'est pas comme catholique qu'il fait partie de la coopérative, mais c'est un devoir pour lui d'agir en catholique, c'est-à-dire, selon ses convictions personnelles". Cf. A Pleines Voiles, V. 2, no 1, 15 janvier 1946.

30. Alexandre Dugré, S.J., La Gaspésie, nouveau modèle, Sainte-Anne de la Pocatière, Service Social-Economique, s.d., p. 12.

31. Dans le premier numéro du journal A Pleines Voiles (1er janvier 1945), Mgr Ross, malgré son agressivité à l'endroit de l'entreprise privée, n'hésitait pas à écrire: "En disant à la race humaine de gagner son pain à la sueur de son front, le Créateur lui a donné le droit de posséder le fruit de son travail".

d'autrui et la collaboration souhaitée entre les diverses couches de la société commandaient en outre le respect de la hiérarchie et de l'autorité (32). A quel point l'Eglise, fortement hiérarchisée, matériellement bien nantie, dont les membres jouissaient d'un statut social élevé, s'est-elle rendue compte de l'ambiguïté de cette attitude partenariste qui élargissait ses prérogatives et ménageait ses privilèges sans aucunement menacer l'ordre social existant?

Quoi qu'il en soit, Pêcheurs-Unis et le Service Social-Economique ont largement soutiré bénéfice de l'appui de cet allié parfois encombrant (33), avec lequel il fallait toujours compter. En retour, le clergé s'est trouvé au coeur de l'action, a participé aux plus importants débats, aux prises de décisions essentielles. L'influence d'un Narcisse Riou, premier président de Pêcheurs-Unis, d'un Gérard Guité, aviseur moral de la fédération, et d'un François-Xavier Jean, directeur du SSE, est indéniable (34). Jamais la fédération n'a cru bon d'afficher son autonomie à l'endroit des autorités religieuses, diocésaines ou autres. Les nom-

32. Nous avons pu recueillir plusieurs témoignages sur cette question dans le journal A Pleines Voiles, ainsi que dans les procès-verbaux de Pêcheurs-Unis et de leurs syndicats affiliés. C'est lors des congrès et des assemblées générales que le clergé exprime le plus clairement sa pensée.

33. Entrevue avec Thomas Laplante, Montréal, 12 mars 1975.

34. Ibid. Le 3 avril 1975, nous avons aussi rencontré monsieur Roland Martin à La Pocatière. Monsieur Martin, à l'emploi du SSE de 1946 à 1964, a fait état du respect et de la confiance qu'inspirait l'abbé François-Xavier Jean à son entourage.

breuses manifestations de solidarité, de reconnaissance et de respect qui ont souligné cette bienveillante tutelle démontrent plutôt l'ascendant du clergé, sinon les convictions religieuses des officiers et des sociétaires (35). Une résolution adoptée par les délégués réunis en convention annuelle en 1947 stipulait que:

"Les Pêcheurs organisés de la Province de Québec, conscients des conséquences funestes de l'immoralité qui envahit jusque (sic) nos campagnes, appuient de toutes leurs forces la campagne de moralité menée par les Autorités Religieuses de notre Province, et s'engagent à faire respecter dans leur milieu les principes de la moralité chrétienne" (36).

L'attitude des syndicats locaux a été pour le moins aussi conciliante.

A chaque année, les sociétaires ont remis à la paroisse une partie de leurs profits (37). Ils ont souvent délégué leur curé pour les représenter à la convention annuelle (38) et leur dirigeants ont participé à

35. En voici quelques exemples: à plusieurs reprises, la convention annuelle de Pêcheurs-Unis a adressé des votes de remerciements à l'Evêque de Gaspé et à son clergé (Cf. APU, procès-verbal de la convention..., 7 mars 1940). En 1944, lorsque l'organisation s'est donnée un premier drapeau, le conseil d'administration a adopté une résolution qui voulait que l'étendard du Sacré-Cœur, emblème traditionnel ne disparaisse pas pour autant des embarcations. (Cf. APU, procès-verbal du conseil..., 24 mars 1944). Après le décès de Mgr Ross en 1945, la fédération n'a pas hésité à souscrire \$1000. pour que soit érigé un monument commémorant sa vie et ses oeuvres (Ibid., 14 août 1945). On a fait don de \$500. à son successeur, Mgr Albini Leblanc, pour qu'il puisse financer les oeuvres d'action catholique de son diocèse (Ibid., 27 mars 1946).

36. APU, procès-verbal de la convention..., 15 avril 1947.

37. Gérard Guité, A Pleines Voiles. Cinq ans de coopération chez les pêcheurs, Gaspé, Service Social-Economique, 1944, p. 17.

38. En voici un exemple typique: à la convention de mai 1943, huit délégués dont quatre curés constituaient le comité des résolutions. (APU, procès-verbal de la convention..., 25 mai 1943).

quelques reprises aux retraites fermées organisées par le SSE (39).

Pour un temps, le militantisme social du clergé a contribué à rehausser son prestige et à accroître son influence auprès des pêcheurs.

3. Le Service Social-Economique

"Je suis convaincu que le monde évolue vers le socialisme. Et, pour le dire tout de suite, je ne distingue en rien le "socialisme" du "coopératisme". Ou bien le socialisme sera coopératif, c'est-à-dire démocratique, décentralisé, proche de l'homme, ou bien, selon le curieux mot de l'économiste Joseph Schumpeter, "les socialistes ne l'aimeront pas".
Paul Lambert, La doctrine coopérative, Bruxelles, Les propagateurs de la coopération, 1964, p. 211.

La poignée d'hommes qui ont animé le Service Social-Economique se sont montrés extraordinairement résolus et actifs. Retenons leurs noms trop rapidement sombrés dans l'oubli: François-Xavier Jean, Alexandre John Boudreau et Léo Bérubé ont constitué le premier noyau d'une organisation qui a durant de longues années prêté son concours au mouvement coopératif. Le doyen du groupe, l'abbé Jean, en était aussi le mentor. Cet homme réservé, de santé fragile, respecté de ses collaborateurs du SSE dont il a en quelque sorte parachevé la formation, était né à Saint-Philippe de Néri (Kamouraska) en 1894. Secrétaire de la Société de Colonisation de Québec depuis 1933, il avait été durant la crise le premier instigateur du lotissement du canton Roquemaure en Abitibi, où il en avait en outre fondé le premier magasin coopératif de la province. C'est à lui que fut confiée en 1938 la délicate mission de mettre sur

39. En 1946, la Villa Manrèse, à Québec, a accueilli 46 directeurs et gérants (A Pleines Voiles, V. 2, no 1, 1er janvier 1946).

pièd l'Ecole Supérieure des Pêcheries et le Service Social-Economique. Il dirigea la première jusqu'en 1943 et présida aux destinées du Service jusqu'à son décès en 1965. Dès 1940, lorsqu'on a élevé au rang de faculté de l'Université Laval l'ancienne Ecole d'Agriculture de Sainte-Anne, il en fut nommé doyen, poste qu'il occupera jusqu'en 1955. Les lourdes responsabilités qu'il a assumées à La Pocatière ne lui ont pas permis d'exercer activement ses talents de propagandiste en Gaspésie, où peu de coopérateurs ont pu faire sa connaissance. Il a œuvré dans l'ombre, ne ménageant ni ses directives ni ses encouragements aux membres de l'équipe jeune et idéaliste dont il s'était entouré (40).

Alexandre J. Boudreau et Léo Bérubé n'avaient pas encore atteint le cap de la trentaine lorsque fut constitué le SSE. Boudreau, bachelier ès sciences agricoles de Sainte-Anne, acadien d'origine, exerçait depuis quatre ans sa profession d'agronome dans le comté d'Inverness en Nouvelle-Ecosse, où il avait également agi à titre de propagandiste pour le mouvement d'Antigonish (41). Nerveux, dynamique, doué d'une chaude éloquence,

40. L'abbé Jean avait été reçu Maître ès Sciences Agricoles à l'Université Cornell en 1926. Il a été fait Commandeur de l'Ordre du Mérite Agricole en 1940. Nommé président de la Fédération des Sociétés de Colonisation du Québec en 1949, il a été décoré de la médaille du Mérite Coopératif l'année suivante. Cf. Ensemble, V. 11, no 11, novembre 1950; ACP, Notice nécrologique du Chanoine François-Xavier Jean (texte manuscrit, 1965); entrevue avec Roland Martin, La Pocatière, 3 avril 1975.

41. ACP 01.4, A.J. Boudreau à F.X. Jean, 17 janvier 1938. Aussi: Ensemble, V. 1, no 1, 30 janvier 1940. Boudreau se verra en outre décerner le diplôme de Maîtrise en administration publique en 1943 (Haward).

il est vite devenu l'émissaire du SSE auprès des pêcheurs gaspésiens auxquels il a communiqué pendant une décennie son feu sacré avec un enthousiasme et un dévouement remarquables (42). Mgr Ross a pu écrire de lui qu'il était un véritable apôtre de la coopération (43). Son intelligence et son esprit d'initiative lui ont valu de cumuler plusieurs fonctions importantes malgré sa jeunesse: il a été à la fois secrétaire du SSE, professeur d'économie coopérative à Sainte-Anne et secrétaire-général de Pêcheurs-Unis. Léo Bérubé, son cadet, originaire de Saint-Pacôme (Kamouraska), était de la toute première promotion de l'Ecole Supérieure des Pêcheries en 1942. Il a surtout œuvré auprès des syndicats forestiers et des magasins coopératifs de consommation, dont les fondations se succédaient alors à un rythme rapide en Gaspésie. Avant qu'il ne quitte le SSE pour succéder à Léo Fillion à titre de secrétaire du Conseil Supérieur de la Coopération en 1949, il a été le premier rédacteur en chef du journal A Pleines Voiles (publié par le Service et surtout destiné aux pêcheurs) et le premier secrétaire de la Fédération des Coopératives Forestières du Québec, fondée en 1944 (44).

42. Eustache Sergerie, Les bienfaits de la coopération chez les pêcheurs gaspésiens, Mémoire de Maîtrise, Ecole de Commerce, Université Laval, 1950, p. 36. Aussi: reportage de Robert Rumilly, Le Soleil, 30 novembre 1943.

43. Mgr Ross, La coopération chez les pêcheurs, s. l., SSE, n.d., p. 6.

44. Ensemble, V. 10, no 1, janvier 1949. Aussi: La Gazette des Campagnes, 3 mars 1949.

Les oeuvres

Le SSE a constitué à cette époque une expérience unique en son genre. En offrant aux adultes des cours d'extension sur la coopération, il ne faisait, bien sûr, qu'imiter plusieurs institutions universitaires au cours des années quarante: nous songeons surtout ici à la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, au collège MacDonald de l'Université McGill, à l'Ecole d'agriculture d'Oka, affiliée à l'Université de Montréal, et au centre social de l'Université d'Ottawa, actif dans la région de Gatineau. En propageant la coopération par tous les autres moyens, il prolongeait l'action de l'Union des Cultivateurs Catholiques, de la Corporation des Agronomes, de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada ainsi que celle du département de la coopération du Ministère provincial de l'Agriculture (45). A l'exception de l'UCC, aucune de ces institutions n'a pourtant, à notre connaissance, à la fois enseigné et propagé la doctrine coopérative. Et aucune organisation de propagande n'a donné à son intervention un caractère aussi régional.

Le SSE se proposait donc au départ de défendre, instruire et unir les pêcheurs de la Gaspésie, des Iles de la Madeleine et de la Côte-Nord. L'objectif, il va sans dire, était ambitieux, et les ressources minimes. On a dû faire un usage judicieux du modique octroi annuel

45. Ensemble, V. 6, no 3, mars 1945.

de \$14000. alloué au Service par le Ministère fédéral des Pêcheries (46).
 A plus d'une reprise, l'abbé Jean n'a pu donner suite aux nombreuses requêtes qui lui ont été adressées de tous les coins de la province (47).
 Après avoir embauché un assistant et un secrétaire, il a vite dû recourir aux services de bénévoles recrutés dans les paroisses (48).

Le bilan des réalisations du SSE durant les premières années de son existence constitue une véritable épopée: la Gaspésie s'est animée, les groupes d'études se sont multipliés et les fondations se sont succédées à un rythme accéléré. "Dans ce temps-là les réunions étaient nombreuses, on avait du plaisir, on voyait beaucoup de monde" (49), écrira plus tard Narcisse Riou avec une pointe de nostalgie. Le dévouement "apostolique" des propagandistes explique en partie les résultats obtenus malgré la pauvreté des ressources mises à leur disposition. On a de plus habilement su former des chefs de file locaux souvent capables d'assumer les plus lourdes responsabilités. De 1938 à 1945, environ trois cent pêcheurs et fils de pêcheurs, gaspésiens pour la plupart, ont suivi à Sainte-Anne un cours de six semaines qui les a initiés à l'animation coo-

46. ACP O.1, document manuscrit sur le SSE, 1946. Le ministère finançait alors pour les mêmes fins l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (\$37000), le SSE (\$14000) et l'Université de la Colombie-Britannique (\$5000). Cf. A Pleines Voiles, V. 2, no 11, novembre 1946.

47. ACP O.1, lettre circulaire de l'abbé F.X. Jean, 1946. On spécifie bien que les ressources humaines et financières du SSE doivent prioritairement être consacrées aux régions maritimes de la province.

48. ACP O.1, document manuscrit, 1938:

49. ACP O.1.42, Narcisse Riou à Louis Bérubé, 14 mars 1957.

pérative, à la tenue des livres comptables et à diverses questions scientifiques relatives à la pêche (50). Tant à Sainte-Anne que sur la Côte-Nord, aux Îles de la Madeleine ou en Gaspésie, plusieurs brèves sessions d'études ont en outre familiarisé les gérants et les directeurs des coopératives de pêcheurs à la doctrine coopérative, aux techniques de production et à l'administration des syndicats (51). A l'occasion, on s'est aussi adressé aux instituteurs et institutrices de la Gaspésie afin que la jeunesse soit sensibilisée aux vertus de la coopération (52).

Ce travail pédagogique a eu un effet d'entraînement considérable à l'époque des fondations. Une enquête conduite auprès des pêcheurs venus se recycler à Sainte-Anne durant cette période a révélé que 71% d'entre eux ont ensuite créé des cercles d'études. Près de la moitié ont également exercé des fonctions administratives dans une ou plusieurs

-
50. ACP 01.7; Rapport annuel des activités du SSE, 1951-52, document manuscrit. Le SSE a aussi dispensé à Sainte-Anne une série de cours identiques qui s'adressaient à d'autres catégories de ruraux. De 1938 à 1944, environ 1000 participants, dont plusieurs agriculteurs en provenance de tous les coins de la province, sont venus parfaire leur formation agricole et coopérative à Sainte-Anne. Cf. Maurice Dessureault, "L'éducation coopérative à Sainte-Anne de la Pocatière" dans Ensemble, V. 5, no 4, avril 1944.
51. Gérard Guité, A Pleines Voiles, cinq ans de coopération chez les pêcheurs. Gaspé, SSE, 1944, p. 30. De tels stages duraient habituellement dix jours. Avant 1947, cinq ont été tenus en Gaspésie, réunissant 310 élèves. Les Madelinots (145 participants) et les gens de la Côte-Nord (80 participants) n'ont pas été oubliés; cf. ACP 0.1, document manuscrit du SSE, 1947. Les frais de voyage et de scolarité étaient remboursés par les gouvernements en vertu du plan Bilodeau-Rogers.
52. Ensemble, V. 2, no 1, janvier 1941.

coopératives. Encore en 1950, plus de 80% de ces pionniers étaient sociétaires (53). De 1938 à 1941, 341 cercles d'études ont été fondés en Gaspésie dans les seules paroisses de pêche. A raison de sept personnes par cercle au maximum, parents, voisins et amis ont ainsi pu se réunir une fois la semaine, particulièrement durant l'hiver, pour discuter du contenu des brochures éducatives rédigées ou traduites par le SSE (54). Pas moins de vingt-quatre ont été diffusées au cours des quatre premières années, soit près de 30000 exemplaires au total (55). Leur vogue montre bien l'intérêt qu'elles ont suscité auprès de la population des régions maritimes (56).

Les propagandistes se sont aussi manifestés plus directement auprès des pêcheurs, tantôt en séjournant sur place, tantôt par le truchement des médias. De 1938 à 1941, Alexandre J. Boudreau aurait à lui seul prononcé 205 conférences, sans compter les multiples assemblées générales des coopératives auxquelles il a prêté son concours (57). Durant la guerre, une cinquantaine de causeries radiophoniques de quinze minutes sur la coopération ont été entendues en Gaspésie à partir de la

53. ACP 01.7, Rapport annuel des activités du SSE, 1951-52, manuscrit.

54. Jean Boucher. "On devient maître chez soi en Gaspésie" dans Ensemble, V. 2, no 11, novembre 1941.

55. Armand Leroux, Le Service social-économique, tract #1, Sainte-Anne, Fortin et Fils, février 1942, p. 5. Le SSE n'a exigé en retour qu'une cotisation nominale. En 1947, pas moins de 60 brochures avaient été imprimées depuis les débuts.

56. La Gazette des Campagnes, 15 janvier 1942.

57. Ibid.

station CHNC de New-Carlisle. Plusieurs des leaders les plus en vue du mouvement, tel Mgr Ross, ont ainsi pu s'adresser à la population gaspésienne qu'on invitait à se grouper autour des rares appareils récepteurs disponibles (58). A compter de 1945, le SSE a aussi fait paraître quinze fois l'an deux mille exemplaires un journal d'excellente tenue; A Pleines Voiles, qui présentait aux pêcheurs de la Gaspésie, des Îles de la Madeleine et de la Côte-Nord une foule de renseignements de première main sur leur métier et sur le monde de la coopération. Les officiers de Pêcheurs-Unis ont contribué à la rédaction de son contenu tout autant que les propagandistes (59).

Le SSE s'est ainsi acquitté avec un brio exceptionnel de la fonction éducative dont il avait assumé l'écrasante responsabilité à l'issue de la crise. L'organisme n'a pas tardé à jouir d'une notoriété provinciale: "De nombreux contacts, une correspondance presque journalière en certains cas, ont créé cette familiarité. Les quelques milliers de demandes de renseignements reçues à date (1944), témoignent d'un intérêt et d'un enthousiasme grandissants..." (60).

Le SSE, on le sait, avait fait de la promotion sociale du pêcheur sa principale raison d'être. Lorsque ses propagandistes ont acti-

58. A Pleines Voiles, V. 1, no 4, 1er avril 1945.

59. Le journal prolongeait ainsi le travail de plusieurs autres organes du genre dans la province, tels Ensemble (Conseil Supérieur de la Coopération), La Terre de chez nous (UCC), le bulletin mensuel de la Fédération des Caisses Populaires Desjardins, et Le Coopérateur (Alliance des Coopératives de Consommation).

60. Dessureault, op. cit.

vement contribué à la fondation et à l'encadrement de caisses populaires, de magasins coopératifs de consommation et de coopératives forestières, ils n'ont pas détourné l'organisme de sa vocation première puisque le pêcheur était à la fois un épargnant, un consommateur et souvent un bûcheron. Nous ne prétendons pas pouvoir résumer en quelques lignes toutes les facettes de l'intervention du SSE auprès des nombreux secteurs coopératifs qui ont connu en Gaspésie un essor remarquable durant la seconde guerre mondiale. Il importe toutefois de rappeler que cet apport a souvent été déterminant.

C'est "...pour aider les pêcheurs durant la saison d'hiver et compléter leur organisation" (61) que le Service a suscité la fondation de plusieurs chantiers coopératifs en Gaspésie, particulièrement sur le chantier, fondé à Grande-Vallée en 1938 par Esdras Minville, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, combinait toutefois l'agriculture et le travail en forêt (62). Les colons-sociétaires ont acquis de la Brown Corporation les limites forestières de la seigneurie de Grande-Vallée. Ils ont divisé le territoire en lots de 50 à 145 acres dont seule la partie cultivable était concédée pour fins de défrichement. Rapidement, on a fondé une coopérative, organisé un chantier et construit des campements (63). Les pionniers de Grande-Vallée ont vite fait école.

61. ACP 01.7, Rapport annuel du SSE, 1944-45, manuscrit.

62. Esdras Minville dans Ensemble, V. 1, no 2, février 1940.

63. Léo Bérubé, éditorial dans A Pleines Voiles, V. 3, no 2, 15 janvier 1947. Aussi: Conseil de la Coopération du Québec, Rapport inventaire sur les coopératives forestières au Québec, document manuscrit, 17 avril 1970, pp. 3-5.

et la fédération des chantiers forestiers de la Gaspésie, fondée le 2 novembre 1944 sous l'égide du SSE, regroupait déjà douze syndicats et plus d'un millier de bûcherons (64). Les sociétaires, pêcheurs ou agriculteurs durant la saison estivale, ont ainsi pu gagner quelques dollars supplémentaires à proximité de leur domicile. La coupe, répartie au prorata des responsabilités familiales et supervisée par quelques experts gouvernementaux, était à portée de chacun, jeunes ou vieux:

"Si la compagnie avait fait chantier elle-même, écrivait J. Arthur Fournier de Grande-Vallée en 1940, la moitié des salaires auraient été aux étrangers parce que la compagnie aurait engagé (sic) les meilleurs hommes tandis qu'en coopération tout homme peut faire suivant sa capacité et gagner un peu" (65).

Si quelques syndicats, dont ceux de Sainte-Madeleine et Grande-Vallée, disposaient d'un moulin et d'une génératrice, la plupart semblent avoir connu de plus modestes débuts et plusieurs ont dû s'adresser aux propriétaires des petits moulins locaux pour écouler leurs produits (66).

A des degrés divers, le SSE a aussi été impliqué dans la fondation et l'encadrement de plusieurs autres coopératives. Son service de vérification a examiné les livres comptables et préparé les bilans financiers des magasins coopératifs de consommation (67). Treize de ces

64. A Pleines Voiles, V. 1, no 1, 1er janvier 1945. Léo Bérubé a été le premier secrétaire-gérant de la nouvelle fédération. Gérard Guité et A.J. Boudreau ont en outre assisté à l'assemblée de fondation.

65. APU, J. Arthur Fournier à A.J. Boudreau, 22 janvier 1940.

66. A Pleines Voiles, V. 1, no 8, 1er août 1945, V. 2, no 3, 15 février 1946; V. 3, no 2, 15 janvier 1947.

67. Jean-Marie Théberge, alors responsable du service de vérification du SSE, dans Ensemble, V. 10, no 5, mai 1949. Le service a pu s'auto-financer à l'aide d'un modique prélèvement sur le chiffre d'affaires réalisé par sa clientèle.

établissements, répartis assez uniformément sur le pourtour de la péninsule, regroupaient 1928 sociétaires et réalisaient un chiffre d'affaires de \$573,986. en 1945 (68). Les rapports annuels du Service font aussi état des interventions épisodiques de propagandistes auprès des caisses populaires locales, auxquelles la prolifération des coopératives en Gaspésie a profité comme l'indiquent les statistiques suivantes:

TABLEAU VI

L'UNION REGIONALE DES CAISSES POPULAIRES DE LA GASPESIE, 1937 ET 1944 (69)

	31 mai 1937	30 avril 1944
no caisses	19	40
sociétaires	3184	8388
déposants	2084	6315
emprunteurs	1302	1996
actif	\$495143	\$1402892

Il faut encore ajouter à ce bilan quelques coopératives d'aqueduc, trois mutuelles-feu, au moins une coopérative de loisir et trois coopératives d'électrification, sans compter quelques coopératives agricoles rattachées à l'UCC. Les propagandistes ne se sont pas toujours directement

68. A Pleines Voiles, V. 2, no 8, 1er août 1946.

69. A Pleines Voiles, V. 1, no 1, 1er janvier 1945. Quelques années plus tard, un observateur formulait le commentaire suivant: "Tout compte fait, nous constatons que les seules paroisses à être dépourvues encore d'institution populaire de crédit, sur tout le littoral de la péninsule, se réduisent à celles du peuplement acadien (Restigouche, Mission St-Louis et, dans une certaine mesure, Paspébiac) et celles à majorité anglaise: Escuménac, Cascapédia, New-Carlisle, Shigawake et Douglastown". Cf. Irénée Silvestre, "La Gaspésie avant et depuis les coopératives" dans Ensemble, V. 13, no 8, octobre 1952.

interposés. Nous savons, par exemple, que l'Union Régionale des caisses populaires a mis sur pied ses propres services éducatifs, que la Commission d'Electrification Rurale (1945) a prêté son concours aux pionniers de l'électrification en Gaspésie. Le SSE a néanmoins conditionné les esprits et joué le rôle d'un catalyseur dans plusieurs communautés restreintes où l'intégration des différents secteurs du mouvement coopératif était probablement plus marquée qu'ailleurs.

En guise d'illustration, évoquons rapidement les origines de la coopération à Sainte-Madeleine sur le versant nord. Omer Boucher et Donat Fournier, qui avaient suivi le premier cours dispensé aux pêcheurs à Sainte-Anne en 1938, ont fondé deux cercles d'études dans leur paroisse. Sous l'impulsion des cercles, la caisse populaire de l'endroit a vite connu un nouveau départ, doublant en quelques mois le nombre de ses sociétaires (de 38 à 75). Quatre années plus tard, la fondation de la coopérative des pêcheurs de Sainte-Madeleine fut également précédée de la formation de plusieurs cercles. Déjà initiés à la coopération, les pêcheurs-sociétaires ont ensuite constitué un chantier coopératif forestier sur les anciennes limites de la Brown Corporation grâce aux pressions exercées par le curé et le député Perreault Casgrain auprès du Ministère provincial des Terres et Forêts. Par ricochet, la caisse populaire a tiré profit de ces fondations: elle regroupait 132 sociétaires en 1945 (70). Les exemples de cette interdépendance des divers secteurs coopératifs foisonnent. A Petite-Vallée, le gérant du magasin coopéra-

70. A Pleines Voiles, V. 1, no 3, 1er mars 1945.

tif "La Victoire", Georges Brousseau, était aussi gérant du syndicat forestier de l'endroit (71). A Rivière au Renard, Léo Dupuis, gérant du syndicat des pêcheurs, était aussi secrétaire du magasin "La Protection" (72). A Cap des Rosiers, le magasin "Le Bloc" et le syndicat des pêcheurs se sont donnés un gérant commun en la personne de Philippe Dunn. Dans ce cas précis, les pêcheurs-sociétaires ont aussi accepté que le magasin soit érigé sur un terrain qui était le leur... (73). A Grande-Vallée, J. Arthur Fournier a été membre de la commission de surveillance de la caisse populaire, directeur du syndicat forestier (1941-47), directeur de la Coopérative d'Electricité de Gaspé-Nord (1947-56), promoteur de la coopérative d'aqueduc et gérant du syndicat des pêcheurs (74). Les congrès régionaux ont vite revêtu une grande importance: les organisateurs des assises d'octobre 1945, qui réunissaient plus de deux cents délégués de tous les secteurs, soit quatre fois plus de participants qu'en septembre 1939, ont choisi un thème révélateur: "Pour une économie coopérative gaspésienne" (75).

Les attitudes

Le gouvernement fédéral, qui a soutenu de ses Octrois le Service

71. Ibid., V. 2, no 2, 15 janvier 1946.

72. Ibid., V. 1, no 11, 1er novembre 1945.

73. Ibid., V. 1, no 3, 1er mars 1945.

74. Ibid., V. 15, no 11, novembre 1958. Monsieur Fournier s'est vu remettre en 1958 la médaille de l'Ordre du Mérite Coopératif (quatrième degré).

75. Ibid., V. 1, no 10, 1er octobre 1945.

Social-Economique, ne semble pas avoir dicté la conduite des responsables de l'organisme. Le gouvernement provincial, qui a pourtant contribué à fonder l'Ecole Supérieure des Pêcheries, s'est aussi gardé de toute ingérence. Cette apparente "neutralité" de l'Etat (76) n'était pas le fruit du hasard. Le SSE, rattaché à la faculté d'agriculture de l'Université Laval, relevait en principe des plus hautes autorités ecclésiastiques, jalouses de leurs prérogatives en matière d'enseignement et d'animation sociale. Pour sanctionner cette affiliation, le cardinal Villeneuve a décrété en 1944 que le doyen de la faculté serait aussi le directeur du Service. Il a en outre tenu à être informé des projets et des initiatives du SSE, afin que celui-ci rencontre toujours les grands desseins de l'Eglise (77). Dans ce contexte, la nomination de l'abbé Jean était judicieuse. Adépte convaincu de la Doctrine Sociale de l'Eglise, le directeur du Service brûlait du désir d'inculquer à ses ouailles... "la véritable hiérarchie des valeurs, Dieu, la religion, - à base de convictions et non de sentimentalisme - l'homme et, en tout dernier lieu, l'argent avec tout ce qu'il représente de matériel" (78). Il a réagi favorablement à une

76. Le SSE a cependant dû produire un rapport annuel de ses activités, destiné au ministère fédéral des Pêcheries. Le directeur de l'Ecole Supérieure des Pêcheries, subventionnée par l'Etat, a aussi rédigé une série de courts bilans sur les activités du Service.

77. ACP 01.4, lettre anonyme en provenance de l'Archevêché, 1944.

78. ACP 0.1, texte non daté d'une allocution. François-Xavier Jean était aussi partisan d'une population rurale majoritaire au Québec, d'une agriculture revivifiée, modernisée, axée sur les échanges. Il s'opposait en outre aux politiques interventionnistes de l'Etat en matière économique. Cf. ACP, 137, texte de l'émission "Le Réveil Rural", diffusée sur les ondes de la station CHQB (Sainte-Anne-de-la-Pocatière), 14 juillet 1951.

requête de Mgr Ross préconisant que le SSE assiste les curés diocésains "...dans leur apostolat auprès de leurs paroissiens" (79). Il s'est entouré de collaborateurs laïcs qui ont à plusieurs reprises exprimé publiquement leurs convictions religieuses.

Pourtant, malgré ces indices révélateurs, l'attitude des propagandistes témoigne aussi de prises de positions plus personnelles, souvent dictées par les circonstances. De façon générale, le SSE épouse les thèses de l'épiscopat lorsqu'il dénonce le libéralisme inconditionnel de l'Etat et la mathématique du moindre coût. Mais ses animateurs ont souvent mis en veilleuse les attentes spirituelles de l'Eglise pour donner à leurs revendications un contenu moins désincarné. Il est question d'assurer la primauté du social, non celle de la morale, sur le temporel. On se propose d'élever la dignité, la responsabilité, la conscience sociale de chacun sans faire état d'un renouveau spirituel ou de fins rédemptrices. Alexandre J. Boudreau, dans une lettre circulaire adressée aux pêcheurs par le SSE, a exprimé ses vues sans détour: "Au fond, vous avez compris, - c'est là toute votre force, - vous avez compris que l'homme ayant une intelligence et une volonté doit se servir de ces deux facultés pour son bien propre... En vous mêlant de vos affaires, en ne confiant à personne d'autre le soin de vous sortir du trou, vous avez amélioré votre situation de 100%" (80). Par le biais de l'éducation, on veut que le pêcheur-sociétaire prenne en mains ses responsabilités.

79. ACP 0.1, Mgr Ross à F.X. Jean, juin 1938.

80. ACP, 0.1.11, 10 septembre 1941.

"Pour qu'une coopérative soit solidement établie, écrivait Léo Bérubé, il faut pouvoir compter sur le dévouement de quelques personnes du milieu, des gens du métier qui sont actifs et éclairés; autrement la masse des pêcheurs s' imagine que la coopérative est une autre compagnie, et ne comprennent pas qu'ils sont responsables de la bonne marche de leur organisation et que celle-ci ne peut leur donner plus que ce qu'ils se donnent eux-mêmes" (81).

Il faut donc "éveiller" la population, lui permettre de "se découvrir" (82). Dans cette perspective, l'intervention d'une élite éclairée ne saurait être que temporaire.

"C'est en lui-même que le peuple doit trouver ses énergies rédemptrices, écrivait Armand Leroux, propagandiste;... L'élite! on a trop compté sur son action! Qu'a-t-elle fait? Trop souvent, elle a mis la lumière sous le boisseau, ou elle n'est sortie de son bonheur mollement égoïste que pour faire mousser des espérances sans lendemain" (83).

Tôt ou tard, la base justifiera amplement la confiance qu'on aura mise en elle et le bien commun l'emportera sur toutes les autres préoccupations humaines.

Cette conviction propice à la décentralisation des pouvoirs et des moyens de production ne saurait être taxée de paternaliste. Elle était le fruit de réflexions sérieuses, inspirées de l'expérience d'Antigonish. Elle s'accompagnait en outre d'une profonde rancœur à l'endroit

81. APU, Léo Bérubé à Z. Desrosiers, curé de Mont-Louis, 26 mars 1943.

82. APU, Léo Bérubé à A.J. Boydreau, 10 juin 1943.

83. Armand Leroux, Le Service Social-Economique, tract # du SSE, Sainte-Anne, Fortin et Fils, février 1942, p. 4.

du capital, du profit ("ce dieu, ce Molock, pour qui vous avez peiné des générations durant, sans avancer vous mêmes", affirmait Alexandre J. Boudreau, le plus virulent des propagandistes) (84) et des gouvernants qui s'en étaient faits les apologistes. Les propagandistes ont souvent prononcé devant les pêcheurs de violents réquisitoires contre le système capitaliste, comme en témoignent les procès-verbaux des syndicats. Voici le résumé d'un discours au contenu assez typique, prononcé en 1939 à Saint-Maurice de l'Echouerie:

"Le conférencier nous a montré le système économique actuel et ses vices par l'exemple des deux barils: un représentant les producteurs, l'autre les consommateurs, reliés entre eux par un tuyau que les profiteurs percent pour y faire couler l'eau représentant l'argent. Quand les récipients des profiteurs sont pleins, ceux-ci les versent dans un gros tonneau représentant les banques, les grosses assurances, les compagnies financières. L'explication de la crise se trouve dans l'épuisement des deux barils. Actuellement les gouvernements tentent de remédier à cette crise en puisant dans le gros tonneau pour mettre dans les deux barils sous forme de secours directs, de travaux de chômage etc. Cet argent emprunté du gros tonneau avec intérêt payé par les gouvernements s'écoule encore par le même tuyau percé et retourne ainsi aux profiteurs pour une exploitation semblable" (85).

Les cours dispensés aux pêcheurs ont parfois suscité une prise de conscience chez les participants (86). A l'occasion, il a fallu refroidir

84. ACP O.1.11, lettre circulaire du SSE, 10 septembre 1941.

85. APU, procès-verbal de l'assemblée de fondation du syndicat de Saint-Maurice, non daté, 1939. Le secrétaire est Alcide Joncas, de Pointe-Jaune.

86. Il faut lire les notes de cours de A.J. Boudreau pour s'en convaincre. Cf. ACP O.1.1.

l'enthousiasme des meneurs locaux:

"Dans vos conférences publiques surtout, et même dans vos entretiens privés et dans vos cercles d'études, écrivait A.J. Boudreau en 1939, n'attaquez jamais personne directement. Fustiges, blâmez les abus du système actuel, c'est très bien! Mais ne vous exposez pas inutilement à des représailles par des sorties intempestives et peut-être trop enthousiastes" (87).

Ces comportements dénotent une acceptation souvent explicite du principe de la lutte des classes. On joue peu la corde nationaliste, on stigmatise les exploiters de toutes origines, gros et petits. Les coopératives sont considérées comme des organismes voués prioritairement à la défense des intérêts professionnels de leurs membres, à l'instar des syndicats ouvriers. "Le pêcheur risque fort de se faire jouer de vilains tours s'il oublie cette partie essentielle des activités de toutes professions" (88), écrivait Alexandre-J. Boudreau.

En somme, c'est un mouvement social revendicateur que les propagandistes, Boudreau en tête, ont voulu créer. On constate néanmoins que les émissaires du SSE n'ont pas pleinement assumé leur rôle de définisseurs de situation en milieu rural, malgré leurs "écarts de langage", leurs dénonciations, leur agressivité mal contenue. Jeunes, idéalistes (89), brutalement confrontés à la pauvreté et à la subordination des pêcheurs, les propagandistes ont mieux que quiconque pris conscience de la marginalité du territoire et de l'exploitation dont sa population faisait l'objet.

87. APU, lettre circulaire de A.J. Boudreau aux chefs des cercles d'études de la Gaspésie, 1er avril 1939.

88. A.J. Boudreau, "L'enseignement postsecondaire" dans Ensemble, V. 1, no 3, mars 1940.

89. Entrevue avec Thomas Laplante, 12 avril 1975.

Leur révolte a été spontanée, ils ont dénoncé les indifférents, les exploiters et parfois le système qui profitait à ces derniers. Mais cette contestation a vite fait long feu, elle ne s'est pas traduite par l'explicitation d'un véritable projet social, ni par l'application de méthodes d'action radicales. Lorsqu'on a fait paraître le journal A Pleines Voiles en 1945, le message avait depuis longtemps été expurgé de son contenu politique. L'idéal associationniste, fondé sur la décentralisation, la solidarité et la participation, a été la pierre angulaire d'une idéologie plus réformiste que révolutionnaire. Le contraire eût étonné. Les faibles moyens du Service, l'influence modératrice de l'abbé Jean, l'auréole qui entourait alors le modèle social prestigieux proposé par l'Eglise, et surtout le contexte socio-culturel de l'époque, particulièrement en milieu rural, prêtaient mal à une contestation globale de l'ordre existant. En matière de coopération, les animateurs ont fidèlement observé les principes de Rochdale (90) sans entreprendre une réflexion systématique sur la portée philosophique et politique du mouvement, sans concevoir, par exemple, une économie entièrement coopératiste ou même corporatiste. En matière d'éducation, le SSE a utilisé une approche déjà prouvée par la CTCC, l'UCC, le mouvement d'Antigonish et diverses autres organisations confessionnelles.

La protestation a donc été brève, isolée, sans lendemain. On a vite pris la mesure du possible, rongé son frein et adopté l'attitude mo-

90. Voici quelques principes intangibles issus de l'expérience de Rochdale: entrée libre, sortie libre; un homme, un vote; intérêt limité sur le capital; ristourne suivant le patronage.

dérée que tout le monde, pêcheurs compris, attendait. Si Pêcheurs-Unis est né à l'enseigne du mouvement social "périphérique", il a rapidement tendu vers un certain conformisme, refusant la marginalisation. Son respect des autonomies locales et de la décentralisation a fait le jeu des partisans du conservatisme social et du libéralisme économique. Il est pourtant resté quelque chose de ce branle-bas initial: l'administrateur-général de Pêcheurs-Unis, Alexandre J. Boudreau, ne s'est jamais départi de son agressivité envers le capital, ni de sa prédilection pour l'éducation coopérative. Avec l'appui des officiers de l'organisation et des propagandistes, il a accordé durant quelques années la primauté à l'idée d'association sur l'idée d'entreprise. Cette orientation de Pêcheurs-Unis ne représentait qu'une demi-mesure en regard des propos mobilisateurs tenus à l'époque des premières fondations. Elle cadrerait bien avec l'idéal apolitique de ceux qui espéraient voir triompher une "troisième voie". Pourtant, elle représentait une fuite de la réalité, elle correspondait mal aux aspirations du pêcheur-sociétaire, confronté à un régime économique fondé sur le pragmatisme et l'individualisme. En définitive, elle allait exposer l'organisation aux soubresauts de l'économie.

* * * * *

C'est dans un contexte favorable qu'a été promue la coopération chez les pêcheurs de la Gaspésie. Les conditions économiques n'étaient plus celles d'autrefois. Les investissements dans l'industrie de la pêche ont augmenté, le secteur de transformation des produits s'est développé, et avec lui la production de poisson frais et congelé. Les prix

ont grimpé sous le double effet des politiques réquisitionnaires et de la multiplication d'entreprises concurrentielles. L'industrie paraissait sortir d'une profonde léthargie, la pêche artisanale semblait offrir certaines promesses d'avenir. Par ricochet, la fondation de Pêcheurs-Unis a pesé lourd dans la balance à tous égards. De nombreux intervenants ont concouru à l'essor de l'organisation coopérative. Grâce à eux, la Gaspésie s'est momentanément animée, de nombreux regroupements ont vu le jour.

Il faut bien admettre qu'un singulier mélange de pragmatisme et de solidarisme a marqué les orientations de Pêcheurs-Unis durant la seconde guerre mondiale. D'une part l'organisation a fait preuve de souplesse et d'initiative pour s'extraire des conditions qui lui étaient faites en coordonnant la production, la vente, les achats, en supprimant les intermédiaires inutiles, et en investissant de nouveaux marchés. Son expansion rapide l'a obligée à se donner des structures, à établir des règles précises de fonctionnement. Elle a aussi voulu tirer avantage de l'intérêt que lui portaient les autorités gouvernementales et le clergé gaspésien en composant officiellement avec une culture politique qui commandait la modération et l'acceptation de l'ordre établi. A maintes reprises, les dirigeants de Pêcheurs-Unis ont clamé la vocation économique de leur entreprise:

"Notre fédération est une vaste organisation privée collective, propriété des pêcheurs, contrôlée et administrée sans aucun but de domination ni de privilèges exagérés, mais en vue du bien commun d'une classe laborieuse de travailleurs, longtemps isolée, sans possibilité d'amélioration, qui sait mettre à

son service ses faibles ressources, son esprit progressif et les avantages que procure la coopération" (91).

D'autre part, l'administrateur-général Alexandre J. Boudreau n'était plus le même homme lorsqu'il s'adressait aux pêcheurs à titre de propagandiste. La fédération a été plus qu'une entreprise. Le clergé, les éducateurs et les animateurs, les Ross, Riou, Guité, Jean, Boudreau et d'autres encore l'ont promue, protégée et ont exercé sur elle un ascendant considérable. Les messages respectifs du SSE et de l'Eglise les deux principaux interlocuteurs de Pêcheurs-Unis, sont souvent contradictoires. Le schéma qui suit fait ressortir, en les caricaturant, les oppositions les plus fondamentales:

<u>L'Eglise</u>	<u>Le Service Social-Economique</u>
Une approche désincarnée (sacralisation du social)	Pragmatisme
Paternalisme	Participation et autogestion
Compassion	Exaspération
Justice distributive	Conscientisation (du moins au niveau de l'occupation)

Cette comparaison n'a évidemment qu'une valeur indicative. Elle dégage quelques lignes directrices sans apporter toutes les nuances qui s'imposeraient. Bon nombre de curés gaspésien ont sans doute montré autant d'agressivité que les propagandistes. On sait aussi que ces derniers ont vite pondéré leur attitude, ce qui a conduit à un rapprochement.

Réduit à ses éléments essentiels, le message a surtout consacré la primauté de l'idée d'association sur l'affairisme, de la participation sur la gestion, de la décentralisation sur l'intégration des activités. Cet idéal coopératif proche de la recherche d'une "troisième voie" n'a pas été oublié et Pêcheurs-Unis, malgré son penchant pour l'apolitisme, ne s'est pas institutionnalisé. Le pêcheur-sociétaire a donc adhéré à une organisation qui a voulu faire de lui un coopérateur averti, capable de se prendre en main, sans revendiquer en son nom une transformation radicale de la société. C'était peu et beaucoup à la fois. Il importe maintenant d'examiner la condition et l'attitude du pêcheur-sociétaire, ainsi que les problèmes suscités par la mise en place d'une organisation décentralisée désireuse de concilier à la fois la "valeur morale" de la coopération et l'élévation du niveau de vie de ses membres.

CHAPITRE III

PROBLEMES DE CROISSANCE (1939-1946) (Viciissitudes d'un idéal associationniste)

Pêcheurs-Unis, malgré son dynamisme, n'était pas sans faiblesse au cours des années qui ont immédiatement suivi sa fondation. La centrale, en butte à plusieurs attaques, n'avait pas les reins solides puisque son expansion reposait sur la décentralisation, une arme à deux tranchants. Les coopératives locales, faiblement capitalisées et souvent dirigées par des hommes inexpérimentés, ont connu leur part de déboires. Les motivations et l'attitude des sociétaires n'ont pas toujours répondu aux attentes des promoteurs: le pêcheur songeait d'abord à profiter de l'élévation des prix pour assurer son bien-être, il réclamait qu'on pose en son nom une série de gestes concrets, il formulait des problèmes requérant une attention immédiate. L'idéal coopératif défini au chapitre précédent - moyen terme entre le mouvement social pur et l'esprit d'entreprise au sens strict - a eu du mal à s'imposer. Il a même suscité plus de problèmes qu'il n'en a solutionné, sans doute parce qu'il n'était compatible ni avec une vision progressiste de la société, ni avec la rationalité du capitalisme libéral.

A. LE "PRIMO VIVERE" DU PECHEUR

De manière générale, le pêcheur-sociétaire ne s'est pas montré satisfait outre-mesure de sa condition durant la seconde guerre mondiale. Son comportement dénote plutôt un désenchantement que l'optimisme communicatif des promoteurs n'a pas réussi à endiguer. Nous savons pourtant

que son revenu a augmenté à l'époque des réquisitions, que la coopération pouvait canaliser son opposition à la tutelle des marchands, que son attachement à son métier et à son milieu était réel. Aussi s'étonnera-t-on à première vue d'une attitude ambiguë qu'il convient maintenant de décrire et d'expliquer.

1. Désaffection

La productivité du pêcheur au travail découle de son expérience et des moyens de production dont il dispose. Le volume total de sa production au cours d'une saison dépend en outre de son assiduité et de la température. Lorsque toutes ces exigences se trouvaient satisfaites, le pêcheur de la Gaspésie pouvait donner sa pleine mesure. Plusieurs ont sans doute envié ce Camille Huard, sociétaire de l'Anse aux Gascons, dont la fiche individuelle montrait 42840 livres de morue en 1940, un sommet dans sa paroisse (1). Ou ce Grégoire Beauchamps, maître de barge à Newport, qui a partagé avec ses trois équipiers 800 "drafts" (238 livres) de morue en 1940, soit 47600 livres par homme (2). Aujourd'hui ces chiffres peuvent faire sourire; un peu plus de dix années plus tard, les premiers chalutiers récolteront des quantités de poissons de dix à quinze fois plus considérables. A moins d'un coup de chance invraisemblable, et mal-

1. APU, recettes de quelques pêcheurs de l'Anse aux Gascons, document manuscrit, janvier 1941. La statistique officielle mesure habituellement le poids du poisson étêté et éviscéré. Les témoignages recueillis sur les performances de quelques individus ne donnent aucune précision quant aux critères retenus au moment de la pesée.

2. APU, A.J. Ahier, curé de Newport, à A.J. Boudreau, 3 avril 1941.

gré les efforts déployés, la production du pêcheur côtier ne pouvait que plafonner à un niveau relativement bas. James Methot de Percé, qui a moissonné 15755 livres de morue en vingt-cinq sorties en mer du 18 août au 25 octobre 1941, soit une prise moyenne de 670 livres par sortie, n'a sans doute pas été en mesure de soutenir une performance aussi étincelante durant toute la saison (3). En prenant le chemin du large aussi souvent que le permettaient les éléments, le pêcheur pouvait recevoir en partage environ 30,000 livres de poissons (4). Malgré un travail soutenu et un équipement irréprochable, du moins suivant les critères gaspésiens, les 42 équipages qui étaient l'objet d'une enquête approfondie des officiers du Ministère fédéral des Pêcheries en 1950 n'ont pas fait exception à cette règle. A l'issue de la saison, le volume total des prises se chiffrait à 31,116 livres par équipier (5).

3. APU, "la coopérative des pêcheurs de Percé en compte avec M. James Methot", document manuscrit. A ce rythme, James Methot a sans doute effectué une centaine de sorties qui auraient pu lui procurer jusqu'à 67000 livres de morue.
4. APU, A.J. Boudreau, "rapport d'enquête sur l'Association des Pêcheurs de Grande-Rivière", non daté. Une prise de 50,000 livres de poissons est considérée exceptionnelle.
5. Dept. of Fisheries of Canada, Analysis of the 1950 fishing operations of 42 inshore boats on the Gaspé Peninsula, manuscrit, Ottawa, August 1954, p. 17. La très grande majorité des embarcations sélectionnées étaient motorisées. Tous ont pêché sans relâche du printemps à l'automne, tantôt en utilisant la palangre, tantôt la ligne à main. Les palangriers ont sans doute utilisé une forte partie des harengs capturés en guise de bête pour appâter la morue. Les prises des embarcations du versant nord, au nombre d'une vingtaine, varient entre 50,000 et 60,000 livres. Celles des barques du côté sud oscillent entre 125,000 et 150,000 livres. La présence de nombreuses barges dans ce secteur de la Gaspésie expliquerait cette disparité. Cf. aussi: Plaines Voiles, V. II, no 1, janvier 1954.

De quel revenu pouvait disposer durant la guerre le pêcheur-sociétaire qui écoulait 30,000 livres de poissons sur les marchés? En guise de réponse, nous devons nous contenter d'approximations; les statistiques officielles demeurent sujettes à caution (6) et les données qui permettraient de reconstituer le budget-type du pêcheur de l'époque nous font défaut. Le revenu des morutiers nous intéressera ici au premier chef. La prépondérance des morutiers en Gaspésie (70,36% de tous les pêcheurs gaspésiens, assidus ou occasionnels, pourchassent la morue en 1945 (7)), leur production (morue et hareng pour l'essentiel) considérable tant en volume qu'en valeur justifient amplement ce choix. Comme l'indique le tableau suivant, les homardiers, saumoniers et autres ne pouvaient tirer de la pêche qu'un revenu d'appoint, étant donnée la rareté des espèces à haute valeur commerciale.

6. Ainsi les statistiques compilées par le Dominion Bureau of Statistics sur le coût des agrès de pêche en 1941 et en 1946 nous ont paru aléatoires et souvent contradictoires. Nous avons préféré ne pas en faire usage.

7. RGMCP, 1945-46, pp. 77 et 82.

TABLEAU VII

LES CAPTURES EN GASPESIE EN 1945 (8)

	Volume		Valeur au débarquement	
	livres	%	\$	%
morue	45796400	66.93	2012044	84.8
hareng	19650700	28.62	146913	6.2
autres	3220500	4.45	213491	9.0
total	68667600	100.0	2372448	100.0

Pour déterminer avec une relative précision le revenu d'un sociétaire qui aurait capturé 30000 livres de morue, nous fonderons notre calcul sur le prix moyen versé par Pêcheurs-Unis au débarquement. Cette statistique comprend à la fois le montant de la ristourne et la valeur des sous-produits (foies etc.). Les autres prises ne seront pas considérées ici; le hareng se vendait moins d'un sou la livre en 1945 et le morutier exploitait rarement d'autres espèces que la morue à des fins commerciales (9).

Il importe aussi de distinguer revenu brut et revenu net. En 1950, les enquêteurs du Ministère fédéral des Pêcheries ont constaté que

8. Ibid., pp. 80 et sq. Les statistiques du Comté de Matane ne sont pas comprises. A l'échelle provinciale le homard et le saumon valaient au débarquement environ vingt sous la livre en 1945. Le prix de l'éperlan était fixé à douze sous, celui de la morue à environ quatre sous. Ibid., p. 75.

9. Ibid.. L'éperlan, le saumon et le homard, qui fréquentaient des zones où la morue n'abondait pas, n'étaient pas à la portée du morutier. Ces trois espèces représentant en 1945, 68.16% du total consigné dans la nomenclature "autres" du tableau précédent.

les coûts d'opérations absorbaient de 24% à 35% du revenu net total d'un équipage suivant les dimensions de l'embarcation et l'intensité de l'effort consenti à la pêche. Unique en son genre, cette compilation a tenu compte à la fois des dépenses courantes et de la dépréciation des biens mobiliers et immobiliers (10). Le bilan dressé à cette occasion concorde avec les appréciations globales formulées par divers contemporains (11). En extrapolant, nous croyons pouvoir soustraire 30% du revenu brut au chapitre des frais d'opérations.

-
10. Dept. of Fisheries of Canada, op. cit., Le prix de revient assez faible du poisson montre le caractère artisanal de l'entreprise. L'achat d'un moteur marin marquait habituellement un point tournant et représentait une aventure financière. En 1941, Gaston Bourget de Percé a lourdement hypothéqué sa saison de pêche en faisant l'acquisition d'un moteur au coût de \$233.92. (APU, La coopérative des pêcheurs de Percé en compte avec M. Gaston Bourget, document manuscrit).
 11. Louis Bérubé, par exemple, évaluait à \$300., dépréciation comprise, les frais d'exploitation d'un morutier dont le revenu brut se chiffrait à \$1100. en 1946, soit 27.27% du revenu brut (A Pleines Voiles, V. 3, no 1, 1er janvier 1947). Au nombre des coûts incompressibles figurent la construction, l'entretien et la réparation des embarcations. Le pêcheur devait en outre alimenter son moteur en huile et en combustible. A cause de la fréquence des avaries, le taux de remplacement des agrès était assez élevé (A Pleines Voiles, V. 3, no 6, 2 juin 1947).

TABLEAU VIII

REVENU DES PECHEURS (1939-1946)

	<u>Extrapolation: 30,000 livres de moins</u>			<u>La réalité</u>
	prix moyen la livre (12)	revenu brut	revenu net (-30%)	revenu brut moyen (province) (13)
1939	1.73	\$ 519.	\$ 363.	\$ 106.
1940	2.00	600.	420.	111.
1941	2.45	735.	514.	184.
1942	4.30	1290.	903.	257.
1943	5.80	1740.	1218.	365.
1944	5.62	1686.	1180.	336.
1945	5.39	1617.	1132.	594.
1946	4.12	1230.	861.	471.

François-Albert Angers a fixé à \$710.12 le revenu net moyen de l'agriculteur québécois en 1940, soit presque le double du montant que nous avons extrapolé. Par la suite, à compter de 1942 surtout, le pêcheur a gravi plusieurs échelons dans la hiérarchie des revenus. Son revenu net de 1943 (\$1218.) équivaldrait à ceux de l'agriculteur (\$1282.) et du salarié

12. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel 1946-47, p. 23. Rappelons que le prix versé aux sociétaires était habituellement un peu supérieur à la moyenne. Pour sa part, Louis Bérubé estimait que le revenu net des meilleurs pêcheurs pouvait atteindre \$1500.00 durant la guerre. (A Pleines Voiles, V. 2, no 4, 15 avril 1946).
13. Nous avons calculé le coefficient valeur au débarquement/pêcheurs à l'échelle provinciale. Cf. Actualités marines, Vol. 2, no 1, janvier-mars 1958, p. 31. Le gain moyen du pêcheur néo-écossais, évalué à \$360. par capita en 1944, ne dépasse guère celui du Québécois. Cf. Rudi Cujes, Fishermen's co-operatives in Nova Scotia, mimeographie, Montréal, C.I.R.I.E.C., n.d., p. 38.

moyen en usine à l'échelle provinciale (14). Cette rémunération, qui couronne quatre ou cinq mois d'efforts, ne comprend ni les revenus hivernaux, ni l'aide qu'ont apporté à leur père un nombre indéterminé de fils de pêcheurs. Celui qui consacrait à la pêche son temps, ses énergies et un capital suffisant pouvait ainsi satisfaire plus que ses besoins élémentaires. La dernière colonne du tableau laisse pourtant entendre que seule une minorité a tiré parti de cette conjoncture à la hausse.

Le nombre de ceux qui disent exercer le métier de pêcheur décline durant cette période.

TABEAU IX

LES EFFECTIFS DE LA PECHE COTIERE EN GASPESIE, 1931-1946 (15)

	1931	1936	1941	1946
Gaspé (Nord et Sud)	3967	4364	3173	2903
Bonaventure	1974	1974	2187	1772
Total	5941	6348	5360	4675

Exprimée en chiffres absolus, cette chute des effectifs traduit mal le désintéressement marqué du plus grand nombre pour la pêche, dont nous

-
14. François-Albert Angers, "Etude sur les revenus de la population" dans Actualité Economique, V. XX, avril 1945, pp. 49 et sq. Suivant les extrapolations de l'auteur, 53% des ouvriers salariés avaient un revenu inférieur à \$1500. en 1940.
 15. Ces données proviennent du dénombrement de tous ceux qui ont tiré des gains pécuniers de la pêche. Elles n'ont tout au plus qu'une valeur indicative. Le nombre de ceux qui pratiquent la pêche avec assiduité est sans doute beaucoup moindre. Cf. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1931, pp. 146-147; 1936, pp. 160-161; 1941, pp. 164-165; 1946, pp. 176-177.

livrons ici d'autres indices. En 1945, à l'époque où la hausse substantielle des prix aurait normalement dû permettre à plus d'un pêcheur d'amortir à moyen terme les déboursés occasionnés par l'achat d'un moteur marin (environ \$250.00 en 1941), près de deux embarcations sur trois n'étaient pas motorisées en Gaspésie. La mise de fonds moyenne d'un équipage gaspésien se chiffrait à \$368.19 (16). Quantitativement, la production morutière plafonnait à un niveau assez bas, même dans Gaspé-Sud, repaire principal des morutiers.

TABEAU X

CAPTURES DE MORUES PER CAPITA EN GASPESIE, 1942-1945 (LIVRES) (17)

	1942	1943	1944	1945
Gaspé-Nord	5403	4637	5092	6866
Gaspé-Sud	14964	14091	13479	22404
Bonaventure	5921	5532	5505	9862

Louis Bérubé, récipiendaire d'une modeste subvention gouvernementale, a enquêté sur la productivité et le revenu de quelques groupes

16. RGMCP, 1945-46, p. 97. Gaspé-Sud, où 50.24% des barques étaient motorisées, où la mise de fonds moyenne se chiffrait à \$529.10, détenait une avance confortable sur Gaspé-Nord et Bonaventure. Depuis 1942, c'est à dire depuis la majoration des prix, la motorisation des embarcations n'avait toutefois marqué aucun progrès (RGMCP 1942, p. 59). Le pourcentage des embarcations motorisées en Gaspésie aurait même régressé depuis 1931 (43.36%) si l'on en croit les statistiques compilées par le DBS dans Fisheries Statistics of Canada, 1931, pp. 146-147.

17. RGMCP, 1942, pp. 45 et 56; 1943, pp. 82 et 94; 1944, pp. 80 et 93; 1945-46, pp. 80 et 95. Nous n'avons ici considéré que les seuls morutiers. Soulignons qu'à l'échelle provinciale, la saison 1945 a éclipsé tous les records de production depuis 1919. Cf. RGMCP, 1945-46, p. 74.

de pêcheurs gaspésien. Dans une paroisse où agriculture, pêche et travaux forestiers étaient complémentaires, il a constaté en 1945 que "... le pêcheur le plus persévérant n'a fait que quatre-vingt sorties de pêche, un peu plus que l'équivalent de trois mois de pêche régulière". Des quatre-vingt pêcheurs de la localité, près d'une soixantaine utilisaient les rames ou la voile pour sillonner les bancs fréquentés par la morue. En moyenne, chaque pêcheur avait consacré vingt-cinq jours à la pêche, capturé 1912 livres de poissons et reçu \$104.74, un montant dérisoire (18). Une liste qui énumérait les prises de 99 pêcheurs du syndicat de Grande-Vallée en 1947 montrait que 37 d'entre eux, pêcheurs d'occasion, avaient raflé moins de 5000 livres de poissons. Vingt-deux pêcheurs avaient pu récolter plus de 15000 livres per capita (19). Nous avons retracé pour la saison 1946 le montant des ristournes versées aux membres de certaines coopératives au prorata des ventes et des achats de chacun d'entre eux. A Sainte-Thérèse, 28 membres sur 60 n'ont pas eu droit à une ristourne; à Cloridorme, 41 sur 188; à Percé, 14 sur 44. Quelques membres auxiliaires (non-pêcheurs) figurent sans doute parmi ces sociétaires inactifs; les autres ont simplement abandonné la pêche sans

18. RGMCP, 1945-46, pp. 58-59. Le pêcheur le plus productif avait capturé 132 livres de poissons par sortie, soit moins du cinquième des prises moyennes d'un James Methot, pêcheur d'élite (Cf. note #3 du présent chapitre). Du même auteur, on pourra lire d'autres commentaires sur la productivité du pêcheur dans "Problèmes économiques des pêcheries", Actualité Economique, V. XX, février 1945, p. 309.

19. APU, Les captures à Grande-Vallée, 1947, document manuscrit.

racheter leurs parts sociales. A l'Anse aux Gascons, par exemple, un bilan souligne la présence de 13 membres auxiliaires et de 50 membres actifs en 1946; une quinzaine d'autres ont déserté la mer sans rémission tout en conservant leur statut de sociétaires. A rendements inégaux, ristournes inégales. La répartition des ristournes versées aux 132 membres actifs du syndicat de Cloridorme en 1946 (20) permet d'observer l'écart considérable des performances.

TABLEAU XI

RISTOURNES VERSEES AUX MEMBRES ACTIFS DU SYNDICAT DE CLORIDORME EN 1946 (21)

Montants	Sociétaires
-\$ 50	21
51 à 100	18
101 à 150	25
151 à 200	21
201 à 300	34
301 à 400	9
401 à 500	2
501 à 600	2

Les officiers de Pêcheurs-Unis étaient conscients de cette si-

20. Ces renseignements sont tirés d'un dossier non sérié conservé dans les archives de Pêcheurs-Unis qui s'intitule: Capital social et ristournes, 1946-1947.

21. Ibid. Nous avons observé des écarts aussi prononcés sur les autres listes que nous avons pu examiner.

tuation qu'ils ont déploré à quelques reprises (22). Comment concevoir, en effet, un tel relâchement à une époque où les prix atteignaient des sommets sans précédent? On sait que plusieurs sociologues (23) ont évoqué les importantes mutations culturelles du milieu rural québécois au début des années quarante. La reprise économique aurait intensifié les échanges commerciaux, revivifié le marché de l'embauche, rehaussé le niveau de vie et accru les exigences du consommateur. On imagine facilement le pêcheur recherchant une source de revenus moins aléatoire pour s'acquitter de la dette contractée par suite de l'achat d'une cuisinière, d'une lessiveuse ou d'une voiture; le fiancé ou le nouveau marié qui gagne en maugréant les chantiers, l'automne venu, tout en rêvant d'une vie plus stable. Se montrerait-on désormais plus exigeant, plus "urbanisé"? Sous la poussée apparemment irrésistible des nouvelles valeurs, Marcel Rioux n'a pas hésité à écrire que de toutes les activités traditionnelles la pêche est celle qui a offert le moins de résistance: "Un dicton de la communauté dit que lorsqu'on quitte la pêche une année, on ne puisse plus y revenir" (24). La liberté et le repli sur soi de l'artisan auraient

22. APU, Pêcheurs-Unité, "Mémoire sur les problèmes d'après-guerre", document manuscrit, 1944, p. 9. Plusieurs paroisses ont déçu les officiers avec un rendement per capita de 10000 livres par saison.

23. Sur cette question, on pourra lire l'intéressant article de Gérard Fortin, "Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole" dans l'ouvrage du même auteur, La Fin d'un règne, Montréal, HMH, 1971, pp. 123-145. Aussi: Michel Verdon, Anthropologie de la colonisation au Québec, Montréal, P.U.M., 1973, pp. 204 et sq.

24. Marcel Rioux, op. cit., p. 66.

donc été soudainement sacrifiés au confort, à la sécurité.

L'explication n'est pas dénuée de sens. Pourtant, elle associe trop la relance économique à un chambardement brusque et définitif des valeurs. Elle accrédite la thèse de la société "folk" en minimisant les antécédents du capitalisme commercial à la périphérie de la province. La réalité est plus complexe. La tiédeur du pêcheur au cours du second conflit mondial tient aussi aux multiples contraintes qui ont marqué son existence sur une longue période: la brièveté des saisons de pêche, la présence d'une faune marine à faible valeur commerciale dans le cadre d'une surproduction mondiale que seul le déclenchement de conflits mondiaux parvenait à atténuer, l'éclosion de monopoles, les crises intermittentes qui ont secoué l'industrie... Ce contexte a incité au pessimisme, il a donné mauvaise réputation au métier, devenu synonyme d'exutoire en cas de crise (25); il a aussi provoqué la disparition graduelle du pêcheur pur et accentué la complémentarité pêche-revenus hivernaux. Nous sommes en présence d'une évolution continue, freinée par la crise et le cercle vicieux du sous-développement. Il ne faut pas sousestimer l'importance des facteurs externes avant la fondation de Pêcheurs-Unis. La fé-

25. L'énoncé suivant s'applique autant au pêcheur de la Gaspésie qu'à celui des provinces maritimes: "During the last fifty years, the number of inshore fishermen declined during years of increased economic activity and rose during periods of economic crisis". Y.W. A. Black et J.W. Maxwell, "Resource utilization: change and adaptation" dans Alan G. Macpherson, éd., The Atlantic Provinces, Toronto, V. of T. Press, 1972, p. 75.

dération a hérité d'un lourd passif. L'élévation des prix n'a pas dissipé l'inquiétude du pêcheur. Encore moins la propagation de l'idéal coopératif.

Au début des années quarante, le souvenir de la crise restait vivace et l'après-guerre paraissait peu rassurant. Même si la paralysie des flottes de pêche européennes ne pouvait être que temporaire, aucune politique de soutien des prix du poisson n'avait été envisagée et tous appréhendaient la surproduction et la chute catastrophique des prix qui marqueraient l'issue de la guerre, qu'on croyait toujours imminente (26). Les sociétaires savaient en outre qu'un projet de taxation était à l'étude à Ottawa; Pêcheurs-Unis a informé ses membres de la teneur des projets et protesté dès 1941 auprès des autorités concernées (27). Contrairement aux travailleurs forestiers, les pêcheurs n'ont pas eu droit aux prestations versées sous l'égide du système d'assurance-chômage institué en 1941; cette discrimination de l'Etat fédéral envers les non-salariés

26. Ces craintes étaient parfaitement justifiées. L'Office des Prix du Poisson institué par Ottawa en 1941 pouvait recommander des mesures de soutien en cas d'affaissement des prix et disposait à cet effet d'un fond de roulement de 25 millions de dollars. Il ne pouvait toutefois pas exercer un véritable contrôle sur les prix et ses prérogatives étaient beaucoup moins étendues que celles de la Commission des prix et du commerce durant la guerre. Cf. "Le choc des idées", témoignage de Gérard Barbin, Radio-Canada, 23 mars 1958; aussi: A. Pleines Voiles, V. 9, no 8, août 1952 et V. 11, no 3, mars 1954.

27. APU, procès-verbal de la convention..., 4 et 5 mars 1941. La menace allait se concrétiser par la suite.

a sans doute détourné plus d'un morutier de son métier (28).

Certains ont déserté la mer pour de bon. A tort ou à travers, Alphonse Loisel attribue à l'armée un grand pouvoir d'attraction sur les jeunes; ainsi expliquait-il la présence de plusieurs jeunes bambins à bord des barges ou dans les ateliers de poissons (29). D'autres, sans doute beaucoup plus nombreux, ont manifesté peu d'entrain et exercé leur métier épisodiquement, avec un équipement souvent désuet. En plus de rechercher des emplois occasionnels même en été, ceux-là se rendaient facilement aux arguments des agents recruteurs des compagnies forestières, écourtant ainsi d'au moins un mois leur saison de pêche à l'automne: le 20 octobre 1946, sous un soleil radieux, dix barges sur un total possible de soixante tenaient encore la mer à Newport et à Grande-Rivière (30). Plusieurs pêcheurs ont porté sur leur métier un jugement de valeur négatif. Mieux que tout autre, J. Arthur Fournier de Grande-Vallée a résumé cette attitude:

"Depuis les hauts prix de la guerre environ la moitié des pêcheurs ont recommencé mais avec méfiance craignant toujours qu'aussitôt que la guerre sera finie les prix tomberont... Quand on prend la peine de s'assurer qui fait la pêche nous voyons que ce sont ceux qui ont toujours fait la pêche excepté dans les dernières années d'avant-guerre et les enfants qui

28. Marcel Rioux, Belle-Anse, Bulletin #138, 2e édition, Ottawa, Musée National du Canada, 1961, p. 25. Selon Rioux, cette mesure a accéléré la pénétration des valeurs urbaines en milieu rural.

29. Alphonse Loisel, La Gaspésie d'aujourd'hui (La Bretagne canadienne), Montréal, Ed. Al. Loisel, 1948, p. 54.

30. A Pleines Voiles, V. 3, no 1, 1er janvier 1947.

n'ont pas encore travailler à gages. Aussitôt que les enfants auront goûté à d'autres travaux ils feront comme leurs aînés ils ne voudront pas retourner à la pêche. Et avec ce système ce sera toujours le petit nombre qui feront la pêche. Une raison c'est que les jeunes qui pêche ont entendu dire tant de mal de la pêche dans le passé qu'ils ne seront jamais capable de l'aimer et de continuer à la faire. Une autre raison c'est que les pêcheurs d'ici avec le système actuel ne sont pas capables de prendre assez de poisson même aux hauts prix de ces années-ci pour faire vivre leurs familles sans être obligé de courir les chantiers en hiver (sic)" (31).

2. L'échec des éducateurs

Même si elle a avantage les sociétaires et malgré ses nombreuses réalisations, la coopération n'a donc pas fait de la pêche une légende dorée en aidant les pêcheurs à retrouver "...la mystique de leur beau et rude métier d'hommes" (32).

A l'issue de la saison 1945, Alexandre J. Boudreau écrit:

"Chez un trop grand nombre... on s'aperçoit d'un relâchement dangereux. On néglige les cercles d'étude. On refuse de s'abonner à son journal, on ne prend pas la peine de se renseigner sur rien, mais on critique sa coopérative. On commence à faire tranquillement la cour au marchand indépendant, en cachette d'abord, ouvertement ensuite, et petit à petit, on abdique tous ses principes de coopérateurs. Et après cela, on ne s'occupe plus de rien, on se la coule douce... Plus d'étude et plus de réunions, plus d'assemblées; et béatement, on compte sur les autres pour résoudre ses propres problèmes... Finalement, pour se justifier, on se prend à questionner l'utilité des coopératives, on soupçonne l'honnêteté de ses officiers, et ce qui est le plus étrange, on va jusqu'à simuler la nostalgie des conditions du passé..." (33).

31. APU, J. A. Fournier à A.J. Boudreau, 10 janvier 1945.

32. Gérard Guité, A Pleines Voiles, p. 8.

33. A Pleines Voiles, V. 2, no 1, 1er janvier 1946.

Cette sortie n'était pas intempestive. L'enthousiasme du début n'avait guère duré. Les cercles d'étude avaient fondu comme neige au soleil. Seule une minorité de pêcheurs avait consenti à s'abonner au journal A Pleines Voiles (34). Un peu partout, les sociétaires se faisaient tirer l'oreille avant d'attribuer 1% ou 2% des profits nets de leur coopérative à un fond d'éducation (35). A quelques reprises, les jeunes pêcheurs qui avaient accepté de suivre un cours dispensé par le SSE à Sainte-Anne ne se sont pas présentés (36).

Les membres du SSE n'ont pas accepté cette reculade sans réagir. A compter de 1945, les éditorialistes d'A Pleines Voiles, Boudreau, Bérubé et Guité, ont haussé le ton, lancé une offensive contre le défaitisme et le "j'm'en foutisme" (37). Pour que "...reprenne la marche de l'éducation coopérative..." (38), il fallait ressusciter les cercles d'étude.

34. ACP O.1, Texte d'une allocution prononcée par F.X. Jean sur les ondes de CHNC, New-Carlisle, 23 septembre 1949. Sur environ 3000 sociétaires dans la province, environ 600 se sont abonnés au journal. Le nombre total des abonnés, évalué à 1514 en 1945, est tombé à 1150 dès l'année suivante. Cf. ACP71.1, Rapports annuels sur les opérations d'A Pleines Voiles.

35. Gérard Guité dans A Pleines Voiles, V. 1, no 5, 1er mai 1945. Parce que la loi l'exigeait, on prélevait aussi 5% sur les profits nets pour constituer un fond de réserve.

36. A titre d'exemple, on peut mentionner le désistement de quelques dizaines de jeunes pêcheurs originaires de Manche-d'Epée, Petite Madeleine et Rivière-Madeleine en mars 1943. APU, Léo Bérubé à Raoul Vaillancourt, curé de Petite-Madeleine, 20 mars 1943.

37. A Pleines Voiles, V. 1, no 10, 15 octobre 1945.

38. Ibid., V. 3, no 12, 1er décembre 1947.

"Voyons, les chefs, debout! écrivait A.J. Boudreau. Le faux respect humain n'est plus de mise, et les excuses ne valent plus! Ne renvoyez pas la balle aux autres. C'est vous qui êtes chef et non pas le voisin, et vous le savez bien. Nous avons tous vos noms, et nous attendons que vous fassiez votre part. En temps et lieu, nous serons là pour vous donner le coup de main nécessaire" (39).

Pour élargir la clientèle et augmenter l'impact du journal A Pleines Voiles, les officiers de Pêcheurs-Unis ont aussi proposé et fait adopter par les délégués réunis en convention annuelle au printemps de 1947 une résolution recommandant aux syndicats locaux d'autoriser leur gérant à abonner tous les sociétaires au journal; le coût de l'abonnement serait prélevé sur les avances versées aux pêcheurs durant la saison (40).

Cette mesure n'a pas toujours été bien accueillie. A Ruisseau-Leblanc comme à Mont-Louis, par exemple, une proposition à cet effet a été retirée parce qu'elle n'était pas secondée (41). Le gérant du syndicat de Grande-Vallée, qui n'avait jusque là décroché qu'une quinzaine d'abonnements, n'a pas osé demander le vote sur cette question. Alexandre J. Boudreau n'a caché ni sa déception ni sa détermination:

"...vous auriez dû prendre le taureau par les cornes et exiger la mise au vote (de la résolution) que je vous demandais de faire accepter. J'espère qu'il vous sera possible de rappeler une autre assemblée générale à brève échéance et de remporter cette fois-

39. Ibid., V. 2, no 12, 1er décembre 1946.

40. Ibid., V. 3, no 5, 1er mai 1947.

41. APU, procès-verbal de l'assemblée générale des pêcheurs-sociétaires de Ruisseau-Leblanc, 20 avril 1947; APU, A.J. Boudreau à Joseph Lemieux, gérant du syndicat de Mont-Louis, 13 mai 1947.

ci le morceau.. Il ne faudrait pas que Grande-Vallée traîne les ailes" (42).

À l'occasion, sans doute exaspérés, les propagandistes du SSE n'ont pas hésité à proférer des accusations contre une cinquième colonne, une Gestapo, à pointer du doigt "...les loups hypocritement introduits dans la bergerie, qui distillent le fiel de leur individualisme" (43).

Rien n'y fit. Le SSE allait désormais plafonner, comme nous le constaterons dans un chapitre subséquent. Quelques années plus tard, la désillusion de l'abbé François-Xavier Jean, qui admettait cet échec sans le comprendre (44), correspondait au sentiment d'amertume qui envahissait Moses Coady à la même époque. Peu avant son décès en 1959, le principal instigateur du Mouvement d'Antigonish n'a en effet pas caché sa déception. Un de ses successeurs, Alexander F. Laidlaw, lui a consacré les commentaires suivants:

"From the perspective of ten years after his death, the gospel of the Man from Margaree takes on a dark new lustre. In the confusion of voices and under mounting fears of catastrophic events that surround us, too many of his dire warnings are coming to pass too many of his dreams for mankind have not yet come true" (45).

42. APU, A.J. Boudreau à J. Arthur Fournier, 19 avril 1947.

43. A Pleines Voiles, V. 1, no 10, 15 octobre 1945.

44. ACP01.7, F.X. Jean à Stewart Bates, sous-ministre des Pêcheries à Ottawa, 2 avril 1952.

45. A.F. Laidlaw ed., Man from Margaree, Toronto, McClelland and Stewart, 1971, p. 19. Cf. aussi les pages 123 et 152 du même ouvrage.

La faible portée du travail de propagande du SSE tenait, bien sûr, aux faibles moyens financiers et humains dont l'organisme pouvait disposer. Une tâche urgente attendait les animateurs, qui ont choisi d'intervenir vigoureusement sur tous les fronts à la fois. A ce rythme, on s'est dispersé, on s'est essouffé et l'encadrement subséquent à la période des fondations a fait défaut. On a souvent critiqué cette stratégie du SSE, alléguant que les propagandistes voyaient trop grand, suscitaient des attentes trop élevées. Alexandre Boudreau a répliqué:

"Il est des gens qui trouvent que nous sommes des "casseurs de vitres", que nous allons beaucoup trop vite en besogne, et que toute notre oeuvre est bâtie sur le sable, parce que l'éducation n'est pas suffisamment complétée avant de lancer les entreprises. Ils oublient peut-être le vieux proverbe "c'est en forgeant que l'on devient forgeron" (46).

D'autres "maladresses" ont été relevées: en dénonçant en termes concrets les marchands de poisson, les propagandistes auraient joué avec le feu, exposé les pêcheurs à des représailles et attisé artificiellement les convictions des sociétaires (47); en s'immisçant activement dans l'administration de la fédération et des locales, ils auraient porté l'odieux

46. A Pleines Voiles, V. 1, no 1, 1er janvier 1945.

47. APU, Marcel Bélanger, "Le mouvement coopératif chez les pêcheurs", mémoire manuscrit, 3 octobre 1951; entrevue avec Thomas Laplante, Montréal, 12 mars 1975. Gérald Fortin a porté un jugement semblable sur l'intervention de l'UCC auprès des coopératives agricoles dans La Fin d'un règne, Montréal, HMH, 1973, p. 252.

de multiples erreurs administratives et de nombreux conflits, juridiques ou autres (48).

Certains animateurs ont en retour sévèrement jugé l'attitude des pêcheurs. Selon Marcel Bélanger, le SSE, mouvement de jeunesse dynamique, aurait été plaqué sur une société peu en mesure de s'en accommoder parce que "colonisée" de longue date, apathique, irresponsable et à la remorque des pouvoirs publics (49). En réalité, le sociétaire avait adopté un comportement résolument affairiste sous la poussée de circonstances dont nous rappelions plus haut la genèse. Le SSE n'y pouvait rien, malgré son idéal associationniste et le travail acharné de ses porte-parole. Aurait-il mieux fait si les gouvernements avaient mis à sa disposition de plus amples ressources? Rien n'est moins sûr.

3. "Affairisme"

La volumineuse correspondance qui traite de la ristourne en dit long sur l'importance que celle-ci revêtait aux yeux des sociétaires.

"Pour donner confiance aux membres, écrivait Marcel Bélanger, on leur a versé des ristournes; comme conséquences, beaucoup de membres ne voyaient qu'une différence entre les marchands et les coopératives, c'est que ces dernières distribuaient leurs profits. Quand il n'y a pas de ristourne, la coopérative vaut rien" (50).

48. Bélanger, op. cit.. La nomination d'Alexandre J. Boudreau au poste de secrétaire-général de Pêcheurs-Unis a sans doute contribué à entretenir cette ambiguïté.

49. Ibid.

50. Marcel Bélanger, op. cit., Monsieur Thomas Laplante était également de cet avis. Cf. Entrevue..., 12 mars 1975.

Aussi attendait-on avec une impatience non dissimulée la distribution printanière de la remise finale (51). Lorsque ce moment privilégié tardait à venir, les protestations fusaient et plus d'un gérant a dû subir les invectives de groupes de sociétaires inquiets et furieux à la fois. Le gérant pressait alors la centrale d'agir:

"Si je vous ai budré un peu avec cela, écrivait l'un d'eux à Alexandre Boudreau, c'est parce que les pêcheurs, surtout ceux de Chlorydorme, trouvaient le temps bien long. Ils avaient bien hâte de savoir ce qu'il leur revenait. Vu le retardement ils s'imaginaient que les affaires n'étaient pas bonnes et qu'ils recevraient un petit prix (sic)" (52).

Pour demander son dû, le simple sociétaire n'hésitait pas non plus à griffonner quelques lignes sur un bout de papier, crayon de plomb en mains: "A notre assemblée de mai vous nous avez dis quelle sera payer en mai et rien vient... Vous comprenez monsieur que les pêcheurs ne sont pas des gens riches... Lorsqu'on a des comptes avec les marchands il faut payer... Ce retard ce n'est pas ce que vous nous avez dis à votre assemblée (sic)" (53)..

Ceux qui réclamaient une majoration des avances ou une remise prématurée de la ristourne étaient sans doute parmi les plus démunis.

51. "La semaine prochaine, je vais distribuer la ristourne, ils vont encore être plus encouragés", écrivait le gérant de Newport. APU, Polydore Grenier à A.J. Boudreau, 10 avril 1946.

52. APU, J. Arthur Fournier, gérant de Grande-Vallée, à A.J. Boudreau, 26 avril 1942.

53. APU, Ovide Francoeur, pêcheur de Pointe-Frégate, à A.J. Boudreau, 11 juin 1946.

A Petit-Gaspé, îlot de pauvreté situé sur la rive nord de la baie de Gaspé, les membres ont arbitrairement fixé à 4 sous et demi la livre d'avance sur la morue en 1944, malgré les protestations de la centrale qui versait trois sous la livre cette année-là (54). Les directeurs figuraient souvent eux-mêmes au nombre des contestataires et il appartenait alors au gérant d'opposer un refus conformément aux directives de la centrale ou d'accorder une avance supplémentaire aux plus nécessiteux (55). La plupart semblent avoir opté pour la seconde alternative, sachant fort bien que plusieurs requérants avaient dû au préalable "gager" les revenus escomptés chez un marchand pour satisfaire leurs besoins les plus pressants (56). On a même vu un commerçant, membre auxiliaire de la coopérative de Mont-Louis, s'entremettre entre les sociétaires et son syndicat pour acheter de fortes quantités de poisson qu'il revendait ensuite directement à la centrale (57).

Les ventes illicites de poisson semblent avoir été courantes.

En versant un prix légèrement supérieur aux avances, les "pedlars" a-

54. APU, Maurice Normand, gérant du syndicat de Petit-Gaspé, à A.J. Boudreau.

55. APU, Philémon Huard, gérant à l'Anse aux Gascons, à A.J. Boudreau, 31 janvier 1940; Lazare Arsenault, gérant à Ruisseau-Leblanc, à A.J. Boudreau, 28 octobre 1941.

56. APU, J. Germain Therrien, commerçant de Saint-Joachim de Tourelle, à Léo Bérubé, 11 juin 1946.

57. APU, Alphonse Bélanger, de Mont-Louis, à A.J. Boudreau, 21 mai 1948.

vaient habituellement la partie belle (58). Les rédacteurs d'A Pleines Voiles se sont souvent élevés contre ces pratiques et les officiers de la fédération ont admonesté à l'occasion les gérants qui ne montraient pas toute la vigilance et la sévérité souhaitées.

"Je considère, écrivait A.J. Boudreau au gérant de Carleton, cette pratique comme excessivement dangereuse pour votre coopérative. Les membres d'une coopérative ont le droit de garder le poisson dont ils ont besoin pour leur consommation domestique, un point, c'est tout! Le reste doit être livré à la coopérative. Si chaque pêcheur devient un petit commerçant, alors votre coopérative perd tout contrôle, et vous êtes aussi bien de la dissoudre" (59).

Si de tels cris d'alarme n'ont pas toujours donné les résultats espérés, plusieurs syndicats ont néanmoins dû, à un moment ou l'autre, sévir contre les fraudeurs. A Saint-Maurice, par exemple, plus d'une trentaine de sociétaires ont été bannis de 1943 à 1947 (60).

Devant cette brusque poussée de l'intérêt personnel aux dépens de l'idée d'association, certains ont pu dénoncer l'individualisme foncier du pêcheur, sa loyauté douteuse, son irresponsabilité (61). Ces accusa-

58. A Pleines Voiles, V. 1, no 8, 1er août 1945 et V. 1, no 12, 1er décembre 1945.

59. APU, A.J. Boudreau à Fernand Morin, gérant à Carleton, 17 avril 1944.

60. APU, J.A. Denis, gérant de Saint-Maurice, à A.J. Boudreau, 19 juillet 1943 ; procès-verbal de la réunion du bureau de direction de Saint-Maurice, 28 avril 1946, 13 avril 1947 et 30 juin 1947.

61. John Tougas Croteau a épaulé à cette époque les propagandistes d'Antigonish à l'Île du Prince Edouard. Les nombreux revers essuyés auprès des pêcheurs de l'endroit lui ont fait commenter sévèrement l'attitude des sociétaires. Cf. John Tougas Croteau, Craddled in the waves, Toronto, Ryerson Press, 1951, pp. 84 et sq. Les propos de Croteau évoquent ceux de Marcel Bélanger, op. cit.

tions font abstraction des nombreuses sources d'insatisfaction du pêcheur. Leurs origines étaient lointaines. Elles avaient trait au rôle des intermédiaires, aux vicissitudes du marché, à de trop faibles revenus, à la trop longue absence de solutions de rechange. Même si la fondation de Pêcheurs-Unis a été bien vue, elle n'a pas dénoué à elle seule cette crise psychologique. En se montrant "affairiste", le pêcheur recherchait la sécurité, voulait taire une inquiétude que les circonstances justifiaient pleinement. Celui qui avait choisi de taxer sa personne et ses épargnes pour se consacrer systématiquement à l'exercice de son métier pouvait craindre à brève échéance les retombées néfastes de l'après-guerre (et l'avenir lui a donné raison); celui qui avait opté pour un effort plus modeste ne pouvait, dans l'attente d'une source plus sûre de revenus, que vivoter. Aucune des deux alternatives n'était rassurante. Dans l'incertitude, le pêcheur n'a pas hésité à faire sien le dicton: "Un tien vaut mieux que deux tu l'auras". Fondées sur le court terme, ses préoccupations teintées de pragmatisme ont sans doute déçu les promoteurs de la coopération qui auraient pu se remémorer l'expression consacrée: "Ventre affamé n'a point d'oreilles".

B. DECENTRALISATION: LE REVERS DE LA MEDAILLE

L'éparpillement des nombreuses coopératives ou syndicats témoignait de la dispersion des effectifs de la pêche côtière et du respect indéniable des propagandistes et officiers de Pêcheurs-Unis pour l'esprit communautaire et les sentiments autonomistes des populations locales. Même si elle correspondait à l'idéal associationniste, cette décentrali-

sation a cependant suscité plusieurs problèmes insurmontables.

1. Encadrement

Il faut se rendre à l'évidence et admettre que la centrale n'a guère réussi, malgré ses efforts, à imposer aux administrations locales des normes homogènes de production et de gestion. Elle a bien cherché à exercer un contrôle aussi serré que possible sur les opérations. Une usine régionale de production a été implantée, à Matane pour desservir les pêcheurs de la côte nord et du comté de Gaspé-Nord (de Sainte-Anne des Monts à Rivière Madeleine); on a aménagé en 1944 des bureaux régionaux de production à Gaspé, Sept-Iles et Cap-aux-Meules. Cette louable tentative a toutefois donné des résultats décevants. Le territoire était trop vaste et les unités locales trop nombreuses; en poursuivant cette politique d'encadrement, les officiers de la fédération caressaient un rêve irréalisable, du moins dans sa totalité. Les sommes immobilisées pour des fins aussi bien administratives qu'opérationnelles, évaluées à \$177,212 en 1945, représentaient alors environ le quart de l'actif total de la centrale. Aux dires d'experts-comptables qui ont examiné la situation financière de la fédération en 1948, ces investissements ont progressivement miné la capacité d'emprunt de Pêcheurs-Unis et auraient pu être utilisés à meilleur compte ailleurs (62). Le recrutement de ges-

62. APU, Rapport de Raymond Gariépy et Emile Lavallée sur la vérification du bilan financier de Pêcheurs-Unis, Bureau de l'Auditeur de la province, 21 décembre 1949. Aussi: Pêcheurs-Unis du Québec, Les coopératives de pêcheurs, Montréal, s. éd., 1959, p. 42; APU, Marcel Bélanger, le mouvement coopératif chez les pêcheurs, mémoire manuscrit, 3 octobre 1951. On a surtout mis en cause les bureaux régionaux de production sans contester, par exemple, l'établissement de succursales de vente à Montréal et à Québec.

tionnaires avertis et consciencieux dans les régions maritimes a de plus été ardu et les congédiements se sont succédés à un rythme rapide, tantôt pour incompétence, tantôt pour indiscipline (63).

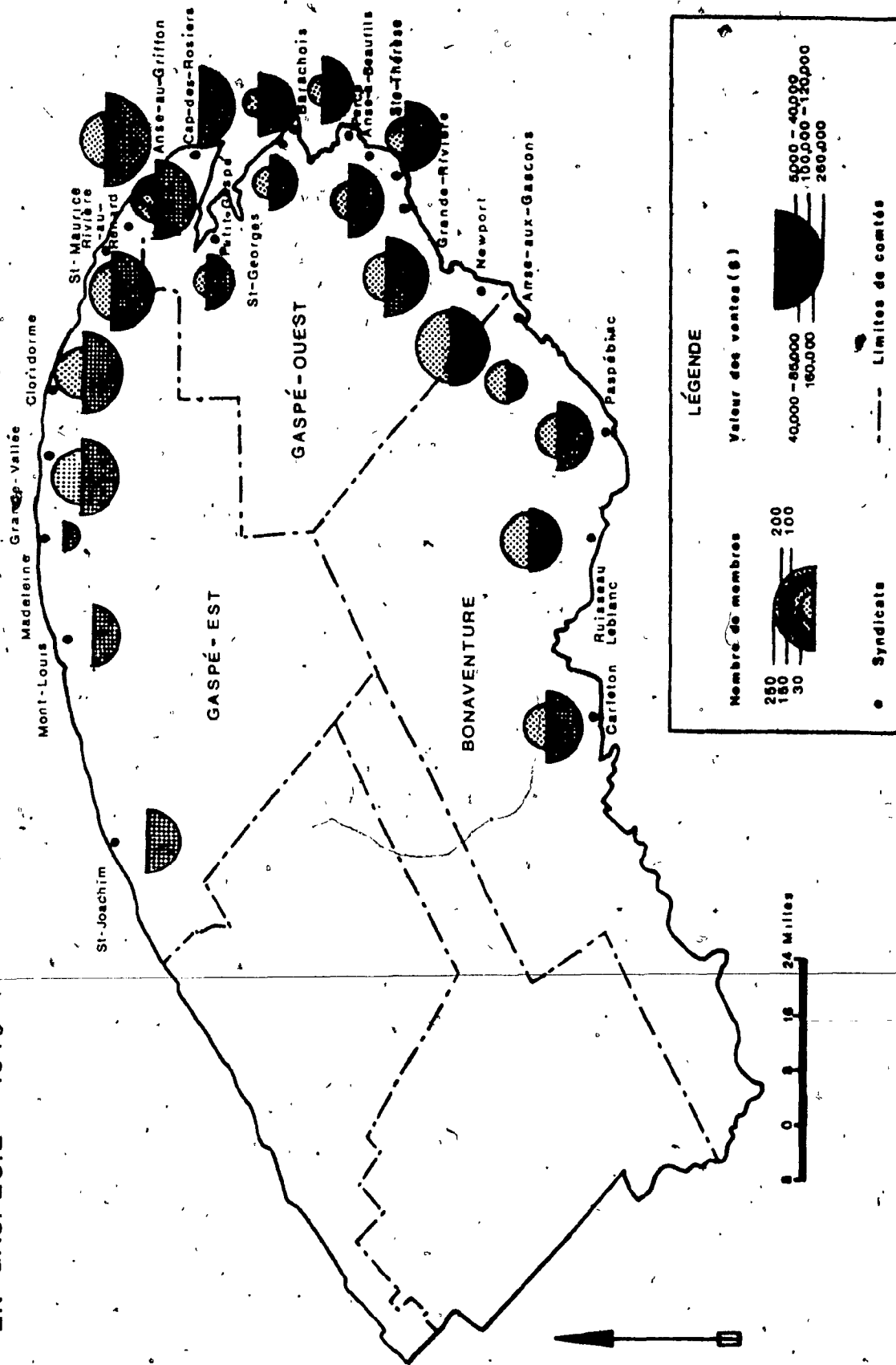
Dans cette perspective, on ne s'étonnera guère de ce que les gérants locaux, inexpérimentés (64), n'aient pas toujours su tenir une comptabilité rigoureuse. Les bilans financiers et statistiques dressés à partir des données qu'ils ont compilées présentaient plusieurs déficiences que maints observateurs se sont plus à souligner (65).

"Moi comme bien d'autres gérants, écrivait celui de Grande-Vallée, pris en défaut, c'est ma première expérience de compte s'il y avait pas eu de difficulté c'aurait été trop beau. Avec l'expérience de cette année je me propose de faire mieux l'année prochaine" (66).

-
63. APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 23 février 1943, 15 février et 9 octobre 1946. Un exemple: à deux reprises, on a dû congédier le gérant du bureau régional de production de Gaspé.
64. L'un d'entre eux se demandait sur quels critères reposait la distribution de la ristourne: cf. APU, le gérant de l'Anse aux Gascons à A.J. Boudreau, 9 décembre 1939; un autre, à qui de nouveaux membres venaient de remettre la somme requise pour l'achat d'une part sociale, se demandait s'il devait conserver la dite somme en sa possession ou la déposer à la banque: Cf. APU, le gérant de l'Anse à Beaufils à A.J. Boudreau, 1er décembre 1943.
65. Rapport de Gariépy et Lavallée, op. cit.; cf. aussi Gérard Bourret, statisticien de Pêcheurs-Unis dans Rapport annuel de Pêcheurs-Unis 1946-47, pp. 18-19. La nomenclature des montants réalisables ne distinguait pas toujours comptes recevables et inventaires au cours des premières années. Quant à la production, "...ce fut un assez long travail que d'habituer nos gérants à faire passer chaque sorte de poisson séparément", avouait Gérard Bourret dans Ibid., p. 18. A toutes fins pratiques, une analyse rigoureuse des rares bilans financiers retrouvés avant 1945 nous a semblé impossible.
66. APU, J.A. Fournier, de Grande-Vallée, à A.J. Boudreau, 15 décembre 1939.

IMPORTANCE DES SYNDICATS DE PÊCHEURS EN GASPÉSIE 1946

'CARTE - 3



Sources: APU, Bilan financier des Syndicats, 1946.

Cartographie par: Carole Bégin

La prolifération des ateliers aurait pu conduire à une certaine spécialisation des productions locales. Tel n'a pas été le cas. Aucun atelier ne s'est systématiquement consacré à l'exploitation des sous-produits (85). Encore en 1946, une douzaine de syndicats s'affairaient à préparer une morue salée et séchée qui ne représentait en volume que 24.4% de la production totale (86). Dans l'ensemble, les capacités de production s'avéraient insuffisantes. L'abondance des prises sur le versant nord en 1946 a obligé plusieurs gérants, au comble de la frustration, à contingenter les captures des sociétaires, faute d'espace et d'équipement (87). "Quelle misère que nous avons eu à travailler le poisson, rappelait l'un d'eux. Chose certaine que nous avons refusé la moitié de la production (sic)" (88). En désespoir de cause, plus d'un pêcheur a dû saler lui-même son poisson.

La qualité du produit fini laissait à désirer. Les inspecteurs gouvernementaux et les douaniers américains ont saisi d'importantes livraisons en provenance de Saint-Maurice, Percé, Newport, Ruisseau-Leblanc, l'Anse aux Gascons ou ailleurs. Les officiers de la centrale ont souvent affronté l'indignation de clients insatisfaits. Seul le poisson congelé

85. Pour pallier à cette lacune, on encourageait les syndicats à livrer les déchets et les foies à la cie Les Produits Marins Gaspésiens Ltée, spécialisée en ce domaine. Cf. APU, procès-verbal de la convention annuelle..., 11 et 12 mars 1942.

86. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel, 1946-47, pp. 37-38.

87. A Pleines Voiles, V. 2, no 8, 1er août 1946.

88. APU, J.A. Denis, gérant à Saint-Maurice, à A.J. Boudreau, 1er avril 1947.

à destination d'outremer était inspecté d'office par les employés du Ministère provincial des Pêcheries, en vertu de l'entente conclue avec les organismes réquisitionnaires (89). Pour la clientèle américaine, qui exigeait rarement un certificat d'inspection afin de réduire les délais, la quantité a primé sur la qualité au détriment de la réputation des produits québécois (90). Tantôt on laissait pourrir le poisson avant sa congélation (91), tantôt on salait prématurément une morue qui ne tardait pas à "chauffer" et à ramollir (92). Un climat capricieux et l'absence de séchoirs artificiels en Gaspésie auraient coûté au bas mot \$20,000. par an à Pêcheurs-Unis en poisson séché "impropre à la consommation humaine" (93). Les sociétaires n'étaient pas exempts de tout reproche: plus d'un pêcheur a livré un poisson avarié et induit les classificateurs en erreur (94). De telles pertes étaient lourdes à subir. La confiscation d'un "char" de poisson a coûté \$6,698. aux sociétaires

89. RGMCP, 1946-47, pp. 20 et sq. Le service d'inspection, dont le personnel était notoirement insuffisant, ne sera réorganisé qu'après la guerre. Cf. Léo Morin, directeur du service, dans Actualités Marines, V. 2, no 3, 1958, pp. 15-16.

90. Léo Morin, Ibid.

91. APU, A.J. Boudreau à Polydore Grenier, gérant à Newport, 5 janvier 1945.

92. APU, Louis Bérubé à Octave Parisé, gérant à l'Anse aux Gascons, 27 juillet 1943. Aussi: Gérard Bourret, statisticien de Pêcheurs-Unis, dans A Pleines Voiles, V. 1, no 4, 1er avril 1945; Louis Bérubé dans A Pleines Voiles, V. 1, no 2, 1er février 1945.

93. APU, procès-verbal de la convention..., 22 et 23 mars 1944.

94. Marcel Bélanger, op. cit.

de Saint-Maurice de l'Echouerie en 1945 (95). On réclamait alors une indemnité gouvernementale - rarement accordée, à notre connaissance - si les inspecteurs étaient pris en faute. A quelques reprises, la centrale a dû éponger la moitié des déficits encourus pour raffermir le moral des sociétaires (96).

"Trois sous de morue coûtent neuf sous de transformation: c'est trop" (97), écrivait un observateur dont nous n'avons pu confirmer le témoignage. Au chapitre des frais d'opérations des syndicats, la main-d'oeuvre accaparait la plus grande partie des déboursés, comme il sied à une entreprise artisanale de transformation. Dans la nomenclature des coûts suivaient ensuite, et généralement dans cet ordre, les frais de transport, d'entreposage, et le remboursement des emprunts contractés, intérêts compris. Cette observation vaut aussi bien pour les huit plus importants syndicats, c'est-à-dire ceux dont le chiffre des ventes excédait les cent mille dollars en 1946 (98). (On notera avec intérêt que six d'entre eux s'échelonnent de Grande-Vallée à Cap des Rosiers, dans Gaspé-Sud): en comparant les trois tableaux qui suivent (XII, XIII et XIV), nous n'avons relevé aucune corrélation nette entre les coefficients salaires-coûts et profits-ventes. Les profits que ces syndicats ont réalisés, supérieurs à la moyenne, découleraient de leur production plus volumineuse plutôt que d'une productivité supérieure.

95. APU, procès-verbal de la réunion du bureau de direction de Saint-Maurice, 17 février 1946.

96. APU, A.J. Boudreau à Polydore Grenier, gérant à Newport, 5 janvier 1945.

97. Alexandre Dugré, La Gaspésie nouveau modèle, p. 3. Cf. aussi Gérard Guité "Et nos pêcheurs?" dans Ensemble, V. 2, no 6, juin-juillet 1941.

98. Pour établir l'importance d'un syndicat, le chiffre des ventes nous paraît être le meilleur critère. Le nombre des sociétaires est trompeur puisqu'on départage rarement les membres actifs, inactifs et auxiliaires.

TABLEAU XII

SALAIRES ET COUTS D'OPERATIONS DES SYNDICATS EN 1946 (99)

	Salaires	Coûts totaux	Coeff. salaires-coûts
	\$	\$	%
St-Joachim de Tourelle	-	-	-
Mont-Louis	200	285	70.2
Madeleine	215	319	59.9
Grande-Vallée	9303	14150	63.5
Cloridorme	8752	14905	58.7
St-Maurice	16236	24444	66.4
Rivière au Renard	26313	36241	72.6
Anse au Griffon	13521	21071	64.2
Cap des Rosiers	6608	9597	68.9
Petit-Gaspé	6420	9362	68.6
St-Georges	5832	7609	76.7
Barachois	6979	11715	59.6
Percé	8697	12387	70.2
L'Anse à Beaufile	10530	14819	71.1
St-Thérèse	9115	12076	75.5
Grande-Rivière	21113	31626	66.8
Newport	22353	32839	68.1
L'Anse aux Gascons	377	800	47.1
Paspébiac	13567	20522	66.1
Ruisseau Leblanc	4500	7580	59.3
Carleton	5968	7884	75.6

99. La nomenclature des syndicats respecte ici leur répartition géographique, du nord au sud. Les bilans financiers dont nous livrons un extrait ont été retracés un à un dans une longue série de chemisiers non sériés au contenu hétéroclite conservés aux archives de Pêcheurs-Unis. Quatorze bilans sont datés du 31 décembre 1946; ceux de Saint-Georges, Rivière au Renard, Cloridorme, Cap des Rosiers, Sainte-Thérèse, Grande-Vallée datent du 31 janvier 1946. Dans Gaspé-Nord, les syndicats qui versaient de faibles salaires relevaient, on s'en rappellera, de l'usine régionale de Matane. Notons aussi que les sociétaires de l'Anse aux Gascons n'avaient pas d'atelier à cette époque. Nous reviendrons plus loin sur les circonstances qui ont privé les pêcheurs de Gascons de leurs installations.

TABLEAU XIII

VENTES ET PROFITS DES SYNDICATS EN 1946 (100)

	Membres	Ventes de poissons	Profits nets	Coeff. profits-ventes
		\$	\$	%
St-Joachim de Tourelle	-	21329	2997	14.5
Mont-Louis	-	20576	4504	21.9
Madeleine	-	5655	1095	19.4
Grande-Vallée	158	102724	24264	23.6
Cloridorme	140	116240	23297	20.0
St-Maurice	244	117620	18131	15.4
Rivière au Renard	235	262626	65181	24.8
Anse au Griffon	118	104585	24650	23.6
Cap des Rosiers	-	112865	29402	26.1
Petit-Gaspé	41	42756	2962	6.9
St-Georges	37	31147	2539	8.2
Barachois	30	47047	3705	7.9
Percé	38	57053	5160	9.0
L'Anse à Beaufile	55	61863	6431	10.4
Ste-Thérèse	54	54920	8104	14.8
Grande-Rivière	90	111891	26868	24.0
Newport	249	161280	24866	18.5
L'Anse aux Gascons	62	8044	334	4.2
Paspébiac	71	69873	6425	9.2
Ruisseau Leblanc	109	31472	6685	21.2
Carleton	73	83015	4671	5.6

Coefficient moyen: 15.65

100. Voir note précédente.

TABLEAU XIV

ACTIFS DES SYNDICATS EN 1946 (1)

	Liquide	Réalisables	Place- ments	Immobi- lisations	Total actif	Coeff. imm.-actif
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Tourelle	-	-	-	-	-	-
Mont-Louis	737	10436	821	2000	13995	19.3
Madeleine	375	2217	360	2000	4953	40.4
Grande-Vallée	10934	22854	11809	4449	50048	8.9
Cloridorme	465	24924	5635	4811	35834	13.4
St-Maurice	583	32984	5884	3169	42620	7.4
Rivière au Renard	395	81593	13422	1665	97076	1.7
Anse au Griffon	373	28445	2918	2555	34292	7.4
Cap des Rosiers	35	23383	2197	4986	30600	16.3
Petit-Caspé	1393	4582	2079	-	8054	0.0
St-Georges	352	8317	372	3949	13090	30.2
Barachois	221	-	-	7561	-	-
Percé	48	10881	4396	4383	19709	22.2
L'Anse à Beaufile	2510	11880	853	14364	29710	48.3
Ste-Thérèse	1744	8234	786	10439	21203	49.2
Grande-Rivière	1749	34173	10065	11425	57411	19.9
Newport	1002	33399	9483	15875	59758	26.6
L'Anse aux Gascons	2532	9569	6222	1999	20323	9.8
Paspébiac	250	15643	571	14833	31297	47.4
Ruisseau Leblanc	649	5682	1851	136	8319	1.6
Carleton	1887	20640	7667	135	30708	0.4

1. Voir note #99. Soulignons toutefois que la valeur des immobilisations est souvent trompeuse. Quelques syndicats ont pu louer des terrains et des bâtiments. Certains ont misé sur le filetage de la morue, d'autres ont mis l'accent sur le séchage et le salage; nous ignorons l'importance respective des déboursés que pouvait occasionner l'adoption de l'un ou l'autre de ces procédés de transformation.

La corrélation entre le chiffre des ventes et la valeur des immobilisations, dépréciations comprises, n'est pas plus évidente. L'examen des statistiques compilées dégage une série de paradoxes qui mettent en cause la rationalité des politiques d'investissement. Malgré une production et un actif bien inférieurs à ceux de Rivière au Renard, par exemple, les syndicats de Sainte-Thérèse et de l'Anse à Beaufils ont immobilisé des capitaux beaucoup plus considérables. On accordera toutefois que la construction des ateliers a généralement été marquée au coin de la prudence, même si les octrois du gouvernement ont souvent totalisé les trois quarts des mises de fonds requises. "Laissez-moi vous dire que quand il est question de capital il est difficile de convaincre les membres"(2), écrivait le gérant de l'Anse au Griffon, déjà assuré de toucher en prêts et en octrois dix des douze mille dollars requis pour l'aménagement d'un nouvel atelier. Cette parcimonie procède peut-être d'une méfiance instinctive à l'égard des nouveaux procédés de transformation. Elle découle surtout du faible revenu des pêcheurs, de leur désaffection, de leurs incertitudes face à l'avenir. Si l'idée d'une prise en mains collective du processus de transformation sourit à plusieurs, les coopératives sont petites, leur liquidité réduite, et on redoute toujours l'aventure financière. En 1946, aucune coopérative n'a donc été déficitaire (Cf. tableau XIII) et le remboursement des emprunts ne représentait qu'une fraction minime des coûts d'opérations. Au mois de décembre, l'attention des sociétaires était fixée sur les montants réalisables, grossis par les

2. APU, Marie-Louis Bouchard, gérant à l'Anse au Griffon, à A.J. Boudreau, 3 décembre 1946.

comptes recevables des membres et par la ristourne attendue de la centrale au printemps, dont on n'allait prélever que 7 ou 8% pour parer aux immobilisations et aux déboursés imprévus.

Le gouvernement provincial avait aussi sa part de responsabilités. Par ses octrois, ses devis techniques et ses installations - entrepôts frigorifiques, hangars à classification, négères -, le Ministère des Pêcheries a joué le jeu de la décentralisation en dosant savamment partisanerie et paternalisme. De telles pratiques désamorçaient à l'avance tout effort de planification inspiré de véritables principes directeurs. Dans ce contexte, les plus persuasifs ou les mieux disposés ont beaucoup obtenu en multipliant les requêtes; d'autres ont végété.

Les nombreuses plaintes proférées au sujet des entrepôts frigorifiques gouvernementaux (3) montrant que les deniers publics n'ont pas toujours été utilisés à bon escient, même si la prolifération des producteurs compromettait au départ la satisfaction de tous les besoins locaux. Voici quelques exemples précis. Les sociétaires de Ruisseau-Le-

3. La panoplie des griefs est étendue: les entrepôts sont mal aménagés (cf. APU, Marie-Louis Chouinard, gérant de l'Anse au Griffon, à Camille-Eugène Pouliot, ministre des Pêcheries, 25 novembre 1946), trop petits (Procès-verbal de la réunion du bureau de direction de Saint-Maurice, 22 avril 1945), et le taux de location exigé, trop élevé, devrait être fixé au prorata de l'usage (APU, Elie Bisson, gérant à Grande-Rivière, à A.J. Boudreau, 25 novembre 1946). La liste des exemples pourrait être sensiblement allongée. Soulignons que la location des entrepôts coûtait cher aux coopératives, qui se croyaient d'autant plus justifiées d'exiger satisfaction (Cf. APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 7 mai 1942.

blanc ont réclamé en vain de 1943 à 1946 que soit portée à six tonnes la capacité quotidienne de congélation de l'entrepôt frigorifique local (1½ tonne). En 1944, il a donc fallu livrer à Carleton une partie de la production en privant les employés du syndicat de plusieurs journées ouvrables et les sociétaires d'une partie de leur ristourne (4). En août et en septembre, les pêcheurs ont dû ralentir leurs activités durant cinq semaines parce que la boëtte se raréfiait à vue d'oeil: "...nous n'avons pas pu en congeler ici le printemps dernier en quantité suffisante... Enfin, j'ai réussi à en avoir de Gascons à \$2.00 le baril...", écrivait le gérant de l'endroit. Une évaluation sommaire a établi à \$10,000. (5) les pertes encourues annuellement par le syndicat (6). Pendant ce temps, à Mont-Louis, les sociétaires n'utilisaient guère l'entrepôt aménagé dans leur localité parce que celui de l'usine régionale de Matane, plus spacieux, répondait mieux à leurs besoins (7). A Newport, les sociétaires n'avaient aussi en principe que l'embaras du choix; deux congérateurs avaient en effet été aménagés dans les limites de la municipalité, l'un à Newport même, l'autre à Newport Ilots, un hameau

4. APU, Lazare Arsenault, gérant à Ruisseau-Leblanc, à A.J. Boudreau, 22 août 1944.

5. Ibid., 13 septembre 1944.

6. APU, procès-verbal de la réunion du bureau de direction de Ruisseau-Leblanc, 17 novembre 1946. On a refusé en conséquence de continuer à payer les frais de location pour l'entreposage.

7. APU, Joseph Lemieux, directeur à Mont-Louis, à A.J. Boudreau, 14 novembre 1946.

voisin. Mais le premier, trop exigü et accaparé par une récolte de bleuets, ne répondait pas aux besoins des pêcheurs tandis que le second était trop éloigné pour la majorité d'entre eux... (8).

En somme, la décentralisation, respectueuse de régionalismes dont nous ne contestons pas la légitimité, a présenté de nombreux inconvénients sur le plan administratif. Trois obstacles majeurs confrontaient alors les coopérateurs:

1. Le sous-développement de la région concernée, dont le faible capital financier et humain compromettait à l'avance le travail des promoteurs;
2. Le défi monumental que posait à la centrale l'encadrement de multiples unités de base;
3. L'opportunisme et l'inefficacité relative des politiques gouvernementales.

Pêcheurs-Unis, qui disposait de moyens limités pour mener à bien une tâche ambitieuse, devait pouvoir compter sur un appui soutenu des autorités gouvernementales. Sinon le cercle vicieux bouclé par les deux premiers obstacles relevés ci-haut ne pouvait qu'inéluctablement se resserrer. Malheureusement, les officiers de la centrale ont vite rangé le Ministère provincial des Pêcheries au nombre de leurs adversaires...

C. ADVERSAIRES ET INGERENCES

A Mgr Ross, qui l'avait une fois de plus assuré de son appui,

8. APU, Freddie Grenier, gérant à Newport, à A.J. Boudreau, 25 septembre 1941.

Alexandre J. Boudreau écrivait: "Vous ne sauriez croire, Excellence, à quel point j'en ai besoin... alors que les attaques me viennent des milieux les plus inattendus" (9). Les commentaires évoquant l'existence d'une conspiration ourdie contre Pêcheurs-Unis et les institutions qui lui avaient donné naissance se sont multipliés au fil des ans. Jamais n'a-t-on accusé publiquement et nommément les présumés responsables, ces politiques et fonctionnaires pourvoyeurs d'octrois dont on devait encore se ménager les faveurs. Seuls quelques observateurs prestigieux ou particulièrement audacieux ont osé désigner les "adversaires" du mouvement en des termes à peine voilés. L'Evêque de Gaspé a été de ce nombre:

"Il ne faut pas croire que les adversaires de la coopération sont disparus. Ils se sont au contraire multipliés et ils ont des points d'appui jusqu'en hauts lieux... Vous ne savez pas tout ce qui se passe dans les coulisses. Des fonctionnaires du gouvernement de Québec et d'Ottawa, dont quelques-uns ont été la cause de nos ennuis passés, travaillent encore contre nous" (10).

Semblable méfiance découlait d'un manque général de collaboration des autorités gouvernementales. Financièrement, le Service Social-Economique et l'Ecole Supérieure des Pêcheries n'ont pu que vivoter. Fixé à \$8,000.00 en 1940, abaissé à \$3000.00 l'année suivante (11), porté

-
9. ACP 0.1.3, Alexandre Boudreau à Mgr F.X. Ross, non daté.
 10. Mgr F.X. Ross, La coopération chez les pêcheurs, s. l., SSE, 1944, pp. 7-8.
 11. Pêcheurs-Unis a alors vivement protesté; cf. APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 14 mai 1941; cf. aussi Ensemble, V. 3, no 6, juin-juillet 1942.

à \$5000.00 en 1942 (12), jamais l'octroi versé au SSE par le ministère fédéral des Pêcheries n'a permis à cette institution de se développer au gré de ses initiateurs, qui ont souvent réclamé sans l'obtenir une subvention supérieure à dix mille dollars (13). A plusieurs reprises, mais sans succès, Pêcheurs-Unis a exigé un octroi provincial en faveur du SSE (14). Comme l'a démontré l'épisode du "Toubib", relaté au second chapitre, l'Ecole Supérieure des Pêcheries n'a pas été mieux pourvue. Son budget annuel a été réduit de \$25000.00 à \$15000.00 en 1944 (15). Les coopérateurs, de pair avec les responsables de l'institution, ont souvent déploré la parcimonie du ministère provincial des Pêcheries en matière d'enseignement et de recherche (16). En 1948 par exemple, le gouvernement devait en principe octroyer à l'Ecole une subvention de \$8000.00 en vertu d'un programme quinquennal de recherches océanographiques et de pêche expérimentale élaboré l'année précédente. Pour un peu, il aurait été possible de poursuivre les travaux pionniers naguère entrepris par le Commandant Lucien Beaugé. L'engagement ne fut toutefois pas tenu,

12. APU, procès-verbal de la convention..., 11 et 12 mai 1942.

13. Ibid., 23 et 24 mars 1944. Roland Martin du SSE a souvent évoqué avec nous la maigreur des subventions dont le sénateur Joseph Jean, frère de François-Xavier, directeur du SSE, facilitait le renouvellement; cf. entrevue avec Roland Martin, 3 avril 1975.

14. Ensemble, V. 4, no^o 11, novembre 1943.

15. APU, procès-verbal de la convention annuelle, 23 et 24 mars 1944.

16. A Pleines Voiles, V. 3, no 1, 15 janvier et V. 3, no 3, 15 mars 1947.

le ministère n'ayant versé que \$3000.00 aux chercheurs (17).

Les autorités gouvernementales ne se sont pas montrées plus prodigues envers Pêcheurs-Unis, dont on connaît déjà l'expansion rapide et les succès initiaux. Coopérative de second degré, la fédération a été apparemment "oubliée" par l'Etat. L'octroi de \$30000.00 consenti à la centrale en 1939, à l'époque des premières fondations, n'a pas été renouvelé malgré une promesse formelle à cet effet (18). Le ministère n'a pas davantage contribué financièrement à l'aménagement des diverses succursales de la fédération. Porté au pouvoir en août 1944, le gouvernement de l'Union Nationale a refusé de donner suite à une promesse électorale des libéraux qui s'étaient engagés à rembourser les frais encourus par Pêcheurs-Unis lors de la construction de la succursale des ventes à Québec (19). "Et les octrois de \$126,000.00 par année à la Clarke Steamship? clamait Boudreau. Et les octrois de toutes sortes aux petits commerçants de poisson?" (20). Malgré des requêtes répétées, le gouverne-

17. Louis Bérubé a fait savoir son mécontentement au trésorier provincial, Onésime Gagnon, en des termes peu équivoques (ACP 12.1, Louis Bérubé à Onésime Gagnon, 5 mai 1948). Une fois de plus, les chercheurs de l'Ecole ont dû se contenter d'appareiller pour un mois à peine à bord de la "Jeanne D'Aro", petite barque de pêche mue par un faible moteur de 10 cv (RGWCP, 1948-49, pp. 87-88).

18. APU, Marcel Bélanger, "Le mouvement coopératif chez les pêcheurs", mémoire manuscrit, 3 octobre 1951. Dans une lettre adressée à Mgr Albini Leblanc, Evêque de Gaspé, le président et le vice-président de Pêcheurs-Unis ont lié ce changement d'attitude à l'avènement au pouvoir du parti libéral en 1940 (CA ACP 13.2, Philippe Dunn et Polydore Grenier à Mgr Albini Leblanc, 22 octobre 1948). A cette époque, les coopératives agricoles recevaient pourtant une subvention annuelle équivalente à 1% de leur chiffre d'affaires (APU, procès-verbal du conseil..., 11 septembre 1940).

19. APU, procès-verbal du conseil..., 3 novembre 1944.

20. APU, A.J. Boudreau, mémoire manuscrit, 4 septembre 1948.

ment ne s'est pas non plus porté garant des emprunts contractés par la centrale auprès des banques afin d'assurer le versement des avances faites aux sociétaires sur la vente de leurs produits (21). Il n'a pas toujours défrayé spontanément les frais occasionnés par le camionnage du poisson le long du littoral nord de la péninsule; à une reprise, en 1944, il a, sans prévenir, abaissé sa contribution de \$18,000.00 à \$10,000.00, obligeant Pêcheurs-Unis et les coopératives concernées à déboursier un montant substantiel (22). Quant aux coopératives locales, elles ont protesté contre le loyer imposé par le gouvernement aux usagers des entrepôts frigorifiques; les nombreuses doléances exprimées par les gérants ont incité la centrale à vainement intercéder auprès du ministère en 1945:

"Attendu que les pêcheurs du Québec retirent encore aujourd'hui de leur dur labeur une rémunération à peine adéquate et sont toujours dans une position d'infériorité vis-à-vis les autres classes laborieuses, attendu que les pêcheurs paient déjà pour la réfrigération et l'entreposage de leur poisson des sommes considérables (près de \$23,000.00 en 1944 pour les coopératives de la Gaspésie seulement); attendu que les pêcheurs ne veulent pas retourner dans la période d'après-guerre au système des secours directs et qu'il est essentiel de leur faciliter cette indépendance en les exemptant dans la mesure du possible de toute imposition de frais additionnels, il est proposé par Philippe Dunn, secondé par Jos B. Alain, et adopté à l'unanimité que les directeurs des Pêcheurs-Unis de Québec, tout en admettant le bien-fondé de la politique du Ministère

21. Ibid. Ce n'était pourtant pas faute de précédents.- Ainsi une loi fédérale votée en 1939 autorisait-elle le ministre de l'Agriculture à garantir de tels emprunts lorsque la conjoncture économique ou les problèmes inhérents à un secteur d'activités le justifiaient. (A Pleines Voiles, V. 14, no 10, octobre 1957).

22. APU, A.J. Boudreau, mémoire manuscrit, 4 septembre 1948.

Provincial des Pêcheries d'imposer un loyer pour l'usage de ses immeubles, considèrent cette politique inopportune et onéreuse pour les pêcheurs et demandent à l'honorable Ministre des Pêcheries de retirer cette mesure ou d'accorder une réduction substantielle dans les taux actuellement en vigueur" (23).

On a aussi dénoncé l'incompétence du personnel affecté à l'inspection du poisson destiné aux organismes réquisitionnaires" (24). Chaque saisie de livraisons "impropres à la consommation" a donné lieu à de vives contestations: on réclamait du ministère qu'il dédommage les producteurs, alléguant que ses entrepôts de congélation étaient inadéquats et ses inspecteurs illettrés, sinon corrompus (25).

De là à accuser le gouvernement de favoritisme politique, il n'y avait qu'un pas, vite franchi. D'après les nombreux griefs formulés, le patronage, toujours difficile à cerner, a été pratiqué sur une vaste échelle, qu'il s'agisse d'attribuer les permis indispensables aux pêcheurs de saumon, de désigner les inspecteurs gouvernementaux, les ouvriers responsables de la rénovation d'une neigère, le site d'un atelier

23. APU, procès-verbal du conseil..., 8 mai 1945.

24. Pêcheurs-Unis, Rapport annuel 1945-46, p. 25. On trouvera semblables propos sur le régime d'inspection en vigueur dans les provinces maritimes dans John Tougas Croteau, Craddled in the waves, Toronto, Ryerson Press, 1951, p. 94.

25. APU, J.A. Denis, gérant à Saint-Maurice, à A.J. Boudreau, 18 septembre 1945. Aussi, par exemple: Procès-verbal du conseil..., 14 août 1945.

de transformation ou un sous-contracteur en camionnage de poissons (26). Plusieurs pressions ont été exercées sur le ministère par l'Institut Biologique de la Faculté des Sciences de l'Université Laval dont le directeur, frère du docteur Arthur Labrie, sous-ministre, se trouvait confronté à de sérieux problèmes de recrutement (27). Les dirigeants de l'Ecole Supérieure des Pêcheries, déjà victimes de la parcimonie gouvernementale, se sont donc vus reprocher de n'avoir pas établi l'institution à Gaspé ou à Québec (28). On a aussi affirmé qu'ils faisaient double emploi et que la recherche océanographique ne devrait normalement relever que de l'Université Laval (29).

Les dirigeants de Pêcheurs-Unis, on le concevra aisément, se sont surtout élevés contre les privilèges apparemment consentis à ces marchands indépendants dont ils redoutaient la concurrence. En 1942,

26. APU, procès-verbal du conseil..., 8 et 9 mai 1945; on s'est fréquemment plaint des considérations politiques qui ont présidé à la nomination d'inspecteurs, de classificateurs (Cf. APU, procès-verbal du conseil..., 14 août 1945) de journaliers (Cf. APU, Lazare Arsenault, gérant à Ruisseau-Leblanc, à A.J. Boudreau, 4 août 1941) etc. La députation provinciale a sans doute joué un rôle-clé à cet égard, tel ce Perrault Casgrain, député de Gaspé-Nord, qui veillait sur ses commettants avec un soin jaloux (Cf. APU, procès-verbal du conseil..., 7 mai 1942).

27. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975; cf. aussi APU, F.X. Jean à Mgr Albini Leblanc, Evêque de Gaspé, 24 septembre 1948.

28. Allocution du commandant Lucien Beaugé à l'emploi de l'Ecole relatée dans Le Devoir, 20 juin 1944.

29. Edgar Rochette, ministre, a clairement établi la nature des pressions exercées dans le cadre d'un débat tenu à l'assemblée législative et relaté dans L'Evenement - Journal, 29 avril 1942.

Philémon Huard, gérant de l'Anse aux Gascons, observait laconiquement:

"Il se fait un dur combat ici sur les prix; ce matin la morue est 04¢ la livre chez les indépendants" (30). L'année suivante, Octave Parisé son successeur, décrivait les effets de cette impitoyable guerre des prix:

"Il est bien regrettable de vous faire savoir que nous avons bien de la misère à garder nos membres, à cause du prix de la morue. Ils prétendent que deux sous et demi est un prix trop différent avec les marchands indépendants qui viennent acheter aux portes à cinq sous la livre, payé comptant. Nous sommes en train de perdre plusieurs membres. Ils veulent avoir au moins trois sous. Nous sommes organisés pour sécher, mais si ça continue nous nous verrons forcés de fermer nos bâtiments à morue sèche. Nous avons des employés et si nous n'avons pas d'ouvrage à leur donner ils quittent, et je vous assure que les hommes sont rares" (31).

Les noms de Louis T. Blais, Glovan & Dion, Bourbonnais, Hymans, Gaul et d'autres encore ont ainsi figuré au nombre des compétiteurs qui ne désiraient rien de moins que fausser le mécanisme de la coopération. "Les indépendants...promettent plus de beurre que de pain" (l'Anse aux Gascons); "Bourbonnière distribue l'argent à pleines mains" (Saint-Maurice); "je suppose que c'est pour essayer de nous décourager" (Newport); "c'est juste pour donner de la misère aux syndicats" (Grande-Vallée) (32).

30. APU, Philémon Huard, gérant à l'Anse aux Gascons, à A.J. Boudreau, 21 juillet 1942.

31. APU, Octave Parisé, gérant à l'Anse aux Gascons, à A.J. Boudreau, 9 juin 1943.

32. Dans l'ordre: APU, Philémon Huard à A.J. Boudreau, 10 avril 1942; commentaire anonyme en provenance de Saint-Maurice, 28 mai 1944; Freddie Grenier, gérant à Newport, à A.J. Boudreau, 25 septembre 1941; J.A. Fournier, gérant à Grande-Vallée, à A.J. Boudreau, 5 novembre 1947.

D'aucuns ont même voulu concurrencer les coopératives en les imitant: en 1942, un nommé Derome, financé par Joseph Gamache, commerçant de Saint-Jean Port-Joli (la Quebec Agency Rgd), a regroupé plusieurs pêcheurs de Mont-Louis, Pointe-Madeleine et Mont Saint-Pierre sous l'égide de l'éphémère Société Protectrice des Pêcheurs de la province de Québec Enrg.

Les fondateurs de cette pseudo-coopérative, qui promettaient aux pêcheurs l'autogestion et de meilleurs prix versés dans des délais rapides, ont momentanément porté un dur coup aux coopératives desservies par la succursale de Matane (33).

Devant ces ingérences répétées, les commentaires des officiers de la centrale, tantôt triomphalistes ("(Le marchand)...pressé dans ses derniers retranchements, il se débat comme un diable dans l'eau bénite", écrivait Boudreau pour encourager les siens (34)), tantôt alarmistes (35),

33. APU, copie du procès-verbal de l'assemblée de fondation de la Société ..., 12 juillet 1942. On précise que les prix versés ne devront jamais être inférieurs à ceux de Pêcheurs-Unis; cf. aussi APU, Léo Bérubé à A.J. Boudreau, 9 septembre 1942. Bérubé a vainement tenté de ramener au bercail les sociétaires séduits par la nouvelle "Société".

34. A Pleines Voiles, V. 2, no 1, 1er janvier 1946.

35. Cet éditorial de l'abbé Gérard Guité rend bien l'inquiétude des officiers de Pêcheurs-Unis: "Dans trop de nos paroisses, c'est (sic) malheureusement les commerçants, les capitalistes, les adversaires de la coopération qui organisent autour de leurs comptoirs leurs petits cercles d'études, exploitent sans se laisser les faiblesses et les erreurs du mouvement, sèment le doute, la discorde et la défiance chez nos meilleurs pêcheurs..." (Cf. A Pleines Voiles, V. 3, no 12, 15 décembre 1947).

montrant qu'on était résolu à engager le combat. Lorsque le ministère appuyait trop ouvertement les initiatives des marchands indépendants, Pêcheurs-Unis protestait avec véhémence, faisant jouer ses relations au besoin. Parce que la coopérative de l'Anse aux Gascons, en pleine réorganisation, n'utilisait pas à sa pleine capacité l'atelier de l'endroit, exceptionnellement construit par le ministère, celui-ci fut loué en 1946 à un nommé Ramier, réputé fervent organisateur politique de M. Henri Jolicœur, député provincial de Bonaventure. Selon Paul-Emile Larocque, gérant de la succursale de Gaspé, l'abbé Guités s'est empressé de tout raconter à l'Evêque de Gaspé, "... insistant que (sic) Ramier ne parle pas un mot français... Mgr lui a répondu qu'il fallait que l'usine revienne aux Puq et de se servir des journaux s'il le fallait..." (36). La querelle fut si vive que le nouveau locataire se vit dans l'obligation de demander la protection de la police qui disposa quelques agents en faction devant les portes de l'atelier.

Dans ce contexte, la détérioration progressive des relations entre Pêcheurs-Unis et le ministère provincial des Pêcheries était inévitable. En 1944, la fédération n'a pas hésité à dénoncer l'accord de 1922 qui permettait à la province d'assumer la régie administrative de ses pêcheries. On établissait à 25% du total la somme des contributions versées par les citoyens de la province au trésor fédéral; un calcul simpliste, qui ne tenait pas compte de la faible importance relative de

36. APU, P.E. Larocque à A.J. Boudreau, 1er et 6 août 1946; cf. aussi APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 28 août 1946.

la pêche dans l'économie québécoise, montrait que le ministère fédéral des Pêcheries avait en retour réinvesti ici moins du cinquième des montants souscrits par les québécois. Bref, les pêcheurs québécois, vendus pour un plat de lentilles, étaient laissés pour compte (37). Pêcheurs-Unis a aussi réclamé que le gouvernement fédéral ait pleine juridiction sur l'inspection du poisson, soulignant l'"incurie de la province" en cette matière (38). Au moins à trois reprises, malgré les pressions exercées par les autorités gouvernementales, on a refusé d'adhérer à l'Association des Producteurs et Exportateurs de Poissons (39) pour réclamer plutôt la création d'un comité consultatif rattaché au ministère, lequel sera convoqué pour la première fois en 1946 (40).

L'attitude peu conciliante de la fédération lui a attiré les foudres de Valmore Bienvenue (Libéral) et Camille-Eugène Pouliot (Union Nationale) (41), ministres titulaires des pêcheries. Pour la première

37. APU, Pêcheurs-Unis, Les problèmes d'après-guerre, mémoire manuscrit, 1944, pp. 23-24. Cf. aussi Georges Lafontaine, Le coopératisme et l'organisation économique de la Gaspésie, Montréal, Valiquette, 1940, p. 27.

38. A Pleines Voiles, V. 3, no 2, 1er février 1947.

39. APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 14 mai 1941, 30 juin 1943 et 14 janvier 1944.

40. A Pleines Voiles, V. 2, no 2, 1er février 1946. Pêcheurs-Unis a délégué trois de ses officiers; les trois émissaires des marchands étaient E.A. Bouillon, gérant-général chez Robin, Jones & Whitman (Paspébiac), Louis T. Blais (La Tabatière, basse Côte-Nord) et René Roy (Port-Daniel). La principale résolution adoptée à cette occasion dénonçait l'incompétence des inspecteurs gouvernementaux.

41. Médecin à Cap-d'Espoir dès 1924, Camille-Eugène Pouliot a été élu à la mairie de cette localité en 1930. Devenu député en 1936, il sera réélu en 1939 et en 1944. Il a été nommé ministre de la Chasse et des Pêcheries par Maurice Duplessis la même année. Cf. Alphonse Loiselle, La Gaspésie d'aujourd'hui (La Bretagne canadienne), Montréal, Ed. Albert Loiselle, 1948, p. 54.

fois en 1944, Bienvenue n'a délégué aucun représentant à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis (42). Pouliot, qui l'imita l'année suivante, voulut malgré tout disposer d'un compte-rendu circonstancié des délibérations en dépêchant sur les lieux une sténographe qui se vit refuser l'accès à la salle où étaient réunis les délégués (43). De plus en plus, la situation s'envenimait. Parfois à titre personnel (44), parfois au nom du conseil d'administration (45), Alexandre Boudreau accusait le gouvernement de collusion avec les marchands indépendants ("Qu'importe que le pêcheur de Cloridorme ou de Saint-Antoine crève de faim, pourvu que la compagnie paie des dividendes! Et le croiriez-vous, ils sont écoutés par la plupart des gouvernants... La caisse électorale, vous savez, c'est un argument pesant" (46). A en croire l'administrateur-général de Pêcheurs-Unis, la prospérité des coopératives inquiétait leurs concurrents qui avaient trouvé à Québec une oreille compatissante. Le ministre ne ménageait ses faveurs à l'organisation que pour mieux la contrôler. Ce jugement sévère n'était pas totalement dénué de fondements. Pour justifier son refus d'octroyer à la fédération l'aide financière qu'elle réclamait depuis longtemps, Pouliot écrivit au conseil d'administration: "Il ne faut pas oublier non plus que si l'administration générale de Pêcheurs-Unis désire de l'assistance, il ne serait que juste que le gouvernement ait un contrôle sur cette administration et sur les ar-

42. APU, procès-verbal de la convention..., 23 et 24 mars 1944.

43. APU, procès-verbal du conseil..., 19 mars 1945.

44. APU, A.J. Boudreau à Philippe Dunn, président à Cap des Rosiers, 28 février 1948.

45. APU, A.J. Boudreau à C.E. Pouliot, ministre, 8 novembre 1944.

46. A Pleines Voiles, V. 2, no 1, 1er janvier 1946.

gents que leur (sic) seront versés" (47). Une double répartie, vive, cinglante, parvint promptement au ministre: "Si le principe était admis, écrivait Boudreau, il faudrait alors un contrôle du gouvernement sur les Caisses Populaires, et surtout sur certaines compagnies qui reçoivent des subaides beaucoup plus substantiels depuis des années"(48). Le conseil d'administration, pour sa part, ratifia à l'unanimité la résolution suivante: "...les directeurs de Pêcheurs-Unis expriment à l'Honorable Ministre des Pêcheries leur grand désappointement et leur profonde désillusion pour son manque de collaboration manifestée depuis sa nomination au poste de ministre..."(49).

Ainsi donc, bien avant que le second conflit mondial n'ait pris fin, les responsables et animateurs de la jeune fédération croyaient avoir clairement identifié leurs adversaires.

* * * * *

"La coopération, c'est un individualisme qui devient associationniste sous le coup de la nécessité de l'association pour réaliser une certaine quantité et qualité de production"

François-Albert Angers, La coopération, de la réalité à la théorie économique, Montréal, Fidès, 1974, p. 26.

Le second chapitre, intitulé La renaissance du mouvement coopératif, a montré que l'expansion rapide de Pêcheurs-Unis au cours de la

47. APU, C.E. Pouliot, ministre, A.J. Boudreau, 20 octobre 1944.

48. APU, A.J. Boudreau à C.E. Pouliot, ministre, 8 novembre 1944.

49. APU, procès-verbal du conseil..., 3 novembre 1944.

seconde guerre mondiale tenait à une conjoncture économique favorable et à un effort de promotion considérable. Déjà toutefois certains passages annonçaient la teneur du présent chapitre (Problèmes de croissance) qui a montré la portée limitée de l'idée d'association, les inconvénients de la décentralisation et les réserves, voire l'hostilité, suscitées par la croissance rapide de l'organisation coopérative.

Le premier âge de Pêcheurs-Unis, qui devait prendre fin peu de temps après la guerre, n'a marqué ni l'éclosion d'un mouvement social à caractère politique, ni celle d'une simple entreprise représentant une coalition d'intérêts en quête de profits. La fascination qu'exerce le concept de mouvement en sciences sociales tient en partie à ses nombreuses possibilités d'application dans un vaste champ analytique qui coiffe à la fois la sociologie des associations et la science politique. Selon le politicologue Walter D. Young, auteur d'une magistrale étude sur le parti C.O.F., un véritable parti politique sacrifiera volontiers les éléments les plus compromettants de son programme en vue d'arracher une victoire électorale, tandis qu'un mouvement politique ne renoncera pas à la poursuite d'un idéal plus élevé et clamera bien haut son désir d'instaurer de nouveaux rapports entre les hommes fondés sur la vision du monde qui lui est propre (50). Du "mouvement" politique au "mouvement" coopératif, il y a toutefois un pas difficile à franchir. Le premier incarne un idéal fondé sur la légitimité et le contrôle du pouvoir. Le second

50. Walter D. Young; The anatomy of a party: the national CCF, Toronto, University of Toronto Press, 1969, pp. 3-5.

exerce des fonctions économiques et ne peut faire abstraction de l'avoir, souvent synonyme de prudence, de conformisme, d'acculturation. A la limite, un mouvement qui ne serait que politique pourrait survivre en consacrant la totalité de ses efforts à la réalisation d'objectifs à long terme, par exemple à un lent processus de conscientisation. Il n'en va pas de même de l'organisation coopérative, qui ne peut jamais faire abstraction des préoccupations socio-économiques de ses membres, non plus que des règles les plus élémentaires imposées par le système capitaliste (51).

Dans cette optique, on comprend mieux la teneur et la portée limitée de l'idéal coopératif véhiculé par les propagandistes et principaux porte-paroles de Pêcheurs-Unis. Ceux-ci ont diffusé par le truchement des médias et de relations souvent individualisées un message porteur d'une interprétation partielle et partielle de la réalité, comme il sied à toute idéologie. Ils ont affiché un grand respect de la personne humaine, de sa dignité, de son droit à l'auto-détermination et à un niveau de vie décent. Parce qu'elle avait, croyait-on, conduit à l'exploitation du pêcheur par un petit nombre, l'omniprésence de l'entreprise privée a été remise en question. L'élite locale, trait d'union entre les

51. Nous partageons l'opinion de Mario Dumais qui dénonce la théorie de la "troisième voie". Dumais écrit: "Il s'agit là...d'une perspective qui situe sur le même plan des réalités qui sont de genres différents. Alors que le socialisme et le capitalisme sont des modes de production, la formule coopérative est tout simplement une modalité juridique d'organisation de l'entreprise...". Cf. Mario Dumais, "Coopératives et Capitalisme" dans RHAF, Vol. 29, no 4, mars 1976, pp. 555-557.

instances politiques et la population, traditionnellement jalouse de ses privilèges, de son ascendant, de son prestige, a été invitée à faire preuve d'un plus grand désintéressement en vue du bien commun. Et l'Etat devait, dans ce contexte, répondre aux besoins collectivement exprimés par les travailleurs tout en conférant à son intervention un caractère supplétif.

Ces conditions réunies n'aboutiraient toutefois à rien aussi longtemps que le pêcheur lui-même, au terme d'un long processus de régénérescence morale, ne serait pas prêt à prendre en mains sa destinée. Nous sommes ici aux antipodes du type idéal de bureaucratie dont le sociologue allemand Max Weber a proposé une analyse devenue classique (52). Le projet élaboré par les propagandistes de la coopération n'intégrait pas les préceptes de la rationalisation administrative: recherche de l'efficacité, spécialisation et hiérarchisation des fonctions, codification de règles impersonnelles appliquées sous le couvert de l'anonymat, centralisation des pouvoirs etc. On a au contraire promu la valeur morale de la coopération en tissant un réseau de relations personnalisées et informelles; on a voulu assurer le respect des autonomies locales en suscitant la pratique d'une démocratie peu paperassière, solidement incarnée dans le quotidien (les ordres montent, les informations descendent).

Ce message, nous l'avons déjà constaté, préconisait moins un chambardement des structures sociales que l'adoption d'une éthique réfor-

52. Jean Duvignaud (en coll.). La sociologie, guide alphabétique, Paris, Denoël, 1972, pp. 52 et sq.

miste visant à établir de nouveaux consensus. La notion de pouvoir a été reléguée à l'arrière-plan. L'eau n'a été agitée qu'en surface, aucun remous durable n'a été créé. Plus tard, des préoccupations à court terme devaient totalement effacer ce qui subsistait encore de l'idéal associationniste. En 1946, rien de tout cela n'était clair. La confusion régnait et la fédération, écartelée entre son idéal et les nécessités du moment - on songe aux multiples fonctions assumées par Alexandre J. Boudreau, paradoxalement à la fois propagandiste et administrateur -, trouvait sur son chemin trop de chats à fouetter.

Même s'ils ont bien accueilli les propagandistes, même s'ils ont souvent collaboré avec eux, les sociétaires - qui les en blâmeraient? - ont d'abord voulu améliorer leur sort à brève échéance. Leur appui n'a jamais été, dans l'ensemble, que conditionnel. La collaboration des élites elles-mêmes, notamment celle de la députation et du clergé, n'a jamais été complètement désintéressée. L'Etat a peu appuyé le SSE, s'est montré parcimonieux envers la fédération, et a distribué indifféremment, sans effort planificateur, ses octrois et ses installations entre coopérateurs et producteurs privés. Loin de disparaître, ces derniers ont livré une chaude lutte à Pêcheurs-Unis.

Plongés dans un dilemme (comment concilier valeurs et gestion? Principes et affairisme? Mouvement et entreprise?), la centrale n'a jamais pu résoudre clairement le problème posé par ses propres contradictions internes. La qualité de son leadership, tant moral qu'administratif, en a souffert. L'opération décentralisation, conforme au contenu

du message, s'est avérée coûteuse: la fédération, malgré un certain travail d'encadrement entaché de paternalisme, n'a pas pris toutes les précautions souhaitables et les gestionnaires locaux n'ont pas toujours été à la hauteur de la situation. Les relations avec l'Etat, souvent tendues en raison du statut privilégié que revendiquaient les coopérateurs, ont alimenté la méfiance des hommes publics et peut-être même suscité des représailles occasionnelles. En même temps, rassurée par la pratique des contingentements ainsi que par la popularité apparente de la doctrine coopératiste, la fédération tablait sur l'élévation des prix et l'accessibilité des marchés offerts aux producteurs de poissons frais et congelés pour se donner de nouvelles tentacules. Le prochain chapitre montrera à quel point elle n'a pas su, ce faisant, protéger ses arrières.

CHAPITRE IV

LA CRISE DE L'APRES-GUERRE ET SES SUITES (1947-1950) (A la croisée des chemins)

Tout comme au lendemain du traité de Versailles, les années qui ont suivi l'armistice sont venues confirmer les prévisions les plus pessimistes. Moins d'un an après la cessation des hostilités, la pratique des réquisitions avait été abandonnée, la loi de l'offre et de la demande avait recouvré ses droits et plusieurs flottes de pêche européennes, augmentées d'un matériel prélevé à même les surplus de guerre, avaient repris le large, inondant déjà le vieux continent de leurs produits. Plusieurs pays dont l'Angleterre, principal consommateur de poissons congelés, contingentaient en outre leurs importations pour équilibrer leur balance des paiements et résoudre leurs difficultés de change.

Dans l'immédiat, les conséquences de ce retour à la normale ont été durement ressenties en Gaspésie. En 1947, le prix moyen de presque toutes les espèces a fléchi considérablement (1); à elle seule, la valeur de la morue au débarquement a diminué de 35% en moins d'un an, chute brutale, sans transition, liée à l'exigüité de ces marchés jadis friands de produits congelés, denrées rémunératrices pour leurs producteurs (2). Hâtivement, on s'est tourné vers les anciens procédés de

1. RGMCP, 1947-48, p. 84.

2. Ibid., pp. 15, 80-81; à l'échelle provinciale, les exportations de produits congelés via l'Europe, évaluées à 13 millions de livres en 1946, ont à peine atteint les deux millions et quart de livres l'année suivante. Seul le marché nord-américain est demeuré ferme. Cf. aussi A Pleines Voiles, V. 3, no 8, 15 août 1947.

transformation, naguère tombés en désuétude, et le séchage comme le salage ont vite marqué le pas sur les produits frais ou congelés (3). Parallèlement, au moment le moins opportun, l'inflation, jugulée moins rigoureusement que durant la guerre, a porté un dur coup au pêcheur qui a dû subir à la fois une hausse générale du coût de la vie et une augmentation considérable du prix de ses agrès (4).

Ces événements ont ébranlé les convictions déjà faibles du pêcheur, sociétaire ou non. A l'échelle provinciale, tant pour la morue que pour l'ensemble des autres espèces, le volume des captures s'est trouvé réduit environ du tiers (5). En Gaspésie comme ailleurs, les effectifs engagés dans la pêche côtière ont décliné sensiblement à la fin des années

-
3. Encore en 1946, Pêcheurs-Unis a écoulé plus de 50% de ses captures à l'état frais ou congelé sur les marchés; dès l'année suivante, ce pourcentage était réduit à 23% (Cf. APU, procès-verbal de la convention annuelle..., 17 et 18 mars 1948).
 4. Selon Irénée Silvestre, qui fondait son évaluation sur une série de témoignages oraux recueillis sur les lieux, le coût de la vie a grimpé de 80% en Gaspésie de 1946 à 1950, tandis que le prix des agrès de pêche a augmenté de 126% (Cf. Irénée Silvestre, "La Gaspésie avant et depuis la coopération" dans Ensemble, V. 13, no 8, octobre 1952, pp. 18-19). Pour la seule année 1947, les statistiques du ministère provincial des Pêcheries signalent une hausse de plus de 30% du coût des agrès (RGMCP, 1947-48, p. 81). On sait que durant la guerre, le gouvernement a plafonné le prix des cotonnades, dédommageant les compagnies en conséquence. L'abandon de cette politique en 1946 rendait inévitable une hausse considérable des prix que justifiait J.W. Yaxley, gérant général de la Drummondville Coton (Produits Bluenose), dans une lettre circulaire adressée aux éditeurs d'A Pleines Voiles (15 janvier 1947). Plusieurs syndicats, tel celui de Mont-Louis, ont alors exigé de la centrale qu'elle répartisse équitablement entre les pêcheurs ses anciens inventaires (Cf. APU, Joseph Lemieux, gérant à Mont-Louis, au gérant de la succursale de Pêcheurs-Unis à Gaspé, 13 mars 1947).
 5. Actualités Marines, V. 2, no 1, janvier-mars 1958. Les statistiques compilées l'ont été à partir des rapports annuels du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour 1946 et 1947. Cf. aussi RGMCP 1947-48, p. 15.

quarante, particulièrement dans le comté de Bonaventure.

TABEAU XV

LES EFFECTIFS DE LA PECHE COTIERE EN GASPESIE (6)

	1941	1946	1947	1951
Gaspé (Nord et Sud)	3173	2903	1908	1565
Bonaventure	2187	1772	1150	640
Total	5360	4675	3058	2205

La pente était raide. La crise comme telle, ponctuée de fluctuations, devait encore se prolonger quelques années. Et on peut affirmer que ses retombées, à court comme à moyen terme, ont été considérables, voire décisives pour Pêcheurs-Unis.

A. AU BORD DE LA FAILLITE

On s'en rappellera, la centrale et ses locales n'avaient pas constitué d'importantes réserves durant la guerre, alors qu'il importait avant tout de satisfaire les aspirations les plus légitimes des socialistes. En décentralisant, en multipliant les succursales de production et de vente au prix d'immobilisations considérables, et surtout en versant aux pêcheurs la plus grande partie des bénéfices réalisés par son entremise, la fédération s'exposait toutefois à des lendemains incertains. La double chute des prix et de la production qui a suivi l'époque des ré-

6. Rappelons que les dénombrements des pêcheurs tiennent compte de tous ceux qui tirent des gains pécuniaires de la pêche. Ils n'ont tout au plus qu'une valeur indicative, le nombre des pêcheurs assidus étant de beaucoup moindre. Cf. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1941, pp. 164-165, 1946, pp. 176-177, 1951, pp. F-1 et F-2. Aussi: RGMCP 1947-48, p. 88.

quisitions a porté un dur coup au mouvement coopératif.

La récession n'était pourtant pas inattendue. Durant la guerre, les officiers de la fédération ont souvent exprimé leurs doutes et leurs inquiétudes, tel André Dionne, contrôleur des finances à Montréal, qui aurait souhaité une plus grande autonomie de Pêcheurs-Unis à l'endroit des banques (7). Tel n'a pas été le cas. Et ce n'est pas un hasard si la Banque Canadienne Nationale, qui finançait les avances depuis 1941, a fait retentir le premier signal d'alarme. Consciente des difficultés à venir, elle a voulu protéger son capital. Dès 1944, elle a demandé et obtenu que les profits de la centrale, habituellement distribués en ristournes aux syndicats, soient déposés à la réserve. A compter de 1945, elle a fortement incité les administrateurs de Pêcheurs-Unis à plafonner le montant des avances (8). Puis ses exigences se sont accrues: peu avant que ne s'ouvre la saison de pêche 1947, de laborieuses tractations ont obligé Pêcheurs-Unis à convertir en capital la remise finale que le pêcheur devait normalement recevoir au printemps, ristourne déterminée, on le sait, par les profits réalisés par chacun des syndicats en 1946. Une somme de \$287,734. est ainsi venue grossir les réserves de la centrale pour couvrir les avances versées par la BCN au pêcheur (9). Au total,

7. A Pleines Voiles, V. 1, no 3, 1er mars 1945.

8. APU, Rapport de Raymond Gariepy et Emile Lavallée sur la vérification du bilan financier de Pêcheurs-Unis, Bureau de l'Auditeur de la province, 21 décembre 1949; aussi: procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 8 octobre 1947.

9. Gariepy et Lavallée, op. cit.

les seuls syndicats gaspésien et par ricochet leurs sociétaires avaient bon gré mal gré investi \$417,667. dans leur fédération en date du 31 mars 1949.

TABLEAU XVI

CAPITAUX SOUSCRITS PAR LES SYNDICATS A LA FEDERATION, 31 MARS 1949 (10)

Affiliations	\$ 380.00
Souscription pour l'édifice de Gaspé	\$ 12,075.00
Profits de la centrale convertis en capital(1943 à 1946)	\$ 50,847.00
Souscription de la ristourne (1946-47)	\$287,734.00
Fonds tournants (depuis 1942)	\$ 62,902.00
Intérêts accrus capitalisés	<u>\$ 3,729.00</u>
Total.	\$417,667.00

Ces mesures drastiques, qui ont suscité de nombreuses critiques, n'ont pas pour autant tiré la fédération de l'impasse. Pour la seule saison 1947, les avances versées par la BCN totalisaient plus de \$700,000 (11). Comment rembourser pareille somme alors que les marchés engorgés compromettaient l'écoulement rapide et à prix avantageux du poisson? En février 1947, au plus fort de la récession, on évaluait à \$751,621 et \$162,746 respectivement les inventaires de poissons et d'aggrès invendus (12). Acheteurs et intermédiaires tiraient la langue: les comptes recevables excédaient largement les \$100,000 (13). Depuis la fin de l'année 1946, les succursales de production et de ventes, qui a-

10. Ibid.

11. A Pleines Voiles, V. 3, no 10, 1er octobre 1947.

12. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1946-47, pp. 10-11.

13. Ibid., p. 13. Cf. aussi Gariepy et Lavallée, op. cit.

valent immobilisé des capitaux estimés à \$177,024 en 1949, enregistraient déficits sur déficits (14). La saison 1948 s'annonçait mal en dépit des importantes souscriptions de capitaux votées par les syndicats à la centrale.

Déjà inquiétée par l'attitude de la BCN, la fédération a en outre dû affronter les exigences d'un second créancier, le Mouvement Desjardins. Depuis 1945, les syndicats locaux avaient contracté auprès de la fédération des caisses populaires de Maria et des caisses paroissiales des emprunts à court terme équivalant aux profits non distribués de la centrale. En 1945, Maria a ainsi prêté \$21,300. dont seulement \$9,000. lui furent remboursés la même année. A l'occasion de la capitalisation de la remise finale au printemps 1947, ses administrateurs ont posé un geste téméraire en accordant des prêts totalisant \$135,000., tandis que les caisses paroissiales distribuaient généreusement \$70.000. (15). Comment les syndicats et leurs sociétaires auraient-ils pu effacer rapidement pareille dette sans remise finale? En butte à une baisse de production accompagnée d'une hausse des coûts de transformation, la plupart ont d'ailleurs vu fondre leurs profits de 1946 à 1948; plusieurs ont même enregistré d'importants déficits.

14. Gariepy et Lavallée, op. cit.

15. Ibid.; cf. aussi ACP 13.2, A.J. Boudreau à Adrien Bernard, administrateur de l'Union Régionale des Caisses populaires de Maria, 19 décembre 1947.

TABLEAU XVII

PROFITS NETS DES SYNDICATS GASPESIENS, 1946 ET 1948 (16)

	1946-47	1948-49
St-Joachim de Tourelle	\$ 2,997	472
Mont-Louis	4,504	- 1,095
Madeleine	1,095	- 263
Grande-Vallée	24,264	5,012
Cloridorme	23,297	1,752
St-Maurice	18,131	255
Rivière au Renard	65,181	11,532
L'Anse au Griffon	24,650	1,557
Cap des Rosiers	29,402	3,802
Petit Gaspé	2,962	519
St-Georges	2,539	(n'a pas opéré)
Barachois	3,705	- 1,621
Percé	5,160	2,724
L'Anse à Beaufils	6,431	- 1,860
Ste-Thérèse	8,104	- 728
Grande-Rivière	26,868	7,413
Newport	29,866	- 1,218
L'Anse aux Gascons	334	- 1,544
Paspébiac	6,425	4,518
Ruisseau-Leblanc	6,685	- 1,946
Carleton	4,671	9,801

Une fois de plus, le sociétaire a dû payer la note: en 1947, un appel supplémentaire de capital l'a obligé à souscrire à son syndicat une somme représentant 5% des avances qui lui étaient versées (17).

16. Gariepy et Lavallée, op. cit.

17. Cf. par exemple: APU, J. Abraham Denis, gérant du syndicat de Saint-Maurice de l'Echouerie, à A.J. Boudreau, 21 mai 1947.

Mais c'est évidemment de la centrale que dépendait en dernier ressort l'acquittement de la dette des syndicats. Les officiers de Pêcheurs-Unis n'ont ménagé ni leur temps ni leurs efforts pour remédier à la situation. Ils ont d'abord demandé au gouvernement provincial de garantir un nouvel emprunt qui aurait consolidé les dettes contractées; mais le caucus qui a réuni en 1947 les officiers, les députés de l'est de la province et le titulaire du ministère des pêcheries, Camille-Eugène Pouliot, n'a pas produit les résultats escomptés. Aussi a-t-on négocié en vain un emprunt de \$200,000. auprès d'une coopérative d'assurances, la Société des Artisans canadiens-français (18). A l'issue de la saison de pêche 1947, l'impasse était totale. Avec l'énergie du désespoir, on a bien procédé à une réorganisation administrative en centralisant dans la mesure du possible les ventes et les achats à Montréal. En quelques semaines, le montant des comptes recevables "douteux" et la valeur des inventaires des syndicats et des succursales ont décréu sensiblement (19). Un premier remboursement de \$50,000. a permis à la fédération des Caisses Populaires de Maria de temporiser quelque peu (20). Mais en date du 28 février 1948, on devait encore \$150,000. au Mouvement Desjardins et \$270,000. à la BCN (21). Et la récession, elle, sévissait toujours:

18. Ensemble, avril 1947; APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 15 janvier 1948.

19. Ibid., 9 juin 1947.

20. Gariepy et Lavallée, op. cit.

21. APU, texte manuscrit anonyme intitulé "Commentaires sur la crise de Pêcheurs-Unis", 15 octobre 1948; aussi ACP 13.2, A.J. Boudreau à Adrien Bernard, 19 décembre 1947.

les profits nets de la centrale, qui totalisaient \$16,912. au printemps 1947, ont dégringolé à \$2,973. l'année suivante (22).

On s'acheminait vers la catastrophe. Même si Judger Boulay, pêcheur à Saint-Maurice de l'Echouerie, avait souscrit \$260.48 à la fédération en 1947 (23), soit presque l'équivalent du revenu net moyen de \$300. des sociétaires de la Gaspésie l'année suivante (24), les créanciers de Pêcheurs-Unis n'entretenaient plus d'illusions quant à la solvabilité de l'organisation. Sans prévenir, la BCN a refusé de financer le versement des avances au printemps 1948. La fédération a dû attendre l'encaisse du paiement des ventes avant de faire parvenir un peu d'argent à ses locales. Pendant de longs mois, le pêcheur n'a reçu aucune rémunération pour son poisson (25). Outrés, les Madelinots se sont retirés de la fédération, imités peu après par les pêcheurs de Grande-Rivière, qui ont fondé l'Association des pêcheurs de l'endroit, légalement autonome (26). De 2,800 membres, le nombre total des sociétaires est rapidement

22. APU, procès-verbal de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 26 et 27 mars 1947, 17 et 18 mars 1948.

23. APU, "Capital social et ristournes, 1946-47", dossier manuscrit. Un examen de la liste des contributeurs permet de conclure que deux pêcheurs "actifs" sur trois ont souscrit plus de \$200. à la centrale.

24. Il s'agit là d'une approximation issue d'une série de témoignages oraux et du bilan financier des syndicats gaspésiens au 31 mars 1949. Cf. Gariépy et Lavallée, *op. cit.* Aussi: Actualités marines, V. 2, no 1, janvier-mars 1958, p. 31. Notre calcul prend en considération les coûts d'opération; nous n'avons pas départagé pêcheurs actifs et inactifs.

25. APU, A.J. Boudreau, mémoire manuscrit, 4 septembre 1948.

26. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 16 mars 1948. Dans l'un et l'autre cas, on a légèrement devancé la décision fatidique de la BCN, pressentie depuis quelque temps.

tombé à 1,600, gaspésiens pour la plupart (27). L'été 1948, orageux, a été propice aux démissions: en butte à plusieurs critiques, Alexandre J. Boudreau a remis la sienne le 9 juin 1948, suivi de peu par l'abbé Gérard Guité (28). La confusion régnait, les pêcheurs se trouvant privés de leurs principaux interlocuteurs.

Restait une seule porte de sortie: la tutelle gouvernementale, que plusieurs directeurs de Pêcheurs-Unis n'ont acceptée qu'à contre-cœur. La décision fut prise le 31 août 1948, lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration tenue en la présence du ministre Pouliot. F.M. Guibaut, longtemps Surintendant des Pêcheries Maritimes, fut nommé administrateur-général sur une recommandation du ministre (29). Presque instantanément, le bon vouloir gouvernemental a opéré des miracles: la Société des Artisans, cautionnée par le Trésor Public, a prêté \$100,000. à la centrale et la Banque de Toronto a accepté sans hésitation de financer les avances requises pour la saison 1948 (30), ce qui a permis aux sociétaires affamés de recevoir leurs premiers paiements à l'automne de la même année. Onésime Gagnon, ministre du Trésor au provincial, a entièrement défrayé le coût de l'audition des livres comptables de Pêcheurs-Unis jusqu'en 1951 (31). Le Ministère des Pêcheries a aussi acheté

27. A Pleines Voiles, V. 18, no 6, juin 1961.

28. APU, procès-verbal du conseil..., 9 juin 1948. Cf. aussi: Entrevue avec Roland Martin du SSE, La Pocatière, 3 avril 1975.

29. APU, procès-verbal du conseil..., 31 août 1948.

30. Ibid., 31 août et 28 septembre 1948.

31. APU, procès-verbal de la convention..., 15 et 16 mai 1951.

l'édifice de Gaspé pour la coquette somme de \$50,000. (32) et versé le salaire annuel de quatre officiers de la centrale (33). En retour, il devait toutefois exiger que celle-ci se conforme à ses directives.

La tutelle gouvernementale s'est prolongée durant 7 mois; elle a pris fin en mars 1949 lorsque Charles-Elmer Desourdy, homme d'affaires expérimenté, a succédé à F.M. Gibaut.

B. TIRAILLEMENTS

Durant la guerre, la conjugaison de la coopération, de la décentralisation et de l'artisanat avait paru donner de bons résultats. L'optimisme semblait de mise. Parce que les propagandistes s'étaient intéressés à son sort, parce qu'on avait su respecter son désir d'autonomie, le pêcheur ne semblait-il pas en voie de reprendre pacifiquement en main sa destinée? La croissance fulgurante des effectifs des sociétés, la prolifération des syndicats, la multiplication des succursales de vente et de production, l'augmentation du chiffre d'affaires ne justifiaient-elles pas les politiques mises en oeuvre par la fédération?

Malgré les déclarations rassurantes de ses dirigeants, Pêcheurs-Unis n'était pourtant pas en si bonne posture. Pour un temps, la hausse artificielle des prix a pu faire oublier le coût élevé d'une décentralisation qui complexifiait la coordination des opérations et perpétuait l'existence de petites unités de production et de transformation à fai-

32. APU, procès-verbal du conseil..., 27 octobre 1949.

33. APU, procès-verbal de la convention..., 18 et 19 mai 1949.

bles rendements, l'inexpérience d'administrateurs locaux permissifs et laissés à eux-mêmes, ainsi que l'affairisme du pêcheur dont la loyauté a souvent paru reposer sur le versement d'avances et de ristournes avantageuses. Livré dès 1940 à la libre-concurrence, le mouvement coopératif n'aurait sans doute pu imprimer à sa progression un rythme aussi rapide. En 1945, ses dirigeants présidaient aux destinées d'un colosse aux pieds d'argile. Il aurait fallu qu'ils limitent leurs transactions immobilières, qu'ils exercent un contrôle plus serré des achats et des ventes, qu'ils lésinent sur le paiement des avances et des ristournes. Mais semblable prudence aurait été mal perçue des sociétaires. Elle se serait traduite par des mesures centralisatrices ainsi que par une baisse de revenus. Elle aurait miné le prestige de Pêcheurs-Unis et compromis le travail des propagandistes. Fondamentalement, la popularité de l'idée d'association était en jeu. Dans cette optique, jamais n'a-t-on vraiment songé à faire marche arrière aussi longtemps que la parapluie des contingentements et des réquisitions a protégé le pêcheur d'une concurrence inégale.

L'après-guerre a ensuite rétabli un rapport de forces préjudiciable au pêcheur de la Gaspésie. Pour Pêcheurs-Unis, il était déjà trop tard. Le maigre fond de roulement de la centrale n'avait rien pour atténuer la suspicion des banquiers. A compter de 1946, au moment où la tension montait, les officiers ont par surcroît assumé leurs écrasantes responsabilités dans un contexte particulièrement pénible: victime d'un accident d'automobile, Alexandre J. Boudreau a été cloué sur un lit d'hôpital pendant six semaines (34); André Dionne, contrôleur des finances

34. APU, lettre circulaire de A.J. Boudreau aux membres du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 13 juin 1946.

et gérant de la production et des achats à Montréal, a dû s'absenter durant de longs mois, brisé par le stress, atteint plus tard de tuberculose; Léo Bérubé a surtout dû consacrer son temps aux coopératives forestières de la Gaspésie, alors en butte à de graves problèmes financiers; en janvier 1948, le décès de Romuald Coulombe, président-général de Pêcheurs-Unis, a privé le mouvement d'un leader incontesté en Gaspésie (35).

Le temps n'était plus aux mises en garde. Officiers et propagandistes ont adressé plusieurs lettres circulaires aux gérants des syndicats locaux (36), tracé un portrait rassurant de la situation financière de la centrale au moment des conventions annuelles (37) et fréquemment exposé leur point de vue dans A Pleines Voiles, où Alexandre Boudreau tenait encore des propos apaisants à la fin de 1947:

"En 1947, le crédit des Pêcheurs-Unis de Québec est encore très solide. À date, la Fédération a emprunté au-delà de \$700,000.00 pour verser les "avances" aux pêcheurs, et dans trois ou quatre mois tout sera remboursé. La Banque Canadienne Nationale n'a point la réputation de prêter de telles sommes à une organisation en faillite. En 1947, les pêcheurs membres de Pêcheurs-Unis ont investi dans leur organisation tout près de \$400,000.00, un capital suffisant pour couvrir toutes leurs immobilisations"(38).

Ce compte-rendu édulcoré de la situation n'a pas fait taire les

35. ACP 13.2, François-Xavier Jean à Mgr Albini Leblanc, 24 septembre 1948.

36. APU, procès-verbal du conseil..., 10 janvier 1947.

37. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1946-47, p. 9.

38. A Pleines Voiles, V. 3, no 10, 1er octobre 1947.

critiques. Les principaux interlocuteurs de Pêcheurs-Unis, le gouvernement et le clergé, ont graduellement abandonné toute réserve, exprimé leur déception, étalé leurs griefs. Leurs interventions, directes ou indirectes, ont été à l'origine de plusieurs rebondissements inattendus durant cette période de crise.

Les autorités du Ministère provincial des Pêcheries n'ont rien fait pour tirer Pêcheurs-Unis d'impasse avant le début de la tutelle. On sait pourtant avec quelle facilité les institutions financières ont délié les cordons de leur bourse lorsque le gouvernement a apposé sa garantie aux demandes d'emprunt de la fédération. Plusieurs observateurs dont l'impartialité est sujette à caution - Alexandre J. Boudreau, François-Xavier Jean, Paul E. Larocque (gérant de la succursale de Gaspé) - ont fait état d'un vaste complot destiné à compromettre l'administration de Pêcheurs-Unis, en froid avec le Ministère depuis quelques années. On peut facilement qualifier de pures inventions les rumeurs qui ont circulé au sujet des accointances politiques du Ministère à la BCN, à la fédération des caisses populaires de Maria, à la maison Anderson et Valiquette, responsable de la vérification des bilans financiers de Pêcheurs-Unis, auteur d'un bilan pessimiste et préjudiciable à l'organisation au printemps de 1948 (39). On peut mettre en doute la véracité des accusations

39. APU, A.J. Boudreau, mémoire manuscrit, 4 septembre 1948. Aussi: ACP 13.2, A.J. Boudreau à Adrien Bernard, gérant de la fédération des caisses populaires à Maria, 19 décembre 1947. Monsieur Bernard souhaitait voir le gouvernement imposer la tutelle à Pêcheurs-Unis. Pour l'abbé Jean, le doute n'était pas permis: "J'ai le dossier complet de ce que j'avance". Cf. ACP 13.2, F.X. Jean à Mgr Albini Leblanc, 24 septembre 1948.

portées contre les officiers du Ministère qui auraient systématiquement semé le doute parmi les sociétaires, contre les députés provinciaux, libéraux et unionistes, qui auraient manifesté en sourdine leur hostilité envers la fédération à l'occasion de la campagne électorale de 1948 (40). L'attentisme gouvernemental respectait d'ailleurs le principe de la préservation de la libre-concurrence. Toutes les entreprises, individuelles ou collectives, se butaient alors au rétrécissement des marchés, au fléchissement des prix. Aucune d'entre elles, en théorie du moins, ne devait être privilégiée au détriment des autres. Encore moins la fédération, qui ne constituait pas une entreprise de production au sens strict et dont l'hostilité à l'endroit des politiques gouvernementales était bien connue.

Quelques faits demeurent néanmoins troublants. Ils tendent à montrer que la politique du ministère n'était pas exempte d'équivoques. Après sa démission, Boudreau a dénoncé l'attitude du gouvernement et de ses sbires, les commerçants, qui auraient redouté le "trust" coopératif. L'ex-administrateur général de Pêcheurs-Unis a alors formulé une prédiction qui n'était pas dénuée de fondements:

"Je prédis que l'intention du ministère c'est tout simplement de vendre les édifices de Montréal et de Québec, d'y installer, à la place, des "amis du régime" comme courtiers et de faire de Pêcheurs-Unis une insignifiante organisation de production seulement, entièrement entre les mains du gouvernement" (41).

40. Ibid. Cf. aussi: ACP 13.2, Paul E. Larocque à F.X. Jean, 3 septembre 1948. Fonctionnaires et députés auraient fait état du "vol" de la ristourne capitalisée.

41. APU, A.J. Boudreau, mémoire manuscrit, 4 septembre 1948.

Dans cette perspective, le gouvernement aurait mal conçu la nécessité d'une fédération tentaculaire, animée par des dirigeants peu clairvoyants en matière de gestion et contestataires par surcroît. Au moins à une reprise, le ministre Pouliot a d'ailleurs suggéré aux coopératives locales de rechercher une plus grande autonomie via l'auto-financement. Cette pratique, qui n'a pas été adoptée, aurait supprimé une des principales raisons d'être de la fédération (42).

Puis ce fut la tutelle, inévitable, qui a consisté en un échange de bons procédés: le droit de veto gouvernemental a été troqué contre une garantie d'emprunts (43). Il devenait possible du même coup de réduire progressivement les prérogatives de la fédération. Très tôt, F.M. Gibaut s'y est employé en préconisant la mise en vente des immeubles de Montréal, Québec, Matane et Gaspé. Le contrôleur gouvernemental appuyait son argumentation sur un bilan financier produit en 1948 par la maison Anderson et Valiquette qui montrait un déficit de \$200,000. et concluait que la fédération devrait vendre ses propriétés (44). La résistance du conseil d'administration a été vive. C'est au nom du conseil que Philippe Dunn, président, et Polydore Grenier, vice-président, ont contesté les statistiques présentées dans le rapport et protesté contre les empiètements gouvernementaux:

42. APU, procès-verbal du conseil..., 20 juillet 1948.

43. Ibid., 31 août 1948.

44. Entrevue avec Thomas Laplante, 12 mars 1975.

"Quant à la suggestion de vendre nos propriétés, comme solution à nos difficultés, elle nous a déjà été faite par M. F.M. Gibaut en date du 28 septembre 1948... Nous croyons que cette suggestion fait partie d'un plan ourdi depuis longtemps pour diminuer le prestige de notre organisation et nuire à son indépendance"(45).

Mais le conseil était devenu par la force des choses un organisme consultatif. Ses membres ont patiemment dû attendre qu'on les convoque (46). En vain ont-ils réclamé une juridiction pleine et entière sur les administrateurs de la fédération dont plusieurs, on le sait, étaient à la solde du gouvernement (47). Au cours des mois qui ont suivi l'inauguration de la tutelle, plusieurs officiers naguère liés à Alexandre J. Boudreau ont remis leur démission: André Dionne, Paul E. Larocque, Patrice Boudreau, frère d'Alexandre (48). Ceux qui ne s'étaient pas trop compromis auprès de l'ancien groupe de dirigeants se sont parfois vus offrir par l'Etat des postes avantageux. Gérard Bourret, conseiller en matière de production auprès des syndicats gaspésiens, a accepté un poste d'inspecteur; Thomas Laplante, technicien à Montréal, a décliné une offre identique (49).

Apparemment, la place était libre. Le ministère semblait avoir

45. ACP 13.2, Philippe Dunn et Polydore Grenier à Mgr Albini Leblanc, Evêque de Gaspé, Napoléon Labrie, Evêque de Baie-Comeau, et Lionel Scheffer, o.m.i., vicaire apostolique du Labrador, 22 octobre 1948.

46. APU, procès-verbal du conseil..., 9 décembre 1948.

47. ACP 13.2, Philippe Dunn...op.cit.

48. APU, procès-verbal du conseil..., 9 décembre 1948 et 19 mai 1949.

49. Ibid. Aussi: Entrevue avec Thomas Laplante, 12 mars 1975.

les coudées franches. Malgré l'opposition du conseil d'administration (50), il n'a pas hésité à ordonner la tenue d'une enquête gouvernementale sur la situation financière de Pêcheurs-Unis. Pendant plusieurs semaines, les employés du bureau de l'Auditeur de la province ont passé au crible les livres comptables des syndicats et de la centrale. Rien n'a échappé à leur attention. Le rapport volumineux présenté à la fin de l'année 1949 était assorti de critiques sévères à l'endroit de l'ancienne administration: les enquêteurs dénonçaient la témérité de la centrale en matière d'emprunts et d'investissements, reprochaient à certains officiers la mauvaise tenue de leur comptabilité et relevaient en outre quelques falsifications destinées à minimiser l'importance des déficits encourus par plusieurs syndicats depuis la fin de la guerre (51). Les syndicats, eux, étaient exonérés de tout blâme. Belle occasion de porter atteinte au prestige de la fédération. Pourtant, d'un même souffle, le rapport recommandait que la succursale de Montréal soit préservée, qu'on y centralise le plus grand nombre possible d'opérations; on préconisait même que la fédération recouvre son autonomie dans les meilleurs délais (52). Les événements qui ont suivi la présentation du rapport indiquent que le ministère endossait cette prise de position. Comment expliquer cette apparente volte-face?

La médiation de Mgr Albini Leblanc, évêque de Gaspé, donne ma-

50. Ibid., 28 septembre 1948.

51. APU, Rapport de Raymond Gariepy et Emile Lavallée sur la vérification du bilan financier de Pêcheurs-Unis, Bureau de l'Auditeur de la province, 21 décembre 1949.

52. Ibid.

tière à réflexion. Le successeur de Mgr Ross, décédé en 1945, n'a pas toujours été tendre à l'endroit des dirigeants de Pêcheurs-Unis et du Service Social-Economique. Il a reproché aux premiers d'avoir abusé de la confiance des sociétaires. Le 6 février 1948, au plus fort de la crise, il n'a pas hésité à servir un sévère avertissement... "aux responsables de la situation actuelle" dans une allocution prononcée sur les ondes de la station radiophonique CHNC à New-Carlisle:

"Nous sommes ici en face d'une institution humaine. Elle a les encouragements et les bénédictions de l'Eglise, mais rien de ses promesses de pérennité. C'est dire qu'elle doit être régie par la prudence que requièrent toutes les entreprises susceptibles de périr et même de disparaître. Bien plus, en l'occurrence, le devoir d'écarter les risques des épargnes, des capitaux et des entreprises est d'autant plus grave que les biens engagés sont ceux des pauvres et des travailleurs" (53).

Il n'a pas non plus apprécié outre mesure le rôle dévolu aux "gens de la Pocatière" en matière de propagande et d'éducation-coopératives (54).

Une commission diocésaine plus étroitement fidèle à la Doctrine Sociale de l'Eglise aurait pu accomplir davantage en suscitant une collaboration soutenue du clergé diocésain (55). Peut-être a-t-il même été à l'origine

53. A Pleines Voiles, V. 4, no 2, 15 février 1948.

54. ACP 13.2, Paul E. Larocque à F.X. Jean, 3 septembre 1948.

55. ACP 13.2, Léopold Trépanier, curé à Cap des Rosiers, à l'abbé Miville, curé à Saint-Siméon de Bonaventure, 18 septembre 1948. Aussi: APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 16-17 mai 1949 (témoignage du curé Ahier).

d'un mouvement protestataire de courte durée qui a vu certains membres de son clergé, visiblement influencés par la tournure des événements, préconiser la "récupération" du SSE par le diocèse. La missive dont nous livrons ici un court extrait a été rédigée par le curé de Cap des Rosiers; intitulée "une idée à répandre", elle a été reproduite en plusieurs exemplaires quelques jours après le début de la tutelle:

"Mon cher, on m'a glissé dans l'oreille, en certain haut lieu, de faire une propagande autour de cette idée pour les prochains congrès coopératifs et assemblées générales à Gaspé. Car aujourd'hui aucun étranger ne se gêne pour venir nous prêcher nos devoirs et comment administrer nos affaires. Pourquoi serions-nous à la gêne de faire, nous aussi, des suggestions opportunes sur notre propre terrain. Qui prépare ces congrès, qui débite des discours, qui voit-on sur la scène, qui fait des invitations d'usage? Des gens de La Pocatière. Pour ma part, j'en suis las..." (56).

Quoi qu'il en soit, Mgr Leblanc a été à l'origine de la démission de l'abbé Gérard Guité, nommé par ses soins curé à Saint-Elzéar de Bonaventure (57). Il a marqué son scepticisme à l'égard des propos rassurants tenus par les officiers de Pêcheurs-Unis, à l'égard des bilans financiers qu'ils ont présentés (58). Dans cette optique, il ne pouvait qu'approuver la tutelle, considérée comme un moindre mal (59).

56. ACP 13.2, Léopold Trépanier, op. cit.

57. Entrevue avec monsieur Roland Martin du SSE, 3 avril 1975.

58. ACP 13.2, Paul E. Larocque à F.X. Jean, 3 septembre 1948.

59. ACP 13.2, Mgr Leblanc à Philippe Dunn, président de Pêcheurs-Unis, 19 novembre 1948.

L'évêque de Gaspé n'endossait pas pour autant l'étatisme. La mainmise gouvernementale sur Pêcheurs-Unis ne devait pas être prolongée indéfiniment. Sous un leadership prudent et éclairé, la fédération saurait à l'avenir justifier la confiance des sociétaires. Aussi Mgr Leblanc s'est-il vite appliqué à mettre un terme à la tutelle. Flanké de Mgr Napoléon Labrie, évêque de Baie-Comeau, et de Mgr Lionel Scheffer, vicaire apostolique du Labrador, il a rencontré à quelques reprises tantôt le conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, tantôt le ministre Pouliot lui-même, afin de tirer la situation au clair.

Grâce à leur ascendant spirituel et moral, les prélats ont été en mesure d'exercer une médiation fructueuse, conforme à leurs desseins. C'est en toute humilité que se sont présentés devant eux les membres du conseil, lesquels ont amorcé la discussion en exprimant le regret "... que nous n'avons pas su assez remercier la Providence soit par notre nonchalance à assister aux messes de St-Esprit dites spécialement aux intentions des délégués réunis pour nos conventions ou encore l'abus de boisson en ces occasions" (60). Moins d'un an plus tard, à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis tenue au printemps 1949 en présence de Mgr Leblanc, le ministre Pouliot a fait montre d'un grand charisme en invitant "...les délégués à se mettre à genoux et à demander secours à Dieu, car le mouvement ne mourra pas si tous y mettent la main. Il faut s'aimer les uns les autres avec nos défauts" (61).

60. ACP 13.2, procès-verbal de l'assemblée conjointe des évêques et du bureau de direction à Gaspé, 22 octobre 1948.

61. APU, procès-verbal de la convention..., 18 et 19 mai 1949.

En définitive, l'épiscopat a eu partout gain de cause: après avoir entendu les doléances des conseillers, il a demandé et obtenu que les bilans financiers préparés par les auditeurs publics lui soient soumis en premier lieu (62); il a exprimé sa méfiance à l'endroit de F.M. Gibault, contrôleur gouvernemental, jerseyais d'origine, ancien employé des Robins, réputé franc-maçon par surcroît, et recommandé son remplacement par Charles-Elmer Desourdy, homme d'affaires averti et de moeurs irréprochables (63).; il a aussi dénoncé la tutelle, qui risquait de miner le prestige de la fédération auprès des sociétaires (64).

Les pêcheurs-sociétaires n'ont pas pris une part active à tous ces débats. Aussi leur opinion nous est-elle moins bien connue. Soulignons qu'en dépit des recommandations explicites des officiers de Pêcheurs-Unis et du Service Social-Economique, ils n'ont pas accepté sans hésitation de capitaliser leurs ristournes à la centrale; c'est habituellement sur division que les assemblées générales des syndicats ont adopté une résolution à cet effet. L'abbé Gérard Guité croyait bien dépeindre l'attitude des pêcheurs en écrivant: "Quand donc finirons-nous de payer.

62. APU, procès-verbal du conseil..., 9 décembre 1948.

63. ACP 13.2, Procès-verbal de l'assemblée conjointe des Evêques et du Bureau de direction..., 22 octobre 1948. Aussi ACP 13.2, Arsène Leblanc au SSE à Philippe Dunn, président de Pêcheurs-Unis, 23 novembre 1948. Cf. aussi: ACP 13.2, "Mémoire de Paul E. Larocque pour compléter le rapport de M. Arsène Leblanc, sur l'assemblée conjointe de leurs Excellences A. Leblanc, N. Labrie, L. Scheffer, et des directeurs de Pêcheurs-Unis, le 22 octobre 1948, non daté.

64. ACP 13.2, Philippe Blais à F.X. Jean, 23 mars 1949.

pour ces coopératives!! C'est la phrase que l'on rencontre invariablement dans la bouche de nos pêcheurs quand on leur cause de capital" (65). Aussi les gérants ont-ils eu fort à faire pour calmer les appréhensions de leurs commettants au sujet des remboursements promis (66). Plusieurs insatisfaits ont correspondu directement avec la centrale pour réclamer leur dû, tel Philias Vallée de Saint-Joachim de Tourelle: "Vous savez qu'on a toujours besoin de petits grains qu'il nous a due quand qu'on le pauvre (sic)" (67). L'infatigable Alexandre J. Boudreau a trouvé le temps de répondre à toutes ces missives sur le même ton péremptoire:

"Il faut que vous compreniez que ces argents sont actuellement immobilisés dans des agrès de pêche, des bâtisses et du poisson. Votre argent est mieux placé qu'à la banque puisqu'il continue à travailler dans votre intérêt. D'ailleurs, ces ristournes seraient dans les poches des commerçants si vous n'aviez pas votre coopérative. Il y a des pêcheurs qui souhaitent l'impossible. Ils veulent bien se débarrasser des commerçants qui les ont fait mourir pendant des années, et prendre eux-mêmes par leur coopérative le contrôle de leurs affaires. Mais ils ne veulent pas consentir le moindre sacrifice" (68).

Les événements subséquents ont privé les sociétaires de leurs interlocuteurs habituels. Peu informé de la situation - l'attitude byzantine des rédacteurs d'A Pleines Voiles y est certes pour quelque chose -, le pêcheur n'a pas eu droit de regard sur les décisions prises durant la tutelle. La confusion et la frustration aidant, il semble que

65. A Pleines Voiles, V. 3, no 12, 15 décembre 1947.

66. "Plusieurs ont fatigué. Les gérants en savent quelque chose...", écrivait par exemple J.A. Fournier, gérant à Grande-Vallée. Cf. APU, J.A. Fournier à A.J. Boudreau, 22 juin 1947.

67. APU, Philias Vallée à A.J. Boudreau, 9 décembre 1946.

68. APU, A.J. Boudreau à Philias Vallée, 14 décembre 1946.

le mouvement de désaffection se soit intensifié. Un coopérateur de Sainte-Thérèse a évoqué la saison 1948 en ces termes: "Plusieurs se rappelleront qu'alors on pouvait tenir les assemblées générales dans la cuisine d'une maison hospitalière" (69). Nous pourrions aligner une longue série de témoignages analogues. A Sainte-Madeleine, c'est à peine si on a pu réunir neuf sociétaires autour d'une même table pour entendre le curé Raoul Vaillancourt dresser le bilan financier déficitaire du syndicat à l'issue de la saison 1947 (70). A Paspébiac (71), à l'Anse aux Gascons, à Petit-Gaspé (72) etc., les sociétaires ont momentanément fermé les portes de leurs établissements. En d'autres endroits, les portes sont demeurées ouvertes mais aucune assemblée n'a été convoquée. (73).

C. UNE NOUVELLE AMBIANCE

La fin de la tutelle et la nomination de Charles-Elmer Desourdy au poste d'administrateur-général de Pêcheurs-Unis allaient marquer le début d'une ère nouvelle pour Pêcheurs-Unis. A soixante-deux ans, Desourdy était beaucoup plus âgé que son prédécesseur Alexandre J. Boudreau.

69. A Pleines Voiles, V. 22, no 7, juillet 1965.

70. APU, procès-verbal de l'assemblée générale du syndicat de Sainte-Madeleine, 13 mars 1948.

71. APU, Arthur Chapados, gérant à Paspébiac, à Jean Bruchési, sous-secrétaire de la province, 10 janvier 1956.

72. APU, rapport anonyme d'un émissaire du Service Social-Economique, 23 juin 1950.

73. Ibid. Ce fut notamment le cas à Barachois.

Homme d'affaires bien au fait des problèmes inhérents au secteur de l'industrie de l'alimentation, il n'avait rien du coopérateur, encore moins du propagandiste. Né en 1887 de parents franco-américains, il avait habité Montréal durant sa jeunesse. Durant seize années consécutives, il a été à l'emploi de la firme Swift Canadian à titre de vendeur, puis de gérant de succursales à Montréal, Québec et Toronto. Il a aussi oeuvré pour la compagnie Canada Packers avant de fonder en 1933 l'entreprise Quebec Packers, mieux connue par la suite sous le nom de Legrade, achetée plus tard par la Coopérative Fédérée (74).

En 1945, Desourdy s'est vu confier par Pêcheurs-Unis la responsabilité des ventes de la fédération sur le marché domestique. Il n'a pas tardé à exprimer son mécontentement devant les méthodes de gestion en vigueur, ce qui a provoqué son congédiement en 1947. Cet épisode peu connu dénote déjà un penchant prononcé pour une approche pragmatique des questions administratives et financières.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que Pêcheurs-Unis a en partie remodelé son image en moins de trois ans sous la gouverne de Desourdy. On n'a qu'à lire la correspondance échangée entre les officiers de la centrale et les responsables locaux pour se convaincre de ce qu'une nouvelle ambiance a prévalu. Le ton et les propos ont changé. Desourdy a utilisé un vocabulaire sobre et une phraséologie syncopée pour évoquer des questions précises, financières ou techniques, sans faire oeuvre de propagandiste, sans ressentir le besoin de réitérer constamment ses con-

74. A Pleines Voiles, V. 13, no 8, août 1956. Aussi: APU, C.E. Desourdy à F.X. Jean, 8 octobre 1963.

victions de coopérateur. Les voix de Boudreau, Guité et Bérubé - promu secrétaire du Conseil de la Coopération du Québec - s'étaient tues et le SSE avait perdu de son mordant. "Le temps n'est pas propice aux actions coopératives intensives" (75), écrivait l'abbé Jean à Alexandre J. Boudreau, devenu Commissaire du Service Civil à Ottawa. Non seulement la crise avait-elle refroidi les sociétaires, mais encore le directeur du SSE se voyait-il obligé de substituer à des propagandistes aguerris des remplaçants inexpérimentés (76). Le journal A Pleines Voiles n'invectivait plus les "capitalistes". Depuis 1948, nul ne convoquait plus les sociétaires à des congrès coopératifs régionaux (77). Pour un temps, les activités des cercles d'études ont été discontinuées (78). Pêcheurs-Unis n'entretenait plus des relations aussi étroites avec le SSE, notamment depuis le départ de Boudreau, véritable trait d'union entre les deux organismes (79).

Bref, le contexte desservait les tenants de l'idée d'association et prêtait à la rationalisation au lendemain de la tutelle. Il s'agissait avant tout de ne pas répéter les erreurs du passé. Pêcheurs-Unis a rapidement donné suite aux principales recommandations du rapport produit par

75. ACP 12.8, F.X. Jean à A.J. Boudreau, 21 juillet 1952.

76. ACP 12.8, F.X. Jean à Léo Bérubé, 12 avril 1952.

77. Irénée Sylvestre, "La Gaspésie avant et depuis la coopération" dans Ensemble, V. 13, no 12, décembre 1952.

78. ACP 01.7, Rapport annuel des activités du SSE, 1952-53, texte dactylographié. On n'a dénombré en 1952 que 27 cercles d'études dans l'est de la province.

79. ACP 01.7, Rapport annuel des activités du SSE, 1950-1951, texte dactylographié.

les auditeurs publics. Les succursales de production de Sept-Iles, Cap aux Meules et Gaspé, ont été abolies et les édifices qui les abritaient ont été mis en vente (80). La responsabilité des transactions et des opérations comptables allait désormais incomber à Montréal, siège social de l'organisation (81), où le personnel, qui n'a pas été augmenté, s'est vu imposer un surcroît de travail (82). Pour que la centrale n'en continue pas moins de manifester sa présence dans les régions, et notamment en Gaspésie, où Pêcheurs-Unis a maintenu un service d'approvisionnement et d'informations pour les syndicats, Guy Leblanc a été nommé secrétaire-général avec la responsabilité des relations entre la fédération et les syndicats (83). Leblanc, précédemment à l'emploi du SSE, s'est installé à Gaspé d'où il a pu effectuer plusieurs tournées fructueuses pour mieux prendre le pouls des coopératives locales. A compter de 1950, les comptes rendus succincts de ses visites ont été assortis de recommandations appropriées dont les officiers de la centrale ont pris connaissance avec un intérêt non dissimulé (84).

Les syndicats seraient désormais l'objet de contrôles administra-

80. APU, texte de l'allocution prononcée par Guy Bernier, gérant-général de Pêcheurs-Unis, à l'occasion de la fête des fondateurs, le 28 juin 1964.

81. APU, procès-verbal du conseil..., 19 mai 1949 et 10 janvier 1950.

82. Ibid., 13 juillet 1949.

83. ACP 13.1, Lettre circulaire de Guy Leblanc aux présidents et gérants des syndicats de la Gaspésie, 21 juin 1951.

84. APU, Rapports de Guy Leblanc, textes dactylographiés non sériés.

tifs aussi rigoureux que possible, compte tenu de la décentralisation. Quelques gérants ont été rappelés à l'ordre parce qu'ils ne s'acquittaient pas méthodiquement de leur tâche (85). On a exigé d'eux la tenue d'une comptabilité soignée, la préparation de bilans mensuels (exigés par les banques créditrices), le plafonnement des inventaires d'agres, et la réduction des ouvertures de crédit faites aux sociétaires (86). Les comptes recevables en souffrance ont été grevés d'un intérêt de 5% (87). La parole des officiers locaux ne suffisait plus à assurer le versement des avances, dont le paiement était effectué sur présentation de la liste des inventaires et des salaires (88). Pour donner suite aux recommandations de la fédération, plusieurs syndicats ont traqué sans merci les sociétaires qui vendaient illégalement aux "pedlars" et les évictions ont été nombreuses: 14 membres ont été bannis à Saint-Maurice de l'Echouerie au cours de la seule saison 1950 (89). Les rapports de Guy Leblanc, qui a séjourné dans tous les syndicats cet été là, soulignent l'importance de ces mesures disciplinaires (90). La fédération a elle-même donné l'exem-

-
85. ACP 13.1, Guy Leblanc à C.E. Desourdy, 25 juillet 1951; APU, Guy Bernier à Anicet Thibault, président du syndicat de Mont-Louis, 21 mars 1952.
86. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975; APU, J.R. Labelle, officier de Pêcheurs-Unis à Montréal, à Adélaré Thibault, gérant à Saint-Joachim, 12 mai 1951.
87. Par exemple, cf. APU, procès-verbal du bureau de direction de Grande-Vallée, 27 janvier 1952. Tous les procès-verbaux disponibles des bureaux de direction locaux montrent que cette directive de la centrale a été adoptée par les syndicats.
88. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975.
89. APU, procès-verbal du bureau de direction de Saint-Maurice, 4 septembre 1950.
90. APU, Rapports de Guy Leblanc.

ple en combattant à maintes reprises les velléités autonomistes de la coopérative de Carleton qui vendait le saumon de ses membres sans prévenir Montréal, en faisant fi des politiques institutionnelles de Pêcheurs-Unis (91).

La prudence semblait de mise. On a fortement incité les syndicats à assurer leurs biens (92). En 1950, pour la première fois depuis longtemps, on a réduit les avances sur la morue de 3 sous à deux sous et demi la libre, malgré les protestations des sociétaires et de certains membres du conseil d'administration (93). En conformité avec les directives de la fédération, inquiétée par la fluctuation des prix, les "graviers" - employés des syndicats - n'ont plus touché aucune avance sur leurs salaires (94); d'importantes baisses salariales ont même été imposées dans certains des plus gros syndicats, tels Saint-Maurice et Rivière au Renard (95). Les syndicats inopérants à l'issue de la tutelle ont dû remplir un certain nombre de conditions avant de recevoir le feu vert de la centrale. Chacun d'entre eux a été l'objet d'une enquête au moins informelle et les bureaux de direction locaux ont été mis en demeure de

91. APU, procès-verbal du conseil..., 10 janvier 1951.

92. APU, Juy Leblanc à Lionel Synnott, gérant à Cap des Rosiers, 24 juillet 1951.

93. APU, C.E. Pesourdy à Adéodat Chouinard, gérant à l'Anse au Griffon, 12 février 1951. Aussi: procès-verbal du conseil d'administration, 20 juillet 1950.

94. APU, procès-verbal du conseil..., 17 mai 1950.

95. APU, procès-verbal du bureau de direction de Saint-Maurice, 7 juillet 1950; procès-verbal du bureau de direction de Rivière au Renard, 18 juin 1950. Le "gravier" recevait de 35¢ à 40¢ l'heure; on ne lui a plus versé par la suite que de 20¢ à 35¢ l'heure.

prouver qu'ils pourraient opérer de nouveau avec succès; ce fut le cas à l'Anse à Beaufils, à Saint-Georges de la Malbaie, à Gascons, à Paspébiac, à Barachois et à Petit-Gaspé. Plus que jamais, on s'est montré tâtilon. Le syndicat de Paspébiac, dont l'existence avait toujours été compromise par le voisinage des entreprises de Robin, Whitman et Jones, a définitivement dû fermer ses portes (96). La reprise des activités a été retardée à Gascons à cause de l'endettement du syndicat et du piètre moral des sociétaires (97). Pour des raisons analogues, le syndicat de Petit-Gaspé n'a recommencé à opérer qu'en 1958 (98). A Barachois, on a opté pour la tutelle et parachuté à la gérance un homme subordonné aux directives de la centrale, en l'occurrence Philémon Huard, administrateur averti, ancien président de Pêcheurs-Unis (99). Ailleurs, là où les opérations se poursuivaient mais dans des conditions difficiles, à Cap des Rosiers par exemple (100), des relations étroites ont été maintenues; les officiers de la fédération n'ont ménagé ni leurs encouragements ni leurs conseils aux administrateurs locaux souvent aux prises avec une production médiocre et des déficits considérables.

96. APU, C.E. Desourdy à Lazare Arsenault, gérant à Ruisseau-Leblanc, 26 juin 1950.

97. APU, Guy Leblanc à Maurice Bélanger, secrétaire du SSE, 15 juin 1949.

98. APU, C.E. Desourdy à Madame E.Y. Simon de Petit-Gaspé, 21 novembre 1951. Aussi: APU, texte de l'allocution prononcée par Guy Bernier gérant-général de Pêcheurs-Unis, à l'occasion de la fête des fondateurs, le 28 juin 1964.

99. APU, C.E. Desourdy à Philémon Huard, 19 mai 1952.

100. APU, procès-verbal du conseil..., 5 août 1951.

Cette vigilance de tous les instants découlait naturellement de la crise et de la négligence dont on avait parfois accusé l'administration précédente. Le nouveau gérant-général de Pêcheurs-Unis était en outre un conciliateur né, bien vu des autorités gouvernementales, peu enclin à rompre des visières (1). Tout en résistant aux empiètements des concurrents, il paraissait maintenant souhaitable d'éviter les querelles qui avaient trop souvent accaparé les énergies et l'attention d'Alexandre J. Boudreau. Une tolérance mutuelle a graduellement atténué les antagonismes de naguère. En 1951, suite à un vœu exprimé par le ministère et malgré la méfiance des membres du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis (2), la fédération a adhéré à l'Association des Producteurs de Poissons du Québec et du Nord du Nouveau-Brunswick (3). L'amorce d'une collaboration était devenue possible: concertation au sujet des mesures gouvernementales adoptées et à venir, échanges d'informations sur les prévisions de chacun quant aux marchés, aux prix etc. Pour un temps, la compagnie Robin, Whitman et Jones a même confié à Pêcheurs-Unis le soin de négocier pour elle auprès des importateurs italiens les conditions de vente de sa morue séchée de type "Gaspé Cure".

1. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975.

2. APU, procès-verbal du conseil..., 20 juillet 1950.

3. Ibid., 11 janvier 1951.

* * * * *

A plus d'un titre, la tutelle a constitué une étape décisive de l'histoire de Pêcheurs-Unis. Elle a marqué la fin d'une époque caractérisée par la présence active des propagandistes de la coopération, idéalistes, dévoués, parfois imprévoyants, dont le prestige a été sérieusement terni avec l'avènement de la crise de l'après-guerre. Le départ de plusieurs chefs de file, le décès de Mgr Ross, les interventions directes et indirectes du Ministère provincial des Pêcheries et la nomination de Charles-Elmer Desourdy au poste de gérant-général ont précipité le lancement subséquent d'une vaste opération axée sur la consolidation de l'acquis.

Plus que jamais auparavant, les parties intéressées au devenir de la coopération chez les pêcheurs ont montré leur jeu durant cette période difficile. L'ancienne administration, certaine de livrer le bon combat, a brandi l'indispensable émancipation du sociétaire pour justifier jusqu'à la limite de sa politique expansionniste, son respect des autonomes locales et le versement de ristournes avantageuses.

Le renversement de la conjoncture a ensuite en partie annihilé le résultat de ses efforts qui n'ont jamais, du reste, suscité chez les travailleurs de la mer un enthousiasme débordant pour leur métier et l'idéal associationniste. Les autorités gouvernementales, désireuses de préserver la libre concurrence, méfiantes à l'endroit de la fédération dont les revendications et les réalisations semblaient compromettre l'é-

quilibre des forces en présence, ont d'abord opposé une résistance passive et discrète aux ambitions de la fédération, épousant ainsi implicitement la cause des producteurs indépendants. Elles ont opportunément choisi de n'intervenir directement qu'en dernier ressort, lorsque Boudreau et ses supporteurs ont vu plusieurs de leurs alliés (banquiers, épiscopat, députation etc.) se retourner contre eux.

La tutelle n'a duré que sept mois; elle a rassuré les créanciers et permis un nouveau départ sans compromettre la survie même de la centrale. La modération dont le Ministère a fait preuve à cette occasion tenait probablement à deux facteurs: d'une part on pouvait espérer qu'une nouvelle administration moins agressive et plus pragmatique assignerait prioritairement à la centrale une fonction de coordination et se plierait plus volontiers aux politiques gouvernementales. D'autre part il a bien fallu composer avec une fraction indéterminée de l'élite locale qui s'est inquiétée de la mainmise apparente du Ministère sur Pêcheurs-Unis. Le tuteur n'avait-il pas usurpé tous les pouvoirs? La disparition de la centrale n'allait-elle pas susciter des mesures centralisatrices plus fortes encore, patronnées par le gouvernement? L'attitude régionaliste du clergé gaspésien a bien montré que ce dernier entendait exercer un droit de regard sur les grandes orientations d'une organisation dont il associait les objectifs au contenu de son message spirituel.

C'est un truisme de l'affirmer: dès sa fondation Pêcheurs-Unis a été un point de mire. Autour de lui ont gravité en un véritable microcosme social les représentants des intérêts les plus divers. Jamais n'a

t-on pu faire abstraction de leur présence, que le poids d'une conjoncture économique difficile a doublement fait sentir. Tous ces intervenants ont protégé d'instinct une culture politique solidement implantée en milieu rural, garante de la petite propriété privée, vouée à la préservation d'une société hiérarchisée en mal de paternalisme, et volontiers hostile à l'égard de toutes les mesures centralisatrices et planificatrices. L'entreprise privée, menacée dans ses fondements mêmes par l'émancipation projetée du pêcheur, a exercé une pression constante sur les sociétaires; le clergé gaspésien, globalement d'accord avec les objectifs des propagandistes, a tenu à filtrer leur message et à demeurer le principal maître-d'oeuvre de la coopération; le gouvernement, dont le prestige et le pouvoir tenaient à l'harmonie de ses rapports avec les principaux porte-paroles régionaux, semble avoir prêté aux uns et aux autres une oreille plus que compatissante.

On a pourtant exagéré l'importance de l'enjeu. Sous des dehors trompeurs, la situation financière de Pêcheurs-Unis était précaire. L'idéal associationniste véhiculé par le petit groupe des fondateurs a vite fait long feu. Pour se concilier les sociétaires, on a dû pratiquer une politique de prestige et multiplier les concessions d'ordre monétaire qui ont rapidement compromis la solvabilité de l'organisation. L'émancipation du pêcheur n'était pas pour demain. En pratique, tant au niveau de la fédération qu'à l'échelon local, les "propriétaires usagers" n'ont d'ailleurs guère été en mesure d'imposer leur présence. Leurs représentants élus au conseil d'administration ont rarement fait le poids devant les officiers, l'aumônier et les émissaires du SSE. Les bureaux de direc-

tion locaux ont souvent délégué aux gérants une large part de leurs responsabilités. Et la crise, prétexte à plusieurs interventions extérieures, n'a pas arrangé les choses.

L'échec relatif et le départ de plusieurs propagandistes de la première heure marquaient la fin d'une époque et rendaient possible des changements majeurs. En 1950, bien sûr, aucune transformation structurelle n'avait été effectuée. Les nouvelles mesures en vigueur n'avaient tout au plus donné lieu qu'à un resserrement des contrôles administratifs malgré la disparition de quelques succursales de production et la sécession des Madelinots. Partout les moyens de production et de transformation demeuraient inchangés malgré les rumeurs relatives au lancement prochain des premiers chalutiers québécois. Cependant, même si rien de tout cela n'était encore palpable, l'ambiance avait changé. L'enthousiasme et l'exaspération de naguère avaient fait place à la pondération et à la subtilité. Désormais on allait se plier plus rigoureusement aux aléas de la conjoncture économique, on allait s'efforcer de tirer le meilleur parti possible du système capitaliste en obéissant à ses impératifs, ceux que dictaient les exigences du marché, de la concurrence, du "progrès technique". Il aurait été certes inconvenant de tout chambarder du jour au lendemain. Des priorités devaient être établies. Mais en fonction de quoi, de qui? Du contexte socio-culturel inhérent au métier de pêcheur ou du contexte politico-économique national et international?

CHAPITRE V

PRIMAUTE DE LA TECHNIQUE (1951-1964)

Évaluée à 0.3% du produit national net québécois en 1945, la contribution des pêcheries n'excédait pas 0.1% en 1963 (1). Durant presque toute cette période, les pêcheurs et les producteurs ont opéré dans des circonstances difficiles. Charles-Elmer Desourdy, gérant-général de Pêcheurs-Unis, n'entretenait aucune illusion en 1960:

"Un point à retenir est que le poisson des membres de l'organisation ne se vendra jamais cher. Les seuls moyens de garder les entreprises de pêche rentables sont d'augmenter le volume des prises et de diversifier les produits mis sur le marché (2).

A l'exclusion du hareng, boîtte indispensable ou élément constitutif de la farine de poisson, la morue conservait depuis toujours le premier rang dans la nomenclature des espèces pêchées. Encore en 1963, année typique, elle comptait pour plus de 80% du volume total des captures effectuées par les pêcheurs-sociétaires. Le volume des prises les mieux rémunérées, flétan, saumon, homard, plafonnait à 2% (3). L'écart des prix entre "es-

1. BAEQ, Plan de développement. Objectif de modernisation des secteurs de base traditionnels, Troisième partie. Le secteur des pêches, s.l, s. éd., 30 juin 1966, p. 9.
2. Procès-verbal du conseil d'administration..., 12 janvier 1960.
3. Vingt-cinquième rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 31 janvier 1964, p. 11 et sq. Le flétan était surtout accessible aux propriétaires de navires modernes de pêche; le saumon et le homard étaient relégués en quelques endroits précis de la côte, notamment dans la zone occidentale de la Baie des Chaleurs, desservie par le syndicat de Carleton.

pièces de luxe" et "espèces courantes" est demeuré aussi phénoménal qu'autrefois. Les statistiques citées ci-après sont extraites d'un rapport d'enquête produit par les fonctionnaires du Ministère provincial des Pêcheries en 1956.

TABLERU-XVIII

PRIX MOYENS VERSES AUX PECHEURS
QUEBECOIS POUR CENT LIVRES DE POISSON (4)

	1953	1954	1955	1956
hareng	\$ 0.57	\$ 0.68	\$ 0.43	\$ 0.49
morue	1.86	2.24	2.18	2.53
plie	2.33	2.80	2.89	3.01
flétan	25.01	24.55	22.55	19.16
homard	28.31	28.32	27.30	27.59
saumon	38.84	44.32	44.02	45.51

La prépondérance de la morue explique donc largement la faible rentabilité de la pêche. Le montant versé au pêcheur-sociétaire pour une livre de morue étêtée et vidée n'a jamais excédé quatre sous, ris-tourne comprise (5). Il a même été parfois inférieur à trois sous,

4. APU, texte manuscrit d'une allocution prononcée par Germain Giroux, économiste au Ministère provincial des pêcheries, 17 septembre 1956. Le prix versé au morutier variait sensiblement en fonction de la grosseur de la prise et du processus de transformation auquel elle était soumise: congélation, séchage, salage....
5. Les Rapports annuels de Pêcheurs-Unis contiennent des statistiques précises sur cette question. Cf. aussi Arthur Labrie, "Les pêcheries en 1957" dans Actualités Marines, V. 2, no 1, 1958, p. 4; et Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, responsable de Radio-Pêcheries, à l'émission "Le choc des idées" diffusée par Radio-Canada le 23 mars 1958.

comme ce fut le cas en Gaspésie en 1956 lorsqu'une augmentation inattendue des prises a obligé les entreprises à livrer au salage un fort pourcentage de la production (6). De 1942 à 1946, à l'époque des réquisitions, les prix moyens avaient pourtant oscillé entre 4.12¢ et 5.80¢ (7). Comment expliquer leur bas niveau subséquent malgré une hausse continue des frais de production? La persistance de la crise de l'après-guerre, associée à une recrudescence rapide de la production mondiale, n'est pas étrangère à cette situation. Le début des années cinquante n'a pas correspondu à une réouverture spectaculaire des marchés. L'assainissement des finances de Pêcheurs-Unis découlait, comme nous l'avons constaté, de décisions politiques qui ont eu pour effet de réduire l'endettement et de redonner confiance aux institutions créditrices. L'avenir n'était pas assuré pour autant; à l'instar des autres producteurs québécois, le mouvement coopératif a subi les aléas d'une conjoncture difficile que nous allons rapidement examiner.

La morue salée, trempée dans la saumure en Gaspésie ou saupoudrée de sel sec ("arime") sur la basse Côte-Nord, n'a jamais trouvé preneur à des conditions intéressantes. Les marchés américain et antillais, ceux de Cuba, de la Jamaïque, de Porto-Rico, de la République Dominicaine, de Trinidad offraient bien un débouché intermittent, mais les prix étaient

6. APU, Lettre circulaire de C.E. Desourdy aux gérants et présidents des syndicats de la Gaspésie, 26 octobre 1956. On a versé un sous et demi la livre en guise d'avance.

7. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1946-47, p. 23.

bas, inférieurs parfois aux prix de revient des producteurs (8).⁴ Plusieurs acheteurs accordaient la préférence aux exportateurs attachés aux pays du "Bloc Sterling", profitant d'un taux d'échange avantageux (9).

D'autres, dont Porto-Rico et Cuba, principaux clients de Pêcheurs-Unis, payaient en monnaie américaine; à compter de 1953, le dollar canadien a ainsi été sous-évalué de 3% et plus (10). Presque partout, des Régies d'Etat ont fixé un prix maxima prohibitif pour les producteurs québécois déjà handicapés par des frais élevés de transport et de douanes (11).

Ces facteurs combinés expliquent les nombreux déficits accumulés par les syndicats de la basse Côte-Nord, à la merci d'un climat froid et capricieux impropice au séchage de la morue. En Gaspésie même, hormis quelques saisons caractérisées par une production abondante et un manque d'ensoleillement, on s'est efforcé de limiter le salage au plus strict minimum. Dans la péninsule, le poisson fortement salé a rarement représenté plus de 5% de la production totale au cours des années cinquante (12).

8. APU, Memorandum de C.E. Desourdy adressé aux directeurs de Pêcheurs-Unis, 17 septembre 1958.

9. APU, allocution prononcée par F.M. Gibaut lors de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis en avril 1950. Tandis que le dollar nord-américain demeurait ferme, la monnaie des pays membres du bloc sterling, dont la Norvège et l'Islande, compétiteurs redoutables, était progressivement dévaluée. Les pêcheurs de Terre-Neuve, surtout producteurs de poisson salé, ont été durement touchés à compter de 1950. David Alexander a résumé en une phrase le drame qui se jouait alors: "The critical problem that faced the salt-fish industry was that newfoundland was a Canadian dollar country...and thereby attached to a hard currency bloc when salted fish was sold mainly in soft currency markets". Cf. David Alexander, "The political economy of fishing in Newfoundland", dans Revue d'études canadiennes, V. XI, no 1, février 1976, p. 33.

10. APU, C.E. Desourdy à Lucien Curadeau, gérant à Saint-Maurice, 16 février 1953.

11. APU, allocution prononcée par C.E. Desourdy lors de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis tenue les 15 et 16 avril 1959.

12. Rapports annuels de Pêcheurs-Unis, 1950 à 1964.

On a pu disposer plus facilement de la production légèrement salée et séchée, morue d'automne (Fall Cure) et morue d'été (Gaspé Cure) pour l'essentiel. Depuis l'embargo italien de 1934, ces produits typiquement gaspésiens étaient destinés à la même clientèle que la morue salée, même si un plus fort pourcentage des livraisons étaient effectuées aux Etats-Unis, sur la côte du Pacifique notamment. En 1949, l'arrivée du paquebot italien s/s Capo Arma dans la baie de Gaspé a soulevé un certain enthousiasme. Pour la première fois en quinze ans, le gouvernement italien avait ouvert aux importateurs de "Gaspé Cure" les crédits autorisant le chargement d'un navire. En 1950 et en 1951, ce sont quatre et cinq paquebots respectivement qui vinrent prendre livraison d'importantes quantités de morue séchée (13). Les producteurs de la Gaspésie n'en continuaient pas moins de s'inquiéter: politique, passagère ou normalisation des relations commerciales? De quel bois se chauffait le gouvernement italien? On s'est ensuite rendu à l'évidence. Au cours des années cinquante, le marché italien a toujours absorbé environ les trois quarts de la Gaspé Cure produite par les syndicats gaspésiens; les Etats-Unis ont accaparé presque toute la balance du poisson séché (14). L'Islande, la Norvège, la France, l'Angleterre et Terre-Neuve ont toutefois été des concurrents redoutables. Les prix, presque deux fois plus élevés que ceux obtenus pour le poisson salé, ont vite plafonné. De 1954 à 1960, le prix de vente moyen de la "Gaspé Cure" acheminée en Italie a varié

13. Radio-Pêcheries, CHNC, New-Carlisle, émission du 2 juillet 1954.

14. Rapports annuels de Pêcheurs-Unis, 1950 à 1964.

de dix-huit à vingt sous la livre; une fois soustraits les frais intermédiaires de transformation, d'emballage, d'entreposage, de transport, d'assurances et de douanes, le producteur touchait le plus souvent de six à huit sous la livre, et le pêcheur moins de la moitié de cette somme (15).

Dans l'ensemble, c'est le marché nord-américain qui a absorbé les produits frais et congelés. Les possibilités apparemment infinies de ce marché à la fois étendu et rapproché, constitué de consommateurs à niveau de vie élevé, ont suscité les plus vifs espoirs. L'attrait qu'il a exercé a précipité l'introduction de nombreuses innovations technologiques en Gaspésie au cours des années cinquante. En sus de la morue, la nouvelle flotte hauturière a capturé une plus grande variété d'espèces à son intention: plie, sébaste, flétan, maquereau etc. A compter de 1955, les fileteries québécoises l'ont alimenté en bâtonnets de poisson fabriqués à partir de pièces choisies, taillées uniformément, trempées dans une pâte à frire, panées et congelées; ou encore en blocs congelés de cinq à dix livres voués à la préparation subséquente de bâtonnets (16). La rentabilité de l'exploitation des sous-produits de poisson (farines, huiles, etc.) dans les plus grosses installations d'usinage dépendait

15. APU, document manuscrit intitulé: "Expéditions en Italie depuis 1954", n.d. Aussi: Arthur Labrie, "Les pêcheries en 1957" dans Actualités Marines, V. 2, no 1, 1958, p. 4; Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, responsable de Radio-Pêcheries, à l'émission "Le choc des idées" diffusée par Radio-Canada le 23 mars 1958.

16. Radio-Pêcheries, CHNC New-Carlisle, Témoignage de Jean Gosselin, gérant des ventes chez Pêcheurs-Unis, 20 septembre 1954.

aussi de son accessibilité (17).

Le marché s'est pourtant avéré moins perméable qu'on ne l'aurait cru. Aux Etats-Unis, l'absence d'une Régie d'Etat susceptible de contrôler le volume et le prix des importations a donné libre cours au jeu de l'offre et de la demande. Les prix ont varié de façon imprévisible. En 1952, le filet de morue congelé a été vendu au prix de douze sous la livre; Pêcheurs-Unis a dû recommander aux syndicats affiliés une diminution des avances et du filetage ainsi que l'intensification du séchage de la morue de type "Gaspé Cure", plus rentable (18). Une situation identique a prévalu en 1956 (19). En 1960, les prix ont encore dégringolé de 20 à 30% selon les produits (20). Sans connaître le degré de saturation des marchés à l'automne, Pêcheurs-Unis devait pourtant fixer au printemps le montant des avances allouées aux pêcheurs-sociétaires. Rien de commun ici avec la situation prévalant sur le marché italien et dans certaines contrées antillaises. Rien de commun non plus avec l'époque des réquisitions (21). Il a parfois fallu abaisser le prix des a-

17. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1960-61, p. 3.

18. APU, C.E. Desourdy à Lucien Curadeau, gérant à St-Maurice, le 16 février 1953.

19. APU, C.E. Desourdy à J. Arthur Fournier, gérant à Grande-Vallée, le 10 mai 1957.

20. APU, John H. Lebreton de la Cie Robin, Jones et Whitman, à l'Honorable C.E. Pouliot, 4 juin 1960.

21. Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, responsable de Radio-Pêcheries, à l'émission "Le choc des idées" diffusée par Radio-Canada le 23 mars 1958. Aussi: APU, mémoire manuscrite intitulée "Sujets de l'entretien de MM. C.E. Desourdy et Guy Bernier avec l'honorable Gérard D. Lévesque", le 21 juillet 1960.

vances au cours de la saison de pêche.

En général, les prix n'ont pas été alléchants, en raison de la vive concurrence que se sont livrés plusieurs pays européens attirés là par les perspectives du marché et la fermeté du dollar. Le volume mondial des captures - qui a doublé de 1945 à 1964 (22) - et la productivité élevée des plus grandes entreprises ont façonné le mécanisme de fixation des prix. Les producteurs québécois n'avaient pas l'envergure des grosses firmes installées à Terre-Neuve au début des années cinquante; leur capacité de production était notoirement inférieure à celle des flottes et usines islandaises et norvégiennes. Ils ont été desservis en outre par la brièveté de la saison de pêche en Gaspésie et le fréquent engorgement des marchés à l'été et à l'automne. De 1949 à 1953, par exemple, le prix moyen des filets congelés écoulés sur le marché américain a été fixé à un sou, en deça du seuil de rentabilité de Pêcheurs-Unis (23). La moindre augmentation des frais de ventes a pesé lourd dans la balance. Le coût du transport ferroviaire de Gaspé à New-York en passant par Montréal a toujours amputé d'au moins 30% la remise faite aux producteurs sur livraison de filets et blocs congelés (24). Une fois payés les droits d'entrée, les frais d'entreposage et de courtage, la conversion de la monnaie américaine en dollars canadiens prélevait quelques pourcents additionnels (25).

22. J.B. Bergevin, "Bilan de l'action gouvernementale au domaine des pêches" dans Actualités Marines, V. 8, no 1, 1964, p. 16.

23. APU, Allocution prononcée par Jean Gosselin, gérant des ventes chez Pêcheurs-Unis, lors de la convention annuelle tenue les 9 et 10 mai 1950; Ibid., avril 1954.

24. En 1951 seulement, les taux ferroviaires ont augmenté de 65%. Ibid., avril 1954.

25. En 1957, Pêcheurs-Unis a ainsi perdu \$51000.; en 1958, \$53000. Cf. APU, Allocution prononcée par C.E. Desourdy lors de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 15-16 avril 1959.

Au total, les exportateurs québécois n'ont pas eu la tâche facile. Qu'en était-il du marché domestique? Les Canadiens n'ont jamais été des consommateurs friands de poisson. L'abondance de la production agricole et la distance considérable qui sépare les deux façades maritimes du pays de ses principaux centres métropolitains justifient en partie une telle attitude. Au Québec, le Ministère provincial des Pêcheries a pourtant lancé une vaste campagne publicitaire en 1952 dans le but de sensibiliser la population aux qualités nutritives du poisson: distribution gratuite de brochures de recettes, exhibits et démonstrations culinaires, préparation et diffusion de courts métrages, cours dispensés aux commis-poissonniers de la ville de Montréal etc. Après dix années d'efforts, les responsables du projet n'ont pu que constater la stagnation de la consommation québécoise et l'échec de leur entreprise (26).

Pêcheurs-Unis a néanmoins misé sur le marché québécois. La proximité de la clientèle a permis d'y écouler surtout un poisson frais à prix de revient moindre que le produit congelé. Le service des ventes de la fédération avait déjà créé un précédent au Québec en établissant des succursales à Montréal, Québec et Matane durant la seconde guerre. Celle de Montréal, qui abritait aussi le bureau-chef, a été déménagée dans un local plus spacieux au Marché Central Métropolitain en 1962. Une nouvelle succursale a été ouverte à Rimouski en 1964 (27). Rien n'a été négligé: d'importantes quantités d'huîtres, de flétan, de saumon, d'éper-

26. Gérard Barbin, "Information et propagande" dans Actualités Marines, V. I, no 2, 1957, p. 14 et V. VII, no 2, 1963, p. 11.

27. APU, mémoire manuscrit de Guy Leblanc, secrétaire-général, intitulés: "Pêcheurs-Unis de Québec: structures, objectifs, politiques générales, programmes de développement", 1964.

lan, de pétoncle, de homard, de truite, de sardine, de crevettes, etc. ont été achetés de la fédération des Pêcheurs de l'Ouest, de Pêcheurs-Unis des Maritimes, de la Coopération Fédérée du Québec, de la Fédération des Magasins Coopératifs, et revendus ensuite sur le marché local. On a ainsi diversifié l'offre et réduit les frais de vente des produits les plus usuels de la fédération, présentés sous les marques de commerce "Bluecold" ou "Corvette" (28). Mais les prix (comparables à ceux du marché américain), les marges de profits nets et surtout le volume relativement modeste de ces transactions n'ont pas fait du marché domestique une véritable soupape de sûreté.

L'industrie de la pêche n'offrait donc plus les mêmes promesses qu'à l'époque de la seconde guerre mondiale. Au cours des années quarante, à l'époque des réquisitions et de l'expansion rapide de Pêcheurs-Unis, de nombreux producteurs avaient contribué à établir en Gaspésie un régime de libre-concurrence dont l'Etat s'était porté garant. Les anciens monopoles avaient disparu. L'aide supplétive gouvernementale, l'élévation des prix et le caractère artisanal de la pêche et des procédés de transformation avaient permis le lancement et la survie de plusieurs entreprises pourvues d'un avoir modeste, celui de pêcheurs-sociétaires ou de producteurs privés. Le pouvoir inhérent à cet avoir était nécessairement morcelé, atomistique, chacun s'efforçant au gré de ses moyens d'évincer ses concurrents, d'accaparer privilèges et pêcheurs,

28. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1959-60, p. 3.

d'augmenter son volume d'affaires. A cette époque faite de nombreuses et menues rivalités de clochers et de producteurs devait succéder, au cours des années cinquante, une période beaucoup moins propice à la rentabilisation et à la croissance des capitaux investis. Seul un appui gouvernemental vigoureux pouvait insuffler à l'industrie un certain dynamisme. Concrètement, cet appui s'est manifesté par l'introduction d'importantes innovations techniques.

Quelle est la dynamique propre à l'innovation technique? Comme toute forme d'innovation, la popularisation d'une technologie nouvelle incarne à la fois le changement et la déviance. Elle précipite le remodelage d'institutions et de structures adaptées à des modes de production moins efficaces et moins contraignants. Et surtout, elle provoque un chambardement des valeurs, la substitution de nouvelles attitudes à des normes de comportements jugées disfonctionnelles en regard de la rentabilité dont elle se réclame souvent. A compter de 1951, les autorités gouvernementales ont prescrit et coordonné la modernisation de la flotte de pêche et des opérations d'usinage. Elles ont servi aux pêcheurs et producteurs de la Gaspésie une argumentation convaincante, présentée avec une belle cohérence, étayée par les nombreux précédents créés ailleurs: il fallait une production plus considérable, de meilleure qualité, traitée plus rapidement et écoulée à meilleur prix. De plus ou moins bonne grâce, on a dû se plier à de nouvelles directives. Le lancement de plus grosses unités de pêche et la construction d'usines nouvelles ont suivi. Les technocrates gouvernementaux ont ainsi opéré à leur profit un important transfert de pouvoirs. Plus que jamais auparavant, la notion

de savoir faire s'est imposée avec force en Gaspésie. Les besoins accrus du pêcheur et de l'entreprise en capital (avoir) et en expertises (savoir) ont rapidement conduit à une bi-polarisation départageant les forts et les faibles, les gros et les petits, tandis que s'appesantissait à tous les niveaux une présence gouvernementale non plus supplétive mais essentielle. A long terme, cette situation de fait a accéléré l'institutionnalisation de Pêcheurs-Unis, dont il sera question au sixième chapitre. A court et à moyen terme, elle a surtout - ce sera en partie le propos des pages qui vont suivre - imposé une sélection "naturelle" qui a marginalisé petits pêcheurs et producteurs. Aucune solution de rechange valable n'a été présentée à ceux que la conjugaison des pressions gouvernementales et d'une conjoncture économique difficile ont ainsi évincés. Et une dure transition génératrice d'anomie (opposition de normes conflictuelles ou encore absence d'un système normatif cohérent) a ébranlé même ceux qui, de moins nombreux, ont réussi à subsister.

Appuyée sur les sortilèges de la technique, la notion de croissance a ainsi connu une vogue certaine au cours des années cinquante. Par croissance, nous entendons ici un phénomène quantifiable relevant de l'économétrie et souvent statistiquement exprimé en P.N.B. Rappelons que la notion de développement, moins étriquée, s'inspire de considérations différentes. Le développement réfère en général à la poursuite d'objectifs plus universels. Ses agents cherchent à accorder ensemble croissance, disparités régionales, niveaux de vie et cultures dans une perspective à la fois moins nationale et moins strictement économique.

A. LA PÊCHE: TRADITIONS ET INNOVATIONS

1. La modernisation et ses objectifs

Déjà utilisé depuis plusieurs décennies en Europe, le chalutier a fait une apparition tardive sur la côte orientale de l'Amérique du Nord. Si plusieurs groupes de pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre l'ont adopté durant les années trente, ceux des provinces maritimes canadiennes ne leur ont emboîté le pas qu'à l'issue du second conflit mondial (29). En 1947, le Ministère fédéral des Pêcheries a mis à la disposition des pêcheurs du littoral nord du Nouveau-Brunswick un petit chalutier vite devenu populaire (30). Ce geste a balayé les dernières hésitations du gouvernement québécois, naguère indifférent à l'expérimentation de la pêche au chalut conduite par le commandant Beaugé (31). Les autorités du Ministère provincial des Pêcheries ont donc acheté en 1951 deux chalutiers de Caraquet (Nouveau-Brunswick) et chargé la Station de Biologie de Grande-Rivière de les mettre à l'épreuve (32). Les essais ont été positifs. A compter de 1952, on a fait construire annuellement une di-

29. W.A. Black et J.W. Maxwell, "Resource utilization: change and adaptation" in Allan G. Macpherson, ed., The Atlantic Provinces, Toronto, U. of T. Press, 1972, p. 76.

30. A Pleines Voiles, V. 20, no 3, mars 1963; Radio-Pêcheries, Témoignage de Jean Fréchet, administrateur du Service de Construction Navale du Ministère provincial des Pêcheries, CHNC New-Carlisle, 20 août 1954.

31. Idem, Témoignage de Guy Leblanc, secrétaire-général de Pêcheurs-Unis, CHNC New-Carlisle, 7 septembre 1955.

32. Témoignage de Jean Fréchet, op. cit.

zaine de navires de pêche hauturière en moyenne.

TABLEAU XIX

NAVIRES HAUTURIERS CONSTRUITS ANNUELLEMENT, 1952-1965 (33)

	Chalutiers		Palangriers	Gaspésiennes	Total
	bois	acier			
1952	1		3		4
1953	1		6		7
1954	5		3		8
1955	5		2	1	8
1956	11		1	6	18
1957	5			8	13
1958	3			13	16
1959	9			16	25
1960	12			6	18
1961	6				6
1962	12	2			14
1963	13	3			16
1964	10	8			18
1965	7	3			10
Total	100	16	15	50	181

33. Germain Giroux, "Le Service d'économie maritime et la flotte de pêche hauturière du Québec" dans Actualités Marines, V. 9, no 2, 1965, p. 25.
 Cf. aussi Hervé Gauthier, A propos des usines de transformation du poisson, texte manuscrit s.l., s. éd., n.d., p. 3.

On a surtout voulu répandre l'usage du chalutier. Les premiers construits avaient quarante-huit pieds de long; ils tenaient mal la mer et leurs capacités de cale ont vite paru insuffisantes. Aussi ont-ils été rapidement remplacés par des navires d'une longueur de soixante, puis de soixante-cinq pieds (34). En soi, la chalutier représentait une innovation extraordinaire. Imaginons un navire qui tire au fond de la mer un filet de forme conique de soixante-dix à quatre-vingts pieds de largeur appelé chalut. Des flotteurs métalliques supportent la partie supérieure du filet, tandis que des rouleaux de bois franc alourdissent la mâchoire inférieure de cette gueule immense qui roule littéralement au fond de la mer, remorquée à une vitesse approximative de quatre noeuds marins. Les côtés sont tenus à distance l'un de l'autre par deux portes disposées à une vingtaine de pieds du chalut et que la pression de l'eau tend à éloigner. Un "coup de chalut" dure environ deux heures et peut couvrir une distance de huit milles. Un treuil muni de câbles d'acier assure la manoeuvre. On donne au moins trois fois plus de câble que la profondeur de l'eau où l'on pêche. Un capitaine aguerri réussira à éviter les fonds rocheux dont les aspérités endommagent le chalut. Après

34. Arthur Labrie, "L'industrie québécoise des pêches brule les étapes de la modernisation" dans Actualités Marines, V. 1, no 1, 1957, pp. 3-4; APU, mémoire manuscrit de Guy Leblanc intitulé: "L'approvisionnement en poisson de Sandy Beach, 19 août 1955; Radio-Pêcheries, Témoignage de Pierre Guay, attaché au Service de Construction Navale du Ministère provincial des Pêcheries, CHNC New-Charlisle et CKBL Matane, 25 mai 1958. Les premiers chalutiers de soixante-cinq pieds ont été introduits en 1958. Leur capacité de cale: 80000 livres de poisson, soit 30000 livres de plus que les chalutiers de soixante pieds. Ils ont toutefois été beaucoup moins répandus que ces derniers.

chaque remorquage, le filet est remonté, renversé, vidé de sa charge.

Le poisson est éviscéré, saigné, lavé à grande eau et empilé dans la cale entre des couches d'une glace concassée achetée aux entrepôts frigorifiques du Ministère (35). Si un coup de chalut remonte moins de mille livres de poisson, on a travaillé à perte et la pêche se poursuivra alors au-delà des heures normales de labeur. Une capture de cinq mille livres représente par contre un beau coup de filet (36).

Somme toute, une productivité qui n'avait pas eu son pendant dans le passé. Les partisans du chalutier ont maintes fois affirmé que ce type de navire pouvait, dans des conditions idéales, capturer dix fois plus de poisson que l'antique "barge de Gaspé" et vingt fois plus que la minuscule barque côtière du littoral nord de la Gaspésie (37). En 1958, l'un d'entre eux a livré un volume de captures équivalant à la prise totale des quarante membres d'un syndicat de pêcheurs côtiers (38). La performance du navire d'Antoine O'Connor, choisi pêcheur de l'année en 1955, a fait plus d'un envieux: près d'un million de livres au total, dont 517000 livres de morue, 280000 livres de sébaste (aussi appelé per-

35. Idem, Témoignage de Jean Fréchet, administrateur du Service de Construction Navale, CHNC New-Carlisle, 20 août 1954; A Pleines Voiles, V. 14, no 2, février 1957, et V. 18, no 9, septembre 1961; Jacques Harvey, Le trafic maritime de la Côte-Nord, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1973, p. 36.

36. A Pleines Voiles, V. 18, no 9, septembre 1961.

37. Ibid., V. 11, no 5, mai 1954.

38. APU, C.E. Desourdy à Cyrille Vaillancourt, président de la Fédération des Caisses Populaires, 14 novembre 1958.

che de mer ou poisson rouge), et 157000 livres de plie, de flétan et d'aiglefin (39). Une production non seulement plus considérable, mais également diversifiée. On pouvait chaluter à de grandes profondeurs, capturer une plus grande variété d'espèces, moissonner par exemple le poisson rouge à cent brasses de profondeur (contre soixante-dix pour la morue) (40). L'équipage d'un chalutier profitait d'une plus longue saison de pêche; plusieurs gagnaient le large dès la mi-avril, avant même que la boëtte ne pénètre à l'intérieur des eaux du Golfe (41). Si la plupart ont fréquenté les sites traditionnels de pêche (bancs de l'Orphelin, des Américains, de Brédelle, de Miscou; hauts fonds du sud-est de l'île de Bonaventure, etc.), certains ont élargi leur rayon d'action, sillonnant la côte nord du Saint-Laurent ainsi que les abords de l'île d'Anticosti et des Îles de la Madeleine. Les sorties n'ont toutefois pas souvent duré plus de trois jours, et la distance couverte avant l'immersion du chalut a rarement excédé les cinquante milles. Un plus long voyage aurait pu provoquer la détérioration du poisson amassé à fond de cale (42).

39. Radio-Pêcheries, CHNC New-Carlisle, 18 février 1956.

40. Radio-Pêcheries, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 29 septembre 1957.

41. A Pleines Voiles, V. 15, no 5, 25 mai 1958.

42. De Sainte-Thérèse, il fallait naviguer quatorze heures (135 milles) avant d'atteindre les Îles de la Madeleine, et presque autant avant d'apercevoir l'île d'Anticosti. On perdait ainsi un temps précieux pour un résultat qui n'en valut pas toujours la peine. Cf. Radio-Pêcheries, Témoignage de Simon Duguay, pêcheur de Sainte-Thérèse à l'émission "Le réveil rural" diffusée par Radio-Canada, le 15 février 1956.

D'autres catégories de navires ont contribué à grossir la flotte moderne de pêche. Les cordiers ou palangriers, imités des "longliners" néo-écossais, pêchaient à la façon des "barges de Gaspé" familières aux pêcheurs côtiers du littoral est et sud-est de la Gaspésie. Il fallait trimer dur (environ une douzaine d'heures) pour appâter de hareng environ cent cinquante lignes dormantes, ligne par ligne, croc par croc, et les libérer ensuite de leur charge. Mises bout-à-bout, les lignes mouillées pouvaient couvrir une distance de six à huit milles et porter jusqu'à dix mille hameçons. Un pêcheur de Sainte-Thérèse, Simon Duguay, a résumé les principales facettes de son travail:

"La durée du voyage du cordier est d'à peu près 22 heures. D'habitude nous partons à 5 heures le soir, nous marchons environ trois heures puis nous jetons nos rêts à harengs pour capturer la boîte nécessaire à appâter les hameçons. Ça nous en prend beaucoup: pour 150 lignes, ça nous prend environ 5 "quarts" de harengs. C'est beaucoup d'ouvrage comme vous voyez. Ensuite de ça nous avons des bouées avec des drapeaux pour indiquer où commencer à tendre nos "trawls". On boîte ces hameçons-là croc par croc. Il y a 63 hameçons par ligne et il y a 150 lignes de 50 brasses sur la "trawl", ça fait environ une distance de 8 milles: trois-quarts d'heure de parcours avec nos gros moteurs. Ça nous prend huit heures pour sortir cette "trawl" de l'eau"(43).

Cordiers et chalutiers offraient les mêmes commodités aux pêcheurs: radio-téléphone, compas, sondeur à écho. Le cordier était toutefois moins massif, sa coque était moins évasée, son moteur moins dyna-

43. Témoignage de Simon Duguay, op. cit., le 15 février 1956. Aussi: Témoignage de Jean Fréchet, op. cit., 20 août 1954. Chaque ligne portait environ quatre livres de hareng. En cas de pénurie ou pour économiser son temps, on pouvait acheter cette "boîte" au coût approximatif de deux sous la livre. Cf. A Pleines Voiles, V. 14, no 2, février 1957.

mique, son treuil moins puissant. Son plus faible tirant d'eau lui donnait accès à plusieurs havres de pêche d'abord, conçus pour accommoder les embarcations côtières. Même actionnée à l'aide d'un moteur, la palangre n'innovait pas au même titre que le chalut, théoriquement réputé plus productif (44).

Les premiers cordiers mis en service, d'une longueur de cinquante-six pieds, ont rapidement été supplantés par les "Gaspésiennes". L'architecte américain Howard I. Chapelle s'est fortement inspiré de la "barge de Gaspé" lorsqu'il a conçu les plans de ce petit cordier que la Station de Biologie Marine de Grande-Rivière a éprouvé pour la première fois en 1955 (45). Pour un prix moins élevé, la Gaspésienne offrait au pêcheur une palangre motorisée et un confort équivalent à celui du plus gros cordier. "On est bien éclairé, un poêle à l'huile, de belles tables pour manger, des lits avec des springs", soulignaient les pêcheurs interrogés à ce sujet (46). Dépourvue d'écho-sondeur et de radio-téléphone, qualifiée de "grosse barge" ou d'innovation de second plan par certains (47), la Gaspésienne n'a pas supplanté le chalutier, qui s'est imposé à

44. Témoignage de Jean Fréchet, Ibid., 20 août 1954.

45. Ibid., 13 juillet 1958. Aussi: Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, New-Carlisle, 30 septembre 1955.

46. Radio-Pêcheries, Témoignages de Cléophas Caron et Arsène Alain, respectivement de l'Anse à Beaufils et de Gascons-ouest, CHNC New-Carlisle et CKBC Matane, 4 août 1957.

47. Jean-Marc Baril, Rapport sur la mentalité des pêcheurs (recherche exploratoire), texte manuscrit présenté au BAEQ, 1964, p. 9.

un rythme accéléré (cf. tableau XIX). Mais lorsqu'ils se profilaient au loin sur la mer, on confondait parfois les deux navires, avec leurs postes d'équipage aménagés à l'avant, leurs cales à poisson au centre, et leurs timoneries à l'arrière.

Comparons les capacités respectives de ces trois types de navires hauturiers:

TABEAU XX

FLOTTE MODERNE: SPECIFICATIONS (48)

	Chalutiers	Cordiers	Gaspésiennes
Longueur	60 pieds	56 pieds	45 pieds
Largeur	15 pieds	15 pieds	11 pieds
Tirant d'eau	7 pieds	3.6pieds	3 pieds
Tonnage brut	46 tonnes	43 tonnes	15 tonnes
Moteur diesel	265 CV	165 CV	35 CV
Capacités de cale	60000 livres	45000 livres	15000 livres
Equipage	4 hommes	4 hommes	3 hommes
Prix d'achat (février 1957)	\$46000.00	\$25000.00	\$15000.00

Les plans et les devis techniques ont correspondu aux normes établies par le Ministère provincial des Pêcheries. Les cordiers de cinquante-six pieds et les chalutiers ont été construits à Gaspé, où le Ministère a aménagé et géré un chantier maritime spécialement outillé pour l'assemblage et la réparation des navires hauturiers, avec un lit d'hivernement et un plan incliné pour le hâlage (49). La compagnie Davie Brothers Limi-

48. A Pleines Voiles, V. 14, no 2, février 1957.

49. Témoignage de Jean Fréchet, op. cit., 18 août 1957.

ted, de Lévis, a décroché le contrat autorisant la construction des Gaspésiennes (50%).

Tout ce processus d'innovation a été introduit de l'extérieur. Les décisions les plus importantes ont été prises à Québec. Le Ministère n'a pas limité son champ d'intervention aux seules activités de lancement, sa politique n'a pas été qu'incitative. Avec le concours occasionnel de leurs collègues du fédéral, ses fonctionnaires ont assumé un leadership sans précédent en fixant le nombre, les dimensions, le prix et le mode de financement des navires de pêche hauturière. Leur dynamisme a rapidement conduit à une restructuration du secteur primaire de l'industrie. L'opinion du "centre" (en l'occurrence les fonctionnaires), urbanisé, évolué, novateur, polarisateur, a prévalu sur celle de la "périphérie" qui n'a, du reste, jamais été consultée, mais plutôt informée par le biais des médias écrits et électroniques. On a d'ailleurs fait une utilisation intelligente de tous les véhicules d'information disponibles. En sus de leurs fréquents péréples sur le territoire, politiques et fonctionnaires ont collaboré assidûment avec l'équipe de rédaction du journal A Pleines Voiles. Tous ont défilé à maintes reprises dans les studios de la station radiophonique CHNC de New-Carlisle dans le cadre de l'émission Radio-Pêcheries, commanditée par le Ministère et diffusée à travers la péninsule du 18 avril 1952 au 10 octobre 1959 à raison de trois émissions par semaine durant la saison de pêche, et d'une émission hebdoma-

50. Arthur Labrie, "L'industrie québécoise des pêches brule les étapes de la modernisation" dans Actualités Marines, V. 1, no 1, 1957, p. 4.

daire durant la morte saison (51). L'avalanche des informations divulguées ne doit pas faire perdre de vue l'évident parti pris des initiateurs de Radio-Pêcheries en faveur de la pêche mécanisée.

Les arguments les plus répétés avaient trait au bien-être du pêcheur, à la hausse de ses revenus, à son confort, à sa sécurité. Sans sonner le glas de la pêche côtière pour autant, la pêche moderne allait offrir aux éléments les plus jeunes, ceux-là même que fascinait la perspective d'un emploi stable et rémunérateur, une solution de rechange acceptable grâce à la pratique d'un métier "professionnalisé", moins ingrat et aléatoire (52). On s'est aussi adressé aux producteurs en évoquant la saturation des marchés du poisson, en soulignant l'étroite interdépendance entre la modernisation de la flotte et celle des installations d'usinage. En période de plafonnement des prix, seule une plus forte productivité pouvait abaisser les coûts de revient et accroître la marge des profits. Bref, il fallait à la fois de plus gros navires et de plus grosses usines. A long terme, les nouvelles techniques garantiraient la viabilité de la pêche et des entreprises, ainsi que l'augmentation du poids relatif de l'industrie dans l'ensemble de l'économie québécoise (53).

51. Gérard Barbin, "Information et propagande" dans Actualités Marines, V. 1, no 1, 1957, pp. 13-16.

52. Radio-Pêcheries, Témoignage de Germain Giroux, économiste à l'emploi du Ministère provincial des Pêcheries, CHNC New-Carlisle, 23 mars 1954. Gérard Fortin a aussi qualifié de "professionnalisation" du bûcheron les bouleversements socio-économiques provoqués par l'apparition de la scie mécanique et l'introduction de la coupe forestière estivale. Cf. Gérard Fortin, La fin d'un règne, Montréal, HMH, 1971 ch. 1.

53. A titre d'exemple: Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, responsable de l'émission, CHNC New-Carlisle, 18 juin 1957.

Les innovations proposées répondaient à un double impératif de rentabilité et de croissance. Les technocrates (le centre) ont ainsi convié pêcheurs et producteurs (la périphérie) à un mariage de raison de l'avoir et du savoir. Ces deux éléments constitutifs de la modernisation présupposaient l'exercice d'un nouveau pouvoir, celui des dépositaires du savoir. Les technologies avancées sous-tendaient aussi l'existence d'une économie d'échelles, une hiérarchisation des fonctions économiques, l'usage de deux poids, deux mesures. Dans ce contexte, les interlocuteurs privilégiés du gouvernement allaient être: 1- un noyau de producteurs constitué des plus importantes entreprises, mieux pourvues en capitaux (avoir) et par conséquent "recyclables"; 2- un contingent restreint et bien identifié de pêcheurs. Si le second de ces deux groupes nous intéresse ici, nous constaterons aussi que le premier a souvent tiré les ficelles.

D'emblée la nouvelle flotte a départagé les pêcheurs entre eux. Le Ministère n'a jamais pu répondre à la demande pour les navires hauturiers, construits au rythme de quelques unités par an. De 1952 à 1955, par exemple, un requérant sur dix a obtenu satisfaction (54). Les critères de sélection ont été rigoureux. Naturellement, on a voulu miser sur la jeunesse. Vingt-six des trente-deux membres d'équipages affectés à l'approvisionnement de la nouvelle usine de Pêcheurs-Unis dans la Baie de Gaspé en 1956 étaient âgés de moins de trente ans (55). Il fallait

54. APU, Guy Leblanc, sec.-général, à Roland Lelièvre, pêcheur de Petite-Rivière, 16 août 1955.

55. APU, texte manuscrit d'une allocution de C.E. Desourdy prononcée devant les congressistes du Conseil Canadien de la Coopération, juillet 1957. Les patrons des dix chalutiers concernés étaient âgés de moins de trente-cinq ans pour la plupart.

en outre posséder un bagage suffisant de connaissances appropriées. De nombreux commentateurs ont souligné que la pêche n'était plus un métier, mais une véritable profession (56). Pour l'abbé Philippe Blais, principal porte-parole du SSE, le métier de pêcheur hauturier comportait de multiples exigences, n'était plus seulement un "état de vie": "La mer est riche et généreuse; mais il faut de l'habileté et de la science pour la dompter" (57). "On n'utilise pas, affirmait Jean Fréchet, responsable du Service de Construction Navale, un bateau de 25 à 40 mille dollars sans se soumettre aux règlements de la route en mer, sans utiliser un compas et des cartes marines, sans surveiller de près l'engin diesel qui est le coeur du navire..." (58).

L'aspirant hauturier a vite appris à compter avec l'Ecole d'Apprentissage en Pêcheries de Grande-Rivière, fondée en 1949 par le ministre Camille-Eugène Pouliot. Malgré son appellation, l'Ecole a eu de nombreuses vocations; avant 1954, elle a accueilli trois cents stagiaires par année en moyenne, dont à peine trente pêcheurs et fils de pêcheurs,

56. Zéphirin Bérubé, statisticien du Ministère, "Le capitaine de pêche moderne" dans Actualités Marines, V. 2, no 2, 1958, p. 23; Germain Giroux, "Le Service d'Economie Maritime" dans Ibid., V. 9, no 2, 1965, p. 24; Raymond Audet, "Le Comité Consultatif de la flotte moderne" dans Ibid., V. 2, no 2, 1958, pp. 11-14.

57. A Pleines Voiles, V. 13, no 2, février 1956.

58. Radio-Pêcheries, Témoignage de Jean Fréchet, CHNC, New-Carlisle, 15 février 1954.

inscrits pour la plupart à des cours hivernaux en techniques de pêche (59). Graduellement, elle s'est donnée de nouveaux axes en fonction des priorités gouvernementales. Pour la première fois en 1954, elle a ouvert ses portes aux futurs patrons et équipiers de la flotte moderne. En trois semaines de travail intensif, son corps professoral initiait cette clientèle triée sur le volet à certains rudiments d'océanographie, de biologie, de mécanique et d'électronique. Fait significatif, le Service de Construction Navale de Gaspé établissait lui-même la liste des stagiaires auxquels un inspecteur du Ministère fédéral des Transports faisait subir un examen de compétence en radiophonie, devenu obligatoire en 1955 (60).

Plus tard, en 1958, l'Ecole a offert un cours de deux années en techniques de pêche moderne à tous les pêcheurs et travailleurs en usine âgés d'au moins seize ans et détenteurs d'un certificat de septième année. Une première année d'études consacrée à parfaire la formation générale des étudiants (enseignement du français, de l'anglais, des mathématiques, des sciences naturelles, etc.) était suivie d'une année terminale vouée

59. Travailleurs en usine et fonctionnaires ont grossi les contingents d'élèves inscrits à ces stages d'une durée variant d'un à trois mois. L'Ecole a toujours offert une gamme variée de cours portant sur des domaines connexes: enseignements destinés aux garde-pêche et garde-chasse; arts et métiers (soudure, électricité, menuiserie, mécanique, etc.); stages estivaux consacrés aux filles de pêcheurs (initiation à la comptabilité familiale et à la pratique des arts ménagers). Le Ministère a toujours défrayé en partie ou en totalité les frais encourus par les stagiaires. Cf. Radio-Pêcheries, Témoignages de Roland Gagnon, directeur de l'Ecole, CHNC New-Carlisle et CKBC Matane, 14 janvier 1956 et 8 juin 1958.

60. Radio-Pêcheries, Témoignages de Jean Fréchet, CHNC New-Carlisle, 26 mars 1955, 3 mars 1956, 22 avril 1956.

à l'apprentissage du métier. En même temps, divers stages ont été organisés à l'intention de groupes de pêcheurs "professionnels" en exercice (61). A l'appui de sa requête, l'aspirant hauturier a vite été tenu d'exhiber des certificats qui n'avaient rien à voir avec les connaissances acquises sur le tas, à bord d'une embarcation côtière. Guy Leblanc secrétaire-général de Pêcheurs-Unis, le savait fort bien lorsqu'il écrivait à un candidat de Mont-Louis: "Dans les circonstances, je vous conseille fortement de suivre les cours de pêche moderne et de satisfaire aux exigences de plus en plus fortes qu'impose la direction d'un bateau dispendieux" (62).

Ces deux critères de sélection (jeunesse et expérience pertinente) visaient à maximiser le rendement des unités construites; pêcheurs et producteurs pouvaient y trouver leur compte. Mais d'autres considérations ont vite fait de s'ajouter, traduisant l'état de subordination du secteur primaire de l'industrie, nettement à la remorque des plus importants représentants du palier secondaire. Dès cette époque, il est apparu clairement qu'on allait moderniser la flotte en conformité avec les besoins exprimés par les entreprises. D'entrée de jeu, constatant que le Minis-

61. L'année scolaire se prolongeait de la mi-septembre à la mi-mai. En moyenne, on a recruté de quinze à vingt nouveaux étudiants par année. Le Ministère défrayait 80% du coût de la scolarité; les étudiants déboursaient eux-mêmes la balance du montant exigé, soit cent cinquante dollars, en sus des frais de pension usuels. Cf. Radio-Pêcheries, Témoignage de Guy Emond, directeur de l'Ecole, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 5 septembre 1959. Aussi: Germain Giroux, "Le Service d'Economie Maritime" dans Actualités Marines, V. 9, no 2, 1965, p. 23.

62. APU, Guy Leblanc à Germain Lemieux, pêcheur de Mont-Louis, 6 février 1958.

tère s'inquiétait de la solvabilité des requérants, quelques producteurs indépendants propriétaires d'usines agrandies et rénovées - tels Louis T. Blais (La Tabatière, Basse Côte-Nord) et Robin, Whitman et Jones (Paspébiac, Gaspésie) - ont avancé à plusieurs candidats le montant de la mise de fonds initiale pour ensuite s'assurer leurs services. Cet échange de bons procédés s'est effectué au détriment de Pêcheurs-Unis, soucieux de ne pas diviser les sociétaires en pêchant par favoritisme (63). En 1955, seulement six des vingt-trois unités de pêche moderne appartenaient à des sociétaires (64). L'essor rapide de la flotte, l'avance prise par les concurrents et surtout l'ouverture d'une usine de pêche moderne dans la Baie de Gaspé ont incité Pêcheurs-Unis à réclamer la création d'un comité officiel de sélection des candidatures aux fins d'assurer une répartition géographique équilibrée des navires. Le Ministère a donné suite à cette demande en 1957. Ont siégé sur le comité: deux représentants du Ministère, deux représentants des producteurs et un représentant de la Fédération des Caisses Populaires. Aucun pêcheur hauturier n'a pris part à l'étude des requêtes. Ainsi a-t-on sauvé par un adroit compromis les intérêts du Ministère, des producteurs et du principal organisme créditeur (65).

63. APU, Guy Leblanc à C.E. Desourdy, 23 juillet 1955.

64. Trois chalutiers et trois cordiers. Les trois chalutiers livraient leurs prises à l'usine rénovée de Rivière au Renard. Les syndicats de Sainte-Thérèse, Newport et Rivière au Renard se sont partagés les trois cordiers. Cf. APU, mémoire manuscrit de Guy Leblanc intitulé: "L'approvisionnement en poisson de Sandy Beach", 19 août 1955.

65. Raymond Audet, "Le Comité Consultatif de la flotte moderne" dans Actualités Marines, V. 2, no 2, 1958, pp. 11-14.

cipale base d'opération des nouveaux navires (80), a évidemment été un point de mire. Au début des années soixante, les seuls chalutiers et cordiers livraient environ les trois quarts des prises usinées par Pêcheurs-Unis et ses syndicats dans la péninsule (81).

A quoi attribuer une aussi basse productivité? A des facteurs naturels? On avait depuis longtemps pris l'habitude d'attribuer à Dame Nature les succès et revers du pêcheur. La période de l'après-guerre n'a pas fait exception. Aux dires de plusieurs observateurs, la morue n'a pas été vorace au début des années cinquante parce qu'elle était gervée de hareng (82). En 1954, l'ouragan EDNA a certes réduit l'efficacité de la flotte, endommageant plus d'un navire, rompant plus d'une amarre, plus d'une ligne de fond (83). Plus tard, en 1957 et en 1958, le hareng s'est raréfié et plusieurs cordiers, gaspésiennes et "barges de Gaspé" n'ont pu donner leur plein rendement (84). Enfin, au début des années soixante, une "épidémie de petite morue" a durement touché tous les pê-

80. Au printemps 1956, vingt-sept navires hauturiers sur un total de trente et un avaient été alloués à des pêcheurs gaspésiens. Cf. APU, document manuscrit du Service de Construction Navale intitulé: "Liste des bateaux de pêche moderne au 3 avril 1956."

81. Bona Arsenault, op. cit. Aussi: Le problème de l'industrie de la pêche et ses répercussions sur Pêcheurs-Unis de Québec, document de travail préparé par Pêcheurs-Unis et le Conseil de la Coopération du Québec, octobre 1968, p. 30.

82. Radio-Pêcheries, Témoignage de Zéphirin Bérubé, statisticien du Ministère, CHNC New-Carlisle, 24 mars 1956.

83. APU, Allocution de Thomas Laplante prononcée à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis tenue les 13 et 14 avril 1955.

84. Témoignage de Zéphirin Bérubé, op. cit., 25 mai 1959.

1. cheurs. Pour la première fois à notre connaissance, des rumeurs ont circulé à l'effet que l'imposante flotte hauturière internationale rassemblée au-delà des eaux du Golfe contribuait à l'épuisement des stocks marins.

On pourrait aussi évoquer la mésadaptation des hauturiers, un peu comme l'a fait Gérard Fortin à propos des agriculteurs. Selon Fortin:

"La plupart des cultivateurs québécois ont accepté très facilement la mécanisation de leur ferme mais ont refusé systématiquement les innovations biologiques qui ordinairement accompagnent la mécanisation. Des troupeaux laitiers minables sont soignés par une machinerie ultra moderne. Il est à peine nécessaire d'ajouter que cette mécanisation n'a pas entraîné des pratiques modernes de gestion de ferme" (85).

Le hauturier a lui aussi accepté sans trop d'hésitations l'introduction de techniques avancées. On sait que la dynamique de l'innovation privilégie souvent les outils en une première étape. Mais l'utilisation optimale de nouveaux moyens de production présuppose aussi un chambardement des structures en place (gestion) et l'adoption de comportements fonctionnels (systèmes de valeurs, visions du monde etc.). Lorsque le contraste entre l'innovation et la tradition est trop marqué et que l'insertion des nouveaux outils n'a pas été précédée d'un effort suffisant de recyclage, voire de noyautage auprès des groupes concernés, l'innovation piétine infailliblement, génère l'instabilité, devient facteur d'anomie.

85. Gérard Fortin, La fin d'un règne, Montréal, HMH, 1971, p. 195.

Il ne fait aucun doute que les hauturiers n'ont pas toujours su tirer le meilleur parti de leurs navires. "C'est un métier à apprendre", affirmait Zéphirin Bérubé, statisticien du Ministère, devant les nombreuses critiques formulées à leur endroit (86). Plusieurs observateurs ont décrit avec force détails les déchets nauséabonds jonchant le pont de chalutiers pourtant amarrés depuis une journée entière au quai, ou encore les chairs meurtries de poissons non vidés, triés à l'aide d'une gaffe piquée au milieu du corps, exposés plus d'une heure au soleil sur le pont en attendant leur déchargement (87). En conformité avec les règlements édictés par le Ministère, le pêcheur aurait dû veiller à la propreté de son navire et apporter un soin minutieux au traitement de son poisson. Les prises devaient immédiatement être saignées, vidées et nettoyées à fond, le sang, les intestins et le limon de la mer étant foyers de bactéries. Il fallait sans délais livrer un poisson non flétri, raidi au contact d'une glace concassée étendue dans la cale. La chair du poisson, fragile, à forte teneur d'eau, livrable par surcroît deux, trois ou quatre jours après le coup de chalut ou de palangre, n'exigeait-elle pas semblables précautions (88)? De tels propos n'étonneront guère. La logi-

86. Radio-Pêcheries, Témoignage de Zéphirin Bérubé, CHNC New-Carlisle, 24 mars 1956.

87. Idem, Témoignage de Monique Plamondon, attachée au Service de Propagande du Ministère, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 21 juillet 1957; Radio-Pêcheries, Témoignage de Léo Morin, directeur du Service d'Inspection, CHNC New-Carlisle, 11 mai 1955.

88. Idem, Témoignage du docteur Aristide Nadeau, bio-chimiste à l'emploi du Ministère, New-Carlisle, 7 juin 1954. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975.

que qui les inspire découle des objectifs économiques inhérents à la modernisation de la flotte. Mais la stricte observance de toutes ces mesures aurait imposé au pêcheur un travail soutenu et systématique assez analogue à celui de l'ouvrier d'usines. On comprend facilement qu'il ait parfois adopté une attitude plus décontractée.

Autre reproche: la fréquentation assidue des sites de pêche propres aux "barges de Gaspé". Robert Raymond, professeur à l'Ecole Supérieure des Pêcheries, s'est fait le porte-parole de plusieurs producteurs et fonctionnaires devant les congressistes de Pêcheurs-Unis:

"Pour exprimer en langage populaire, les pêcheurs se "pilent sur les pieds" seulement parce qu'ils le veulent bien. On va pêcher de ce côté-ci du banc de l'Orphelin alors qu'on n'aurait que 12 à 15 milles à faire pour aller de l'autre côté qui est peut-être meilleur... Normalement, avec plus de connaissances en navigation, vous ne devriez pas avoir plus de mal à aller à 75 milles au large, à aller vers Anticosti ou vers la Côte-Nord..." (89).

Le conservatisme apparent du pêcheur tenait en partie à ce que les plus longs parcours n'étaient pas toujours profitables. Au retour, la cale était certes mieux garnie, mais des coûts d'opérations plus élevés et un poisson ramolli dans une glace fondante ne justifiaient pas toujours pareil coup de dés. On préférait donc s'attourer aux mêmes endroits, sans toutefois partager avec son voisin le secret d'une pêche réussie. Et c'est souvent ensemble, le même jour, que les navires regagnaient le havre pour y décharger leur précieuse cargaison. Parce que le dimanche

89. Idem, Allocution de Robert Raymond prononcée à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, CHNC New-Carlisle, 22 avril 1955.

était chôme par plusieurs, les usines étaient souvent saturées de poisson le samedi. Le pêcheur n'avait pas l'intention de sacrifier le traditionnel repos du dimanche à l'adoption d'un horaire rigide et rotatif ("shifts") (90).

De toutes manières, la rationalisation de la pêche aurait dû s'appuyer sur des motivations élevées. Mais l'amortissement d'un navire dispendieux et le bas prix du poisson ont tout compromis. Ottawa et Québec avaient pourtant su conjuguer leurs efforts pour offrir les nouveaux navires à des conditions apparemment avantageuses. La mise de fonds initiale du pêcheur équivalait à 15% du déboursé total. Le Ministère fédéral des Pêcheries versait \$165. la tonne, une subvention représentant de 15% à 20% du prix du navire. Le gouvernement provincial prêtait sans intérêt la balance du montant requis au pêcheur, qui s'acquittait ensuite de sa dette à raison d'un prélèvement de 14% sur la valeur des prises au débarquement. En haut lieu, on se disait satisfait d'un système conçu de façon à ce que l'avoir du maître d'équipage surpasse celui des autorités gouvernementales après cinq années d'opérations (91).

90. Alexandre Dugré, La Gaspésie, nouveau modèle, Sainte-Anne de la Pocatière, Service Social-Economique, s.d., pp. 22-24; Jean-Marc Barril, Rapport sur la mentalité du pêcheur, texte manuscrit soumis au BAEQ, 1964, pp. 11 et sq.; témoignage de Robert Raymond, op. cit.; A Pleines Voiles, V. 16, no 2, février 1959.

91. Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, animateur de l'émission, CHNC New-Carlisle, 9 décembre 1956; APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 19 octobre 1960; Germain Giroux, "L'entraide sociale et nos pêcheurs" dans Actualités Marines, V. 1, no 2, 1957, pp. 20-24.

La réalité a vite démenti ces prévisions. Le patron hauturier a été moins solvable qu'on ne l'aurait cru. D'une part, on l'a vu, le volume et la valeur de ses prises ont plafonné. D'autre part, le montant de sa dette a vite atteint des proportions alarmantes. Exprimons-le d'abord en pourcent. Les dépôts exigés en 1954 à l'achat d'un cordier et d'un chalutier s'élevaient à trois mille cinq cents et six mille dollars respectivement (92). Dans ces conditions, chacun a dû contracter un premier emprunt, soit un endettement total représentant environ 80% du prix de vente. En 1957, la répartition moyenne des sources initiales de financement s'établissait comme suit depuis l'avènement de la pêche mécanisée:

TABLEAU XXII

FINANCEMENT DE LA FLOTTE HAUTURIERE (1952-1957) (93)

	%
Epargnes de l'acheteur	1.8
Emprunts auprès des Caisses Populaires	11.2
Autres emprunts	2.0
Subvention fédérale	17.8
Prêt provincial (sans intérêt)	<u>67.2</u>
TOTAL	100.0

92. APU, texte manuscrit d'une résolution adoptée par le bureau de direction du syndicat de Sainte-Thérèse intitulée: "Renouvellement d'une demande de subvention pour notre président, M. Simon Duguay; demande d'un deuxième chalutier pour notre vice-président, M. Armand Hautcoeur", 8 février 1955.

93. Germain Giroux, "L'entraide sociale et nos pêcheurs" dans Actualités Marines, V. 1, no 2, 1957, p. 23.

Considérons maintenant la valeur brute de la dette. De 1953 à 1955, le prix d'un cordier et d'un chalutier (vingt-cinq mille et trente-cinq mille dollars respectivement en 1953) a augmenté de dix mille dollars. En 1960, le chalutier de soixante pieds coûtait presque soixante mille dollars. Selon les diverses catégories de navires, les prix ont gonflé de 50 à 80% au cours de cette période (94).

Un aussi lourd fardeau financier ne pouvait être effacé du jour au lendemain. Les revenus du patron hauturier et de ses équipiers n'ont d'ailleurs pas atteint les sommets espérés. Ici et là, quelques-uns ont bien tiré leur épingle du jeu. Les patrons des chalutiers CLAUDE et PIERRETTE, de Sainte-Thérèse, ont empoché des revenus nets approchant les cinq mille dollars à l'issue d'une excellente saison de pêche en 1954 (95). Les patrons des deux chalutiers "millionnaires" (plus d'un million de livres) de la saison 1956 (sur 48 unités au total) ont amassé des gains nets supérieurs à six mille dollars (96). Mais de telles per-

94. Radio-Pêcheries, Témoignage de Jean Fréchet à l'émission "Le Réveil Rural" diffusée par Radio-Canada le 18 décembre 1953; APU, Guy Leblanc à C.E. Desourdy, 16 juin 1955; APU, mémoire manuscrit de Guy Leblanc intitulé: "L'approvisionnement de Sandy Beach", 15 août 1955; APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 17 mai 1960; La Presse, 13 août 1960 (entrevue accordée à Jacques Monnier, journaliste, par Gérard D. Lévesque, ministre provincial des Pêcheries).

95. APU, résolution manuscrite du bureau de direction du syndicat de Sainte-Thérèse intitulée: "Renouvellement de demande d'un chalutier pour notre vice-président, M. Armand Hautcoeur", 8 février 1955.

96. APU, document intitulé: "Pêcheries maritimes du Québec, Service de Construction Navale, Captures par bateaux et par espèces et valeur en 1956".

formances, qualifiées d'optimales à la fin des années cinquante (97), n'étaient pas le lot de la majorité. En général, l'accession à la pêche hauturière n'a pas donné lieu à une hausse de revenus justifiant des investissements aussi élevés. De 1963 à 1967, le revenu net moyen de tous les membres d'équipage (patrons exclus) a oscillé entre \$1621 et \$2105 (98). Maigre pitance en vérité, à peine supérieure aux gains d'un maître de barge durant la seconde guerre mondiale (99), insuffisante en tout cas pour prévenir la désertion des plus jeunes équipiers, dont la mobilité a été un facteur de perturbations continuelles (100). Pour l'année 1957, saison "fructueuse", nous avons pu mesurer avec une relative précision la rentabilité de la pêche hauturière. Le mode de répartition des revenus patrons-équipiers s'établissait comme suit: chaque équipier touchait un salaire égal à 15% de la valeur nette des prises; le responsable du navire s'octroyait 55% du total.

97. APT, Allocution de Guy Bernier prononcée devant les membres de la Coopérative d'Habitation de Montréal, 1957.

98. Omer Chouinard, Une expérience de développement régional dans l'Est du Québec: l'intervention dans le secteur pêche en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine (1963-1972), thèse, M. Sc. Sociales (sociologie), Université Laval, 1975, p. 184.

99. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1946-47, p. 21.

100. Baril, op. cit., p. 36.

TABLEAU XXIII

FLOTTE HAUTURIERE
COUTS D'OPERATIONS ET REVENUS MOYENS EN 1957 (1)

	Chalutiers (60')	Cordiers	Gaspésiennes
Gain brut moyen	\$13760 (100%)	\$12789 (100%)	\$6754 (100%)
Remboursements (capital et assurances)	14%	14%	14%
Combustible	18%	6%	6%
Agrès de pêche	12%	8%	10%
Glace	4%	14%	3%
Gain net moyen	\$ 7155 (52%)	\$ 8596 (68%)	\$4525 (67%)
Revenu net du patron hauturier	\$ 3577.50	\$ 4727.80	\$2488.75
Revenu net de l'équipier	\$ 1073.25	\$ 1289.40	\$ 678.75

Le revenu plus élevé du patron hauturier constituait à la fois un salaire et une prime à l'investissement. Pour être exact, il faudrait cependant l'amputer encore des frais de réparation et d'hivernement, des remises faites sur l'emprunt contracté lors du versement de la mise de fonds initiale, et d'une dépréciation annuelle du capital évaluée à 7½% (2).

1. Données compilées par le Service de Construction Navale et extraites de: Actualités Marines, V. 2, no 2, 1958, p. 25. La saison 1957, rappelons-le, a été marquée d'une productivité plus forte que la moyenne. Les frais d'opérations des cordiers nous ont semblé anormalement peu élevés. Le petit nombre de navires de cette catégorie (on dénombrait 8 cordiers contre 46 gaspésiennes en 1963) explique peut-être les fluctuations statistiques annuelles.
2. Dufresne, McLagan, Daigneault inc., "L'équipage de terre et le service de direction" dans BAEQ, Plan de développement, Le secteur des Pêches, cahier no 4, 1966, pp. 29-30 et 128; Chouinard, op.cit., p. 97.

Le jeu en valait-il la chandelle? Le remboursement du prêt provincial a été effectué au compte-gouttes, trop lentement au gré du Ministère, trop rapidement aux dires du pêcheur, confronté à une productivité décevante et à la stagnation des prix du poisson. Un faible pouvoir d'achat conjugué à de fortes obligations financières ont vite compromis le régime de la propriété individuelle des navires, plus fictif que réel. Aucun patron n'a pu se libérer de sa dette au cours de la durée de la vie utile de son navire (quinze ans). Au début des années soixante, l'avis des experts était formel:

"Le gouvernement provincial est exposé, selon les tendances présentes, à subir une perte moyenne de l'ordre de 75% des prêts accordés pour la construction des chalutiers sous la propriété individuelle"
(3).

Pêcheurs-Unis s'est élevé contre cette situation:

"Les principes de la coopération ainsi que tout notre système visent à redonner aux producteurs primaires la propriété de leurs bateaux et de leurs usines. Nous ne pouvons favoriser des mesures qui tendent à lier le pêcheur et à lui enlever ses privilèges de propriétaire"
(4).

L'impasse était sérieuse. Il fallait hausser la production: l'avenir des entreprises et le succès des politiques gouvernementales

3. Dufresne, McLagan, Daigneault inc., op. cit.

4. APU, C.E. Desourdy à Gérard D. Lévesque, Ministre des Pêcheries, 13 septembre 1960. Cf. aussi: APU, texte manuscrit intitulé: "Sujets de l'entrevue de MM C.E. Desourdy et Guy Bernier avec l'Honorable Gérard D. Lévesque, le 21 juillet 1960; APU, procès-verbal du conseil d'Administration de Pêcheurs-Unis, 17 mai 1960.

en dépendaient. Mais où puiser les motivations nécessaires? Les prix versés étaient bas, l'amortissement des navires impossible, et la dépendance gouvernementale considérable. En guise de solution, on a réclamé en vain le versement d'un prix de soutien. Quelques concessions minières ont été obtenues après l'élection provinciale de 1960: le gouvernement a abaissé de 14 à 10% de la valeur des prises le montant des remboursements annuels; il a accepté de défrayer entièrement le coût de la prime d'assurance (3% de la valeur déclarée) couvrant les navires, alors qu'il ne payait auparavant que le tiers de la somme exigible (5). Le hauturier n'en est pas moins demeuré virtuellement locataire.

Pour redresser la situation, on a nourri des projets plus ambitieux, mieux adaptés aux exigences d'une économie de marché et à ses critères de rentabilité. En 1961, pour pallier à la sous-production de la flotte, le chalutier d'acier M/V BIENVENUE a été lancé. Confié à Antoine Dupuis, pêcheur d'élite de l'Anse à Valteau, ce premier spécimen québécois du chalutage arrière avait une longueur hors tout de soixante-dix-huit pieds et une capacité de cale de 100,000 livres (soit presque deux fois plus que le chalutier de soixante pieds). Il jaugeait cent dix tonnes et coûtait presque deux cent mille dollars (6). Ce ne devait être qu'un début. John H. Lebreton, gérant-général de Robin, Jones et Whitman, envisageait dès 1958 la construction de navires de grande pêche susceptibles de ratisser les fonds marins du plateau continental, achetés et gérés par les entreprises elles-mêmes:

5. A Pleines Voiles, V. 17, no 10, octobre 1960.

6. Ibid., V. 20, no 4, avril 1963.

"I am fully convinced that as a business proposition this type of boat would be more productive than the present draggers costing something over \$50,000. To me it is a matter of time until this type of fishing unit becomes a reality" (7).

Guy Leblanc, secrétaire-général de Pêcheurs-Unis, caressait un projet identique en 1964 (8). Trois ans plus tard, l'UNIPÉC et l'UNIFOX, propriétés de la fédération de Pêcheurs-Unis, prenaient la mer dans le but de stabiliser l'approvisionnement des usines. Longueur hors tout: 152 et 162 pieds respectivement. Coût approximatif: un million de dollars l'unité. Fondé sur l'intégration des secteurs primaire et secondaire de l'industrie, ce projet ambitieux représentait l'aboutissement logique des politiques mises en oeuvre depuis 1952. Il cadrerait bien avec l'une des principales hypothèses de travail retenues par les responsables du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) dans un volumineux rapport produit en 1966 (9).

Par la suite, les partisans de la grande pêche se sont tus et le rapport du B.A.E.Q. n'a guère eu de retombées immédiates. Le B.A.E.Q. avait préconisé la mise en service de quatorze chalutiers de plus de cent cinquante pieds avant 1971. En 1972, aucun navire de cette catégorie ne fréquentait les installations portuaires québécoises. Après avoir essayé quelques déficits, Pêcheurs-Unis a revendu l'UNIPÉC et l'UNIFOX à un pro-

7. APU, John H. Lebreton à C.E. Desourdy, 19 août 1958.

8. APU, mémoire manuscrit de Guy Leblanc intitulé: "Pêcheurs-Unis du Québec: structures, objectifs, politiques générales, programme de développement", 1964.

9. Chouinard, op. cit., pp. 177 et sq.

ducteur étranger. Au total, une vingtaine de navires mesuraient soixante-dix-huit pieds et plus, dont deux chalutiers de 129 et 131 pieds, propriétés de la Compagnie GORTON PEW aux Iles-de-la-Madeleine. Les navires de plus faibles dimensions sont demeurés entre les mains des pêcheurs eux-mêmes. L'auteur d'une thèse sur le mode d'intervention gouvernementale dans le secteur des pêches (1963-1972) a toutefois bien montré que le problème de l'accessibilité à la pêche hauturière n'a pas été résolu. On dénombrait 579 pêcheurs hauturiers au Québec en 1972, contre 545 en 1963. Le B.A.E.J., qui prévoyait l'adoption d'une série de mesures propres à favoriser l'abandon de la pêche côtière, avait pourtant recommandé que ce chiffre soit porté à 910. L'épineuse question de la productivité et du financement des navires n'a pas non plus été complètement solutionnée. Quant au revenu des membres de l'équipage, il a stagné de 1963 à 1967 pour ensuite augmenter sensiblement jusqu'en 1972... à la faveur du déclenchement d'un processus inflationniste que personne n'a encore su enrayer (10).

3. Le crépuscule de la pêche côtière

Les pêcheurs côtiers ont vu surgir la nouvelle flotte au moment où rien ne tournait plus rond pour eux. Déjà leurs effectifs avaient connu une chute vertigineuse au cours des années de l'après-guerre, tombant de 4673 en 1946 à 2205 en 1951 (11). Jamais plus les sommets d'antan ne seraient atteints. Malgré une brève période de rémission (1956-58)

10. Ibid., pp. 189 et sq.

11. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1946, pp. 176-77; 1951, pp. F-1 et F-2.

marquée d'une saison de pêche exceptionnelle (1956) et de la toute première distribution des prestations du régime d'assurance-chômage (1957), le déclin s'est inéluctablement poursuivi jusqu'en 1964:

TABEAU XXIV

EFFECTIFS DES PECHEURS COTIERS
EN GASPESIE 1955-1964 (12)

1955	2244	1960	2312
1956	2673	1961	1770
1957	2709	1962	1584
1958	3180	1963	1510
1959	2666	1964	1335

La statistique officielle est toutefois peu sélective. Elle dénombre tous les pêcheurs âgés de quatorze ans et plus qui tirent une rémunération quelconque de leur travail. Dès les années cinquante, les syndicats gaspésiens affiliés à Pêcheurs-Unis ont pourtant dû affecter des sommes considérables à un poste budgétaire prévoyant le remboursement des parts sociales investies par des membres désormais inactifs. Un inventaire des bilans financiers produits au printemps 1962 nous a permis de dénombrer 2000 détenteurs de parts sociales dont seulement 822 (40%) étaient

12. Cf. Actualités Marines, V. 1 à 9, no 3, 1957-1965. Les statistiques ont été compilées par Zéphirin Bérubé, fonctionnaire à l'emploi du Ministère provincial des Pêcheries et du Ministère provincial de l'Industrie et du Commerce. De 1955 à 1960, la statistique ne tient pas compte des hauturiers. De 1961 à 1964, elle englobe côtiers et hauturiers. Ces derniers représentent alors environ 10% des effectifs. Soulignons que l'écart entre les données provinciales et fédérales est assez faible. Le Bureau fédéral de la Statistique a dénombré 2586, 1615 et 1554 pêcheurs dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure en 1956, 1961 et 1966 respectivement. Cf. DBS, Fisheries Statistics of Canada, 1956, F-71; 1961, p. 29; 1966, p. 25.

encore actifs. Au terme d'une minutieuse enquête, Marcel Daneau, économiste et conseiller technique auprès du B.A.E.Q., a présenté des données élaborées pour la saison 1963. Daneau a recensé 1167 pêcheurs côtiers dont 762 seulement pratiquaient la pêche avec une assiduité minimale et un équipement en bon ordre. Production annuelle moyenne per capita: 18300 livres de poisson, soit à peine 60% de la prise annuelle d'un morutier au cours de la seconde guerre (cf. chapitre III). Actif: 80% des propriétaires d'embarcations avaient investi moins de deux mille dollars au total. Emploi du temps moyen: 98 jours de pêche; 25 jours consacrés aux "affaires de pêche"; 59 jours employés à d'autres travaux rémunérés; 181 jours de chômage (13). Bref, un effort de pêche assez médiocre.

Pourquoi pratiquer le métier à fond de train? Encore en 1960, le prix de la morue plafonnait toujours à trois sous la livre, tandis que les prix d'un filet à hareng (\$85.), d'une ligne de fond (\$50.) et d'une barque de grosseur moyenne (\$1200.) avaient plus que doublé depuis 1945 (14). Daneau a évalué à \$1972. la somme des revenus bruts moyens des côtiers en 1963, et à \$1150. et \$525. respectivement les gains bruts

13. Marcel Daneau, La situation économique de la pêche côtière au Québec, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1964, pp. 43-58.
 Marcel Daneau, "L'industrie des pêches maritimes du Québec" dans A Pleines Voiles, V. 20, no 5 et sq, mai 1963 et sq.

14. La Presse, 13 août 1960; APU, Edmond St-Laurent, gérant à Saint-Joachim, au Ministère fédéral des Pêcheries, 8 janvier 1958; APU, C.E. Desourdy à l'Hon. Antonio Barrette, premier ministre de la province, et à C.E. Pouliot, ministre des Pêcheries, 25 mai 1960; Philippe Blais dans A Pleines Voiles, V. 14, no 8, août 1957; J.B. Bergevin, "Eilan de l'action gouvernementale au domaine des pêches" dans Actualités Marines, V. 8, no 1, 1964, pp. 17-18.

et nets tirés de la pêche proprement dite (15). "Peut-on imaginer la survivance de la pêche à la petite ligne? écrivait Alexandre Dugré. Un champion, M. Coulombe, de Cloridorme, pêche à lui seul 64000 livres de morue... et pourtant doit gagner le bois, contremaître au chantier: mi-pêcheur, mi-forestier" (16). Dans ces conditions, le métier n'attirait plus les plus jeunes. Les répondants de Daneau avaient en moyenne quarante-sept années d'âge et vingt-cinq années d'expérience. Le tiers d'entre eux, moins combattifs qu'un Coulombe, ne recherchaient plus d'occupations secondaires durant l'automne et l'hiver; et les journées chômées, nous l'avons vu, s'étalaient sur la moitié de l'année (17). Au milieu des années soixante, plusieurs observateurs dont Guy Leblanc (18), Marcel Daneau et les responsables du B.A.E.Q. songeaient surtout à assurer au côtier une vie décente jusqu'à l'âge de la retraite (19). La pêche artisanale paraissait condamnée.

Situation inévitable, sans appel? Dans le contexte concurrentiel d'une économie de marché, et compte-tenu de la rareté des espèces "luxueuses" en Gaspésie, il eût été difficile de susciter une hausse spectacule-

15. Marcel Daneau, La situation économique...

16. Alexandre Dugré, La Gaspésie, nouveau modèle, Sainte-Anne de la Pocatière, SSE, s.d., p. 22.

17. Marcel Daneau, La situation... Cf. aussi Jean-Marc Baril, Rapport sur la mentalité du pêcheur, texte manuscrit soumis au B.A.E.Q., 1964, p.14.

18. Guy Leblanc dans A Pleines Voiles, V. 19, no 3, mars 1962.

19. Marcel Daneau, "La production des pêches maritimes au Québec" dans Actualités Economiques, V: 31, avril - juin 1962, pp. 65-66; Chouinard Une expérience de développement régional..., pp. 62-63.

laire des prix. La productivité du pêcheur, déjà peu motivé, a aussi été compromise par son faible pouvoir d'achat, par la brièveté des saisons de pêche. Les revenus ne pouvaient que plafonner à un bas niveau. Les technocrates gouvernementaux ont pris bonne note de cette situation au cours des années cinquante. Forts de leurs connaissances scientifiques et techniques, les fonctionnaires ont montré, on le sait, une belle propension à innover. Les objectifs de rentabilité inhérents à la modernisation ne pouvaient que reléguer la pêche côtière au rang de parente pauvre de la pêche hauturière. On a surtout misé sur une utilisation maximale des nouveaux moyens de production. Seule la professionnalisation du métier, fondée sur l'emploi de navires à haute productivité, paraissait avoir quelque avenir. L'avènement de la flotte moderne a ainsi instauré une qualité préjudiciable au côtier, qui souffrait mal la comparaison.

L'ampleur et le caractère systématique des politiques mises en oeuvre pour introduire la pêche hauturière contrastent d'ailleurs avec la timidité et l'incohérence des mesures prises pour assister le pêcheur côtier dans son travail. Le Ministère n'a inauguré qu'en 1956 son "Plan d'assistance à la construction des petits bateaux". La contribution gouvernementale était modeste (\$2. le pied pour une embarcation de 15 à 18 pieds; \$4. pour un bateau de 18 à 25 pieds; \$6. pour une barque de 25 pieds et plus), privilégiait les propriétaires d'embarcations à plus fort tonnage, et ne comportait aucun devis susceptible de favoriser l'expérimentation d'une technologie intermédiaire. Les retombées du "Plan" sur le devenir subséquent de la pêche côtière ont été pratiquement nulles.

De 1956 à 1960, on a versé 327 octrois en Gaspésie pour un montant de \$25260., soit \$77. en moyenne. Longueur habituelle des embarcations construites: vingt pieds (20). Pêcheurs-Unis, conscient de la discrimination pratiquée en faveur des hauturiers, a réclamé une intensification de l'aide accordée aux côtiers (21). Le voeu de la fédération n'a été partiellement exaucé qu'en 1964: les propriétaires de bateaux d'une longueur variant de 25 à 35 pieds ont bénéficié d'un octroi de \$12. le pied; ils ont aussi reçu une subvention couvrant 50% du prix d'achat de leurs moteurs marins, jusqu'à concurrence de trois cents dollars. Et surtout, l'important octroi fédéral naguère versé aux seuls navires hauturiers (45 pieds et plus) a été accordé aux nouveaux acquéreurs d'embarcations de 35 pieds et plus (22).

Hormis cette dernière mesure, adoptée tardivement, on a peu fait pour élever le tonnage moyen des embarcations, pour mettre à l'essai de nouveaux agrès, pour revaloriser la pêche côtière dont les rendements stagnaient. Au début des années soixante, l'introduction du filet mail-lant ("gill net") en Gaspésie, clôture sous-marine installée au fond de la mer et dont les mailles retenant le poisson par les ouïes, a suscité quelque espoir. Utilisée depuis longtemps sur la Basse Côte-Nord du

20. Radio-Pêcheries, Témoignage de Germain Giroux, CHNC, New-Carlisle et CKBL Matane, 6 avril 1958; Germain Giroux, "Le Service d'économie maritime et la flotte de pêche hauturière du Québec" dans Actualités Marines, V. 9, no 2, 1965, p. 27.

21. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 29 juillet 1959; A Pleines Voiles, V. 20, no 5, mai 1963.

22. Allocution de l'Hon. Gérard D. Lévesque, Ministre responsable des pêcheries, prononcée le 28 juin 1964 dans A Pleines Voiles, V. 21, no 6, juillet 1964.

Saint-Laurent, expérimentée avec succès par les chercheurs du Centre de Biologie de Grande-Rivière, cette "innovation" n'a toutefois guère trouvé preneur. Son coût prohibitif (trois à cinq cents dollars l'unité) et une réglementation tâtillonne (pour protéger le saumon, il était interdit de déployer le filet maillant à moins de mille verges du rivage; au-delà de cette distance, une trop grande profondeur le rendait souvent inutilisable), en ont fait une solution de dépannage pour un faible nombre de pêcheurs du littoral sud, en gros de Newport à Gaspé, lorsque la morue, gavée de nourriture, a négligé de mordre aux appâts (23).

En mauvaise posture financière, le pêcheur a toujours espéré que le gouvernement fédéral fixe un prix de soutien. Une telle garantie ne lui a jamais été offerte et il est demeuré à la merci des fluctuations à la baisse du marché. Pendant longtemps, le Ministère provincial des Pêcheries l'avait aussi habitué à certaines largesses. Au moment propice, en s'adressant au bon interlocuteur, tantôt avec l'aide du député, tantôt en écrivant directement au Ministère, on décrochait des octrois individuels à titre d'indemnités, ou pour financer l'achat ou la réparation d'agès. Mais à compter des années cinquante, ces pratiques partenalistes ont cédé le pas à une assurance-groupe et à une nouvelle politique d'emprunts. Cette nouvelle orientation a longtemps confondu le pêcheur, étonné de se voir refuser les octrois ou "secours directs" qu'il continuait à réclamer.

23. APU, Procès-verbal de l'assemblée générale du syndicat de Petit-Gaspé, 18 avril 1961; La Presse, 13 août 1960; Jacquelin Harvey, Le trafic maritime de la Côte-Nord, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1973, p. 40; A Pleines Voiles, V. 20, no 10, octobre 1963.

Le "Plan d'Indemnité" du Ministère fédéral des Pêcheries, inauguré en juillet 1953, assurait les embarcations pour des montants variant de \$250. à \$7500. Même s'il n'était tenu de verser en prime que 1% de la valeur de son bateau, le pêcheur a boudé cette mesure qui contrevenait à ses habitudes. En 1954, lorsque le terrible ouragan EDNA a balayé le littoral gaspésien, 238 des 1700 embarcations de pêche étaient assurées au Québec; trois années plus tard, le nombre des adhérents au régime se chiffrait à trois cent trente-six (24). La plus grande popularité du Service du Crédit Maritime, institué en 1941 et restructuré en 1953, révèle surtout le faible pouvoir d'achat du pêcheur. Pour financer l'acquisition ou la réparation de diverses pièces d'équipement, le requérant s'adressait aux Caisses Populaires locales. Celles-ci, mieux placées que les fonctionnaires pour apprécier ses besoins, décidaient ou non de lui avancer les montants demandés. Chaque emprunt était porteur d'un intérêt de 6% dont le Ministère remboursait les deux tiers. En Gaspésie, au cours des années cinquante, le nombre de prêts en vigueur a toujours oscillé entre 150 et 200. La dette moyenne s'élevait à environ quatre cents dollars, somme que le côtier ne pouvait investir sans le concours des caisses et du gouvernement (25). Une autre mesure, le "Plan d'Etablissement maritime et rural des jeunes pêcheurs", appliquée initialement en 1949, accordait aux jeunes pêcheurs une prime de \$300.

24. Radio-Pêcheries, Témoignage de Germain Giroux, CHNC New-Carlisle, 24 mai 1954; Idem, Témoignage de Jean B. Tousignant, administrateur du Plan d'Indemnité, CHNC New-Carlisle, 12 avril 1955 et 11 novembre 1957.

25. Idem, Témoignage de Germain Giroux, CHNC New-Carlisle, 5 avril 1954; Germain Giroux, "L'entraide sociale et nos pêcheurs" dans Actualités Marines, V. 4, no 1, janvier - avril 1960, p. 27; A Pleines Voiles, V. 14, no 2, février 1957.

en trois versements. Pour être éligible, il fallait être âgé de 21 à 35 ans, posséder une barque, des agrès ainsi qu'un lopin de terre. Le troisième versement n'était effectué qu'à ceux qui résidaient dans une maison bien à eux, adjacente à un vaste jardin potager. Cette politique répondait aux vœux pieux de ceux qui croyaient encore qu'une semi-austérité pouvait compenser le manque à gagner du côtier (26).

Rien de tout cela n'avait une envergure propre à revivifier la pêche côtière. En somme, malgré l'application de projets mieux structurés, les mesures gouvernementales ont conservé leur vocation supplétive d'antan, ce qui contrastait vivement avec les conditions faites aux hauturiers, "propriétaires", il est vrai, de valeurs beaucoup plus considérables. Bon an mal an, les demandes d'octrois ont continué d'affluer de toutes parts, souvent appuyées par Pêcheurs-Unis (27). A toutes fins pratiques, le pêcheur côtier souhaitait l'érection en système d'une dépendance gouvernementale inévitable, déjà apparente, et certes insuffisante. Il avait pour lui le poids du nombre dans une région à chômage endémique, où la reconversion de la main-d'oeuvre était difficile. Chaque abandon pouvait signifier un coût social additionnel sous la forme de paiements de transfert, la substitution d'une dépendance sociale à une dépendance économique. Entre l'exploration des possibilités de mise en valeur du potentiel humain et une approche économique et sectorielle fondée sur des préoccupations de rentabilité et de croissance, les auto-

26. Giroux, "L'entraide sociale...", pp. 21-22.

27. Nous pourrions en produire une longue liste. V.g. APU, Procès-verbal de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 15 et 16 mai 1955.

rités gouvernementales ont formulé un choix politique clair en déterminant un champ privilégié d'intervention, en acceptant un "sous-développement nécessaire". Certes, la structure même de l'économie de marché vouait la pêche artisanale à une certaine stagnation. Les prix et les revenus eussent-ils été plus élevés qu'il aurait été irréaliste d'envisager une recrudescence de la popularité du métier. Fallait-il pour cela le livrer désarmé au libre jeu de l'offre et de la demande? Un aussi rapide déclin ne constituait-il pas un prix trop élevé à payer pour la préservation de la croissance capitaliste? Dans une société progressiste qui "...ne nierait pas, comme l'écrivait Nicole Martin, la relation à double direction entre le niveau de vie, la santé, l'éducation, le taux de participation et le taux de chômage" (28), la transition aurait été moins brusque, les désaffections moins fréquentes, la stabilisation des effectifs possibles dès le milieu des années cinquante.

Hypothétiquement, on peut croire qu'une étude fouillée des techniques de la pêche côtière aurait pu conduire à l'expérimentation d'agars relativement peu coûteux et plus productifs. C'est l'avis qu'exprimait dès 1956 Etienne Corbeil, biologiste à l'emploi du Ministère provincial des Pêcheries (29). C'est aussi une des recommandations que formulait

28. Nicole Martin, "L'intégration de l'économie et du social" dans *Regards d'Universitaires* (en coll.), Montréal, HMH, 1971, p. 184.

29. Radio-Pêcheries, Témoignage d'Etienne Corbeil à l'émission "Le choc des idées", diffusée sur les ondes de Radio-Canada le 15 mars 1956.

le Terreneuvien Brox à l'issue d'un judicieux rapport sur la condition du pêcheur côtier dans sa province: "Since the new, technically modern units compete with the traditional ones (dualité) without being able to mobilize outport people for the new technology, it would be better to use public money for upgrading the traditional technology" (30). Un revenu minimum garanti récompensant la persévérance et l'effort plutôt que les marges de profits nets aurait aussi incité le pêcheur à donner sa pleine mesure. Le Trésor Public y aurait gagné au change. Une fraction moins importante de la population de la péninsule aurait subsisté par le biais de secours directs (Bien-Etre) improductifs et dégradants (31). Le total combiné des revenus tirés de la pêche, des prestations d'assurance-chômage, des allocations familiales, des pensions de vieillesse et d'emplois secondaires aurait contribué à fixer davantage la population et à réduire ailleurs un surplus de main-d'oeuvre toujours aliénant pour le travailleur salarié, comme le souligne Brox: "Urban workers are not constantly reminded that their strategic position, and

30. Ottar Brox, Newfoundland fishermen in the age of industry: a sociology of economic dualism, Toronto, Presses de l'Université de Toronto 1972, p. 90.

31. La question ne prête guère à controverses; on lira: Marcel Rioux, Belle Anse, Ottawa, Musée National du Canada, bulletin #138, 1961, pp. 24-25; Jean-Marc Baril, Rapport sur la mentalité des pêcheurs, BAEQ, texte manuscrit, pp. 10 et sq.; Brox, op. cit., p. 97 et sq; Cato Wadel, Marginal adaptations and modernization in Newfoundland St-John's, Institute of Social and Economic Research, Memorial University, 1969, pp. 27 et 66.

thus their wages, are dependent upon how satisfied the fishermen are kept in their outports, as low earnings in rural areas increase the competition for urban jobs" (32). En milieu rural plus qu'ailleurs, un revenu suffisant a aussi des effets multiplicateurs importants, même si leur apport se comptabilise difficilement. Déjà familiarisé à "...douze métiers, et parfois treize misères..." (33), le pêcheur que les circonstances n'obligent pas à abandonner le métier récoltera parfois les légumes d'un jardin potager durant l'été. Il ne chômera pas au sens strict à l'automne et à l'hiver: il réparera sa barque, ses agrès, sa maison; il coupera du bois de chauffage, soignera quelques animaux, s'impliquera occasionnellement dans diverses activités communautaires (34). La semi-autarcie préconisée par les responsables du "Plan d'Etablissement" aurait eu des retombées bénéfiques si le montant des versements avait été plus substantiel, si le pêcheur avait pu envisager la pratique de son métier sur une longue période.

Ces conjectures ne sauraient faire oublier une réalité bien différente. De toutes les pratiques gouvernementales, seule l'assurance-chômage a pu ralentir le déclin de la pêche côtière. On a longtemps re-

32. Brox, op. cit., pp. 25-26.

33. Editorial de Philippe Blais dans A Pleines Voiles, V. 10, no 7, juillet 1953.

34. Selon Wadel, "...the inshore fishermen often have considerable non-cash income because they have the time, the access, the skills, and the equipment to enjoy for virtually no cash, house, repairs, fuel, vegetables, meat game and berries to mention only the most important". Cf. Wadel, op. cit., p. 55.

fusé de reconnaître aux pêcheurs le statut de salariés, de sorte qu'ils ont dû attendre le mois d'avril 1957 avant d'adhérer au régime. Même si elle était bien fondée, cette mesure a surtout profité à ceux qui ont réalisé la meilleure saison de pêche, monétairement parlant: le taux des prestations, établi à partir des gains hebdomadaires moyens, pouvait varier de \$6. à \$30. par semaine. Elle représentait aussi un octroi indirect pour les producteurs ("employeurs" pour les besoins de la cause), qui contribuaient autant que le pêcheur à garnir la caisse: affairé à récolter le plus grand nombre possible de timbres, le pêcheur se souciait un peu moins des bas prix fixés. Pour des fins administratives, il était aussi tenu de livrer ses captures aux producteurs agréés du gouvernement: les ventes faites aux restaurateurs, colporteurs de passage et particuliers n'étaient pas considérées (35).

Malgré le nombre des candidatures pour la pêche hauturière, les côtiers n'ont pas réservé un accueil chaleureux aux plus gros navires de pêche. Plusieurs ont vite réalisé que la modernisation faisait peser sur eux une menace. Cette prise de conscience, lente et confuse, n'a pas donné lieu à des actions concertées; elle s'est aussi traduite par des dénonciations superficielles, qui escamotaient l'enjeu réel. Elle n'en dénotait pas moins la persistance d'un sérieux malaise que les partisans de la pêche hauturière n'ont jamais réussi à effacer. Les cordiers et les palangriers, dont on connaissait et appliquait depuis longtemps le

35. Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 14 avril 1957. Pêcheurs et producteurs versaient 30% des contributions. Le gouvernement défrayait 20% du montant des prestations et assumait les coûts administratifs; Wadel, op. cit., pp. 51-52; Brox, op. cit., pp. 28 et sq.

principe, n'ont pas pris figure de boucs-émissaires. L'inconnu, l'étranger, l'ennemi, c'était le chalutier. On a entretenu à son sujet les préjugés les plus tenaces.

Ne ravageait-il pas l'habitat de la morue au fond de la mer, dispersant ses fraies et les cultures sous-marines lui servant de nourriture? N'était-il pas responsable de la surpêche, de la diminution de la taille de la morue, de la baisse du volume des captures (36)? Aux termes de la loi, les patrons hauturiers auraient dû pêcher à plus de trois milles des côtes, ne pas approcher à moins d'un demi-mille des parangres. En pratique, ils ont souvent empiété sur le fief des côtiers et chaque ligne de fond endommagée (valeur: \$50.00) a soulevé un tonnerre de protestations. Le Ministère et Pêcheurs-Unis ont été saisis de plusieurs télégrammes et pétitions en provenance de Saint-Joachim de Tourelle, de Rivière-Madeleine, de Saint-Maurice, de Rivière au Renard, de Percé, où les chalutiers ont parfois patrouillé entre l'île Bonaventure et la terre ferme, etc. (37). Au nom des pêcheurs, la Chambre de Commerce Ré-

36. La Presse, 13 août 1960. Le journaliste Jean-Yves Bégin énumère les griefs formulés par les pêcheurs de Percé.

37. Dans l'ordre: APU, procès-verbal du bureau de direction du syndicat de Saint-Joachim, 21 mars 1961; A Pleines Voiles, V. 19, no 9, septembre 1962; APU, Léo Dupuis, gérant du syndicat de Rivière au Renard, à Guy Bernier, 10 septembre 1963; APU, Télégramme de A. Blondin, gérant du syndicat de Percé à l'Hon. Gérard D. Lévesque, Ministre responsable des pêcheries, 27 juillet 1962.

gionale de la Caspésie a même exigé que l'on interdise le chalutage à moins de cinq milles des côtes (38). On retiendra surtout que les critiques ont commencé à poindre dès 1954 avec l'expansion graduelle de la flotte (39), qu'elles ont été plus fréquentes au moment des mauvaises saisons (exemple: 1960), qu'elles se sont intensifiées au début des années soixante avec le déclin accéléré de la pêche côtière.

Les partisans de la modernisation se sont évidemment portés à la défense du chalutage. En hauts lieux, on a assuré que la surpêche découlait de la saturation des marchés, et non de l'épuisement des stocks marins ou de la destruction de l'habitat de la morue. Les côtiers exagéraient le nombre et les effets nocifs des délits commis par les chalutiers à l'intérieur des eaux territoriales de la Caspésie (40). Ces dénégations venaient appuyer le travail des responsables du Service de l'Information et de la Propagande du Ministère, dont Radio-Pêcheries, en ondes jusqu'en 1959, a été l'atout principal. La nouvelle flotte était indispensable, il fallait accélérer la modernisation dont les retombées bénéfiques (usines modernes, abaissement des prix de revient, alternatives nouvelles à la pêche côtière, etc.) allaient donner un second souffle à la pêche artisanale.

38. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 16 décembre 1954.

39. Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, CHNC New-Carlisle, 2 août 1954; APU, procès-verbal du Conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 16 décembre 1954.

40. Pierre Brunel, "La chalutiers ravagent-ils les fonds à morue?" dans Actualités Marines, V. 6, no 2, 1962, pp. 25-28. APU, Arthur Labrie, sous-ministre, à Jacques Archambault, réalisateur de l'émission "Chroniques Canadiennes" (Radio-Canada), 23 septembre 1960.

Les arguments de tous les agents d'innovation réunis n'ont pas étouffé la contestation. Pêcheurs-Unis, qui ne pouvait rester indifférent aux récriminations de ses propriétaires-usagers, a dû s'interposer pour éviter le pire. La question était délicate; les officiers et les membres du conseil d'administration ont dû adopter une attitude de prudence, ambivalente même. D'une part, croyait-on, le rejet de la modernisation pourrait permettre aux concurrents de produire davantage à moindres frais, et peut-être d'évincer les coopérateurs des marchés. Il ne fallait pas non plus limiter les sources d'approvisionnement; la régression de la pêche côtière, si jamais elle devait se poursuivre, prononcerait alors à moyen terme l'arrêt de mort de l'institution coopérative. Il y allait de l'avenir de l'organisation. D'autre part, Pêcheurs-Unis regroupait la majorité des pêcheurs-artisans de la Gaspésie, desservait de nombreuses zones où la pêche hauturière n'était ni praticable, ni souhaitable, et constituait le seul porte-parole efficace de ceux qui osaient réclamer un niveau de vie décent malgré des moyens de production parfois méprisés.

En toute équité, on peut affirmer que la fédération n'a pas ménagé ses interventions en faveur des côtiers (41). Elle a notamment réclamé pour eux le versement d'un prix de soutien, l'éligibilité au régime d'assurance-chômage, une politique plus généreuse en matière d'octrois et d'emprunts. Sans se prononcer sur la question controversée des effets du chalutage sur les fonds marins, elle a demandé qu'un navire patrouille-

41. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975.

leur fréquente les eaux territoriales pour surveiller les déplacements des chalutiers (42).

En même temps, comme l'a montré l'exemple de Sandy Beach, elle a accepté de relever le défi posé par les nouvelles techniques. Elle s'est donc efforcée d'apaiser les rivalités entre côtiers et hauturiers au sein de certains syndicats (43). Les officiers ont conçu une stratégie intelligente, insidieuse sous certains aspects, pour minimiser la menace que représentait la pêche moderne. En deux mots, il s'agissait de souligner les avantages qui permettraient à la pêche côtière de résister à l'épreuve du temps. Sur les ondes de Radio-Pêcheries, devant les délégués réunis en convention annuelle, au moment de la présentation des bilans financiers dans chacun des syndicats, on a répété que la pêche côtière ne pouvait pas disparaître (44). Le côtier ne livrait-il pas à son atelier un poisson d'une fraîcheur exemplaire, de meilleure qualité, qui prêtait bien au tranchage de filets frais et surtout à la préparation de l'inimitable morue séchée de type "Gaspé Cure" (45)? Les syndicats

42. APU, procès-verbal de la convention..., 15 avril 1959.

43. APU, procès-verbal du conseil..., 12 avril 1956.

44. Dans l'ordre: Radio-Pêcheries, Témoignage de Guy Leblanc, CHNC New-Carlisle, 9 septembre 1955; APU, allocution de C.E. Desourdy, prononcée devant les délégués de Pêcheurs-Unis réunis en convention, 7 avril 1954; APU, procès-verbal de l'assemblée générale du Syndicat de Saint-Maurice, 6 avril 1962.

45. A Pleines Voiles, V. 20, no 1, janvier 1963. Certains ont même prétendu que les chalutiers contribuaient à la stagnation des prix en livrant un poisson de qualité inférieure. En 1958, les côtiers de Rivière au Renard ont donc exigé sans l'obtenir une avance plus forte que celle versée aux hauturiers (APU, procès-verbal de l'assemblée générale du syndicat de Rivière au Renard, 13 avril 1958).

regroupant à la fois des hauturiers et des côtiers n'usinaient-ils pas des poissons de longueurs diverses, une plus grande variété d'espèces? leur approvisionnement soutenu n'abaissait-il pas les prix de revient? A la fin des années cinquante, la fédération a fait paraître de larges placards publicitaires dans A Pleines Voiles. En voici un exemplaire:

"Paysage familier sur la côte gaspésienne: dans les ports de pêche, les "barges" traditionnelles s'alignent le long des quais pour y débarquer des milliers de livres de beaux poissons, d'une fraîcheur parfaite parce qu'ils ont été capturés pendant la sortie quotidienne et ramenés à terre sans tarder. Les barques aux couleurs éclatantes, avec leur continuel air de fête, contribuent au charme de la Gaspésie mais sont surtout indispensables pour faire la prospérité de nos syndicats locaux" (46).

Une fois de plus, l'organisation coopérative a été coincé entre les impératifs du "primo vivere", incarnés ici par une croissance soutenue à grand renfort d'investissements et de techniques, et la poursuite d'un idéal propre aux mouvements sociaux, instruments privilégiés de participation populaire. On ne pouvait indéfiniment ménager ainsi la chèvre et le chou. Il fallait choisir en considérant le milieu économique ambiant et les données politiques de la situation. Le sixième chapitre traitera plus longuement de ces questions.

Rappelons pour l'instant que les pêcheurs-artisans n'ont pas eu gain de cause sur les principaux points litigieux. L'enquête du BAEQ a conclu à la nécessité de la fermeture de la pêche côtière. Le Plan proposait que plusieurs pêcheurs soient mutés silleurs ("reclassés"), que

46. A Pleines Voiles, V. 17, no 7, juillet 1960.

les plus âgés profitent d'une mise à la retraite anticipée. On établissait déjà à deux cents le nombre des survivants en 1971. Ceux-ci ne tireraient plus leur subsistance de la pêche d'espèces de fond telle la morue; ils rechercheraient plutôt le saumon, l'éperlan, divers crustacés (homard, crevette, etc) (47). Mais la fermeture n'a pas été décrétée officiellement et le Plan n'a pas été appliqué à la lettre, il s'en faut de beaucoup. Pour la première fois en 1969, le gouvernement provincial a versé un faible prix de soutien ("prime à l'effort de pêche diversifiée") variant d'un sou à un sou et demi la livre selon la longueur des embarcations. Seuls les côtiers "professionnels" - on était tenu de travailler durant toute la saison (quatre mois) à bord d'une embarcation d'au moins dix-huit pieds de long, et de moissonner un volume de captures respectant un quota minimum fixé par les autorités - ont bénéficié de la prime (48). En 1972, 113 embarcations montées par deux ou trois hommes selon les cas ont satisfait aux normes. Revenu brut per capita: \$1655.19 (49).

47. BAEQ, Plan de développement, le secteur des pêches, cahier no 4, 1966, p. 109.

48. Omer Chouinard, Une expérience de développement régional dans l'Est du Québec: l'intervention dans le secteur pêche en Gaspésie et aux Iles-de-la-Madeleine (1963-1972), thèse, M. Sc. Sociales (sociologie), Université Laval, 1975, pp. 154 et sq.

49. René Simard et alii, Recensement des pêcheurs côtiers professionnels de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (1972), Service de planification et de développement, Direction de l'économie, Direction Générale des Pêches Maritimes.

B. LES NOUVEAUX PROCÉDES D'USINAGE

La nouvelle flotte a été une panacée. Son apparition a fouetté les imaginations, suscité de grands espoirs, et permis à plusieurs fonctionnaires et producteurs d'entrevoir avec plus de détachement la disparition éventuelle de la pêche côtière. Elle a aussi été un catalyseur provoquant une réaction en chaîne, comme jadis la machine à tisser d'Arkwright. Jusque là, le secteur secondaire de l'industrie avait pu résister avec des moyens artisanaux à la vive pression exercée par la concurrence sur des marchés souvent engorgés. Les hauturiers offraient maintenant aux producteurs l'occasion d'augmenter le volume des produits finis. C'était même le seul moyen d'accroître un profit dont la marge était mince, inélastique. Du même coup, on écarterait la menace d'un goulot d'étranglement susceptible d'étouffer dans l'oeuf toute velléité d'innovation, à quelque niveau que ce soit.

En moins de quelques années, le mot productivité, évocateur de techniques neuves, a été sur toutes les lèvres. C'est pourtant la recrudescence des exigences gouvernementales ayant trait à la qualité des produits qui a donné le coup de barre décisif. Les partisans de la modernisation ont lié étroitement qualité et productivité. Autrement dit, la technologie avancée permettrait de hausser la productivité et de relever la qualité. Avec elle, on progresserait sur tous les fronts; hors d'elle point de salut. Le message a été transmis avec conviction par les médias au service des agents de l'innovation. Sa diffusion a coïncidé avec une surveillance sans précédent des installations d'usinage. Seuls

les plus gros producteurs ont su, dans l'ensemble, respecter les exigences du personnel d'un Service d'Inspection aux abois. Un dualisme comparable à celui qui a distingué les hauturiers des côtiers n'a pas tardé à prévaloir. Les plus vulnérables, ceux dont les moyens financiers laissaient à désirer, ont souvent plié échine et bagages.

En vertu de l'accord de 1922, les inspecteurs du Ministère provincial des Pêcheries veillaient à l'application d'une double réglementation fédérale et provinciale. Ottawa avait autorité en matière d'exportations et avait édicté des règlements sévères relatifs à l'inspection du poisson salé, séché ou fumé destiné aux marchés extérieurs: en principe, il fallait vérifier la qualité du produit et de son emballage avant d'apposer sur chaque contenant une couronne entourant les mots "Canada Inspected". Par un arrêté-en-conseil déjà ancien, Québec avait étendu les prérogatives de ses inspecteurs au poisson frais, congelé ou en conserves, sans obliger les producteurs à obtenir un certificat d'inspection. La loi provinciale prescrivait aussi l'inspection des ateliers pour y faire observer les normes les plus élémentaires d'hygiène (50).

Pour un temps, après l'époque des réquisitions, la surveillance s'est considérablement relâchée. Les inspecteurs, peu nombreux et parfois incompetents, se sont souvent bornés à examiner le produit fini sur

50. APU, document manuscrit de Léo Morin, directeur du Service d'Inspection, intitulé: "Lois et règlements d'inspection", 7 décembre 1957.

demande. On réclamait surtout leur présence pour obtenir les certificats obligatoires. L'inspection des ateliers, lorsqu'elle était faite, n'était pas sanctionnée par l'émission d'un permis. Mais cette nonchalance a vite fait place à une attitude de fermeté et de rigueur. Pour la première fois en 1954, les fonctionnaires ont procédé à une enquête systématique sur la salubrité des ateliers. Une formule de classification approuvée par le Ministère déterminait les critères sur lesquels on allait s'appuyer pour décerner un permis annuel d'exploitation. Rien n'a échappé à l'attention des inspecteurs: peinture, étanchéité des planchers, égoûts, approvisionnement en eau potable, désinfection des ustensiles, etc. Un nombre indéterminé de producteurs n'ont pu soutirer qu'un permis temporaire non renouvelable accompagné d'un avertissement (51).

Cette mesure préventive marquait le début d'une escalade. En 1956, les classificateurs des produits séchés, salés ou fumés ont été d'une sévérité exemplaire. Naguère encore, on attribuait les qualificatifs "select" et "choice" à plus de 40% des quantités de morue séchée "Gaspé Cure" apprêtées par les syndicats de Pêcheurs-Unis. Ce pourcentage est tombé à 24.13 en 1956; la plus grande partie de la production a obtenu les cotes "standard", "substandard" et "inferior". Ceux qui voyaient dans ce revirement le triste résultat d'une saison de pêche caractérisée par une forte production et un manque d'ensoleillement ont vite déchanté lorsque les statistiques des saisons suivantes ont confirmé

51. Radio-Pêcheries, Témoignage de Léo Morin, directeur du Service d'Inspection, CHNC New-Carlisle, 24 septembre 1954; Ibid., 8 juillet 1956. Le nombre des inspecteurs a alors été porté à cinquante.

la nouvelle tendance (52).

En même temps circulaient bon nombre de rumeurs inquiétantes.

"Si producteurs et pêcheurs se plaignent de la sévérité de nos règlements, ils ont tort, affirmait dès 1955 Léo Morin, directeur du Service provincial d'Inspection. Ils n'ont qu'à jeter un coup d'oeil sur certains nouveaux règlements que le gouvernement fédéral a proposés récemment aux producteurs canadiens, pour constater combien peu sévères nous sommes!"

(53). Le Ministère fédéral des Pêcheries se disposait en effet à imposer l'inspection obligatoire de tous les produits frais et congelés. Bien avant le 1er octobre 1958, date de l'entrée en vigueur de cette nouvelle politique, les inspecteurs québécois ont reçu de nouvelles consignes, resserré leurs exigences et talonné les producteurs. Le poisson frais et congelé de qualité "standard", moins bien tranché, a été banni des ateliers (54). Il n'existait plus guère d'échappatoires pour les producteurs qui ont dû observer à la lettre des règlements détaillés couvrant toutes les éventualités. Les nouvelles mesures mettaient l'accent sur la prévention autant que sur le produit fini. On allait vérifier la couleur, la propreté et la fraîcheur du poisson au débarquement, la tem-

52. APU, texte manuscrit d'une allocution prononcée par Thomas Laplante à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 15 et 16 avril 1959.

53. Radio-Pêcheries, Témoignage de Léo Morin, CHNC New-Carlisle, 11 mai 1955.

54. Radio-Pêcheries, Allocution de l'hon. C.E. Pouliot devant les membres de l'Association des Producteurs de Poisson du Québec, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 15 juin 1958.

pérature et le degré d'humidité des locaux où il serait entreposé, les conditions d'hygiène prévalant dans les ateliers (on était tenu de désinfecter deux fois par jour les pièces d'équipement qui venaient en contact avec le poisson), le degré d'oxydation des outils d'acier (on a prohibé l'usage du bois), couteaux, tables, etc. (55). Pour qu'on fasse respecter partout les mêmes critères d'excellence, le personnel du Service d'Inspection est tombé sous la juridiction directe d'Ottawa le 1^{er} avril 1959.

Aucune tergiversation n'était possible. La préparation d'un produit à peu près impeccable ne suffisait pas. Pour ne pas devoir fermer boutique, il fallait aussi renouveler la structure des bâtiments et l'équipement des ateliers. Dès 1955, la modernisation a paru "urgente" à Charles-Elmer Desourdy, et "obligatoire" à Yves Poisson, secrétaire de l'Association des Producteurs de Poisson du Québec et du Nouveau-Brunswick (56). De 1954 à 1960 environ, les travaux de construction et de rénovation se sont succédés un peu partout à un rythme étonnant. Au gré des capitaux disponibles, l'écart entre petits et gros producteurs s'est creusé. Pour la première fois en Gaspésie, la moyenne entreprise a coexisté avec le petit atelier. Les plus gros investisseurs, qui avaient pouvoir compter sur la flotte hauturière et sur des octrois subs-

55. Idem, Témoignage de P.A. Beauchessne, inspecteur, CHNC New-Carlisle, CKBL Matane, 27 mai 1959.

56. APU, Charles-Elmer Desourdy à Lucien Curadeau, gérant à Saint-Maurice 8 février 1955; Radio-Pêcheries, Témoignage de Yves Poisson, CHNC New-Carlisle, 2 mai 1955.

tantiels, ont voulu solutionner pour de bon le problème posé par les prix peu engageants du marché en portant à un plus haut niveau le volume et le rythme de leur production. La pilule a été plus amère pour les petits producteurs, incapables d'empoigner aussi fermement le taureau par les cornes.

1. La moyenne entreprise

D'un point de vue technique, les pressions exercées par le gouvernement sur les producteurs de poisson frais et congelé étaient justifiées. Cette catégorie de produits faisait de plus en plus appel à des procédés évolués qui contrastaient avec les méthodes traditionnelles de préparation de poisson salé et séché. Avec des installations rudimentaires, la plupart des producteurs gaspésiens avaient su répondre à la forte demande pour les produits congelés au cours de la seconde guerre. L'importance du marché nord-américain en a incité plusieurs à persévérer ensuite. Mais la clientèle, de plus en plus exigeante, a critiqué la marchandise offerte. La production de bâtonnets de poisson réclamait un traitement uniforme que seules les nouvelles machines à fileter, à étêter et à trancher, déjà employées dans les provinces maritimes et ailleurs, pouvaient assurer. Toutes les opérations, qu'il s'agisse de la conservation, du tranchage ou de l'emballage, exigeaient d'ailleurs un travail minutieux et un équipement convenable (57).

57. APU, texte manuscrit d'une allocution de C.E. Desourdy, prononcée à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 7 avril 1954; Arthur Labrie, "Le Québec brûle les étapes de la modernisation" dans Actualités Marines, Vol. 1, 1957, pp. 4-6.

C'est dans ce secteur que les gros investissements étaient requis, c'est là que la productivité a atteint des sommets, qu'ont convergé la plupart des chalutiers en quête d'un havre satisfaisant, et de facilités de transbordement adéquates. Où exactement? La liste est naturellement très courte. Quelques syndicats polyvalents ont pu, malgré leur peu d'envergure, s'obstiner quelques années. Un petit producteur indépendant qui avait nom J. Léonard Gaul a pu faire ériger en 1954 à la Pointe Saint-Pierre un atelier embauchant une dizaine de personnes, desservi par deux chalutiers et quelques "barges de Gaspé" (58). Toutes ces tentatives ont été éphémères. Après le décès de Gaul en 1956, son entreprise a été mise en vente, offerte à Pêcheurs-Unis qui l'a dédaignée, et fermée un peu plus tard (59). A Paspébiac, en 1954, Robin, Whitman et Jones a aménagé avec plus de succès une usine employant plus de soixante personnes et recruté une flottille de neuf chalutiers. Pêcheurs-Unis a successivement fait construire trois importantes installations à Rivière au Renard (1954), Sandy Beach (1956) et Newport (1960).

Rivière au Renard a été un ballon d'essai pour la fédération. Toutes les précautions ont été prises. Premier port de pêche en Gaspésie, Rivière au Renard rassemblait cent vingt-cinq pêcheurs-sociétaires. Le volume de la production du syndicat de l'endroit, le plus considérable,

58. APU, Mémoire manuscrit de Guy Leblanc intitulé: "D'approvisionnement en poisson de Sandy Beach", 19 août 1955; cf. également Ministère de l'Industrie et du Commerce, Index des Manufactures en 1956; répartition géographique, Bureau des Statistiques de Québec, 1957, pp. 7-8.

59. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 12 décembre 1956.

et sa situation financière saine (surplus nets: \$15,978. et \$17,229. en 1952 et 1953 respectivement) auguraient bien pour l'avenir. Depuis 1953, un chalutier et un cordier lui étaient attachés (60). La promesse d'un octroi gouvernemental important a aussi pesé lourd dans la balance. L'usine a coûté \$65,815. et la contribution du Ministère provincial des Pêcheries, un sommet pour l'époque, s'est chiffrée à \$36,422. L'Union Régionale des Caisses Populaires de la Gaspésie (Maria) a prêté la somme de \$25,000. remboursable en dix années et grevée d'un intérêt de 5%. La nouvelle bâtisse mesurait cent pieds par soixante-dix; elle était équipée de convoyeurs, d'une "plumpeuse" mécanique, de tables de tranchage en aluminium à l'épreuve de la corrosion. Une cinquantaine de travailleurs y ont trouvé de l'embauche durant l'été. Le séchage de la morue, qui accaparait encore le tiers des captures en 1953, a vite été abandonné au profit de la préparation de produits frais et congelés, en filets ou en blocs (61).

À Sandy Beach comme à Newport, la fédération a caressé et réalisé des projets plus ambitieux. Aucun syndicat n'aurait pu supporter seul le fardeau financier qu'impliquait la construction de ces deux centres de production capables de transformer annuellement plus de dix millions de livres de poisson. Aucun pêcheur-artisan ne fréquentait d'ailleurs Sandy

60. APU, Guy Bernier à Adrien Bernard, gérant de l'URCP, 19 avril 1954.

61. Radio-Pêcheries, Témoignage de Léo Dupuis, gérant du syndicat de Rivière au Renard, CHNC New-Carlisle, 4 juin 1954 et 13 juillet 1955.

Beach, sur la rive méridionale de la baie de Gaspé. En revanche, on trouvait à proximité un séchoir artificiel et un vaste entrepôt frigorifique, propriétés gouvernementales. Le voisinage du chantier maritime et la présence d'un quai en eau profonde relié à une voie ferroviaire allaient faciliter le recrutement des hauturiers, le déchargement des navires et l'expédition des marchandises (62). La mise a été énorme: \$475,000. au total. Les contributeurs ont été les suivants:

- octroi du gouvernement provincial: \$105,000.
- emprunt à la Banque d'Expansion Industrielle: \$170,000.
- emprunt à la Banque Toronto-Dominion: \$100,000.
- capital du syndicat des pêcheurs de Gaspé: \$25,000.
- capital de Pêcheurs-Unis: \$75,000.

En plus du versement d'un octroi important, le Ministère s'est porté garant de l'emprunt contracté auprès de la Banque Toronto-Dominion. Les parlementaires de la province ont voté pour l'occasion une loi d'exception autorisant Pêcheurs-Unis à émettre des certificats d'obligation jusqu'à concurrence de quatre cent mille dollars. Cette mesure a permis de satisfaire aux exigences de la Banque d'Expansion Industrielle. Avec la participation financière du syndicat de Gaspé, constitué de hauturiers, Pêcheurs-Unis a investi \$100,000. et assumé la gestion de l'entreprise (63). Beaucoup plus vaste que l'usine de Rivière au Renard, équipé

62. A Pleines Voiles, V. 12, no 6, juin 1955.

63. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 13 décembre 1956. Lucien Viau, sous-secrétaire de la Banque d'Expansion Industrielle, a assisté à la réunion. Aussi: APU, C.E. Desourdy à Cyrille Vaillancourt, gérant de la fédération des Caisses Populaires Desjardins (Lévis), 14 novembre 1958.

comme elle de la machinerie la plus moderne, le complexe de Sandy Beach allait accueillir plus d'une dizaine de chalutiers et embaucher jusqu'à 120 travailleurs durant la période estivale. On le destinait aussi à recevoir les captures que d'autres ateliers, trop petits, parfois paralysés par des bris mécaniques, ne pourraient apprêter. Pour la première fois, dans une salle aménagée à cette fin, les résidus de poisson naguère inutilisés allaient être traités sur une vaste échelle; les responsables du projet ont fièrement souligné l'importance des revenus complémentaires que procurerait la fabrication d'une farine de poisson et l'extraction d'une huile de foie de morue aux nombreuses vertus médicinales (64).

Dernier jalon: Newport, principal centre de pêche du littoral sud-est de la Gaspésie, où le séchage et le salage du poisson étaient jadis une spécialité. Le gouvernement fédéral s'est chargé de construire un havre neuf, tandis que le Ministère provincial des Pêcheries a agrandi ses installations frigorifiques et aménagé une fabrique de glace moderne. L'usine, comparable en tous points à celle de Sandy Beach avec sa chaîne moderne de tranchage, de mirage et d'emballage, avec son atelier voué à la récupération des sous-produits, a coûté \$452,000. dont \$105,000. ont été octroyés par le gouvernement provincial. Le Mouvement Desjardins (Lévis) a remoué pour la première fois avec Pêcheurs-Unis depuis la crise de l'après-guerre en prêtant presque la totalité de la somme requise pour

64. Radio-Pêcheries, Témoignage de Jacques Aird, gérant de l'usine de Sandy Beach, CHNC New-Carlisle, 6 novembre 1954 et 17 juin 1956; APU, Mémoire manuscrit de C.E. Desourdy intitulé: "Intégration de l'usine de Sandy Beach dans la structure de Pêcheurs-Unis, 19 octobre 1955.

compléter l'aménagement des nouvelles installations. Au plus fort de la saison de pêche, la fédération, propriétaire et gestionnaire de l'usine allait embaucher une centaine de travailleurs, "trancheurs", "plumeurs", "mirseurs", "empaqueteurs", journaliers, etc. (65).

Ces projets ne se sont pas matérialisés du jour au lendemain. On s'attela à une tâche redoutable et plusieurs difficultés ont dû être aplanies. Les sociétaires de Rivière au Renard n'ont pas sacrifié sans réticence leur polyvalence d'autrefois en faveur d'une spécialisation coûteuse. On a tenu assemblée sur assemblée pour les convaincre. Un vote secret a finalement favorisé par une mince marge les partisans de la modernisation (66). Guy Leblanc, secrétaire-général, a dû se montrer persuasif pour taire la méfiance de certains syndicats inquiétés par la mainmise de la fédération sur Sandy Beach. Dans l'accomplissement de sa délicate mission, Desourdy lui a transmis des instructions précises: "Nous devons les convaincre (les syndicats) que le succès de Sandy Beach est leur propre succès et leur moyen de survivre. Je désire tout particulièrement qu'il soit bien compris que nous ne sommes pas à organiser une régionale à Gaspé, et que les affaires des syndicats doivent passer directement par Montréal comme par le passé, et non par Gaspé" (67). A

65. A Pleines Voiles, V. 16, no 1, janvier 1959; V. 17, no 1, janvier 1960; supplément du 7 septembre 1960.

66. APU, procès-verbal de l'assemblée générale du syndicat de Rivière au Renard, 21 octobre 1953; procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 12 août 1952; Radio-Pêcheries, Témoignage de Guy Leblanc, CHNC New-Carlisle, 9 juillet 1954.

67. APU, C.E. Desourdy à Guy Leblanc, 1er juin 1956.

Newport, une délégation dirigée par le maire de l'endroit a exigé au nom des pêcheurs que la future usine soit réservée à l'usage exclusif des pêcheurs côtiers (68).

Même si la contribution financière du gouvernement, co-initiateur des projets, a répondu aux attentes de Pêcheurs-Unis, plusieurs organismes créditeurs se sont faits tirer l'oreille. L'entreprise paraissait hasardeuse aux mains d'une organisation en tutelle quelques années plus tôt. A Rivière au Renard, l'emprunt demandé - seul passif du syndicat - n'a été obtenu qu'une fois la construction achevée (69). A Sandy Beach comme à Newport, les négociations ont été longues, parfois ardues et les financiers ont exigé l'émission de certificats d'obligations ou de solides garanties écrites du gouvernement. Pour faire bonne mesure, il faudrait ajouter à la liste des écueils le difficile recrutement des hauturiers à Sandy Beach, le contre-projet du Ministère fédéral des Travaux Publics, qui a momentanément décidé de construire un havre en eau profonde à Chandler plutôt qu'à Newport (70) et l'opposition de la compagnie Robin, Whitman et Jones à la réalisation du complexe de Newport, non loin de

68. APU, C.E. Desourdy à Polydore Grenier, gérant à Newport, 12 mars 1958.

69. APU, Guy Bernier à Adrien Bernard, gérant de l'URCP (Marina), 19 avril 1954.

70. APU, C.E. Desourdy à Ronald Jephson, secrétaire exécutif, Ministère fédéral des Travaux Publics, 10 février 1959. Quatre cent cinquante citoyens de Newport ont expédié au Ministère Howard Green une pétition en guise de protestation.

Paspébiac (71).

On a fêté avec faste, soulagement et fierté l'ouverture de l'usine de Newport en 1960. Pêcheurs-Unis venait de franchir une étape décisive. La fédération pouvait désormais écouler des produits frais et congelés traités simultanément dans les trois principales sous-régions de pêche de la péninsule: au nord-est, Rivière au Renard, où de nouveaux capitaux avaient été injectés depuis 1954; à l'est, Sandy Beach, avec son syndicat de pêcheurs hauturiers; au sud-est, Newport et son hâvre renchaussé de pierres, qui abritait une flottille mixte d'embarcations côtières et hauturières.

Quelques statistiques suffirent à montrer la contribution capitale des trois usines. De 1953 à 1964, le volume total des captures de Pêcheurs-Unis en Gaspésie a presque triplé, passant de 12,108,823 livres à 34,752,737 livres. La flotte hauturière, qui récoltait près des deux tiers des prises débarquées dans la péninsule au début des années soixante, est directement responsable de cette hausse. Sans la présence d'installations modernes, les petits ateliers locaux auraient vite été débordés. En 1953, alors que la polyvalence et la décentralisation étaient toujours à l'honneur, le syndicat de Rivière au Renard battait la marche avec 2,577,229 livres (20% du total gaspésien), suivi de loin par Cloridorme et Newport. Six années plus tard, en 1959, la somme combinée des seules captures apprêtées à Sandy Beach (9,064,312 livres ou 33% du total)

71. Robin, Whitman et Jones a voulu obtenir des garanties relatives à l'approvisionnement de sa propre usine de Paspébiac avant de vendre à Pêcheurs-Unis un terrain cédé à Newport. APU, C.E. Desourdy à John H. Lebreton, gérant-général de Robin, Whitman et Jones, 2 septembre 1958.

et à Rivière au Renard (4,314,954 livres ou 14% du total) représentait 47% du volume global des prises. Et en 1964, avec l'addition de Newport, l'augmentation graduelle des capacités de Rivière au Renard et l'intensification des transferts de poisson en provenance de syndicats inopérants ou moins bien outillés, la part prise par les nouvelles usines était devenu largement prépondérante (78.7%) (72).

✓ Toutefois, la productivité des hauturiers a déçu et la réduction des coûts unitaires de production a fait problème. Même si l'approvisionnement était plus constant que dans les petits ateliers, une fraction du potentiel de production demeurait inutilisée (73). On attendait de dix à douze millions de livres par saison à Sandy Beach et à Newport.

Sandy Beach n'a atteint cet objectif qu'en acceptant la totalité des captures des pêcheurs de Petit-Gaspé (rive septentrionale de la baie de Gaspé) ainsi que celles de pêcheurs indépendants. A l'occasion, certains syndicats dont Cléridorme, Sainte-Thérèse et l'Anse au Griffon y ont effectué des livraisons substantielles (74). Plus à l'écart, soumis à la concurrence de Paspébiac, incapable de "régionaliser", Newport a été sous-alimenté: de 1961 à 1964, le volume des débarquements a oscillé entre 4,729,226 et 9,296,700 livres (75). On a versé de bas salaires: une ordonnance de la Commission du Salaire Minimum en 1960 portant à

72. Rapports annuels de Pêcheurs-Unis, 1954-55, 1959-60, 1964-65.

73. BAEQ, Plan de développement, Secteur des Pêches, op. cit., p. 35.

74. APU, document intitulé: "Pêcheurs-Unis, succursale de Gaspé: prises saisonnières de 1959 à 1963.

75. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1964, p. 10.

64¢ le taux horaire minimal a eu des effets contrariants, incitant la fédération à rémunérer la main-d'oeuvre féminine à la pièce (76). L'épidémie de petite morue du début des années soixante (plus des trois quarts des captures ont été classées dans les catégories "small" et "extra small" a aussi contribué à élever les prix de revient.

Insatisfaits, les administrateurs de Pêcheurs-Unis ont alors jeté un long regard sur les syndicats, dont plusieurs éprouvaient déjà de sérieuses difficultés financières et d'approvisionnement. La décentralisation, cheval de bataille des fondateurs, allait être remise en cause au profit d'une double intégration verticale et horizontale.

2. La petite entreprise

L'issue du combat qu'ont dû livrer les petits producteurs pour leur survie a toujours été douteuse. Dans la mesure de ses possibilités chacun s'est plié aux directives contenues dans les devis techniques du Ministère. De nouveaux corps de logis (40' x 60' ou 60' x 80' selon les endroits) à revêtement d'aluminium, érigés à proximité des terrains de séchage et des entrepôts de classification, ont souvent remplacé les anciens bâtiments de bois. On a modernisé les procédés de salage dans les ateliers. Les planchers, cimentés, avaient l'inclinaison nécessaire à leur égouttement. Le poisson, entraîné sur des tables de métal par le mouvement circulaire de l'eau, était successivement tranché et salé. Des chambres de réfrigération à température contrôlée accueillaien le

76. APU, lettre circulaire de Guy Bernier aux gérants de succursales de Pêcheurs-Unis du Québec, 5 mai 1960.

produit saumuré lorsque la mauvaise température interdisait son exposition immédiate au soleil, sur les vigneaux (77). Plusieurs terrains de séchage ont été élargis, nivelés, et sillonnés de voies carrossables. Pour les va-et-vient continus du terrain à l'atelier, un tracteur a souvent remplacé les antiques brouettes et brancards, tirant une remorque sur laquelle on juchait des vigneaux non plus fichés en terre mais portatifs (78). Les autorités gouvernementales ont aussi encouragé l'aménagement de séchoirs artificiels. Jusque là le Ministère en avait mis deux à la disposition des pêcheurs et producteurs pour pallier aux caprices du climat et abriter la production excédentaire. Celui de Rimouski était consacré au poisson fortement salé des pêcheurs de la Basse Côte-Nord du Saint-Laurent. Celui de Gaspé dépannait les Gaspésiens surtout à l'automne, lorsque le retour des pluies, de la brume et de la froidure compromettait le séchage naturel et retardait jusqu'au printemps l'expédition du poisson vers les marchés d'outre-mer (79). Ses capacités insuffisantes ont incité quelques syndicats et producteurs parmi les mieux outillés à aménager leurs propres séchoirs.

La modernisation a donc été à l'ordre du jour. Inquiétés par

77. Radio-Pêcheries, Témoignage d'Aristide Nadeau, directeur du Service Technique du Ministère, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 13 octobre 1957; APU, allocution de Thomas Laplante, convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 12 avril 1956.

78. A Pleines Voiles, V. 14, no 2, février 1957.

79. Radio-Pêcheries, Témoignage de René Poirier, surintendant du séchoir artificiel de Gaspé, CHNC New-Carlisle, 29 juillet 1956; A Pleines Voiles, V. 20, no 4, avril 1963.

les nouveaux critères de qualité, Napoléon et Xavier Lelièvre (Sainte-Thérèse et Grande-Rivière) ainsi que les syndicats de Saint-Maurice, Cloridorme, Sainte-Thérèse et Percé ont ouvert le bal en 1955. Les pêcheurs-sociétaires de Cap des Rosiers, Grande-Vallée, l'Anse au Griffon et Barachois ont tour à tour imité ces précurseurs avant 1960. Selon Thomas Laplante, gérant de la production chez Pêcheurs-Unis, les plus gros syndicats disposaient en 1960 d'ateliers susceptibles "...de recevoir plus de poisson et de le travailler dans de meilleures conditions qu'autrefois" (80). Les statistiques suivantes donneront une idée précise du coût des installations:

TABLEAU XXV

COUT ET FINANCEMENT DE QUELQUES USINES
DE POISSON SALE ET SECHE (81)

	bâtisses	machinerie	coût total	octrois	%	emprunts	remboursements annuels (intérêt compris)
Grande-Vallée	24,583.	6,810.	31,393.	10,000.	31.8	20,000.	2,400.
Cloridorme	42,732.	8,978.	51,710.	18,000.	34.8	24,000.	3,480.
Saint-Maurice	13,243.	4,667.	17,910.	5,500.	30.7	12,000.	1,740.
Anse au Griffon	21,517.	9,373.	30,891.	10,000.	32.3	14,000.	2,280.
Barachois	24,105.	8,746.	32,852.	10,000.	30.4	20,000.	2,400.
Percé	43,047.	13,320.	56,368.	25,000.	44.3	18,000.	4,940.

80. APU, allocution de Thomas Laplante, convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 5-6 avril 1960.

81. APU, Améliorations récentes aux usines de poisson salé et séché, 1960.

Dans les syndicats, cette modernisation avait coûté \$248,000. au total en 1960. Le gouvernement provincial avait octroyé environ le tiers de cette somme, en plus de mettre à la disposition des producteurs des neiges et hangars de classification (82). Au besoin, il est aussi intervenu de diverses manières, fournissant ici la machinerie d'une chambre de congélation, cimentant là le plancher d'une usine, achetant ailleurs des terrains et des bâtisses pour les revendre à prix modique à un syndicat (83). La fédération de Pêcheurs-Unis, qui a surveillé la réalisation des projets par le biais de son Service des Achats, n'a pas investi ses propres réserves en capital. Les syndicats, parties contractantes dans ce dernier baroud d'honneur de la décentralisation, ont immobilisé un capital constitué d'un prélèvement de 5% sur la valeur des captures des membres actifs et emprunté des montants substantiels, notamment auprès des Caisses Populaires (plus de \$150,000. en 1960) (84).

Ces investissements représentaient peu et beaucoup à la fois. La préparation de produits salés et séchés n'a évidemment pas exigé des mises de fonds comparables à celles qu'ont engouffré Newport et Sandy Beach. Confiée à une douzaine d'employés tout au plus, la manutention directe primait encore sur la machine. Pourtant, plusieurs producteurs

82. Procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 19 octobre 1960.

83. APU, Arthur Labrie, sous-ministre, à Alphonse Couturier, député provincial de Gaspé-Nord, m.d.; APU, Guy Bernier à Adrien Bernard, 30 janvier 1957.

84. A Pleines Veilles, V. 15, no 8, août 1958; APU, C.E. Desourdy à l'hon. Gérard D. Lévesque, Ministre des Pêcheries, 13 septembre 1960.

n'ont pu participer à la ronde des rénovations. Ceux qui l'ont fait ont dû porter le lourd fardeau que constituait un remboursement annuel de deux, trois ou quatre mille dollars. Le moment était mal choisi. La régression de la pêche côtière n'a épargné aucune sous-région. Même dans les bastions les plus solides, le volume des prises a presque toujours stagné ou diminué malgré l'apport de quelques unités hauturières:

TABLEAU XXVI

CAPTURES PAR SYNDICAT, 1956-1960 (EN LIVRES) (85)

	1956	1957	1958	1959	1960
Saint-Joachim	600,240	442,376	330,100	386,309	368,774
Mont-Louis	544,677	309,883	381,283	448,358	399,506
Madeleine	34,117	37,625	66,903	102,601	88,888
*Grande-Vallée	1848,784	1280,411	1044,626	1089,793	545,238
*Clériderme	2177,068	1850,776	1182,033	1188,825	949,330
*Saint-Maurice	2380,635	1306,729	1432,608	1848,489	1329,881
*Anse au Griffon	1668,333	1701,992	1066,391	909,901	767,823
*Cap des Rosiers	381,073	854,287	544,060	692,983	745,626
*Barachois	1503,876	1840,078	1681,611	933,467	789,248
*Percé	2863,270	2417,478	1489,024	994,182	799,762
*Sainte-Thérèse	2274,817	2496,110	2440,381	1928,062	889,866
Gascons	2815,827	1165,704	634,673	304,946	277,293
Ruisseau-Leblanc	329,663	—	278,852	110,661	52,316

* syndicats producteurs de poisson séché et salé

85. Les succursales de Pêcheurs-Unis et quelques syndicats inopérants ne figurent pas dans cette liste, cf. APU, document manuscrit intitulé: "Résumé des prises de poisson par syndicat. Tableau comparatif pour les années 1956-1960".

Même si les frais d'opérations des huit syndicats producteurs de poisson séché et salé ont inexorablement augmenté du quart en moyenne de 1955 à 1960, les chiffres d'affaires ont partout plafonné (86). A la fin des années cinquante, les surplus annuels d'opérations étaient minces, parfois inexistant, et la fédération a réclamé du Ministère le versement d'octrois supplémentaires au nom des syndicats menacés dans leur existence même (87). Le refus gouvernemental n'a étonné personne puisque la contribution du Ministère avait été jusque là vigoureuse et essentielle, bien que désordonnée. Cette détérioration de la situation financières était d'autant plus spectaculaire et décevante qu'en 1954 les syndicats n'avaient aucun passif, les vestiges de la crise de l'après-guerre ayant été effacés à l'issue d'un remarquable effort de consolidation (88).

Une tenaille s'est refermée sur les sociétaires. En 1957, chacun d'entre eux avait investi \$600. en moyenne dans son syndicat sous forme de parts sociales. Guy Bernier a d'ailleurs souligné qu'aucun autre secteur coopératif de la province n'avait exigé semblable capitalisation de ses membres (89). Au moment où une foule de sociétaires

86. APU, Coût au cent livres de produits finis pour les cinq dernières années, 1961. Estimés à \$7.68 en 1955, les coûts ont atteint \$10.65 en 1960.

87. APU, C.E. Desourdy à l'Hon. Gérard D. Lévesque, Ministre, 13 septembre 1960.

88. ACP 01.7. Rapport annuel des activités du SSE, 1956-57; A Pleines Voiles, V. 12, no 6, juin 1955.

89. APU, allocution de Guy Bernier devant les membres de la Coopérative d'Habitation de Montréal, 1957. Le montant d'une part sociale a été porté à \$50.00 en 1953.

inactifs exigeaient le remboursement des sommes qui leur étaient dues, les membres actifs, de moins en moins nombreux, ont dû payer à même leurs revenus des annuités élevées pour acquitter leur organisation de la dette encourue pendant les rénovations. Plusieurs créanciers potentiels ont souligné le caractère aventureux des tractations financières en cours. Cloridorme a esquivé un double refus de la Banque d'Expansion Industrielle et de la Société des Artisans, inquiétées par les bilans déficitaires des années précédentes (90). En dernier ressort, l'Union Régionale des Caisses Populaires a tiré les coopérateurs de l'impasse malgré ses moyens limités (91). Adrien Bernard, gérant de l'Union Régionale, n'était pourtant pas dupe. Il savait bien que son organisation prêtait à des coopératives parfois incapables de rémunérer leurs gérants ou de boucler leurs budgets (92) même après la complétion partielle des travaux de modernisation. "S'eût-il agi de demandes pour lesquelles nos commissaires de crédit n'auraient pas eu de sympathie particulière, écrivait-il en 1960, je suis persuadé que leurs décisions auraient été négatives sans trop d'hésitation" (93).

90. APU, Lucien Viau, sous-secrétaire de la Banque d'Expansion Industrielle, à Guy Bernier, 22 octobre 1956; Gilles Mercure, de la Société des Artisans, à René Paré, président de la Société, 5 août 1957.

91. A Pleines Voiles, V. 15, no 2, février 1958.

92. APU, procès-verbal du bureau de direction de Grande-Vallée, 20 avril 1956; C.E. Desourdy à l'hon. C.E. Pouliot, Ministre, 6 mai 1960.

93. APU, Adrien Bernard à Guy Bernier, 22 janvier 1960.

La modernisation, cet abîme financier, n'a en définitive rien résolu. En un chassé-croisé de revendications fondées sur l'interprétation rigoureuse de règlements sévères, les inspecteurs ont fait la vie dure aux producteurs. Modernisation ou pas, il a fallu demeurer sur le qui-vive, accepter sans broncher la faible cote de qualité décernée aux produits finis, se résigner à entreprendre sans cesse des travaux additionnels. On comptabilise mal le coût des réaménagements successifs dont les sociétaires de Cap des Rosiers, de Grande-Vallée, de Percé ou d'ailleurs ont fait les frais (94). Alarmé, Pêcheurs-Unis a constitué deux comités - l'un au sud, l'autre au nord de la Gaspésie - regroupant gérants et centremaitres en 1958. Tour à tour, on a évoqué la sévérité gouvernementale, les caprices de la température, la surproduction occasionnels, l'inexpérience de la main-d'oeuvre (95). En vérité, la modernisation des salines n'avait pas soustrait les producteurs à une série d'impondérables dont leurs entreprises avaient toujours porté l'empreinte. Mais désormais, chaque déveine, chaque erreur de parcours étaient l'objet de sanctions sévères (avertissements, consignations, réparations, etc.) parce que la technique et ses critères de production étaient au moins aussi considérés que la qualité des produits finis. Lucien Curadeau, gérant à Saint-Maurice, ne dissimulait pas son désenchantement

94. Dans l'ordre: APU, René Peirier, directeur du Service d'Inspection, à Thomas Laplante, 6 octobre 1961; Philémon Huard, gérant à Grande-Vallée, à C.E. Desourdy, 11 août 1959; Léo Morin, directeur du Service d'Inspection, à C.E. Desourdy, 22 août 1957.

95. APU, allocution de Thomas Laplante, convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 9 et 10 avril 1958.

en 1958:

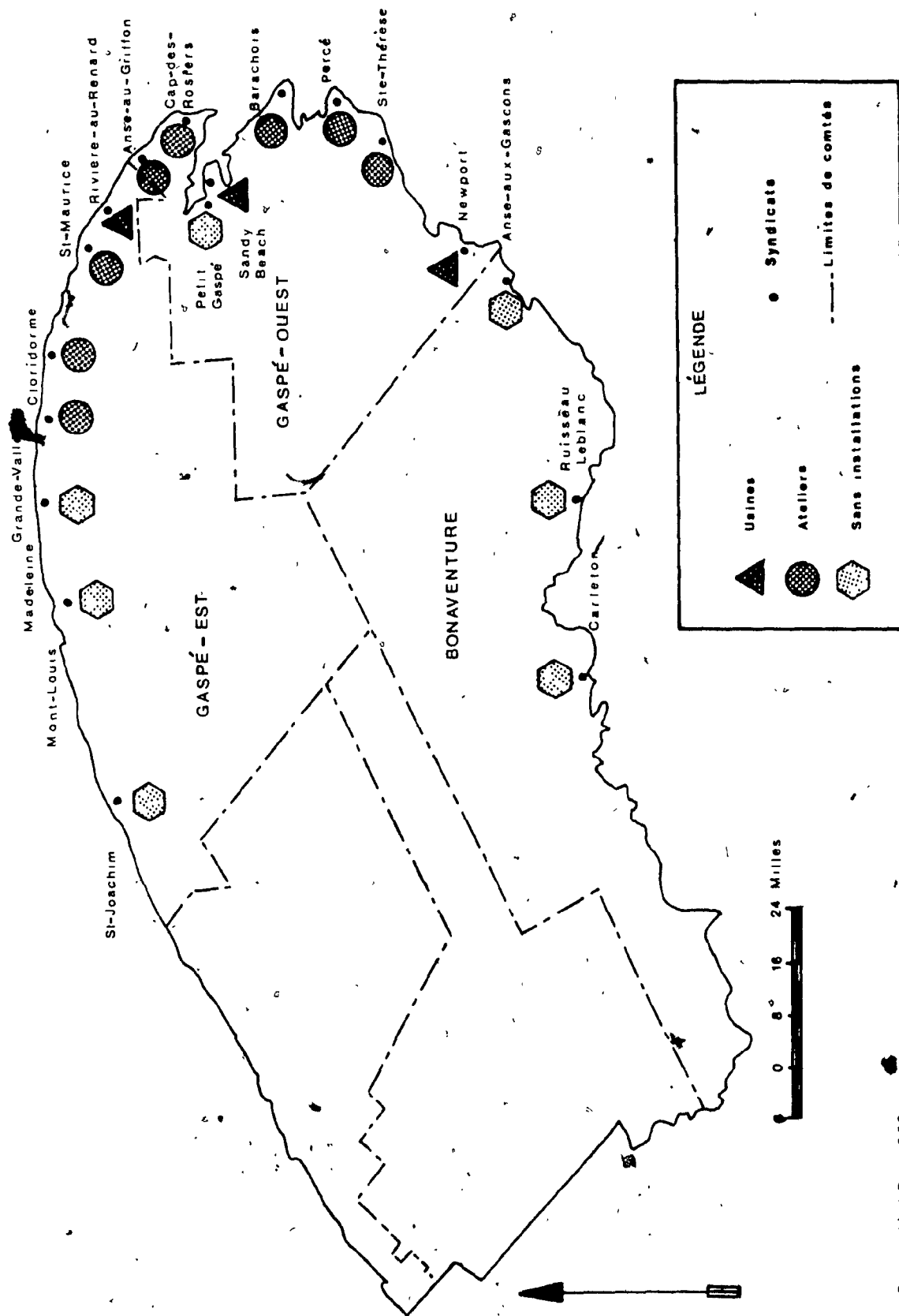
"Je suppose que vous vous êtes rendu compte que les modifications n'ont pas donné de succès à date. Nous travaillons toujours pour un but meilleur et c'est presque décourageant de voir les résultats. Les expériences que nous tentons en pleine production coûtent trop cher à nos entreprises. Toutes les méthodes nouvelles et par conséquent il est infaillible de se tromper" (96).

La politique gouvernementale, bien ordonnée lorsque la promotion de la flotte hauturière et de l'usinage des produits frais et congelés était l'enjeu, a manqué de souplesse, d'imagination et de cohérence à l'endroit des côtiers et des petits producteurs. D'une main, malgré une mauvaise conjoncture, on a brandi les crédits du Trésor Public et le sceptre d'une condamnation sans équivoque des anciens équipements pour inciter les syndicats et "indépendants" à investir. De l'autre, on les a étouffés sous le poids de critères d'excellence toujours plus élevés qui n'ont aucunement contribué, du reste, à hausser les prix des produits de la mer sur le marché. Les téméraires qui ont franchi par bonds successifs les étapes prescrites étaient essouffés, en mauvaise posture, lorsqu'ils se sont présentés au fil d'arrivée en 1960.

Plusieurs ont choisi de ne pas se présenter à la ligne de départ. Il est vrai que les sociétaires de Saint-Joachim, de Mont-Louis et de Sainte-Madeleine n'ont pas été invités à le faire puisque leurs captures (à peine un million de livres en 1960) étaient déposées dans des neigères et livrées ensuite par camion-thermos sur une distance de 109 milles à

96. APU, Lucien Curadeau à C.E. Desourdy, 25 janvier 1958.

SYNDICATS DE PÊCHEURS-UNIS EN GASPÉSIE ATELIERS ET USINES 1960



Sources: APU, 1960.

Cartographie par: Carole Bégin

l'atelier de filetage de Pêcheurs-Unis à Matane. Le problème ne se posait pas non plus à Carleton, où l'on traitait surtout l'éperlan, le saumon et le homard. Ailleurs, les syndicats ont progressivement cessé de s'impliquer dans la préparation de produits finis. Celui de Petit-Gaspé, réouvert en 1958 après une longue fermeture, a livré toutes ses captures à Sandy Beach. Ceux de l'Anse-à-Beaufils, de Saint-Georges-de-la-Malbaie, de Ruisseau-Leblanc et de l'Anse aux Gascons, demeurés polyvalents, ont végété, accumulé les déficits (97), et finalement baissé pavillon. Les deux premiers ont rapidement disparu de la carte, tandis que les deux autres ont partiellement sacrifié leur autonomie. À compter de 1957, les prises de Ruisseau-Leblanc ont été acheminées à Carleton (98). À Gascons, la fédération a pris l'atelier en charge et contingenté les débarquements (99).

La situation n'était pas plus brillante chez les indépendants. Yves Poisson, porte-parole de l'Association des Producteurs de Poisson du Québec et du Nord du Nouveau-Brunswick, a souligné le dilemme des petits producteurs, plafonnés, dépourvus de gros capitaux, obligés de risquer tout leur avoir ou de fermer boutique (100). À Sainte-Thérèse,

97. APU, C.E. Pouliot, Ministre, à Guy Leblanc, 21 avril 1958.

98. APU, Arthur Landry, gérant à Carleton, à Guy Bernier, 12 mars 1958.

100. Radio-Pêcheries, Témoignage de Yves Poisson, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 15 septembre 1957.

Xavier Lelièvre affichait une mine soucieuse à la fin des années cinquante après avoir relevé le pari de la modernisation et fait l'acquisition du premier séchoir artificiel de la Gaspésie (1). Le pionnier du traitement des sous-produits, Hervé Nadeau, propriétaire de la Compagnie Les Produits Marins Gaspésiens (Rivière au Renard, Anse à Beaufils et Port-Daniel), a dû liquider son entreprise. Il a d'abord vendu sa succursale de Rivière au Renard au syndicat de l'endroit en 1958 (2). Quatre années plus tard, incapable d'affronter la concurrence de Sandy Beach et Newport, il déclarait faillite et adressait les mots suivants à l'un de ses nombreux cré-
diteurs, le syndicat de Barachois

"Veuillez bien croire que c'est dans une parfaite humiliation que le signataire écrit cette lettre. Depuis toujours il a honoré ses dettes personnelles... mais l'industrie de la pêche en Gaspésie a ruiné plusieurs industriels, pourtant hommes d'affaires avisés ... Une antipathie en haut lieu s'est manifestée et une politique de centralisation intensive nous a expulsé, nous avons ainsi subi le sort de plusieurs. Depuis plus de six ans, nous avons accumulé des déficits en proportion directe avec la matière première que l'on nous enlevait pour la donner à un organisme hautement organisé et subventionné par le Ministère des Pêcheries..."(3).

Même Robin, Jones et Whitman battait de l'aile malgré les revenus complémentaires que lui assurait la propriété de plusieurs magasins de détail en Gaspésie. La compagnie n'a pas modernisé ses ateliers, sauf à Paspébiac. En 1956, elle n'en contrôlait d'ailleurs plus que sept, con-

1. Idem, Témoignage de Xavier Lelièvre, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 15 septembre 1957.

2. APU, Procès-verbal du bureau de direction de Rivière au Renard, 14 mai 1958.

3. APU, Hervé Nadeau au syndicat des pêcheurs de Barachois, 24 octobre 1961.

tre une quinzaine dix années plus tôt (4). A l'opposé de Pêcheurs-Unis, elle n'avait pas à se soucier d'un capital humain représentant dorénavant une plus-value négligeable. En 1960, coup de théâtre, elle a indiqué au gouvernement son intention de liquider ses établissements de pêche après avoir vainement cherché à vendre celui de Paspébiac à Pêcheurs-Unis (5). "Nous avons dû consacrer beaucoup de temps, avoir beaucoup de patience et user de diplomatie pour nous en déprendre", avouait Charles-Elmer Desourdy après coup (6).

* * * * *

Milieu naturel et milieu technique. Une techno-structure savante et puissante a enclenché un processus d'innovation qui a bouleversé l'industrie de la pêche en Gaspésie au cours des années cinquante. Dans une perspective fonctionnaliste, on a justifié la modernisation en faisant intervenir les précédents créés ailleurs, en faisant valoir des considérations de rentabilité et de croissance. Le Trésor Public a ainsi dilapidé des fonds considérables: avec stupeur, les responsables du BAEQ ont constaté que le seul gouvernement provincial a dépensé \$0.89

4. Ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, Index des Manufactures en 1956; répartition géographique, Bureau des Statistiques de Québec, 1957, pp. 7-8.

5. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 3 avril 1961.

6. APU allocution de C.E. Desourdy à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 15-16 avril 1959.

pour chaque dollar de revenu brut versé au pêcheur de 1951 à 1961 (7). C'est à ce prix qu'on a recruté un corps de fonctionnaires nombreux et qualifiés, qu'on a promu la modernisation à grand renfort de mesures incitatives ou contraignantes, presque toujours discriminatoires pour les petites unités de pêche et d'usinage. Un dualisme a pris forme: l'artisanat a coexisté avec les techniques nouvelles.

Comme l'ont affirmé le BAEQ et l'économiste Marcel Daveau, les résultats n'ont pas correspondu aux attentes des agents de l'innovation (8). La "rationalisation" n'a pas accompli tous les sortilèges, n'a pas supprimé d'un seul coup tous les aléas du métier. Les bénéfices et la productivité n'ont pas augmenté au prorata des investissements et de la mécanisation. Les revenus et les rendements des hauturiers ont déçu. Les producteurs de poisson frais et congelé, handicapés par l'imparfaite adéquation des secteurs primaire et secondaire de l'industrie, n'ont pu donner leur pleine mesure. La performance des producteurs de poisson salé et séché n'a pas été reluisante, comme en ont témoigné les bilans financiers et les prix de revient.

Les partisans de la technique emprunteront certes les sentiers battus par la statistique officielle, souligneront que le volume des captures débarquées et apprêtées sur la côte a presque triplé. Du tac au

7. Omer Chouinard, Une expérience de développement régional dans l'est du Québec: l'intervention dans le secteur pêche en Gaspésie et aux Îles de la Madeleine (1963-1972), thèse de maîtrise (sociologie), Université Laval, 1975, p. 57.

8. Marcel Daveau, "La production des pêches maritimes au Québec" dans Actualité Economique, V. 31, avril-juin 1962, pp. 65-66.

tac, ils se verront répliquer que la part prise par la pêche dans le Produit National Net québécois a fléchi de 0.3% à 0.1% de 1945 à 1963

(9), qu'une mise considérable n'a fait que consacrer la dépendance économique des principaux "bénéficiaires" de l'innovation, hauturiers et gros producteurs. Que dire aussi de la mise - plus modeste, il est vrai - qu'ont perdue, faute de relève et d'acheteurs, ceux que le dualisme a rangé dans le mauvais camp et incité à l'abandon? Le capital humain engagé dans l'industrie a vu son importance décroître sans appel. Les emplois créés par l'essor de la flotte moderne et la construction de nouvelles installations d'usinage n'ont pas compensé la désertion accélérée des côtiers et la fermeture de plusieurs petits ateliers. La dépendance sociale est toujours plus aliénante et moins productive que la dépendance économique.

Dans un secteur et une région qui n'attiraient pas le grand capital, l'intervention gouvernementale, impérative, a obéi aux préceptes même de la croissance capitaliste. D'une certaine manière, politiques et technocrates ont commis en Gaspésie une erreur que plusieurs importantes firmes installées ailleurs ont su éviter. La grenouille a voulu se faire plus grosse que le boeuf. Elle a déployé beaucoup d'énergies pour propulser de l'avant une charrie que le boeuf avait délaissée. Si sa tentative ne s'est pas soldée par un plus grand fiasco, c'est qu'elle a trouvé sur son chemin une organisation dont la vocation exigeait qu'elle satisfasse

9. BAEC, Plan de développement. Objectif de modernisation des secteurs de base traditionnels. Troisième Partie. Le secteur des pêches, s.l., s. Ed., 30 juillet 1966, cahier #4, p. 9.

les aspirations les plus hétéroclites: celles de ses nombreux propriétaires. Pêcheurs-Unis couvrait tous les azimuts gaspésiens, regroupait les propriétaires d'embarcations de tous les tonnages, était constitué de syndicats aux potentialités diversifiées. La fédération était à la remorque des desseins gouvernementaux, son cheminement ne pouvait qu'être tortueux, contradictoire à l'occasion. Au cours des années cinquante, elle n'a refusé ni la survivance de la pêche côtière ni la modernisation. Pour ménager ses arrières et assurer l'avenir, elle s'est prêtée au jeu inégal du dualisme. Mais de plus en plus le bât blessait, les tiraillements devenaient insoutenables, l'urgence de choisir s'imposait. Déjà le parti pris des politiques gouvernementales et la situation objective des petits pêcheurs et producteurs laissaient présager qu'on regarderait moins souvent en arrière. Une intégration dominée par le tertiaire, par l'économie de marché, allait prendre forme. Aucune autre solution ne pouvait être envisagée. Comme nous allons le constater, la disparition des derniers propagandistes de la coopération et de la décentralisation ainsi que l'institutionnalisation croissante de Pêcheurs-Unis en ont facilité l'application.

CHAPITRE VI

PECHEURS-UNIS ET L'ESPRIT D'ENTREPRISE (1951-1964)

Reportons-nous à la seconde tranche du chapitre quatrième. Après la tutelle, les nouveaux administrateurs de Pêcheurs-Unis avaient manifesté l'intention de rentabiliser l'organisation en la délestant de son bois mort, en assainissant ses finances, en refondant ses structures. Mais contrairement aux technocrates, ils ont dû tenir compte d'une série de contraintes propres à toute institution coopérative. En des circonstances analogues, une entreprise privée de taille et de moyens équivalents aurait rapidement remis en cause la décentralisation et l'autonomie de ses succursales. Elle aurait procédé à de multiples intégrations et fermé sans retard les ateliers à prix de revient trop élevé. Elle ne se serait pas souciée du sort des pêcheurs côtiers en revendiquant pour eux des privilèges identiques à ceux des hauturiers. Plusieurs groupes de pêcheurs, notamment ceux du versant nord de la péninsule, défavorisés par une faible production et l'absence de communications rapides, auraient été laissés à eux-mêmes. Les autres auraient livré leurs prises au meilleur enchérisseur sans avoir voix au chapitre en matière de gestion ou de partage des bénéfices.

La réalité a été bien différente. Après la seconde guerre, aucune entreprise privée de l'envergure de Pêcheurs-Unis n'a installé ses pénates en Gaspésie. Et pour cause. A la fin des années cinquante, les pêcheurs-sociétaires devaient beaucoup à leur organisation, même s'ils en étaient peu conscients. La fédération s'était efforcée de prolonger

et d'adoucir une transition souhaitée par les autorités gouvernementales dont les objectifs, nous l'avons vu, cadreraient bien avec ceux que poursuivait ailleurs le grand capital. A de nombreuses reprises, elle a appuyé les revendications des côtiers et protesté contre la situation faite aux hauturiers, "locataires" sur leurs propres navires. En plus d'offrir les services usuels à tous ses membres, peu importé leur provenance et leur éparpillement, elle a su sauvegarder l'existence de syndicats nombreux, autonomes, souvent directement impliqués dans le secteur secondaire de l'industrie. Elle ne s'est immiscée elle-même dans l'usinage que lorsque la capitalisation exigible a surpassé les moyens financiers dont les syndicats pouvaient disposer, à Matane, à Sandy Beach et à Newport, par exemple.

Ainsi, la vieille ambivalence d'autrefois subsistait toujours. Pêcheurs-Unis pouvait-il être à la fois mouvement social et entreprise? Après la faillite de l'après-guerre, qui avait servi une dure leçon aux tenants de la troisième voie et incité les nouveaux dirigeants à une plus grande rigueur administrative, la fédération a paru jouer sur les deux tableaux, n'a semblé privilégier aucune des deux dimensions. Elle a fait flèche de tout bois et n'a suscité aucune animosité durable ni chez les technocrates ni chez les sociétaires dont elle a servi les intérêts au meilleur de sa connaissance. Ses dernières hésitations n'ont été balayées qu'au début des années soixante, après plus d'une décennie de patientes tergiversations. Une intégration horizontale a alors conduit à la concentration des opérations d'usinage; une intégration verticale a rapidement privé les syndicats de leur principale raison d'être.

Pour la première fois depuis sa fondation, Pêcheurs-Unis a adopté une politique nettement affairiste. Il le fallait bien: on craignait de revivre la situation de l'après-guerre. La conjoncture économique ne s'était pas améliorée, les effectifs des côtiers avaient fondu, Newport et Sandy Beach étaient sous-alimentés et plusieurs petits ateliers producteurs de poisson salé et séché avaient fait la preuve de leur non-rentabilité.

La volte-face a pourtant été moins brutale que les apparences ne le laissent croire. Par delà les politiques et les réalisations concrètes, il faut observer les attitudes. Depuis déjà plusieurs années, l'ambiance et la dynamique interne de l'organisation coopérative ne favorisaient plus le charisme et la démocratie participative de l'époque des fondateurs. Le Service Social-Economique n'exerçait plus la même emprise sur la fédération et les pêcheurs-sociétaires. Les administrateurs avaient pris l'organisation en charge et fait peser sur elle le prestige de leur savoir. Ils ne faisaient qu'imiter en cela les technocrates gouvernementaux. Chez Pêcheurs-Unis, l'institutionnalisation partielle des rapports sociaux a précédé l'intégration des forces économiques.

A. L'INSTITUTIONNALISATION

Le chanoine François-Xavier Jean est décédé en octobre 1965 à l'âge de soixante et onze ans, après une longue maladie. L'avis de décès a paru dans le dernier numéro d'A Pleines Voiles préparé et diffusé par le Service Social-Economique. Le 30 avril 1966, le Ministère fédéral des Pêcheries supprimait l'organisme de propagande et d'éducation coopé-

ratives, transférant son budget au Conseil de la Coopération du Québec

(1). A-t-on attendu la disparition du fondateur du SSE avant d'annoncer cette liquidation? Le geste n'a surpris personne, n'était qu'une formalité. La Faculté d'Agriculture de l'Université Laval, dont relevait l'Ecole des Pêcheries, pépinière de propagandistes, avait été démenagée de La Pocatière au nouveau campus de Ste-Foy, en banlieue de Québec (2). Le BAEQ avait commencé à utiliser des méthodes modernes d'animation en Gaspésie. Et le Conseil de la Coopération (ex-Conseil Supérieur), se disait disposé à mettre sur pied un Service des Pêcheries en remplacement du SSE (3).

De toutes manières, le SSE n'assumait plus un leadership fort depuis déjà bon nombre d'années. Efficace à l'époque des fondations, il n'avait pas su retrouver un second souffle après les départs d'Alexandre J. Boudreau et Léo Bérubé. Non pas qu'il ait été dépourvu d'hommes capables. Son principal porte-parole, l'abbé Philippe Blais, originaire de l'Île Verte, fils d'un pionnier de la Coopérative des Fromagers du Québec, ancêtre de la Coopérative Fédérée, a été un animateur d'un dynamisme exceptionnel. Mais le discours et les pratiques sociales du SSE ne répondaient plus aux besoins les plus criants des pêcheurs-sociétaires.

1. ACP 14.1, Emile Caron au secrétariat du Conseil de la Coopération, 24 avril 1966.

2. Le Soleil, 31 mars 1962; ACP 12.7 Mémoire de l'Ecole Supérieure des Pêcheries de l'Université Laval au comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique du Gouvernement de la province de Québec, texte manuscrit, 1961.

3. Entrevue avec monsieur Roland Martin, La Pocatière, 3 avril 1975.

Leur influence sur le cours des événements a été marginale.

Le message des propagandistes n'a guère évolué depuis les origines. Il est demeuré imprégné de la Doctrine Sociale de l'Eglise. Pour l'essentiel, il se résumait à ceci: la coopération était une oeuvre de rédemption sociale parce qu'elle s'adressait d'abord aux plus démunis. Elle n'était ni une "affaire" ni une tentative de subversion. Elle constituait une troisième voie, une alternative valable entre le capitalisme et le socialisme. Elle pouvait apporter des solutions durables et pacifiques aux principaux maux dont souffrait l'humanité à la condition que des esprits éclairés, inspirés de l'idéal chrétien, politiquement neutres, prennent la défense des plus démunis en les regroupant, en les guidant, en leur permettant de se réaliser matériellement et spirituellement (4).

"La coopération, écrivait l'abbé Blais, est avant tout ... une occasion offerte au peuple de prendre en main sa propre destinée; c'est une échelle par laquelle le pauvre remonte dans l'ordre social, c'est un moyen d'utiliser les biens matériels pour réaliser un idéal de justice et de charité; c'est une école où les hommes apprennent à se servir de tous leurs talents pour permettre à tous d'atteindre le plus haut degré d'éducation, de culture et de prospérité"(5).

L'idéal était élevé, confinait à l'utopie, étalait une croyance presque

4. Ibid.. Cf. aussi: ACP O.I., allocution de l'abbé François-Xavier Jean, s.l., n.d.. Plusieurs brochures du SSE ont été diffusées parmi les coopérateurs et les membres des cercles d'études. D'autres ont été produites dans le journal A Pleines Voiles dont l'abbé Blais est devenu le rédacteur en chef au cours des années cinquante. La plus en vogue, intitulée L'esprit coopératif. Notions élémentaires de coopération pour cercles d'études, était divisée en quinze leçons abondamment illustrées qui résumaient bien le message du SSE.

5. Philippe Blais, L'esprit coopératif. Notions élémentaires de coopération pour cercles d'études, La Pocatière, SSE, n.d., p. 12.

naïve en l'extraordinaire valeur exemplaire de la bonne volonté et du désintéressement de quelques-uns. C'était faire fi des plus irréductibles rapports de forces, trop miser sur la bonté humaine, ignorer l'inévitable récupération des coopératives par les milieux économiques ambiants, quelle qu'en soient la nature et les préceptes.

Au début des années quarante, on s'en souviendra, le message du SSE présentait l'attrait de la nouveauté. Les propagandistes lui ont conféré un certain panache en élevant le ton, en utilisant des méthodes parfois agressives. Ils ont récolté les bénéfices moraux de l'élévation des prix et tablé sur le nouveau contexte concurrentiel pour répudier l'entreprise privée, ses objectifs et ses ingérences. Le vibrant appel à l'unité qu'a lancé le fougueux Alexandre J. Boudreau, à l'étroit dans le carcan de l'apolitisme et de la bonté obligée, a parfois pris l'allure d'une croisade et sorti plus d'un pêcheur de sa torpeur. Pendant la courte période où ont proliféré les cercles d'études - celle des fondations, essentiellement avant 1945 - chevilles ouvrières au SSE, plusieurs sociétaires ont semblé croire à la régénérescence sociale associée à la formule coopérative, ou tout au moins aux "vertus" de la ristourne.

Ces motivations de la première heure n'ont pas duré. Le temps a passé, les prix et le ton ont baissé, le message n'a plus été véhiculé avec la même ardeur, les mêmes moyens, les mêmes effets. Au début des années cinquante, le SSE n'était plus un groupe de pression assoiffé d'absolu et passionné de justice. Il ne risquait d'ailleurs pas de le

redevenir après la déconfiture de 1948. Les écarts de langage "accidentels" de la décennie précédente ont été oubliés suite au départ de quelques chefs de file. Pour de bon, on s'en est tenu à l'orthodoxie du message et à des pratiques sociales souvent anodines.

"Afin d'organiser la relève...", l'abbé Jean a voulu relancer les "cours de formation de chefs" que le SSE dispensait autrefois à Sainte-Anne pendant six semaines (6). L'enjeu paraissait important puisque la formule avait permis le noyautage des premiers militants, pionniers des cercles d'études et des syndicats. Faute de budgets et d'intérêt, la tentative a échoué. Pour se rapprocher de la base, on a mis au point une solution de rechange économique et apparemment plus attrayante: en 1953, deux cours de coopération de dix jours ont été offerts en Gaspésie même, à New-Richmond (versant sud) et à Rivière au Renard (versant nord). Ce fut un autre échec. Dix-sept étudiants seulement se sont présentés à New-Richmond, et une vingtaine à Rivière au Renard (7). "Le recrutement est encore plus difficile que je ne craignais écrivait Philippe Blais. J'ai dû faire le tour de Caplan toute l'avant-midi pour recruter les élèves dont j'envoie les formules. Ceux de Carleton ne sont pas venus" (8). Dans ces conditions, les cercles d'études n'ont jamais plus été nombreux et actifs. Les responsables ont bien

6. ACP, corr. #338, F.X. Jean à A.J. Boudreau, 21 juillet 1952; ACP 20.6, F.X. Jean à Louis-Philippe Audet, Surintendant, Service de l'Aide à la Jeunesse, 29 janvier 1953.

7. ACP 20.6, Liste des étudiants inscrits aux cours de coopération donnés à New-Richmond, (21 septembre 1953) et Rivière au Renard (28 septembre 1953).

8. ACP 20.6, P. Blais à F.X. Jean, 19 septembre 1953.

reçu une documentation complète, illustrée, adaptée à leurs besoins. Leurs correspondants de Sainte-Anne ont su demeurer en étroite liaison avec eux. Mais le nombre des cercles se chiffrait à 27 dans tout l'est de la province en 1953; en Gaspésie, les 10 cercles qui fonctionnaient normalement étaient en partie constitués de femmes et d'enfants (9). Les racines étaient coupées, le SSE n'avait plus d'assises populaires. Les grandes manifestations de solidarité dont il était autrefois le maître-d'oeuvre ont perdu leur vogue. Discontinues après 1948, sortis une dernière fois du néant en 1952 et en 1953, les congrès régionaux regroupant les délégués de tous les secteurs coopératifs de la Gaspésie n'ont plus été convoqués (10).

Aux anciennes pratiques tombées en désuétude, on a substitué un train de mesures peu efficaces. De 1958 à 1962, plusieurs "journées d'études sociales et coopératives" ont été tenues à l'échelle paroissiale... Une équipe itinérante a tour à tour visité Rivière au Renard, Percé, Carleton, Gascons, Newport, l'Anse au Griffon, Saint-Maurice, Cap des Rosiers, Grande-Grève, Sainte-Thérèse... Préparées en collaboration avec le clergé, ces assemblées s'adressaient moins aux sociétaires et à leurs officiers qu'aux jeunes d'âge scolaire et à la population dans son ensemble. Une messe dite par l'abbé Blais était suivie d'une conférence

9. ACP 01.7, Rapport annuel des activités du SSE, 1952-53, manuscrit.

10. Irénée Sylvestre, "La Gaspésie avant et depuis la coopération" dans Ensemble, V. 13, no 12, décembre 1952, p. 28; ACP 01.7, Rapport annuel du SSE, 1953-54, manuscrit.

et de la projection de courts métrages à l'intention des élèves des écoles primaire et secondaire. En soirée, la population adulte était invitée à entendre les émissaires du SSE qui profitaient de l'occasion pour distribuer les brochures naguère destinées aux cercles d'études (11).

Les propagandistes ne se sont pas leurrés longtemps sur l'efficacité de ces rencontres.

"Leur initiative n'a pu qu'effleurer la surface, admettait Jean en 1960. Adolescents et adultes ont déjà leur opinion formée: ils sont en moyenne contre le métier de leurs pères et la coopération comme outil de relèvement social et économique les laisse plutôt indifférents... C'est donc à l'Ecole rurale même qu'il faut commencer le travail... Pour attaquer le problème à fond, il faut intéresser le corps enseignant lui-même" (12).

Avec l'assistance financière du Ministère de la Jeunesse et la collaboration du Département de l'Instruction Publique, chargé du recrutement, le SSE a dispensé à compter de 1960 une série de cours aux institutrices du territoire. Durée: une semaine. L'enseignement comportait trois volets: la philosophie et l'histoire de la coopération, l'éducation coopérative, ainsi qu'une série de notions élémentaires en matière d'océanographie et de pêche moderne. Encouragé par l'efficacité du recrutement, l'abbé Blais ne dissimulait pas son enthousiasme: "Une éducatrice rurale d'un village de pêche peut changer du tout au tout la mentalité des chefs de famille, et cela ne lui prendra que quelques années. Même acheté au prix d'une génération d'attente, un tel résultat n'est pas cher" (13).

12. ACP 20.13, Lettre circulaire de F.X. Jean, 1960.

13. A Pleines Voiles, V. 18, no 6, juin 1961.

On ne faisait en réalité que déplacer le problème au moment où le temps pressait. Encore une fois, on semblait fuir les militants de la base, les sociétaires, les hommes de métier sans doute moins réceptifs à des enseignements qui n'offraient aucune solution concrète à leurs problèmes. Qu'a-t-on fait pour eux? Le SSE a constitué quatre bibliothèques ambulantes, piètres succédanés pour les cercles d'études. D'une trentaine de livres chacune, elles ont circulé dans les chantiers coopératifs en hiver, dans les paroisses de pêche du littoral en été. Une poignée de sociétaires ont ainsi pu lire des écrits sur la religion, sur la coopération, sur leur métier. Comme on pouvait s'y attendre, les bibliothèques n'ont pas été achalandées. "Les livres et brochures de coopération n'ont pas la circulation qu'ils devraient avoir", avouait Louis Bérubé, parrain du projet (14). Pendant ce temps, les réunions non statutaires regroupant les responsables des syndicats de pêcheurs se sont raréfiées. Il a fallu que Pêcheurs-Unis entre dans une phase cruciale de son existence pour que l'on tienne les deux seules assemblées importantes de cette période, à Sainte-Anne, en 1959 et en 1961. Sujet à l'étude: l'intégration et la modernisation (15). "C'est la technique idéale d'éducation des adultes", lisait-on pourtant dans A Pleines Voiles (16). Les cours offerts aux pêcheurs eux-mêmes ont été réservés aux capitaines de chalutiers et leurs équipages. Tantôt à Sandy Beach, à Grande-Rivière ou à Sainte-Anne, le SSE a ainsi appuyé l'effort de moder-

14. ACP 22.3, Rapport de Louis Bérubé sur les bibliothèques ambulantes, décembre 1962 et juillet 1964.

15. A Pleines Voiles, V. 16, no 11, novembre 1959.

16. Ibid., V. 16, no 10, octobre 1959.

nisation avec la collaboration du Ministère de la Jeunesse qui a remboursé une fois de plus les frais de déplacement et de séjour. Plusieurs animateurs de ces sessions d'études, professeurs à l'Ecole des Pêcheries, ont été pour l'occasion moins propagandistes que consultants en matière de pêcheries. La maîtrise d'un métier neuf a souvent primé sur "l'esprit coopératif" (17). C'est un geste assez typique qu'a posé le SSE en "prêtant" Gérard B. Martin à Pêcheurs-Unis afin que démarre sur le bon pied la production de foies de morue à la nouvelle usine de Newport (18). Tardivement, en 1964, on s'intéressera "...à ceux qui pratiquent encore ce métier sur une échelle plus modeste" en dispensant à Rivière au Renard un cours d'une semaine à l'intention des directeurs des syndicats de pêcheurs gaspésiens, désemparés par la récente mainmise de la fédération sur les opérations d'usinage (19).

Cette façon d'agir traduisait un aveu implicite d'impuissance. Il faut évidemment considérer la faiblesse des moyens en cause. Le SSE était modestement subventionné, devait compter avec un personnel restreint. A plusieurs reprises, ses finances ont été dans le marasme: en 1955, on a dû prélever \$19,500. sur l'octroi de \$24,000. du gouvernement fédéral pour couvrir les salaires et les dépenses de voyages; en 1960,

17. Ibid., V. 14, no 1, janvier 1957 et V. 20, no 3, mars 1963; ACP 01.7, Rapport annuel du SSE, 1956-57, manuscrit.

18. ACP 13.1, Guy Bernier à F.X. Jean, 11 mai 1960.

19. ACP 20.30, P. Blais à F. Roy, directeur du Service d'Education Populaire, Ministère de l'Education, 18 novembre 1964.

les montants disponibles ont été totalement investis dans le versement des salaires (20). Le roulement du personnel, constitué de trois à cinq "permanents" (dont les abbés Jean et Blais) et d'un nombre assez équivalent de "temporaires", a été rapide. Plusieurs fonctions d'encaissement et d'enseignement ont été confiées à des collaborateurs extérieurs mal rétribués.

Mais ce sont là des excuses commodes, sans plus. Le problème tenait surtout à la futilité d'un message (la pacifique "troisième voie") incompatible avec les appréhensions du pêcheur, notamment celles du pêcheur-artisan. Le SSE s'est marginalisé. Ses pratiques, conformes à son discours, n'ont pu exercer qu'une influence restreinte sur le cours des événements. En définitive, c'est dans l'expédition d'affaires courantes qu'il s'est le plus efficacement manifesté auprès des sociétaires. Il a contribué à l'organisation des conventions générales de Pêcheurs-Unis. Il a été représenté - le plus souvent par l'abbé Blais - aux assemblées générales statutaires des syndicats, ainsi qu'à plusieurs réunions régulières des bureaux de direction locaux. Jusqu'en 1953, avant que Pêcheurs-Unis ne crée son propre service de vérification et d'impôt, il a dressé les bilans financiers des syndicats. Et jusqu'à sa disparition, il a assumé la parution d'A Pleines Voiles, dont l'infatigable abbé Blais était le rédacteur en chef.

Le SSE ne semble pas non plus avoir exercé une grande emprise

20. ACP 01.7, Rapport annuel du SSE, 1955-56, manuscrit; ACP 13.1, F.X. Jean à Guy Bernier, 27 novembre 1960.

sur les politiques de Pêcheurs-Unis et des autorités gouvernementales. L'inverse serait plutôt vrai comme en témoigne le contenu d'A Pleines Voiles. Malgré une facture plus luxueuse, le journal n'avait plus l'étoffe de jadis. Le nombre des articles et des collaborateurs a décliné dans une proportion de trois pour un. Signe des temps? On observe surtout que la rédaction a approuvé la modernisation et cessé d'invectiver les capitalistes à une époque où la prépondérance de Pêcheurs-Unis s'affirmait toujours davantage. On note aussi qu'elle a adopté un ton optimiste que ne justifiait pas souvent la conjoncture, que les décisions prises par les officiers et le conseil d'administration de Pêcheurs-Unis ont été entérinées sans critiques, comme si le SSE, en perte de vitesse, s'était laissé porter par celui qui avait le vent en poupe. Si tel était le cas, il n'a pas été payé de retour. Au cours des années cinquante, les relations entre les deux organismes ont été moins étroites que jamais (21). La courtoisie formelle des échanges épistolaires entre Jean et Desourdy (22) a vivement contrasté avec la familiarité des relations (tutoiements, confidences) qu'entretenait autrefois le directeur du SSE avec Alexandre J. Boudreau, son émule. Au début des années soixante, le conseil d'administration de Pêcheurs-Unis a commencé à confier au secrétariat de la fédération des tâches d'animation qui auraient dû en principe incomber au SSE (23). L'organisme de propagande et d'éduca-

21. Entrevue avec monsieur Roland Martin, La Pocatière, 3 avril 1975; entrevue avec monsieur Thomas Laplante, Montréal, 12 mars 1975; ACP 01.7, Rapport des activités du SSE, 1960-61, manuscrit.

22. Par exemple, ACP 13.1, F.X. Jean à C.E. Desourdy, 3 août 1956 et 21 mars 1961.

23. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 11 octobre 1961; A Pleines Voiles, V. 22, no 4, avril 1965.

tion n'a guère paru compter non-plus aux yeux du Ministère provincial des Pêcheries, et plus tard du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Les responsables de l'émission Radio-Pêcheries, diffusée jusqu'en 1959, n'ont invité qu'à cinq reprises les ambassadeurs du SSE à s'exprimer sur les ondes. La revue Actualités Marines, produite par le Ministère et vouée à la vulgarisation de connaissances scientifiques en matière de pêche et d'océanographie, n'a mentionné qu'une seule fois l'existence de l'Ecole Supérieure des Pêcheries de 1957 à 1965. Nous avons pourtant référé souvent à ces deux médias qui ont suivi de près l'évolution du mouvement coopératif chez les pêcheurs.

Le Centre Social des Iles-de-la-Madeleine, fondé en 1953, poursuivait des objectifs similaires à ceux du SSE, son modèle et principal collaborateur. En 1963, il a dû suspendre la publication de la Boussole, petite feuille bi-mensuelle destinée aux coopérateurs madelinots. Ses responsables déplorait depuis quelques années l'apathie et le manque d'intérêt de ceux dont ils se proposaient d'attiser les convictions. Les membres du Centre Social "...se sent usés et épuisés, écrivait l'un d'entre eux. Faut-il ajouter...qu'à un certain moment, on se sent un peu encombrant vis-à-vis certaines personnes qu'on voudrait aider?...Il semble que les jeunes soient plus intéressés à recueillir les avantages pécuniaires et immédiats que peut leur donner le mouvement coopératif plutôt qu'à se préparer par l'étude de la coopération à prendre la relève" (24). Pour les éducateurs, qu'ils soient de Sainte-Anne ou des Iles,

24. A Pleines Voiles, V. 20, no 5, mai 1963.

l'échec a été cinglant, amer, parfois inavoué. Mais la coopération, répétons-le, n'est pas un cataplasme universel. Elle ne saurait, en vertu de ses seuls attributs, démonter et remonter à sa guise en les exorcisant les mécanismes qui fondent les systèmes économiques. On ne peut faire longtemps abstraction de la notion de pouvoir. Inévitablement, il faut y revenir en lui associant le double contrôle du savoir et des moyens de production.

Ces observations sur le SSE reflètent en partie l'éclipse de la démocratie participative chez Pêcheurs-Unis. Habituellement, le rapport conscientisation-institutionnalisation est inversement proportionnel. Dans le cas qui nous intéresse, il ne faut pas sousestimer l'importance de l'institutionnalisation avant les années cinquante. Même si nous avons observé l'étroitesse et le caractère informel des relations à tous les niveaux avant la crise de l'après-guerre, Pêcheurs-Unis a été dès sa fondation une organisation coopérative suscitée par des non-pêcheurs, instituée plutôt qu'instituante. En outre, la complexité d'une vaste entreprise décentralisée et les impératifs de l'industrie exigeaient un organigramme, une codification des procédures départageant clairement les prérogatives de chacun. Souples, réduites à leur plus simple expression, ces structures confirmaient en principe le statut de propriétaire-usager du sociétaire. Nous avons pourtant relevé au passage les limites de cette prise en charge, l'échec mitigé du SSE, le rôle prépondérant des officiers de la fédération et des gérants locaux, la timidité, l'affairisme et l'absence d'esprit de corps (localismes, esprit d'anse, etc.) chez les sociétaires et leurs représentants à la fédération ou aux

bureaux de direction locaux. Même avec une éducation politique efficace, à la fois inductive et mobilisatrice, adaptée aux circonstances, le contraire eût été étonnant. D'une part, les communautés de pêcheurs de la Gaspésie prêtaient mal à la constitution d'un front commun capable d'opposer au moins ponctuellement le poids de la masse au prestige des officiers. D'autre part, l'intervention de nombreux éléments exogènes déjà identifiés - clergé, gouvernement, entreprise privée - a mis Pêcheurs-Unis sur la défensive, masqué les enjeux réels et dépouillé encore davantage le sociétaire de ses pouvoirs.

Ces conditions objectives prévalaient encore au début des années cinquante. De fait, le processus d'institutionnalisation paraît s'être affirmé encore davantage. L'hypothèse est facilement concevable si l'on considère l'affadissement du SSE, l'impact sans précédent des politiques gouvernementales (la modernisation), les préoccupations des nouveaux officiers de Pêcheurs-Unis (la consolidation) et surtout la crise de la pêche côtière. Premier indice: l'apathie des sociétaires. Elle se passe d'explications détaillées. Nul n'a plus songé à secouer le coopérateur, à solliciter activement sa participation. Autrefois, les ateliers de transformation étaient autant de points de convergence. Plus tard, là où ils ont subsisté malgré les réaménagements imposés, la somme exigible des anciens et nouveaux membres en parts sociales et retenues a eu des effets discriminatoires. Ailleurs, à Madeleine ou à Gascogne par exemple, l'absence d'atelier a privé les sociétaires d'un véritable centre d'intérêt, d'une forme essentielle d'implication. Parallèlement, la désertion des sociétaires s'est accélérée avec ses conséquences

démobilisatrices. A l'échelon local, la coopération est graduellement devenue "l'affaire" d'un groupuscule isolé, sur le qui-vive, plus qu'une réalisation communautaire.

La mesure du phénomène n'est pas facile, les indicateurs ne sont pas légion. Les quelques procès-verbaux locaux retracés et examinés (Grande-Vallée, Rivière au Renard, Cap des Rosiers, Sainte-Madeleine, Saint-Maurice, Saint-Joachim) en fournissant une première série. On découvre notamment que la composition des bureaux de direction varie peu. "Il est généralement, comme on dit, l'un des meilleurs de la place", commentait le sociologue Marcel Baril au terme d'un sondage d'opinion (25). A Sainte-Thérèse, Joseph Desbois a été président ou vice-président presque sans interruption de 1943 à 1965 (26). A Saint-Joachim, Adélard Thibeault a successivement assumé les fonctions de secrétaire, gérant, président et directeur (27). De tels cas ont été monnaie courante. Un peu partout les élections n'ont pas été contestées, les mêmes noms ont refait surface. Et ce, tant à Sainte-Madeleine, le plus modeste des syndicats, qu'à Rivière au Renard, le plus important (28). Les élus n'ont pas multiplié les réunions, souvent tenues le dimanche après la messe, au sous-sol de l'église: deux ou trois par an tout au plus à Sainte-Ma-

25. Jean-Marc Baril, Rapport sur la mentalité des pêcheurs, BAEQ, texte manuscrit, 1964, p. 40.

26. A Pleines Voiles, V. 22, no 7, juillet 1965.

27. APU, procès-verbal de l'assemblée générale spéciale du syndicat de Saint-Joachim, 2 février 1958.

28. APU, procès-verbaux du syndicat de Sainte-Madeleine, 1945 à 1961; procès-verbaux du syndicat de Rivière au Renard, 21 août 1949 au 29 mars 1964.

deleine, où le secrétaire notait les "minutes" au crayon de plomb sur un carnet d'écolier; à peine quatre ou cinq à Rivière au Renard et Cap des Rosiers de 1955 à 1960, contre au moins une dizaine quelques années auparavant (29). Rarement a-t-on convoqué les membres à des assemblées générales, hormis celle du printemps, statutaire et tenue en présence des émissaires de Pêcheurs-Unis et du SSE. Rapidement, en moins de deux heures et presque toujours sans voter, on expédiait les questions portées à l'ordre du jour, qu'il s'agisse d'affaires courantes (qui déléguera-t-on à la convention annuelle de la fédération?) ou de questions cruciales (ex: les coûts d'opération d'un atelier, le remboursement des montants souscrits en parts sociales par les membres désormais inactifs, ou le recrutement de sociétaires propriétaires de chalutiers). On a parfois réussi à mobiliser la plupart des sociétaires dûment convoqués, en 1958 par exemple, à l'issue d'une bonne saison de pêche, au moment où chacun s'interrogeait sur les modalités d'application du nouveau régime d'assurance-chômage (30). Mais tout au long des années cinquante, les assistances ont déçu; moins du tiers des sociétaires actifs ont fait acte de présence aux assemblées (31). Philippe Blais ne se berçait pas non plus d'illusions quant aux motivations des membres de cette assemblée délibérante: "Il en est un peu comme de ces gens qui sont tout oreilles pour

29. Ibid.; aussi: APU, procès-verbaux du syndicat de Cap des Rosiers, 1er juin 1951 au 24 mai 1964.

30. A Pleines Voiles, V. 15, no 5, mai 1958.

31. Ibid., V. 10, no 10, octobre 1953; ACP 0.1, F.X. Jean à Philippe Blais, 13 octobre 1960.

écouter le prône avec les annonces et les publications de mariage, à la messe du dimanche, et qui s'endorment dès que M. le curé commence son sermon" (32).

A un palier plus élevé, celui de la fédération, la participation n'a pas été plus dynamique. Théoriquement, les délégués des syndicats à la convention annuelle de Pêcheurs-Unis devaient être choisis parmi les sociétaires. En réalité, les gérants locaux figuraient presque toujours au nombre des délégués. Ainsi le nom d'Antonio Bond, gérant à Sainte-Madeleine, était-il invariablement inscrit sur la liste des participants à la convention (33). En 1955, un amendement apporté à la règle interne de tous les syndicats est venu légitimer cette pratique: à compter de cette date, les gérants sont devenus sociétaires au même titre que les pêcheurs (34). Guy Bernier ne cachait pas son approbation, soulignant qu'il était "...tout à fait recommandable que le gérant de chaque syndicat soit un des délégués de sa coopérative à la convention" (35).

On s'est aussi interrogé sur le coût élevé de ces assises annuelles, sur la désinvolture ou l'absentéisme des délégués (36). En 1958, un règle-

B2. Ibid., V. 16, no 5, mai 1959.

33. APU, procès-verbal du bureau de direction du syndicat de Sainte-Madeleine, 21 mars 1961.

34. APN, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 13 décembre 1955.

35. APU, Lettre circulaire de Guy Bernier aux gérants et directeurs des syndicats, 7 mars 1956.

36. Procès-verbal de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 7 et 8 avril 1954; APU, J.A. Fournier, président de Pêcheurs-Unis à C.E. Desourdy, 30 janvier 1958.

ment de la fédération a réduit le nombre des participants, stipulant que "...Chaque locale n'a droit qu'à un délégué seulement, lequel a droit à autant de votes qu'il y a de membres actifs dans sa locale à la date de la fermeture de l'année financière" (37).

En principe, l'administration des affaires courantes de la fédération incombait au conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, dont les membres étaient choisis parmi les délégués à la convention. De 1950 à 1960, la composition du conseil n'a guère varié. En 1956, sept directeurs sur neuf étaient gérants de leurs syndicats respectifs et les officiers de la fédération voyaient dans leur réélection un signe de succès et de stabilité (38). Les réunions du conseil, tenues à Gaspé, Grande-Rivière, Rivière au Renard ou Montréal à raison de cinq ou six par année, ont été rehaussées de la présence des principaux officiers de Pêcheurs-Unis et souvent transformées par leur soins en séances d'informations. On y a soumis autant de directives que soulevé de questions. Une lecture attentive des procès-verbaux montre que le vote n'a presque jamais été pris. Apparemment, les officiers de Pêcheurs-Unis tenaient l'organisation solidement en mains. Leurs vis-à-vis immédiats, majoritairement gestionnaires eux aussi, n'ont pas su ou voulu concéder leurs efforts pour contester de temps à autre un leadership qui n'était pas toujours à l'écoute de la base. On imagine mal, par exemple, le président du conseil - d'office président de Pêcheurs-Unis - élu en 1959 agir à con-

37. APU, procès-verbal de l'assemblée générale du syndicat de Rivière au Renard, 5 avril 1959.

38. APU, procès-verbal de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 13 et 14 avril 1955.

trecourant. Rabroué par les officiers en 1958, sans le sou, incapable de décrocher en 1960 l'emprunt qui aurait permis à son fils d'équiper sa barge d'un moteur neuf, le nouveau président ne jouissait pas d'un grand prestige (39). Dans ce contexte, la circulation des informations a emprunté un parcours souvent unilatéral, de haut en bas, par le biais d'A Pleines Voiles, de Radio-Pêcheries, de lettres circulaires, des assemblées générales statutaires des syndicats ou de la convention annuelle.

Nous tenons là un second indice d'institutionnalisation, lié au premier: le contrôle du pouvoir par les gestionnaires. Les officiers supérieurs de Pêcheurs-Unis ne se sont pas contentés de recevoir et d'exécuter les ordres. Le contraire aurait étonné, Pêcheurs-Unis grossissant à vue d'oeil. En Gaspésie, écrivions-nous plus tôt, sa production totale a presque triplé de 1953 à 1964 et les usines de Gaspé et de Newport, propriétés de la fédération, ont largement contribué à cet accroissement. L'actif total de la fédération, à peine supérieur à un demi million de dollars en 1955, a été évalué à \$2,095,891. en 1964. Le chiffre des ventes, estimé à \$1,489,674. en 1955, atteignait \$4,125,218. en 1964 (40). L'enjeu était devenu considérable au moment même où l'industrie se métamorphosait rapidement sous la pression de la concurrence étrangère et des techniques nouvelles. Peu d'entreprises gaspésiennes ont su se maintenir à flots à la même époque. Durant les années cinquante, le monopole de Pêcheurs-Unis de Matane à Gaspé a été presque absolu; de Gaspé à Carle-

39. APU, X à C.E. Desourdy, 24 novembre 1959 et 18 janvier 1960.

40. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1955, pp. 6 et 8; 1964, p. 8.

ton, sur le versant sud, la compagnie Robin, Whitman et Jones et quelques petits producteurs n'ont pas empêché les coopérateurs d'asseoir leur prédominance (41). C'est grâce à son attitude pragmatique, à la rigueur de ses contrôles et de sa comptabilité, à sa surveillance assidue des marchés que Pêcheurs-Unis a pu garder presque partout pignon sur rue en composant à la fois avec les directives gouvernementales et la pratique de la décentralisation, si chère aux fondateurs. Nulle part ailleurs au Canada la coopération n'a-t-elle accaparé un aussi fort pourcentage des effectifs humains engagés dans la pêche: 58.4% des pêcheurs au Québec en 1958, contre 37% en Colombie Britannique, 12.4% en Nouvelle-Ecosse, 11.4% au Nouveau-Brunswick, 5.1% à l'Île du Prince-Edouard, 2% à Terre-Neuve, etc. (42). Le phénomène tient autant à la souplesse, l'efficacité et la crédibilité de l'institution coopérative, qu'au recul de l'entreprise privée, assujettie au cumul de bénéfices et au versement de dividendes, encline à rechercher des investissements plus sûrs.

Dès qu'une institution intégrée à la vie économique franchit un certain palier de croissance, l'emprise des "experts" tend à s'affirmer. C'est en déléguant implicitement de plus larges pouvoirs à ses officiers que Pêcheurs-Unis a pu faire face à la situation. Ceux-ci se sont d'ailleurs imposés sans peine, sans hésitations, compte-tenu de la passivité de la base, de la complexification de l'industrie et des échecs essuyés par leurs prédécesseurs. Leur travail quotidien - secrétariat,

41. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 12 mars 1975.

42. A Pleines Voiles, V. 15, no 8, août 1958; aussi: Rudi Cujes, Fishermen's Co-operatives in Nova Scotia, Montréal, C.I.R.I.E.C., n.d., mimeographié, pp. 8-9.

vente, production, etc. - les tenait mieux que quiconque informés de la situation générale de l'organisation coopérative, des fluctuations du marché, des politiques gouvernementales. Desourdy (directeur général) Guy Leblanc (secrétaire général), Thomas Laplante (responsable de la production), Jean Gosselin (responsable des ventes), et Guy Bernier (trésorier) ont exercé de façon ininterrompue leurs fonctions du début des années cinquante à 1964.

Ces hommes actifs, efficaces et discrets ont partout fait sentir leur présence. De l'extérieur, c'est à eux que se sont adressés les clients, les banquiers, les représentants de diverses institutions coopératives, ainsi que les négociants membres de l'Association des Exportateurs de Poisson du Québec et du Nord du Nouveau-Brunswick. C'est avec eux qu'ont correspondu les hommes publics et leurs mandataires. En retour, les officiers ont été les porte-parole officiels de Pêcheurs-Unis. Les Desourdy, Leblanc, Bernier et autres ont préparé les requêtes et les cahiers de doléances des syndicats et des sociétaires à l'intention des gouvernants ou du Conseil Supérieur de la Coopération. Ils ont négocié auprès des banques le montant des avances versées aux pêcheurs, le montant des prêts alloués à la fédération et à ses filiales pour leurs immobilisations. Ils ont transigé directement avec la clientèle et les fournisseurs le prix des produits finis et des agrès. Par la force des circonstances, Charles-Elmer Desourdy a siégé sur plusieurs comités gouvernementaux et para-gouvernementaux, dont le Conseil des Pêcheries du Canada.

A l'intérieur de l'organisation, les officiers ont pris part à tous les débats officiels. Leurs interventions auprès des membres du conseil d'administration ont été nombreuses et efficaces, nous l'avons constaté. Ils ont rédigé et présenté aux délégués rassemblés à la convention annuelle des rapports circonstanciés sur les performances de Pêcheurs-Unis. Deux d'entre eux, messieurs Bernier et Laplante, ont assisté aux assemblées générales annuelles des syndicats, où ils avaient la responsabilité de lire et de commenter les bilans financiers, principale question portée à l'ordre du jour. Pour le "suivi" des réunions et des assemblées, en a entretenu des relations aussi étroites que possible avec les membres du conseil ainsi que les présidents et gérants des syndicats: conversations téléphoniques, télégrammes, lettres circulaires...

On observe sans surprise que le dynamisme est venu d'"en haut", que les officiers ont été des catalyseurs. La dévitalisation de l'organisation, l'absence de dynamisme interne étaient manifestes. Les informations et les avis provenant du sommet ont proliféré sans susciter de réactions vives, positives ou négatives, à la base. A en juger par le silence des documents, aucune contestation organisée du pouvoir des officiers n'a pris forme, aucun conflit n'a éclaté, aucun référendum n'a été exigé. En revanche, aucune décision importante n'a été prise sans l'accord du bureau-chef de Montréal. Les recommandations des officiers, transmises par le double canal du conseil et de la convention, ont précédé toutes les réalisations d'envergure: extension du réseau de vente, construction d'usines modernes, rénovation d'ateliers, recrutement de

hauturiers, amendements apportés aux règlements en vigueur...

Pêcheurs-Unis s'est donc institutionnalisé en déléguant à ses "compétences" des prérogatives étendues. Paradoxalement, on associe souvent l'institutionnalisation à "l'incompétence", à une certaine lourdeur bureaucratique, rationnelle en surface, irrationnelle dans son fonctionnement (43). Comment les officiers se sont-ils acquittés de leur mandat élargi? Ici l'analyse se complique. On note d'abord que le bureau-chef a fait valoir les avantages de la modernisation et prêché une rationalisation des opérations appuyée sur une gestion rigoureuse (44). A tous les ans, ou presque, les rapports écrits et les textes des allocutions prononcées par les officiers à la convention ont fait état de ces préoccupations administratives, et justifié la décision des autorités gouvernementales de "...transformer les méthodes de pêche anciennes, pénibles et harassantes, en procédés nouveaux, attrayants et prometteurs" (45). On a joint le geste à la parole. Alors que les syndicats étaient, en s'en rappellera, lourdement endettés à la fin des années cinquante, la fédération, elle, se portait de mieux en mieux. Une gestion prudente avait assaini ses finances. En 1948, le déficit consolidé s'élevait à \$150,827,; dix années plus tard, en 1958, les réserves

43. Jean Duvignaud, La Sociologie. Guide alphabétique, Paris, Denoël, 1972, pp. 59-60.

44. BAEQ, Esquisse du Plan, no 4, n.d., annexe, pp. 14-16.

45. Rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 1955, pp. 2 et 4.

et surplus se chiffraient à \$282,383., soit une marge de \$433,200.

L'augmentation des bénéfices nets avait été spectaculaire: au déficit de \$65,871. en 1948 ont succédé d'importants profits, évalués à \$43,044. en 1950, à \$68,550. en 1953, à \$108,234. en 1958 (46). Toutes les vieilles dettes avaient été effacées ou presque. A partir de 1950, les emprunts annuels contractés auprès des banques ont été remboursés avant la fermeture des livres, et les versements et intérêts sur hypothèques ont été scrupuleusement acquittés (47). Dans ces conditions, la fédération et son bureau-chef pouvaient envisager sans trop d'arrière-pensées la construction et l'administration des nouveaux complexes d'usinage de Sandy Beach et de Newport, lesquels ont par ricochet accéléré le recrutement de patrons hauturiers.

Une question surgit ensuite. Ces préoccupations des officiers contenaient en germe une polarisation du processus décisionnel, la négation d'une démocratie participative inconciliable avec les exigences de la fonctionnalité. Comment alors expliquer qu'on ait préservé aussi longtemps que possible une décentralisation qui a alourdi l'organisation et incarné la poursuite d'objectifs plus sociaux qu'économiques? Il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas eu abus de pouvoir. S'ils n'ont pas

46. APU, Mémoire de Guy Bernier intitulé: "Les Pêcheurs-Unis de Québec", 1953; APU, Allocution de C.E. Desourdy prononcée à la convention annuelle, 9 et 10 avril 1958; APU, Mémoire de C.E. Desourdy présenté à la Commission d'Etude des Lois Coopératives, 23 janvier 1956.

47. A Pleines Voiles, V. 9, no 4, septembre 1952; APU, procès-verbal de la convention annuelle, 9 et 10 avril 1958.

suscité la participation active de la base, les officiers ont paru respecter les désirs plus ou moins latents des membres. Ils ont voulu ménager - en vain - un certain équilibre entre les entités impliquées dans le dualisme. En même temps, on mesure mieux les limites de leur autonomie, de leur marge de manoeuvre. Coincés entre les politiques gouvernementales et les besoins pressants des côtiers et de la petite entreprise, entre les impératifs d'une croissance sélective et les contraintes de la décentralisation, ils ont dû jouer serré. L'exercice officieux d'un pouvoir décisionnel ne comporte d'ailleurs pas que des avantages. En définitive, les officiers ont souvent tenu un rôle ingrat. Ils ont sonné le tocsin lorsque les nouvelles normes du service d'inspection sont entrées en vigueur, lorsqu'il a fallu exiger de nouvelles cotisations, lorsque des concurrents ont cherché à s'accaparer les patrons hauturiers, lorsque la production a été tantôt excessive (ex: 1956), tantôt insuffisante (ex: 1960), lorsqu'il a fallu fixer à un niveau dérisoire le prix des avances...

B. LES INTEGRATIONS

En matière d'intégration, rappelons néanmoins que d'importants précédents ont été créés avant 1960 lorsque la situation l'imposait. Le nombre des points de débarquement et des installations d'usinage a été réduit. De manière générale, la production de Pêcheurs-Unis a été l'objet d'une plus étroite coordination. Les syndicats de Saint-Joachim, Mont-Louis et Sainte-Madeleine ont presque toujours livré leurs captures à l'usine de Matane, propriété de la fédération, pourvue d'une saline et

plus tard, vers 1957, de tables de filetage (48). A compter de 1953, la préparation des listes de pales, le versement des avances et l'entreposage des agrès destinés aux pêcheurs de ces trois syndicats de Gaspé-Nord ont été confiés au gérant de Matane (49). Les nouveaux critères de production et la construction de l'usine de Sandy Beach ont ensuite popularisé la pratique des transferts de poisson et précipité la fermeture des plus modestes ateliers. Les installations de l'Anse à Beaufils, de Ruisseau-Leblanc, de Gascons, de Saint-George de la Malbaie ont graduellement été rayées de la carte et les syndicats voisins encore impliqués dans la transformation des produits ont accueilli les prises des pêcheurs-sociétaires concernés. Le syndicat de Petit-Gaspé, ressuscité en 1958, est devenu un important fournisseur à Sandy Beach, à l'instar de quelques autres ateliers occasionnellement encombrés de poisson. Sandy Beach a aussi usiné les résidus de poisson que lui ont expédié les syndicats de Cloriderme, l'Anse au Griffon, Percé, Barachois, Sainte-Thérèse, Newport... (50).

Au gré des événements, un mouvement intégrateur s'est donc lentement dessiné au cours des années cinquante. Il ne s'agissait pas encore d'une politique d'ensemble. Rien n'indiquait que la décentralisa-

48. Radio-Pêcheries, Témoignage de Gérard Barbin, CHNC New-Carlisle et CKBL Matane, 11 août 1957.

49. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 9 avril 1953; procès-verbal de l'assemblée générale du syndicat de Sainte-Madeleine, 6 mai 1953.

50. A Fleines Voiles, V. 14, no 7, juillet 1957; APU, document intitulé: "Pêcheurs-Unis, succursale de Gaspé: prises saisonnières de 1959 à 1963"; APU, C.E. Desourdy à l'Hen. C.E. Pouliot, ministre, 27 octobre 1958.

tion serait bientôt remise en cause. Sur ce point, la fédération n'était pas souvent prise en défaut. Ses officiers continuaient à redire publiquement leur confiance en l'avenir de la pêche côtière, de la petite entreprise. La modernisation allait même accorder un nouveau sursis aux petites unités de production. Guy Leblanc multipliait les déclarations rassurantes:

"Si, avec l'établissement de deux ou trois grosses usines le long de la côte, la production totale de toute l'organisation est plus que doublée, sans augmentation proportionnelle des services administratifs, cela revient à dire que les petites usines locales auront à contribuer beaucoup plus facilement aux frais d'administration généraux et que le pêcheur attaché à ces petites usines touchera un plus haut prix pour son poisson" (51).

A Montréal, on ne considérait pourtant pas la prolifération des syndicats comme une situation de tout repos. Les officiers tenaient privément des propos désobligeants sur l'inexpérience et les maladroites des gestionnaires locaux. Ici, le gérant oubliait d'affranchir suffisamment les lettres, ailleurs les formulaires d'expédition étaient remplis d'erreurs. La tenue des livres et de la caisse laissait le plus souvent à désirer (52). Les nouvelles procédures inhérentes à l'entrée en vigueur du système d'assurance-chômage ont confondu plus d'un gérant,

51. Radio-Pêcheries, Témoignage de Guy Leblanc, CHNC New-Carlisle, 9 septembre 1955.

52. APU, Guy Leblanc à Guy Bernier, 18 novembre 1954; procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 13 décembre 1955.

fait l'acquisition de la seule propriété du syndicat de Petit-Gaspé, un camion livrant le poisson des sociétaires à l'usine de Sandy Beach (68). Les gérants seraient dorénavant les employés de la fédération. Les syndicats locaux continueraient d'exister en tant qu'entités autonomes mais leur emprise sur l'usinage serait réduite à un simple pouvoir de négociation.

L'opération a été menée rondement. Il était temps. L'amortissement des hypothèques était devenu pratiquement impossible et le pourcentage de l'actif ainsi grevé croissait plus souvent qu'il ne régressait: au moins 30% (Rivière au Renard), parfois plus de 50% (Barachois, Grande-Vallée) (69). Triste bilan si on considère que les octrois gouvernementaux avaient couvert plus du tiers des capitaux immobilisés. Par mesure d'urgence, la fédération a parfois assumé la conduite des opérations avant même que ne soient finalisées les transactions (70). Quelques concurrents déficitaires ont profité de l'occasion pour se départir à bon compte de leurs ateliers: les établissements Lelièvre à Sainte-Thérèse et les propriétés de l'Association des Pêcheurs de Grande-Rivière (constituée de sociétaires sécessionnistes en 1948, revenus au

68. APU, procès-verbal du bureau de direction du syndicat de Petit-Gaspé, 31 mai 1964.

69. APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 9 août 1961 au 30 mai 1964.

70. Ce fut notamment le cas à Grande-Vallée, Cap des Rosiers, Percé et Barachois. APU, procès-verbal du conseil..., 5 avril 1961.

Boreuil en 1961) ont été rachetés en 1962 et en 1963 respectivement (71).

Au printemps 1964, tous les biens avaient été transférés, l'intégration verticale des secteurs secondaire et tertiaire de l'organisation était parachevée.

Ce processus a ouvert la voie à une autre intégration, horizontale cette fois. La multiplication des transferts de poisson a contribué à l'assouplissement de la production en fonction de la demande des marchés, à la stabilisation de l'approvisionnement des usines et ateliers. Ainsi la matière première de Petit-Gaspé a été distribuée entre Sandy Beach, Rivière au Renard (filetage) et l'Anse au Griffon (salage). Celle de Percé a été répartie entre Sainte-Thérèse (salage) et Newport (filetage); celle de Saint-Joachim, Mont-Louis et Sainte-Madeleine entre Matane, Cloridorme, Grande-Vallée et Rivière au Renard. Newport a souvent alimenté Sainte-Thérèse, et Sandy Beach a livré à Grande-Vallée, Cloridorme et Saint-Maurice des cargaisons importantes (72). De manière générale, on a évité les trop longs déplacements et mis à contribution la polyvalence de la moyenne entreprise, qui a accueilli d'un peu partout les résidus de poisson, les espèces vouées uniquement au filetage (flétan, plie, etc.) et la petite morue impropre au salage. Plus que jamais, le camionnage

71. Ibid., 24 janvier 1962 et 1er avril 1963.

72. APU, Guy Bernier à Yves Jean, directeur du Service des Pêcheries, Ministère provincial de l'Industrie et du Commerce, 27 janvier 1965; A Pleines Voiles, V. 19, no 4, avril 1962; APU, procès-verbal du conseil ..., 30 mai 1964.

a été à l'honneur. Les chalutiers attachés à Rivière au Renard, Sandy Beach et Newport ont occasionnellement effectué des débarquements ailleurs sur la côte (73).

Cette expérience a couronné ou précédé la fermeture d'ateliers qui avaient résisté jusque là à l'épreuve de sélection des années cinquante. La fédération a voulu concentrer l'usinage en quelques points précis et se débarrasser du fardeau que constituaient plusieurs ateliers non rentables. Elle a donc fait un choix en éliminant ceux qui faisaient double emploi, ceux dont l'existence semblait lui porter préjudice. Tour à tour, Barachois (1961), Percé (1961), Grande-Rivière (1962), Matane (1964) et Cap des Rosiers (1965) ont cessé d'opérer. Une nouvelle ronde d'innovations a simultanément haussé la productivité des installations qui ont échappé à la purge. Au nord-est, Cloridorme, Grande-Vallée et l'Anse au Griffon ont été dotés de séchoirs artificiels; Saint-Maurice et Cloridorme ont augmenté leurs capacités d'entreposage après qu'un malencontreux incendie eût réduit celles que le gouvernement provincial mettait à la disposition des producteurs à Gaspé (74). Au sud-est, l'achat des établissements Lelièvre a fait de Sainte-Thérèse, principal centre de pêche entre Sandy Beach et Newport, un important producteur de poisson salé et séché (75). La moyenne entreprise, épine dorsale du

73. APU, mémoire de Guy Leblanc intitulé: "Pêcheurs-Unis de Québec: structures, objectifs, politiques générales, programme de développement", manuscrit, 1964.

74. APU, procès-verbaux du conseil..., 22 juillet et 14 août 1962; APU Guy Bernier à Onias Côté, gérant du syndicat de Cloridorme, 29 août 1961.

75. APU, C.E. Desourdy à Arthur Labrie, sous-ministre, 27 juin 1962.

secteur secondaire, n'a pas été oubliée: on a aménagé des lignes additionnelles de tranchage à Rivière au Renard et à Sandy Beach; Newport a perfectionné son système d'approvisionnement en eau potable et fait l'acquisition d'une nouvelle machine à fileter (76).

On a voulu, en somme, adapter les structures de l'organisation aux exigences nouvelles de la technique. Les moyens de production ont changé de mains et l'entité paroissiale a cessé d'être l'unité de base des activités de transformation. Le pouvoir décisionnel a relevé d'une autorité unique, la fédération, vite devenue le coeur de l'organisation, capable par surcroît d'exercer un contrôle de plus en plus étroit sur les opérations du secteur primaire, notamment celles des hauturiers. Ce mariage de raison de la technique et du comportement organisationnel paraissait découler de l'évidence, se passait de longues justifications. Il a généré une révolution pacifique, peu de voix discordantes se sont fait entendre.

Divers intervenants comme le BAEQ et le SSE ont exprimé sans réserve leur satisfaction. "L'excellence de la formule d'intégration" et le "service" ainsi rendu aux sociétaires ont été soulignés. La fédération n'avait fait que soustraire les marrons à un feu déjà trop violent. Si tardive qu'elle soit, l'intégration augurait bien pour l'ave-

76. APU, procès-verbal du conseil..., 1er juin 1963.

nir (77). Québec avait aussi toutes les raisons d'approuver la nouvelle politique de Pêcheurs-Unis, qui cadrerait bien avec ses directives et l'évolution récente de l'industrie (78). La nouvelle Direction des Pêcheries du Ministère de l'Industrie et du Commerce, dont relevait maintenant la pêche commerciale, a d'ailleurs activement soutenu le mouvement polarisateur. Le montant des octrois accordés aux coopérateurs pour le camionnage du poisson a été porté à \$32,000., un sommet. Le Trésor Public a défrayé plus de la moitié du coût de l'aménagement des nouveaux séchoirs et chambres d'entreposage. Trois subventions spéciales de \$40,000., versées successivement, ont permis à la fédération d'entrer en possession des établissements Lelièvre et de louer un édifice neuf pour son bureau-chef et sa succursale de ventes à Montréal (79). En revanche, le nouveau gouvernement a imité son prédécesseur en refusant de combler les déficits des producteurs en difficultés (80). Il a aussi pris l'initiative de réduire le nombre des postes de collection, vestiges coûteux

77. ACP 01-7, Rapport annuel des activités du SSE, 1964-65, manuscrit; BAEQ, Plan de développement. Objectifs de modernisation des secteurs de base traditionnelle. Troisième partie. Le secteur des pêches, s.l., s.éd., 30 juillet 1966, cahier #4, p. 41.

78. Texte d'une allocution prononcée par Arthur Labrie, sous-ministre, dans Actualités Marines, V. 5, no 1, janvier-avril 1961, p. 32.

79. APU, procès-verbaux du conseil..., 8 février 1961, 24 janvier, 22 juillet et 14 octobre 1962.

80. Ibid., 8 février 1961.

de la décentralisation (81).

Les principaux intéressés eux-mêmes, les sociétaires, ont paru admettre sans trop de difficultés le bien-fondé de la restructuration. Les porte-parole de la fédération ont souligné les avantages économiques d'une formule susceptible de minimiser les risques financiers et de hausser les bénéfices et revenus à tous les niveaux (82). Statistiques en mains, ils ont décrit le cul-de-sac auquel conduirait le statu quo: de 1960 à 1964, ateliers et usines ont été sous-utilisés et les fermetures temporaires se sont succédées à un rythme alarmant. En 1963 par exemple, trente-cinq millions de livres de poisson ont été transformées sur un total possible de soixante, pour un rendement moyen inférieur à 60% des capacités d'usinage (83). Les débarquements effectués ailleurs qu'à Rivière au Renard et Sandy Beach ont déçu au nord-est, de Grande-Vallée à Gaspé, où on observait la plus forte concentration d'ateliers de séchage et de salage: une production inférieure aux prévisions et

-
81. Des 25 postes de collection entre Matane et Sainte-Madeleine, seuls les plus fréquentés sont demeurés ouverts. Ailleurs, un nombre indéterminé de postes ont été éliminés. Exemples: Petit-Brûlé, Petite Anse (Cloridorme), Petit-Cap (Saint-Maurice), Jersey Cove (l'Anse au Griffon), Indian Cove, Cap aux Os (Petit-Gaspé). Sur les emplacements encore desservis, des glacières ont souvent remplacé les antiques neigères, critiquées par les inspecteurs. Cf. APU, mémoire du Dr. Aristide Nadeau, Direction des Pêcheries, manuscrit, 27 octobre 1965; APU, Thomas Laplante à Gérard Cotton de Cloridorme, 10 novembre 1964.
 82. A Pleines Voiles, V. 20, no 4, avril 1963; allocution de Gaston Bernier consignée au procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du syndicat de Saint-Maurice, 22 mars 1964.
 83. APU, mémoire manuscrit de Guy Leblanc intitulé: "Pêcheurs-Unis de Québec, structures, objectifs, politiques générales, programme de développement", 1964.

soumise à de brusques fluctuations à compliqué la tâche des gérants d'usine (84). Il fallait accepter l'inévitable. Les villages et paroisses ne représentaient plus l'unité socio-économique par excellence à une époque où l'on entrevoyait déjà le regroupement des municipalités. "Le temps est révolu où l'on pouvait trouver du travail tout près de chez soi, affirmait Charles-Elmer Desourdy. Dans les grands centres les gens voyagent plusieurs milles pour se rendre à leur travail et cette méthode affecte maintenant les centres ruraux" (85).

On a aussi voulu rassurer les pêcheurs-membres sur l'avenir des coopératives locales. La fédération a cru ou fait mine de croire à l'improbable, c'est-à-dire à la survie de syndicats dynamiques. Moins accaparés qu'autrefois par des problèmes administratifs, les syndicats allaient se consacrer davantage à l'éducation de leurs membres et prendre une part active aux activités de la centrale. Malgré l'intégration, la propriété des outils de travail n'allait pas échapper aux sociétaires devenus simples salariés (86). Les officiers de la fédération ont affiché leur intention d'assortir la centralisation... d'une décentralisation correspondante du contrôle et de la direction des activités, lais-

84. APU, mémoire d'Aristide Nadeau, directeur des Services Techniques du Ministère des Pêcheries, intitulé: "Modernisation des postes de collection de Grande-Vallée à Gaspé", octobre 1965. Débarquements totaux: 7,316,000 livres en 1961; 8,449,000 en 1962; 6,900,000 en 1963, 3,700,000 en 1964.

85. APU, mémoire de C.E. Desourdy aux gérants et directeurs des syndicats (strictement confidentiel), 22 février 1961.

86. APU, Guy Bernier, allocution prononcée devant les délégués du Conseil du Conseil Canadien de la Coopération, 10 juillet 1961.

sant aux syndicats locaux leur autonomie la plus complète" (87). On s'est complu à énumérer les prérogatives "nombreuses et variées" des locales: "définition des critères d'admissibilité des membres, représentation des sociétaires auprès de la fédération (pouvoir de négociation), droit de regard sur tout document relatif aux états financiers et à la conduite des opérations dans les usines comme au bureau-chef etc. (88).

De nouveaux placards publicitaires ont fait leur apparition dans A Pleines Voiles, avec la légende suivante: "Ces photographies représentent les usines de Cloridorme et de Sainte-Thérèse qui seront opérées désormais par la fédération. Cependant il faut bien remarquer que ces deux syndicats demeurent en pleine activité, qu'ils conservent tous leurs autres droits et privilèges, et que les pêcheurs-membres profiteront des mêmes avantages que les usines de Gaspé et de Newport" (89).

Le marasme financier et les nombreuses justifications présentées ont ainsi déclenché une "révolution pacifique". La majorité des protestations émises ont été le fait d'individus isolés, incapables de réaliser un consensus autour d'eux. La réaction négative de plusieurs gérants d'ateliers a d'ailleurs été accueillie avec scepticisme: salariés à l'emploi de la fédération, privés d'une partie de leurs pouvoirs traditionnels, redoutant un licenciement, les gérants ne songeaient-ils pas

87. APU, procès-verbal de la convention annuelle de Pêcheurs-Unis, 5-6 avril 1960.

88. APU, mémoire de Guy Leblanc..., 1964.

89. A Pleines Voiles, V. 19, no 16, juin 1962.

d'abord à la préservation de leurs intérêts? (90) Les oppositions collectives ont été plus rares. A Percé, trois assemblées ont été tenues avant que ne soit entérinée la décision de fermer l'atelier et de transférer ailleurs les captures. Les sociétaires de l'Anse à Beaufils ont vainement soumis la fédération à un chantage à propos de l'invraisemblable implantation d'un atelier de Robin, Jones et Whitman dans ce secteur de la côte. Et à Cap des Rosiers les nombreux opposants du projet de fermeture ont vivement déploré la disparition de l'unique entreprise de transformation de la localité avant qu'un vote serré ne mette un terme aux débats (91). En somme l'opposition a été faible. Les protagonistes du mouvement intégrateur ont rapidement conclu que celui-ci correspondait à tous égards aux aspirations des sociétaires. L'esprit d'innovation aurait ainsi successivement triomphé à trois paliers différents: pour la mise en œuvre de techniques nouvelles, restructuration, ouverture des mentalités.

Chose certaine, les administrateurs ont eu les coudées franches après 1964. L'intégration avait éliminé plusieurs facteurs entravant

90. Les gérants de Rivière au Renard, Sainte-Thérèse, Cap des Rosiers, Percé et l'Anse à Beaufils se sont temporairement opposés à l'intégration. Au moins deux gérants, ceux de Cloridorme et de l'Anse au Griffon, ont été démis de leurs fonctions en 1962 et en 1963 respectivement. Cf. Entrevue avec monsieur Thomas Laplante, 10 mars 1975; APU, Aurélien Blais de l'Anse à Beaufils à C.E. Desourdy, 14 octobre 1961; Albert Blondin de Percé à Guy Bernier, 1er juin 1964; procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de Cap des Rosiers, 6 avril 1961; procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 1er avril 1963.

91. Ibid.

l'adoption d'une vigoureuse politique de croissance. Les recommandations contenues dans le volumineux rapport du BAEQ justifiaient et prolongeaient en la systématisant l'orientation que la technocratie gouvernementale avait donnée à l'industrie depuis le milieu des années cinquante. En quelques années, la métamorphose a été considérable. Assistée par les pouvoirs publics, la fédération a accompli un bond spectaculaire. De 1964 à 1968, l'actif total (disponibilités, placements, immobilisations, etc.) est passé de \$2,095,891. à \$8,686,000. (92). Le volume des captures et la valeur des produits écoulés ont atteint des sommets inespérés quelques années plus tôt:

TABEAU XXVIII

PECHEURS-UNIS: VALEUR DES VENTES ET VOLUME DES CAPTURES, 1964, 68, 70 (93).

(Gaspésie, en livres)

	Volume des captures	Valeur des ventes (\$)
1964	35,346,072	4,760,262
1968	51,612,737	6,601,543
1970	54,323,967	9,459,939

Les réalisations se sont succédées à un rythme rapide. En 1965-66, la fédération a affermi son emprise sur le secteur primaire en étendant ses activités à la réparation et à la construction de bateaux de pêche, ainsi qu'à la vente et l'entretien de moteurs marins via deux nouvelles succursales: "Chantier Maritime de Gaspé Inc." et "Gaspé Diesel Inc." (94).

92. Vingt-cinquième rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 31 janvier 1964; trente et unième rapport annuel de..., 31 décembre 1969.

93. Ibid., cf. aussi: trente-quatrième rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 31 décembre 1972.

94. Pêcheurs-Unis, Mémoire présenté au gouvernement du Québec, 26 janvier 1977; vingt-huitième rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 31 décembre 1966.

La construction du plus vaste complexe d'usinage de poisson au Québec, celui de Rivière au Renard, complété en 1967 au coût total de \$7,600,000., a considérablement chambardé le secteur secondaire. Sept ministères, trois fédéraux et quatre provinciaux, ont contribué à la réalisation de ce projet autorisé en vertu de la loi ARDA. La nouvelle usine de Pêcheurs-Unis comprenait cinq chaînes de filetage d'une capacité annuelle de vingt-cinq millions de livres, une salle de cuisson, un fumoir, une conserverie, etc. Son inauguration a coïncidé avec le lancement de deux chalutiers de grande pêche destinés à ratisser les grands bancs de l'Atlantique nord, l'UNITEC et l'UNIFOX, d'une longueur hors tout de 152 et 162 pieds respectivement. Pour desservir ces deux mastodontes ainsi que les plus modestes navires hauturiers, on a réaménagé le havre et édifié une rampe de lancement, un parc d'hivernage, une fabrique de glace, etc. La fédération a assuré sa participation financière au projet grâce à une importante émission d'obligations (\$2,150,000.) dont la Fédération des Caisses Populaires Desjardins (Lévis) s'est portée acquéreur (95). Le tertiaire a aussi été consolidé et élargi en fonction des nouvelles capacités de production. Déjà en 1964, le bureau-chef et les succursales de ventes de Montréal et de Québec avaient été relocalisés; une succursale implantée à Rimouski avait aussi été substituée à celle de Matane. La fédération a ensuite remodelé ses structures administratives de façon à redéfinir et mieux répartir les fonctions, tant à Montréal que dans les usines. Plus tard, désireuse de ménager un meilleur équilibre entre les

95. Le Soleil, 27 septembre et 3 octobre 1967.

marchés domestique et extérieur, elle a acheté à Montréal les installations de gros d'une entreprise néo-écossaise et prolongé les ramifications de son service de distribution à travers la province en développant un important réseau de poissonneries (96).

Au cours des années cinquante, le gouvernement avait introduit le chalutage en Gaspésie et obligé Pêcheurs-Unis à miser sur la moyenne entreprise pour accueillir un volume accru de captures. Malgré cet effort consolidateur, ce rattrapage, la fédération s'était tant bien que mal accrochée à la décentralisation et à la pêche côtière. La politique expansionniste du milieu des années soixante a toutefois pris une tournure différente. Elle a consacré pour de bon la prééminence et l'essor de la pêche hauturière chez Pêcheurs-Unis. En 1972, les hauturiers-sociétaires étaient deux fois plus nombreux que les côtiers et le total combiné de leurs prises était quarante fois plus élevé. Si les prévisions du BAÉQ s'étaient avérées exactes, l'écart entre les deux catégories de pêcheurs se serait creusé encore davantage.

96. APU, procès-verbal du conseil d'administration de Pêcheurs-Unis, 30 mai 1964; mémoire de Pêcheurs-Unis au gouvernement du Québec, manuscrit, 26 janvier 1977, pp. 11-12.

TABLEAU XXIX

PÊCHEURS-UNIS
COTIERS ET HAUTURIERS EN 1972 (97)

<u>Effectifs de la flotte</u>	<u>Effectifs des sociétaires</u>	<u>Volume total des prises par catégories (livres)</u>
123 barques 15' - 45'	123 côtiers	1,010,002
13 cordiers ou gaspé- siennes	46 cordiers	2,882,087
31 chalutiers 60'	217 chalutiers	36,989,284
16 chalutiers 65'		
6 chalutiers 82' - 87'		

Une telle évolution était inévitable depuis que la fédération avait fait l'acquisition des ateliers et réduit leur nombre. Elle avait dès ce moment opté pour la rentabilisation de l'organisation et choisi de relever le pari d'une croissance qui s'accommodait mal de la décentralisation. Il fallait cesser de miser sur le bois mort. En 1960, ceux qui ont déploré la sous-utilisation des ateliers et des usines ont sans doute cru la pêche côtière condamnée et les petits producteurs isolés condamnés à la faillite. Par contre, le perfectionnement et l'intensification du chalutage offraient de belles promesses pour l'avenir. Décidément, les résultats décevants de la pêche au début des années soixante n'étaient pas irrémédiables. Un incendie a détruit en 1964 les installations de Robin, Whitman et Jones à Paspébiac, obligeant les chalutiers à livrer leurs prises ailleurs. Les autorités provinciales se sont aussitôt empressées de verser un important octroi à la compagnie terreneuviennne Fishery Product Limited pour qu'une usine de capacités équivalentes

noit construite au même endroit (98). Pêcheurs-Unis venait à peine de compléter le processus d'intégration lorsqu'a été sereinement envisagée la construction du complexe d'usinage de Rivière au Renard qui a accru considérablement les capacités de transformation en Gaspésie. En contrepartie, même si Pêcheurs-Unis a vite renoncé aux chalutiers de grande pêche, le chantier maritime de la fédération a produit avec la collaboration gouvernementale une trentaine de chalutiers neufs, à plus fort tonnage que les anciens, depuis 1966 (99).

A la fin des années cinquante, Pêcheurs-Unis avait voulu protéger les côtiers en revendiquant pour eux un traitement analogue à celui des hauturiers. La fédération avait aussi incité les syndicats producteurs de poisson salé et séché à moderniser, malgré l'escalade des exigences gouvernementales. L'intégration du début des années soixante a ensuite constitué un point tournant. Il est vrai que la pêche côtière et les organisations locales responsables des petits ateliers de transformation étaient déjà mal en point. Le déclin de la pêche côtière et les difficultés financières des syndicats conjugués à la discrimination gouvernementale avaient sapé la dynamique interne des "locales", démobilisé les sociétaires et accéléré l'institutionnalisation de Pêcheurs-Unis.

98. Voyageur de la Gaspésie, journal de Murdochville, 25 juin 1964; APU, procès-verbal du conseil d'administration..., 15 décembre 1964. Pêcheurs-Unis a protesté contre le fait que cette subvention versée à une firme non québécoise (\$600,000. sur un déboursé total d'un million de dollars) outrepassait les limites habituelles.

99. Mémoire de Pêcheurs-Unis..., 26 janvier 1977, p. 11.

Comme des fruits mûrs, les syndicats encore impliqués dans l'usinage ont cédé un à un aux pressions de la centrale. Les sociétaires ont ainsi troqué un pouvoir réel contre un simple pouvoir de négociation. Dépouillés de toute fonction économique, d'un point essentiel de convergence, les syndicats déjà affaiblis n'avaient plus aucune chance de survie, malgré les prédictions des partisans de la centralisation. A tort, on a affirmé que le côtier acceptait dorénavant de lier son sort à celui de grands ensembles économiques. C'était minimiser le fait que pêcheurs et petits producteurs étaient pris à la gorge, confondre praxis et mentalités, résignation et enthousiasme.

Inévitablement, une débandade a suivi. Après 1964, la participation a rapidement décliné à son plus bas niveau, alors même que la fédération réalisait ses projets d'envergure. C'est à peine si les pêcheurs-sociétaires se présentaient en nombre suffisant aux assemblées générales pour élire un conseil d'administration (100). Parallèlement, la pêche côtière a encore perdu du terrain. Pessimiste, Pêcheurs-Unis a officiellement accepté pour la première fois en 1968 les recommandations des rapports du BAEQ prescrivant la fermeture de la pêche côtière (1).

100. Antonin Giasson, président général de Pêcheurs-Unis, dans Coup - Pêche, février 1972; BAEQ, Esquisse du Plan #4, annexe, pp. 8-9; Gaston Rioux, "La restructuration des associations coopératives de pêcheurs de la Gaspésie, expérience de participation (1966-69)" dans (en coll.) Le mouvement coopératif du Québec et l'éducation des adultes, Montréal, Les Cahiers de l'I.C.E.A., 1970, pp. 134 et sq; Service des pêcheries du CCQ, Cours: l'Economie coopérative appliquée aux pêcheries, manuscrit, novembre 1968, p. 40.

1. Mémoire de Pêcheurs-Unis, 11 décembre 1968, p. 7.

Le nouveau service d'éducation, de formation et d'information en pêcheries du Conseil de la Coopération du Québec - successeur du Service Social-Economique - a conclu qu'il n'était plus possible de renverser la vapeur. Il fallait se résigner à la disparition des derniers particularismes locaux. En collaboration avec le secrétariat de Pêcheurs-Unis, ses animateurs ont mis au point un dernier projet d'intégration: en 1969, les syndicats gaspésiens - une nouvelle loi régissant les coopératives, votée en 1963, les désignait dorénavant sous le nom d'"associations" - ont été fondus en deux organisations, l'une regroupant les hauturiers (A.C.P.H.G.), l'autre les côtiers (A.C.P.C.G.) (2).

En 1963, pour faire taire les détracteurs de la centralisation, Pêcheurs-Unis avait souligné que l'on procédait alors à un simple transfert de biens, qu'une association de personnes ne se vendait pas. Entre une vente et une liquidation, la distinction devient très théorique.

* * * * *

Le début des années soixante aura été fertile en événements.

En 1963:

- Ottawa a convoqué la première conférence fédérale - provinciale sur la pêche depuis les origines de la confédération canadienne (3).

2. Rioux, op. cit., pp. 143-144.

3. J.B. Bergevin, "Bilan de l'action gouvernementale au domaine des pêches", dans Actualités Marines, V. 8, no 1, printemps 1964, pp. 15-20.

- Les autorités provinciales ont procédé à une restructuration administrative qui a conduit à la création de la Direction des Pêcheries Maritimes du Ministère de l'Industrie et du Commerce. Depuis 1940, la pêche avait successivement relevé du Ministère du Travail, du Ministère des Mines et des Pêcheries et du Ministère de la Chasse et des Pêcheries (4).
- La fédération de Pêcheurs-Unis a tardivement obtenu ses lettres de noblesse, grâce à la nouvelle Loi des Associations Coopératives. Une terminologie précise a désigné les sociétés, les structures, les fonctions, départageant les fédérations des associations locales (5).

Autant de faits marquants qui ont contribué à coordonner les objectifs de rentabilité et de croissance poursuivis par les diverses instances gouvernementales, ainsi qu'à consacrer la subordination des secteurs primaire et secondaire au tertiaire, à l'économie de marché.

En 1964:

- Le SSE et son fondateur, François-Xavier Jean, ont disparu sans bruit.
- La célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de Pêcheurs-Unis a coïncidé avec le départ d'un homme de pre-

4. BAEQ, Plan de Développement. Objectif de modernisation des secteurs de base traditionnels. Troisième partie. Secteur des pêches, p. 39; éditorial de Monique Plamondon dans Actualités Marines, V. 7, no 1, printemps 1963, p. 3.

5. Vingt-cinquième rapport annuel de Pêcheurs-Unis, 31 janvier 1964, p. 4.

mier plan, l'administrateur en chef, Charles Elmer Desourdy, alors âgé de soixante-dix-sept ans.

- L'incendie des installations de Robin, Jones et Whitman à Paspébiac a marqué la fin des activités bi-séculaires de cette firme jerseyaise dans le secteur de la pêche en Gaspésie.

Pour les péninsulaires, deux événements ont toutefois surpassé tous les autres en importance: le parachèvement du processus d'intégration de Pêcheurs-Unis et l'amorce de l'enquête du BAEQ. En soi, l'intégration peut être considérée comme le produit d'une saine évolution. Depuis quelques années, plusieurs organisations coopératives ont précédé ou imité Pêcheurs-Unis, notamment celles qui étaient impliquées dans la production. Le nombre des coopératives laitières du Québec est tombé de 164 en 1965 à 30 en 1970 (6). Pêcheurs-Unis des Maritimes a lui aussi réduit depuis 1967 le nombre des locales (une quarantaine) qu'il chapeautait dans trois provinces différentes (7). Récemment encore, l'économiste François-Albert Angers écrivait:

"La tendance normale d'un secteur coopératif, soutenue par les influences qui viennent du bas, n'est pas la super-centralisation, mais au contraire la pratique du principe supplétif et des intégrations proportionnées aux seules exigences d'efficacité... Le système est

6. J.P. Légaré, "Le mouvement coopératif au Québec" dans Gabriel Gagnon et Luc Martin, Québec 1960-1980. La crise du développement, Montréal, HMH, 1973, pp. 273-274.

7. Rudi Cujes, Fishermes's cooperatives in Nova Scotia, Montréal, C.I.R.I.E.C., s.éd., n.d., pp. 33 et sq.

donc aussi bien capable d'une très grande souplesse que de toute la rigidité nécessaire à l'efficacité" (8).

La recherche de l'"efficacité", synonyme ici de productivité et de rentabilité, se justifie d'autant mieux lorsque les usagers (sociétaires) de l'entreprise - et non les actionnaires d'une firme privée - en sont les premiers bénéficiaires.

"Il est essentiel... d'apporter une distinction fondamentale entre l'entreprise coopérative et les autres formes d'entreprises opérant dans le secteur des pêches, écrivait en 1977 l'actuel secrétaire-général de Pêcheurs-Unis. Bien que soumise comme ces dernières aux impératifs et exigences de la rentabilité, Pêcheurs-Unis du Québec, en tant que coopérative intégrée, ne s'en préoccupe qu'aux seules fins d'en faire bénéficier les véritables intéressés, les pêcheurs professionnels" (9).

La distinction n'avait jamais été aussi tenue. De multiples pressions externes ont obligé Pêcheurs-Unis à sacrifier une série d'activités économiquement non rentables au profit de la pêche hauturière et de la centralisation. Le plus important producteur de la Gaspésie a dû croître, se mettre à la page, sous peine de stagner et disparaître. Cette acculturation au capitalisme apparaît rétrospectivement inévitable et nous ne songeons pas à la contester, compte-tenu du régime économique

8. François-Albert Angers, La coopération de la théorie à la réalité économique, T.I. Le monde vivant de la coopération, Montréal, Fides, 1974, p. 66.

9. Mémoire de Pêcheurs-Unis au gouvernement du Québec, manuscrit, 26 janvier 1977.

ambiant. L'exercice continu d'un important entrepreneurship économique en milieu périphérique valait mieux que la poursuite éphémère d'un idéal propre aux mouvements sociaux.

Le rapport du BAEQ, présenté en 1966, a lui aussi cautionné l'intégration au nom de l'efficacité: adoption d'une technologie dynamique, hausse considérable de la productivité moyenne des navires et des usines, rentabilisation de tous les stades de la production. Préoccupés de développement intégral autant que de croissance, les auteurs du rapport ont fondé leurs conjectures sur l'utilisation maximale des ressources régionales tant humaines que techniques et naturelles (10). Optimistes, ils ont prévu que le nombre des travailleurs de la mer augmenterait en dépit de l'éventuelle disparition de la pêche côtière. Ce en quoi ils ont fait erreur. D'une part la grande pêche (chalutiers géants) n'a jamais fait la preuve de sa rentabilité, et dans l'ensemble, les effectifs engagés dans la pêche hauturière ont plafonné (11). D'autre part, la pêche côtière n'a jamais disparu complètement, même si elle recrute très peu de nouveaux adeptes. Encouragés depuis la fin des années soixante par le versement d'un faible prix de soutien, un certain nombre de côtiers se sont accrochés au métier. Ceux qu'on qualifie de "professionnels" parce que le tonnage de leurs embarcations et le volume de leurs prises annuelles atteint le plancher qui leur donne droit à la

10. BAEQ, Plan de développement..., pp. 54-55.

11. Omer Chouinard, Une expérience de développement régional dans l'Est du Québec: l'intervention dans le secteur pêche en Gaspésie et aux Îles de la Madeleine (1963-1972), thèse, M. Sc. Sociales (Sociologie), Université Laval, 1975, pp. 189 et sq.

prime gouvernementale montaient 113 embarcations en 1972; leurs revenus n'avaient guère augmenté (\$1,655.19 par pêcheur en moyenne) et ils étaient un peu moins nombreux en 1972 qu'en 1970. Aucune donnée précise n'est disponible sur l'état des effectifs des pêcheurs "occasionnels", plus prolifiques que les premiers (12). On sait toutefois qu'une forte proportion de "professionnels" et d'"occasionnels" ne sont pas dans le giron de Pêcheurs-Unis. A Sainte-Thérèse, à Cap d'Espoir, à Newport, à Cloridorme et ailleurs encore, des associations locales ou des comités de pêcheurs artisans ont été mis sur pied avec le concours de quelques animateurs du milieu. Manifestement, on préfère encore une association locale qu'on peut contrôler; on accepte mal une association régionale regroupant les pêcheurs selon les catégories d'embarcations ou d'espèces recherchées (13). L'entreprise artisanale de transformation n'a pas non plus été complètement rayée de la carte. En 1971, les petits producteurs indépendants étaient encore au nombre d'une quinzaine en Gaspésie; tous se consacraient à la production et à la vente de crustacés et de poisson salé et séché; dix d'entre eux embauchaient moins de dix employés (14). Pê-

12. René Simard (en coll.), Récensement des pêcheurs côtiers professionnels de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine (1972), Service de planification de développement, Direction de l'Economie, Direction Générale des Pêcheries Maritimes. Les chiffres produits par Statistique Canada en 1971 paraissent pour le moins extravagants. On a dénombré 2412 pêcheurs dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, équivalant à ceux de 1956. Les statistiques des recensements précédents cadraient pourtant assez bien avec les données compilées par les fonctionnaires provinciaux. Cf. Statistique Canada, La statistique des pêches, Québec 1971, p. 29. Précisons qu'en 1971, le dénombrement fédéral a été effectué pour la première fois sur un échantillonnage de 33 1/3% seulement.

13. Florent Plante, "Pêcheurs: les travailleurs les moins bien organisés", Le Soleil, 25 juin 1977.

14. Répertoire des établissements manufacturiers, Ministère de l'Industrie et du Commerce, juin 1971, #1110.

cheurs-Unis a dénoncé à quelques reprises ces "maraudeurs" soupçonnés de liquider habilement leurs entreprises durant les périodes difficiles et susceptibles de créer... "des distorsions à la planification du développement des pêches" (15).

Un certain nombre de petites unités de pêche et de transformation ont néanmoins survécu aux politiques de régionalisation et de modernisation, déjouant par ce fait même les prévisions du BAEQ et de Pêcheurs-Unis lui-même. Il y a là ample matière à réflexion. Dans un système économique qui obéirait à une rationalité différente, la coexistence de technologies artisanales et évoluées pourrait bien être pacifique et non discriminatoire. Une économie autogestionnaire - cette variable essentielle d'un socialisme décentralisé - fondée sur une planification ascendante, sur un pouvoir populaire de participation se mettrait plus facilement à l'écoute de ceux qui privilégient un mode de vie plutôt qu'un gagne-pain, refléterait plus fidèlement les aspirations économiques et culturelles régionales. La technique serait au service de l'homme collectif. Elle demeurerait un facteur essentiel d'élévation du niveau et de la qualité de la vie tout en perdant la réputation d'épouvantail que lui ont conféré une poignée de technocrates et de possesseurs de capitaux. En théorie du moins. Voilà bien en tout cas une utopie collective à laquelle il convient de s'arrêter (16).

15. Mémoires de Pêcheurs-Unis, 11 décembre 1968 et 26 janvier 1977.

16. Pour une critique de l'autogestion, il faut lire Gabriel Gagnon, "Les voies de l'autogestion" dans l'anthologie préparée par Gabriel Gagnon et Luc Martin intitulée Québec 1960-1980. La crise du développement, Montréal, HMH, 1973, pp. 143-156.

CONCLUSION

En 1964, Pêcheurs-Unis était devenu la principale entreprise de pêche en Gaspésie. Mieux enracinée, moins tournée que ses concurrents vers la quête de profits substantiels, l'organisation coopérative avait affronté avec un certain brio plusieurs obstacles réputés infranchissables pour l'entrepreneur individuel ou la firme privée à capital-actions. La hantise des débouchés l'avait poursuivie presque sans relâche. Pêcheurs-Unis a vu le jour alors que sévissait encore la crise des années trente. Par la suite, exception faite d'une brève période d'élévation artificielle des prix (1941-1946), le commerce du poisson a eu grise mine. Dans le "monde merveilleux" d'Adam Smith, la règle fondamentale consistait en l'équilibre inversement proportionnel de l'offre et de la demande. La réalité a été différente: à l'échelle occidentale, la croissance exponentielle de l'offre n'a guère tenu compte d'une relative inélasticité de la demande. Les taux de changes, de douanes et de transports, les politiques de quotas et de plafonnements des prix ont par surcroît enrayé le mécanisme normal de fixation des prix et des profits, multipliant d'imprévisibles variations à la baisse. Dans les économies libérales où la pêche était une activité marginale suscitant peu d'intérêt, on pouvait difficilement attendre de l'Etat qu'il verse un prix de soutien aux producteurs, pêcheurs et industriels. Ce fut notamment le cas au Québec. Aussi la valeur des produits gaspésiens a-t-elle longtemps stagné et parfois régressé, malgré la réouverture du marché italien (poisson séché) et la popularité grandissante du poisson congelé aux Etats-Unis.

Aux prises avec le régime capitaliste, Pêcheurs-Unis n'a exercé aucun contrôle direct sur les marchés, qui présentaient souvent l'aspect d'une jungle enchevêtrée. Il a par conséquent dû se plier aux exigences d'un capricieux jeu de bascule et évoluer aussi rapidement que le lui permettaient les circonstances en pratiquant une politique faite de rat-trapages successifs. En somme, la créativité, l'imagination et la flexibilité des coopérateurs a été rudement mise à l'épreuve. Ce processus obligatoire d'adaptation aux impératifs du régime ambiant commandait une grande souplesse. Longtemps celle-ci a fait défaut dans la mesure où certains promoteurs de Pêcheurs-Unis ont voulu faire de la formule coopérative plus qu'une simple modalité juridique de l'organisation de l'entreprise.

Au début des années quarante, la popularité de la thèse de la "troisième voie" a conduit à l'expérimentation à vaste échelle de la décentralisation et de l'exercice pacifique de la démocratie participative. Ce dessein n'avait rien de révolutionnaire, il n'a suscité aucune contestation systématique de l'ordre établi. Les partisans de la voie médiane n'ont imaginé aucun projet de société analogue à ceux que formulaient habituellement les mouvements sociaux progressistes. En privilégiant la dimension associationniste de la coopérative, ils ont plutôt voulu susciter une régénérescence morale, dépouillée d'animosité et associée à une harmonisation graduelle des rapports sociaux.

Apparemment la tentative était opportune. L'Etat québécois préconisait moins une politique de croissance économique polarisante et

sélective que la préservation d'un délicat équilibre entre plusieurs entreprises concurrentielles dont il encourageait indirectement la prolifération. Les marchés étaient protégés et les prix à la hausse en raison des besoins alimentaires des nations alliées au cours de la guerre. Un nombre élevé de pêcheurs ont réservé un premier accueil enthousiaste aux émissaires du Service Social-Economique venus les aider à fonder des syndicats locaux vite identifiés au cadre paroissial.

Cette orientation a toutefois plongé Pêcheurs-Unis dans l'ambivalence. Elle a fait de la fédération une organisation multi-tentaculaire, centrifuge, hétérogène, vulnérable à maints égards. Elle n'a pas prévenu pour autant la diminution des effectifs des pêcheurs côtiers, nullement impressionnés par la "prospérité" passagère. Elle n'a non plus suscité ni la participation expressée des propriétaires-usagers, ni la collaboration désintéressée des autres intervenants concernés par les valeurs proposées.

L'impasse de l'après-guerre, fertile en démissions et suivie d'une brève tutelle gouvernementale, a provoqué une importante volte-face. C'est d'abord la dimension associationniste qui a été sacrifiée. Nous n'avons pas délaissé par hasard le clergé gaspésien après 1948; nous n'avons pas minimisé à dessein le rôle des propagandistes du Service Social-Economique après le départ d'Alexandre J. Boudreau. Imperceptiblement, Pêcheurs-Unis s'est institutionnalisé au cours des années cinquante. La pratique de la délégation des responsabilités s'est intensifiée, la communication est devenue plus descendante qu'ascendante. Les officiers supé-

rieurs de l'organisation ont détenu la balance du pouvoir sans disposer d'un mandat clair.

Un pouvoir désormais bien illusoire: autour d'eux ont été ébauchées de nouvelles stratégies inspirées par la persistance des bas prix depuis la fin de la guerre. Bien avant la révolution tranquille, Pêcheurs-Unis a eu maille à partir avec les néo-libéraux. Visiblement influencés par Ottawa (on se rappellera que le gouvernement fédéral a initialement proposé les nouvelles normes d'inspection et introduit le chalutage dans les provinces maritimes), les technocrates provinciaux ont popularisé de nouvelles techniques de pêche et de transformation du poisson destinées à accroître le volume des produits finis québécois. Cette politique interventionniste dictée par les marchés (et non par le devenir des régions immédiatement concernées) se voulait libérale, apolitique et "développante". En réalité, elle était contraignante, orientée, sectorielle et économétrique. Les priorités qu'elle a établies ont précipité le déclin d'une pêche côtière déjà mal en point, ainsi que la faillite de plusieurs petites entreprises artisanales de transformation. Avec elle, le principe du maintien de la libre-concurrence a cessé de prévaloir. Par ricochet, Pêcheurs-Unis a finalement dû prononcer l'arrêt de mort de la décentralisation, déjà dépouillée de sa signification première.

Au début des années soixante, l'organisation coopérative avait assoupli ses articulations et retrouvé un second souffle. En 1964, sa prééminence en Gaspésie marquait un retour au demi-monopole dont jouis-